— 1 —

ANNALES PARLEMENTAIRES

DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

SÉNAT

SÉANCES DU 13 NOVEMBRE 1928 AU 8 MAI 1929.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre de la Chambre » ou « Documents parlementaires ».
ABRÉVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Accidents du travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Accidents du travail aux gens de mer. — V. Marine.

Accise. — V. Finances : Impôts : Droit d'accise sur les sucres.

Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. — V. Affaires étrangères : Droit international public : Règlement pacifique, etc.

Administrations publiques (Location des biens ruraux des). — V. Droit administratif : Biens ruraux, etc.

Admission des anciens combattants aux fonctions et emplois publics. — V. Emplois publics.

Adultère. — V. Droit civil : Divorce.

Aéronautique.

NAVIGATION AÉRIENNE.

Projet de loi autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts.

V. les n^{os} 151 et 194 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Segers, n^o 155.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 18 avril 1929, p. 895. — Le projet est renvoyé à la commission des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique, p. 896.

Dépôt du rapport par M. Segers, p. 956 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 960.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 973 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

V. aussi : Armée.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Affaires étrangères.

ARMÉE.

Recrutement militaire. — V. plus loin la sous-rubrique spéciale.

CHIMIE (OFFICE INTERNATIONAL DE).

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la création, à Paris, d'un office international de chimie.

Doc. — Exposé des motifs, n^o 118. — Texte de la convention, n^o 118. — *Projet de loi* : Annexe au n^o 118.

Rapport fait par M. le baron Descamps, n^o 143.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Hymans, m. a. ét., p. 671 (14 mars 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

L'article unique est adopté sans observation, p. 898.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 899 (23 avril 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

DÉCÈS DU MARÉCHAL FOCH. — V. Foch.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

Nationalité de la femme mariée. — *Projet de loi approuvant la convention signée à Paris le 22 septembre 1928 relative à la nationalité de la femme mariée.*

V. les n^{os} 318 (sess. 1927-1928), 112 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — *Projet de loi*, n^o 103.

Rapport fait par M. le duc d'Ursel, n^o 133.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 6 mars 1929, p. 575. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 742 (26 mars 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 899.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 899 (23 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères (suite)

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC.

Règlement pacifique des différends internationaux. — Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Doc. — Exposé des motifs, n° 94. — Texte de l'acte, n° 94. — Projet de loi : Annexe au n° 94.

Rapport fait par M. le baron Descamps, n° 141.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Hymans, m. a. ét., p. 444 (26 février 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Rapporteur : M. le baron Descamps.

Discussion générale :

Discours de M. Lafontaine, qui estime que ce projet est trop important pour que l'on puisse le laisser passer sans le saluer, exprime son regret de ce que l'acte en discussion laisse la porte ouverte à des incertitudes graves, mais, tout en signalant le danger de guerre qui existe encore, invite le Sénat à voter l'acte avec enthousiasme et à convier les autres gouvernements à agir de même, p. 896, 897. — Interruptions de MM. Barnich, Hymans, m. a. ét., et Huisman Van den Nest, p. 897. — Discours de M. Hymans, m. a. ét., qui estime qu'il serait inutile qu'il prenne la parole après l'admirable rapport de M. le baron Descamps, s'il ne désirait souligner l'initiative du gouvernement comme la portée de l'acte soumis au parlement, espérant constater l'unanimité de l'assemblée; exprime ensuite l'avis que si de nombreux Etats font comme la Belgique, l'intente qui en résultera améliorera l'atmosphère et contribuera utilement à l'œuvre de la paix, p. 897, 898. — Interruptions de MM. Lafontaine, Rutten, p. 897. — Discours de M. le baron Descamps, rap. (qui déclare ne pas se faire d'illusions sur les étapes restant encore à parcourir, mais constate les grands progrès réalisés; termine en déclarant également que la Belgique doit travailler à sa défense nationale, mais que, d'autre part, le parlement doit voter des traités recommandant l'emploi de moyens humains), p. 898.

L'article unique est adopté sans observation, p. 898.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 899 (23 avril 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Renonciation à la guerre. — Projet de loi approuvant le pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928.

Doc. — Exposé des motifs, n° 61. — Texte du traité, n° 61. — Projet de loi : Annexe au n° 61.

Rapport fait par M. Segers sur ce projet et sur le budget des affaires étrangères pour 1929, n° 88. — Une table des matières et une carte sont jointes à ce document.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Hymans, m. a. ét., p. 239 (23 janvier 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport par M. Segers, p. 505 (27 février 1929).

M. Hymans, m. a. ét., demande que, contrairement à sa proposition, la discussion de ce projet soit disjointe de celle du budget des affaires étrangères, déclare que le gouvernement fait de pressantes démarches afin que la Belgique procède à la ratification avant le 24 mars; demande donc au Sénat de voter ce projet le jour même, 12 mars, tout en admettant que les membres de la Haute Assemblée formulent, au cours de la discussion du budget, les observations que le pacte pourrait leur suggérer; déclare qu'il n'entre pas dans la discussion, se borne à constater qu'il forme une haute règle morale pour les nations et présente le très grand avantage d'associer les Etats-Unis à l'organisation de la paix; termine en déclarant que le vote émis d'urgence constituera une manifestation significative, p. 616, 617. — M. le président estime qu'il y aura unanimité sur les bancs du Sénat pour faire droit à la demande de M. Hymans, m. a. ét., et le Sénat marque unanimement son accord, p. 617.

Discussion générale :

Discours de MM. Lafontaine (qui marque sa satisfaction de voir rapidement ratifier le pacte qu'il estime être un élément précieux dans la marche vers la paix; se réserve de faire ultérieurement les importantes observations au sujet du pacte, dont il aurait voulu démontrer les faiblesses); Segers (qui déclare qu'il a dit longuement, dans son rapport, ce qu'il

Affaires étrangères : DROIT INTERNATIONAL PUBLIC. *Renonciation à la guerre (suite)*

pensait du Pacte Kellogg et se borne donc à demander au Sénat de le voter le plus rapidement possible), p. 617.

L'article unique est adopté sans observation, p. 617.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 101 membres présents, p. 620 (12 mars 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Discours de M. le président Magnette, qui, tout en déclarant qu'il n'est pas d'usage de commenter au cours d'une séance du Sénat un vote émis par la Haute Assemblée au moment où il vient d'être acquis, prie le Sénat de l'autoriser à faire exception à cette règle, étant certain d'être l'écho du Sénat tout entier en signalant la portée et la haute importance du vote auquel il vient de procéder, ce vote s'étant produit à une heure vraiment psychologique, la Belgique venant d'être l'objet de suspicions et d'imputations qui ont un moment obscurci le ciel diplomatique. Déclare qu'il est heureux que l'occasion ait été donnée à la Belgique d'affirmer solennellement son désir de concorde et de paix, p. 620.

Sentences arbitrales. — Projet de loi approuvant la Convention de Genève du 26 septembre 1927 concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

V. le n° 215 (sess. 1927-1928) et 71 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n° 89.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 7 février 1929, p. 367. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 437 (26 février 1929).

V. pour la discussion générale la discussion du budget des affaires étrangères pour 1929 (rubrique : Finances : Budgets).

L'article unique est adopté sans observation, p. 672.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Belgique et les Etats-Unis. — Projet de loi approuvant le traité de conciliation et le traité d'arbitrage signés à Washington le 20 mars 1929 entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique.

Doc. — Exposé des motifs, n° 183. — Texte du traité, n° 183. — **Projet de loi : Annexe au n° 183.**

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Hymans, m. a. ét., p. 1034 (2 mai 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Union internationale de secours. — Projet de loi approuvant la convention et les statuts établissant une union internationale de secours adoptés à Genève en juillet 1927.

V. les n° 216 (session 1927-1928) et 72 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n° 82.

Rapport fait par M. François, n° 90.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 7 février 1929, p. 367. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport par M. François, p. 437 (26 février 1929).

V. pour la discussion générale la discussion du budget des affaires étrangères, notamment le discours de M. François, rubrique : Finances : Budgets.

L'article unique est adopté sans observation, p. 672.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ETATS-UNIS (TRAITÉ AVEC LES). — V. plus haut : Droit international public : Traité de conciliation, etc.

FRANCE. — V. plus loin : Recrutement militaire.

GUERRE. PACTE DE RENONCIATION A LA GUERRE. — V. plus haut : Droit international public.

Affaires étrangères (suite)**INDUSTRIE, COMMERCE ET TRAVAIL.**

Importation et exportation : Abolition des restrictions. — Projet de loi approuvant les actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signés par la Belgique à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

V. les n^{os} 314 (session 1927-1928) et 70 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Lafontaine, n^o 91.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 7 février 1929, p. 367. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

V. pour la discussion générale la discussion du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1929. (Rubrique : Finances : Budgets.)

L'article unique est adopté sans observation, p. 671.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents, p. 688 (19 mars 1929). Le projet est soumis à la sanction royale.

Propriété industrielle, marques de fabrique, etc. — Projet de loi approuvant les actes internationaux signés à La Haye, le 6 novembre 1925, relatifs à la propriété industrielle, à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce et au dépôt international des dessins ou modèles industriels.

V. les n^{os} 205 (session 1927-1928) et 173 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi n^o 148.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 886. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

M. Volckaert donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 962 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 962.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 973 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ISLANDE. (Millénaire de l'Althing.)

Ann. — M. le président donne lecture au Sénat de l'invitation adressée par l'Althing (Chambres réunies) d'Islande, priant le Sénat de déléguer un de ses membres pour assister aux fêtes qui seront données à Thingvellir en vue de commémorer le millénaire de l'Althing, p. 985. — M. le président annonce que le bureau examinera la suite à donner à cette invitation et remerciera les présidents du parlement islandais, p. 986.

PACTE DE RENONCIATION A LA GUERRE. — V. plus haut : Droit international public.

RECRUTEMENT MILITAIRE.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France, ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire.

V. les n^{os} 317 et 324 (sess. 1927-1928) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers, n^o 75.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 19 décembre 1928, p. 169.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 295 (31 janvier 1929).

M. Carnoy, m. i. h., demande, le délai sollicité en vue de faire voter cette convention par le parlement belge devant expirer dans peu de jours, que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour d'une prochaine séance, p. 325. — A la proposition de M. le président, le projet est porté en tête de l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 325.

Discussion générale. Discours de MM. Lebon (qui déclare ne pas s'opposer à l'adoption du projet, mais émet certaines critiques, notamment en ce qui concerne les enfants des bateliers belges); Leyniers, rap. (qui estime que, si les critiques de M. Lebon sont justifiées dans une certaine mesure, et bien qu'il souhaiterait, quant à lui, que le gouvernement français

Affaires étrangères : RECRUTEMENT MILITAIRE. Convention entre la Belgique et la France (suite)

acceptât la politique belge basée sur le *jus sanguinis*, il faut pourtant considérer que la nouvelle convention a uniquement pour but d'adapter l'ancienne convention aux cas nouveaux résultant des législations en vigueur; fait remarquer à M. Lebon qu'il n'a parlé que des bateliers, mais qu'il y a plus de 72 cas différents de l'application de la convention; termine en souhaitant que les mesures d'exécution ne donnent lieu qu'à des échanges de vue très cordiaux; Carnoy, m. i. h. (qui indique brièvement pourquoi le gouvernement est d'accord avec le rapporteur, fait diverses observations en réponse à M. Lebon et termine en lui faisant remarquer que les effets de la convention sont suspendus en cas de mobilisation; estime donc que l'on a tout à gagner en y donnant son approbation), p. 339, 340. — M. Lebon souhaite qu'il soit possible d'éviter que, en cas de guerre, un Belge doive faire la guerre à son pays dans les rangs français; M. Carnoy, m. i. h., déclare que la convention a précisément pour but d'éviter ce genre d'abus, p. 340.

L'article unique est adopté sans observation, p. 340.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 343 (6 février 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

V. plus haut : Droit international public.

Affichage des listes des bureaux de vote. — V. Lois électorales : Titres IV à XI : Revision.

Affirmation des procès-verbaux. — V. Droit pénal.

Age de l'entrée en jouissance de la rente des chevrons de front. — V. Armée : Combattants : Chevrons de front.

Agents de la colonie. — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, etc.

Agrandissements de la ville d'Anvers. — V. Communes : Anvers.

Agriculture.**APPRENTISSAGE.**

Projet de loi organique de l'apprentissage. — V. Industrie, commerce et travail : Contrat de travail.

GARDES CHAMPÊTRES : AGE DE LA RETRAITE.

Projet de loi modifiant l'alinéa final de l'article 55 du Code rural. — V. Police rurale.

INSTITUTS AGRONOMIQUES (DIPLÔMES DES). — V. Interpellations, au nom de M. Leurquin.

Ajournement du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Vacances du Sénat.

Allocations de vieillesse. — V. Pensions : Pensions de vieillesse.

Amnistie.

Voyez pour la proposition d'amnistie, due à l'initiative de MM. Van Cauwelaert et consorts, la rubrique : Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, contre la sûreté extérieure de l'Etat; mutilations volontaires commises par des militaires; extinction de poursuites et de peines pour crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919, la proposition de loi de M. Van Cauwelaert ayant été adoptée sous cette forme à la Chambre dès le premier vote et transmise sous ce nouvel intitulé au Sénat.

Amortissement de la dette publique (Dotation du). — V. Finances : Budgets : Budget des voies et moyens.

Ancienneté des fonctionnaires de la colonie. — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, etc.

Annales parlementaires.

RETARD APPORTÉ À LEUR PUBLICATION.

Ann. — Motion d'ordre de M. Braun, qui proteste contre le retard apporté à la publication des *Annales parlementaires* du Sénat et qui demande, la faute de ce retard n'incombant certainement pas au *Moniteur*, mais bien au retard apporté par les sénateurs dans le renvoi de la sténographie de leurs discours après correction, que les dispositions réglementaires relatives à cette question soient strictement appliquées à l'avenir, p. 223. — M. Lekeu applaudit aux observations de M. Braun, p. 223. — M. le président M. gnette rappelle au Sénat le texte de l'article 34 du règlement relatif au renvoi des discours au *Moniteur*, estime que l'observation de M. Braun est absolument fondée et déclare que le bureau veillera à ce que le retard signalé par M. Braun ne se renouvelle pas, p. 223.

Annexion de territoire. — V. Communes : Anvers.

Anormaux. — V. Droit pénal.

Anvers.

AGRANDISSEMENT DE LA VILLE. — V. Communes.

TUNNEL SOUS L'ESCAUT A ANVERS.

Projet de loi relatif à la construction d'un tunnel sous l'Escaut à Anvers et à l'aménagement des terrains de la rive gauche.

V. les n^{os} 147 et 152 de la Chambre (sess. 1928-1929).

Doc. — Rapport fait par M. le vicomte G. Vilain XIII, n^o 140.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 21 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé aux commissions réunies des travaux publics et des finances.

Discussion générale :

Discours de M. le vicomte Georges Vilain XIII, rap. (qui commence par déclarer que, en tant que Waesois, il votera le projet, puis attire l'attention du Sénat sur la nécessité de développer les moyens de communications entre les deux rives de l'Escaut, à Anvers, estimant que le projet soumis à l'approbation du Sénat, et pour lequel il sollicite son adhésion unanime, n'est qu'une première réalisation des vœux du pays de Waes), Baels, m. a. t. p. (qui, estimant que tout a été dit tant dans l'exposé des motifs que dans le remarquable rapport fait à la Chambre comme au Sénat, se borne à exprimer sa satisfaction que le gouvernement ait pu réaliser le projet grandiose sur lequel l'assemblée va se prononcer), p. 901 à 903.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 903, 904.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 973 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Appels à la générosité publique en faveur des invalides et des orphelins de la guerre. — V. Guerre : Œuvres nationales des invalides, etc.

Apprentissage. — V. Industrie, commerce et travail : Contrat de travail.

Arbitrage (Traité d'). — V. Affaires étrangères : Droit international public : Traité de conciliation et d'arbitrage.

Armée.

AÉRONAUTIQUE.

Zone de sécurité autour des aérodromes. — Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou plusieurs escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitude aéronautique.

V. le n^o 188 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. de Brouckere, n^o 98. — Amendement proposé par la commission, n^o 98.

Texte adopté au premier vote, n^o 112.

Ann. — Dépôt du rapport par M. de Brouckere, p. 540 (6 mars 1929).

Armée : AÉRONAUTIQUE. Zone de sécurité autour des aérodromes (suite)

Discussion générale.

Discours de MM. le comte de Broqueville, m. d. n. (qui prie M. de Brouckere, rap., de ne pas insister sur son amendement, afin, d'une part, d'éviter le renvoi du projet à la Chambre et, d'autre part, de ne pas introduire dans le projet une disposition touchant à des questions juridiques, estimant que la situation dangereuse, visée par le projet, est extrêmement urgente); de Brouckere, rap. (qui déclare être prêt à se rallier à l'opinion du ministre, mais avoir quelque peine cependant à admettre la remise de la question touchée par son amendement, estimant qu'il serait facile, si l'on y mettait de la bonne volonté, d'arriver à une solution rapide); Pierlot (qui fait remarquer que la commission a été unanime à se rallier à l'avis de M. de Brouckere, et exprime le désir que le Sénat adopte la solution de la commission, plus conforme au droit constitutionnel belge, étant entendu que l'on essaiera de faire mieux lorsqu'on en aura la possibilité), p. 655, 656. — Interpellations de MM. Lekeu et de Brouckere, p. 656. — Discours de M. le comte de Broqueville, m. d. n., qui maintient son opposition, estimant que la commission introduit dans le projet un principe nouveau de droit; estime que si l'on entrait dans cette voie, on aurait posé un acte grave sans avoir pu en mesurer les conséquences et que l'on regretterait un jour cet acte, p. 656. — M. de Brouckere, rap., estime qu'il se produit une confusion et développe les motifs pour lesquels il a le regret de ne pas pouvoir se rallier à l'avis du ministre, p. 656.

Discussion des articles et vote sur l'ensemble :

Art. 1 à 7. Adoptés sans observation, p. 657.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte du projet et de l'amendement proposé par la commission, p. 657, 658. — L'amendement de la commission est adopté par assis et levé et l'ensemble de l'article 8, ainsi amendé, est adopté, p. 658.

Art. 9 à 12. Adoptés sans observation, p. 658.

M. le président déclare que, conformément au règlement, le projet ayant été amendé sera renvoyé à la commission préalablement au second vote, p. 658.

Vote en seconde lecture :

Article 8. M. le président rappelle le texte amendé au premier vote, p. 705. — M. le comte de Broqueville, m. d. n., rappelle que, lors de la précédente discussion, le gouvernement a défendu son point de vue contre l'amendement de M. de Brouckere, devant une dizaine de membres seulement, et a été battu. Déclare ensuite que le gouvernement, d'accord, d'ailleurs avec la Chambre, qui a voté le projet à une écrasante majorité, maintient son point de vue. Rappelle brièvement le sentiment de la Chambre à cet égard, exprime, au nom de la commission, par son rapporteur; suggère une solution qui permettrait l'accord avec M. de Brouckere, p. 705. — M. de Brouckere déclare qu'il ne peut accepter le sous-amendement proposé par M. de Broqueville, m. d. n., et indique les motifs de son opposition, p. 705, 706. — M. le comte de Broqueville, m. d. n., justifie son attitude, non pas par son avis personnel, mais par celui de M. le sénateur Vinck; rappelle l'étude faite par lui sur cette question dans son rapport sur la conservation des monuments et des sites. Termine en rappelant l'urgence du projet de loi au point de vue de la sécurité des aviateurs, p. 706. — Sont encore entendus : MM. de Brouckere (qui maintient sa manière de voir); Pierlot (qui rappelle que l'amendement n'a pas été proposé par M. de Brouckere, mais par la commission de la défense nationale et à l'unanimité; développe les motifs pour lesquels il estime que l'on ne peut pas permettre au gouvernement de disposer du droit des citoyens en rendant l'allocation d'une indemnité « facultative »); de Broqueville, m. d. n. (qui défend à nouveau le projet présenté par le gouvernement), p. 707. — L'article 8 est définitivement adopté, tel qu'il a été amendé, p. 707.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix et une abstention, p. 712 (20 mars 1929). — S'est abstenu M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 712. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

COMBATTANTS.

Admission aux emplois publics et réintégration. — V. la rubrique spéciale : Emplois publics.

Chevrons de front : rente : Majoration. — *Projet de loi relevant le taux de la rente des chevrons de front et abaissant l'âge de l'entrée en jouissance de la dite rente.*

V. les n^{os} 78 et 155 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Armée : COMBATTANTS. Chevrons de front; rente; majoration (suite)

Doc. — Projet de loi, n° 128.

Rapport fait par M. Pierlot, n° 186.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

M. Pierlot donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1052 (7 mai 1929).

Discussion générale. Discours de M. le baron de Dorlodot, qui déclare renoncer à déposer un amendement, afin de ne pas retarder le vote de la loi, p. 1052.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1052, 1053.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents, p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Pensions. — V. Pensions militaires.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1929.

V. les n° 5 et 16 (session 1928-1929).

Doc. — Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 26.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 6 décembre 1928, p. 89. — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

Dépôt du rapport par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, p. 102 (12 décembre 1928).

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 169, 170.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 42, p. 187 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

EMÉRITAT AUX LIEUTENANTS GÉNÉRAUX TITULAIRES DU GRAND CORDON DE L'ORDRE DE LÉOPOLD AU 1^{er} JANVIER 1928.

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du Grand Cordon de l'ordre de Léopold.

V. le n° 201 (session 1927-1928) du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Pierlot, n° 97. — Amendement présenté par la commission, n° 97.

Texte adopté au premier vote, n° 113.

Discussion générale :

Ann. — Discours de MM. Volckaert (qui combat le projet, estimant que l'argent affecté à l'augmentation de traitement visée par le projet de loi serait plus utilement employé à donner un peu plus de bien-être aux orphelins de ceux qui ont donné leur vie pour le pays); le comte de Broqueville, m. d. n. (qui répond aux observations de M. Volckaert en ce qui concerne notamment la question du relèvement de la solde des soldats, et fait remarquer à M. Volckaert que le gouvernement a déposé un amendement, dont il rappelle les termes, amendement qui détermine quels sont les officiers généraux qui auront droit à l'éméritat); Pierlot, rapp. (qui exprime le regret que le Sénat ne soit pas unanime à voter le projet qui a été admis par la majorité de la commission de la défense nationale; combat ensuite le discours de M. Volckaert; déclare qu'il retire l'amendement de la commission et se rallie à celui du gouvernement); de Brouckere (qui développe les motifs pour lesquels, estimant qu'il ne s'agit pas d'honneurs, mais d'argent, il votera contre le projet), p. 658 à 660. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, m. d. n., Volckaert, Jaspas, p. m., Lekeu, Van Overbergh, p. 658 à 660.

Discussion de l'article unique :

M. le président donne lecture du texte du projet, d'un amendement proposé par la commission et de l'amendement proposé par le gouvernement, p. 660. — M. le président rappelle que la commission retire son amendement et se rallie à celui du gouvernement, et l'article unique est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 660. — M. le président déclare que, conformément au règlement, le projet ayant été amendé sera renvoyé à la commission préalablement au second vote, p. 660.

L'article unique est remis aux voix et est définitivement adopté, p. 707.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 49 voix contre 34, p. 712 (20 mars 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Armée (suite)**GARNISONS**

Tableau indiquant : 1° la répartition, par district de gendarmerie, des miliciens de la classe de 1928 entre tous les corps et services; 2° la division du territoire en cinq groupements de recrutement, conformément aux dispositions de la loi; 3° par district de gendarmerie, le nombre de miliciens désignés pour le service, pour l'armée d'occupation et les troupes d'armée, pour les garnisons situées au chef-lieu, à moins ou à plus de 50 kilomètres de leur résidence.

Ann. — Dépôt sur le bureau du Sénat, par M. le ministre de la défense nationale, pendant trente jours de session, conformément à l'article 6 de la loi du 15 août 1923 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, p. 5 (20 novembre 1928).

MILICE : RECRUTEMENT MILITAIRE (CONVENTION AVEC LA FRANCE). — V. Affaires étrangères : Recrutement militaire.

MILITAIRES BELGES OCCUPANT UNE FONCTION PUBLIQUE DANS LA COLONIE. — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, militaires, etc.

PENSIONS MILITAIRES. — V. Pensions.

RECRUTEMENT MILITAIRE.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. — V. Affaires étrangères : Recrutement militaire.

Art de guérir.

POUVOIR DISCIPLINAIRE : CRÉATION.

Projet de loi portant institution de chambres des professions médicales.

Doc. — Exposé des motifs, n° 156. — Projet de loi : Annexe au n° 156.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Carnoy, m. i. h., p. 901 (23 avril 1929). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 901.

Artisans (Crédit à l'outillage artisanal). — V. Industrie, commerce et travail : Crédit, etc.

Asou, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire (cosign.). Annexe au n° 38.

Ann. — Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il est partisan de l'abrogation, mais déclare pourtant que, si le Sénat venait à repousser l'abrogation, il considérerait la proposition du conseil de législation comme un progrès marqué sur la situation existante, p. 208, 209. — Observations, p. 210. — Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les diverses propositions en présence, p. 211, 212.

Interpelle M. le ministre des sciences et des arts au sujet de la suite que le gouvernement entend donner aux réclamations de la ville de Tournai, appuyées par le conseil provincial du Hainaut tendant à la remise à cette ville, pour son Musée des Beaux-Arts, de deux tableaux, de Rubens et de Jordaens, enlevés à Tournai en 1794, restitués plus tard par la France, mais demeurés depuis lors au Musée de Bruxelles. Demande que son interpellation soit jointe au budget des sciences et des arts, p. 244.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Au cours de la discussion générale de ce budget, développe son interpellation au sujet de la suite que le gouvernement entend donner aux réclamations de la ville de Tournai, appuyée par le conseil provincial du Hainaut, tendant à la remise à cette ville, pour son Musée des Beaux-Arts de deux tableaux de Rubens et de Jordaens enlevés à Tournai en 1794, restitués plus tard par la France, mais demeurés depuis lors au Musée de Bruxelles, p. 271 à 273. — Observations, p. 273. — Prononce encore un discours en réponse à celui du ministre et prend acte des bonnes dispositions manifestées par le gouvernement en faveur du Musée de Tournai, p. 274.

Assurances sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL (RÉPARATION DES). — V. Industrie, commerce et travail.

CONTRAT D'EMPLOI. — V. Industrie, commerce et travail.

EMPLOYÉS.

Prorogation de la loi. — *Projet de loi rendant applicable jusqu'au 31 décembre 1929 les dispositions des §§ 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, et relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.*

V. les n^{os} 27 et 33 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Mertens, n^o 42.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 19 décembre 1928 et renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 169.

M. Van Belle donne lecture du rapport, p. 186 (20 décembre 1928).

Le Sénat prononce l'urgence, p. 186.

L'article unique est adopté sans observation, p. 186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 188 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Revision des dispositions en vigueur. — *Projet de loi portant revision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.*

Doc. — Exposé des motifs, n^o 37. — Annexe : Articles de la loi du 10 mars 1925 et dispositions nouvelles insérées dans le projet de revision, n^o 37. — Projet de loi : Annexe au n^o 37.

Rapport fait par M. Henricot, n^o 160. — Annexe : Projet présenté par le gouvernement et texte amendé par la commission, n^o 160. — Note de la minorité signée par M. Jauniaux, n^o 160.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Heyman, m. i. t. p. s., p. 183 (20 décembre 1928). — Le projet est renvoyé à la commission.

Le R. P. Rutten insiste pour que le Sénat examine ce projet avant de se séparer; M. Digneffe estime que ce débat ne peut être écourté, fait remarquer que de nouveaux amendements ont été déposés au dernier moment et que le texte proposé donne un caractère étatiste au projet; M. Henricot insiste également pour que la question soit examinée avant que l'assemblée ne se sépare; M. Delannoy appuie la demande de M. Henricot; M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare que le gouvernement est d'accord pour que le projet soit voté pendant la session en cours, p. 901. — Observations de MM. Mousty et Volckaert, p. 901.

Dépôt du rapport par M. Henricot, p. 956 (25 avril 1929). — M. Henricot attire l'attention du Sénat sur le fait que ce projet a été longuement et sérieusement examiné en commission. Estime, en conséquence, qu'il pourrait être rapidement discuté et joint ses instances à celles faites la veille par le R. P. Rutten, afin que ce débat puisse commencer le mardi suivant, éventuellement à une séance du matin, p. 956.

Motion d'ordre de M. Digneffe, qui, au moment de l'ouverture de la discussion générale, fait remarquer la grande importance du projet et insiste pour que le débat ne soit pas écourté, p. 976. — Observations de M. François, p. 976. — M. le président fait remarquer à M. Digneffe que l'assemblée n'a pris aucune décision quant à la durée de la discussion que, bien qu'il soit désirable que l'on en termine rapidement, il déclare, d'accord avec le gouvernement et le rapporteur, que tout le temps nécessaire sera pris pour un examen sérieux, p. 976.

Discussion générale :

Discours de MM. Rutten (qui commence par rappeler les rétroactes du projet, se joint au rapporteur pour remercier les fonctionnaires qui ont apporté un si précieux concours à l'élaboration du projet, développe les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif, puis, tout en rendant hommage à la compétence spéciale de M. Jauniaux, dans les questions d'assurances, ainsi qu'à son dévouement aux œuvres de prévoyance, prie le Sénat de ne pas discuter ses amendements, ceux-ci tendant à modifier les lignes générales du projet et détruisant son équilibre, ceci étant de nature à empêcher que

Assurances sociales : EMPLOYÉS. Revision des dispositions en vigueur (suite)

la question d'aboutir avant la fin de la session), Henricot, rapp. (qui commence, comme M. Digneffe, par exprimer son regret que le projet vienne en discussion au moment où le Sénat doit se séparer, déclare que, bien que personnellement, il regrette l'établissement d'une caisse nationale, la loi donne satisfaction à la plupart des employés et lui donne également satisfaction, à l'exception des articles 34 et 34bis, qu'il estime devoir, s'ils étaient maintenus dans le texte proposé par le gouvernement, amener des conséquences graves pour la sécurité des organismes d'assurance, prie donc le ministre de bien vouloir examiner minutieusement l'amendement qu'il a déposé à ces articles), p. 976 à 978. — Interruptions de MM. Heyman, m. i. t. p. s., François, Wautet, de Brouckere, Delannoy, Mertens, Rutten, Vande Moortele, p. 976 à 978. — M. Moyersoen déclare qu'il n'a pas contresigné les amendements de M. Henricot, mais qu'il compte les défendre, p. 978. — Observations de MM. Jauniaux et Demoulin au sujet de ces amendements, p. 978. — M. le président suggère à ce moment d'écourter la discussion générale et que les membres qui le désireraient présentent leurs observations à la discussion des articles, p. 978. — M. Moyersoen suggère d'entendre encore M. Jauniaux dans la discussion générale, afin que chacun des groupes ait pu exposer son point de vue, p. 978. — M. Heyman, m. i. t. p. s., estime qu'il serait utile qu'il fit également un bref exposé, afin de faire connaître le point de vue du gouvernement, p. 979. — Ces suggestions sont unanimement admises, p. 979.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. Jauniaux (qui commence par faire remarquer que, même si le projet est adopté au Sénat, il ne deviendra pas loi, la Chambre se séparant le lendemain, puis émet un doute sur la tranquillité absolue que le vote du projet en discussion pourrait amener au lendemain des élections, développe ensuite l'ensemble des critiques qu'il formule au sujet du projet tel qu'il est soumis aux délibérations de l'assemblée, termine en déclarant qu'il s'expliquera sur chacun des amendements qu'il a présentés pendant la discussion des articles tout en s'engageant à condenser, autant que possible, ses observations, p. 979 à 984. — Interruptions de MM. Moyersoen, Henricot, Wautet, Heyman, m. i. t. p. s.; de Brouckere, Beauduin, Rutten, Volckaert, Demoulin, Digneffe, Delannoy, p. 979 à 984.

Pendant le discours de M. Jauniaux, M. Henricot répond à M. Jauniaux, qui l'a mis personnellement en cause en disant que lorsqu'un employé se présente dans une usine qui possède une caisse autonome, il n'a pas sa liberté, déclare que, en effet, avant le vote de la loi, le patron, qui avait établi une caisse au profit de la pension de ses employés était libre d'obliger l'employé qui entrait chez lui de profiter des avantages qu'il accordait à la généralité de ses employés, mais que, une fois la loi votée, il sera parfaitement égal au patron à quelle caisse l'employé sera affilié, p. 981.

MM. Heyman, m. i. t. p. s., Moyersoen et le président Magnette font diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 984.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. Heyman, m. i. t. p. s. (qui commence par déclarer qu'il sera très bref dans la discussion générale, afin de permettre le vote de la loi pendant la session en cours, ne répond donc qu'à deux des observations soulevées par M. Jauniaux : 1^o en ce qui concerne l'affirmation qu'il a produite que le ministre était sous l'influence du Comité central industriel; 2^o en ce qui concerne l'attaque dirigée contre lui par M. Jauniaux, qui l'a accusé d'avoir manqué à ses devoirs de démocrate en ne réalisant pas son projet sur le fonds national de mutualité, projet imposant une cotisation de 2 p. c. aux patrons; déclare, pour le surplus, que tous savent qu'il existe des lacunes dans l'œuvre soumise au Sénat, rappelle les réalisations importantes accomplies les deux dernières années en ce qui concerne les assurances sociales : habitations ouvrières, pensions, etc., et termine en estimant que M. Jauniaux, dont la compétence est connue, sera d'accord avec lui, que l'on ne peut faire croire au Sénat que le problème formidable des assurances sociales en général se réglera avec quelques millions, que c'est par milliards qu'il faudra calculer), p. 1003, 1004. — Interruptions de MM. Jauniaux, Rutten, Moyersoen, p. 1003, 1004.

Fait personnel de M. Jauniaux, qui confirme la déclaration qu'il a faite que M. Heyman, m. i. t. p. s., avait le devoir et le pouvoir de défendre la mutualité de tous les partis contre l'action du Comité central industriel, p. 1004. — Observation de MM. Henricot et Rutten, p. 1004.

Assurances sociales : EMPLOYÉS, *Revision des dispositions en vigueur (suite)*

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. Digneffe (qui motive la protestation qu'il a faite l'avant-veille contre la manière dont le Sénat était appelé à examiner le projet en discussion), p. 1004, 1005. — Interruptions de MM. Jauniaux, Heyman, m. i. t. p. s., Liebaert, Lalleraand, Rutten, p. 1004, 1005. — M. Jauniaux déclare qu'il ne veut pas prolonger la discussion et qu'il renonce à réfuter le discours de M. Digneffe, mais estime que celui-ci vient de prouver qu'il ne connaît pas la question de la pension des employés, puis demande que l'on passe immédiatement à la discussion des articles, p. 1005. — Interruptions de M. Demoulin, p. 1004.

Avant d'aborder la discussion des articles, M. le président demande à M. Heyman, m. i. t. p. s., s'il est bien d'accord pour prendre comme base de la discussion le texte amendé par la commission, p. 1004. — M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare être d'accord, p. 1004.

Discussion des articles :

CHAPITRE I^{er}. — Des bénéficiaires de l'assurance.

Art. 1^{er}. M. le président donne lecture du texte de cet article, p. 1005. — Le R. P. Rutten fait diverses observations, afin de dissiper un malentendu en ce qui concerne la définition du mot « employé » et des difficultés qui pourraient naître à ce sujet, M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare se rallier aux observations interprétatives du R. P. Rutten, M. le baron de Dorlodot fait encore diverses observations sur cette question et estime que le ministre devra être appelé à donner son avis dans les cas douteux et que, si l'employeur et l'employé se rangent à l'avis du ministre, l'employeur sera assuré de n'encourir aucune des pénalités et responsabilités prévues par la loi, p. 1005, 1006. — MM. Heyman, m. i. t. p. s., Henricot, rapp., le R. P. Rutten déclarent être d'accord avec M. le baron de Dorlodot, p. 1006. — L'article 1^{er} est adopté, p. 1006.

Art. 2. M. le président donne lecture de cet article, p. 1006. — A la suite d'observations faites par des membres de la commission, M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare qu'il est nettement déterminé que la loi ne s'applique qu'aux membres du corps enseignant qui ne jouissent pas déjà d'une pension en vertu des lois existantes, et que la loi est applicable non seulement aux artisans de nationalité belge, mais également à ceux de nationalité étrangère, p. 1006. — L'article 2 est adopté, p. 1006.

Art. 3. Adopté sans observation, p. 1006.

Art. 4. M. le président donne lecture du texte de l'article, p. 1006. — M. Heyman fait remarquer que les modifications proposées par la commission sont de pure forme, M. Henricot demande qu'il soit entendu que l'employé qui a été assujéti à la loi pendant dix ans puisse continuer à faire des versements s'il se rend à l'étranger et y est occupé par un patron, et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare être d'accord avec M. Henricot, p. 1006. — L'article 4 est adopté, p. 1006.

Art. 5. Adopté sans observation, p. 1007.

CHAPITRE II. — Du montant des versements et de la contribution de l'Etat.

Art. 6. M. le président donne lecture du texte amendé par la commission et d'un amendement présenté par M. Jauniaux, p. 1007. — M. Jauniaux défend son amendement, p. 1007. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond au discours de M. Jauniaux et précise exactement à cette occasion la portée de la cotisation demandée aux patrons et aux employés, indique les motifs pour lesquels le gouvernement s'est rallié à l'amendement proposé par la commission, estime que M. Jauniaux a fait erreur en disant que l'on a voulu favoriser les patrons et déclare que le gouvernement tient compte des possibilités industrielles, p. 1007, 1008. — M. Jauniaux fait encore diverses observations, p. 1008. — M. le R. P. Rutten rappelle que, s'il ne répond pas aux développements de l'amendement de M. Jauniaux, c'est, ainsi qu'il l'a déclaré précédemment, afin de ne pas retarder le vote de la loi, p. 1008. — M. le président rappelle qu'il a été décidé que l'on ne procéderait à aucun vote pendant la séance du matin, et déclare, en conséquence, que le vote sur l'amendement de M. Jauniaux est remis, p. 1008. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté, et l'article est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1113.

Art. 7. M. le président rappelle un amendement de M. Jauniaux, p. 1008. — M. Jauniaux justifie son amendement, p. 1008. — Discussion : MM. Henricot, rapp., et Moyersoen combattent l'amendement de M. Jauniaux, p. 1008, 1009. — MM. Heyman, m. i. t. p. s. (qui se rallie aux observations de MM. Hen-

Assurances sociales : EMPLOYÉS, *Revision des dispositions en vigueur (suite)*

ricot et Moyersoen), Henricot, Jauniaux, le baron de Dorlodot, Mertens et Rutten font diverses observations au sujet du chiffre de 18,000 admis comme base de salaire, p. 1009. — M. Heyman déclare qu'il admettrait le chiffre de 20,000 si ce chiffre était proposé, et M. Jauniaux déclare maintenir son amendement portant ce chiffre à 24,000 francs, mais annonce qu'il proposera subsidiairement le chiffre de 20,000 francs, p. 1009. — Le vote est réservé, p. 1009. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté, ainsi que l'amendement subsidiaire présenté par MM. Jauniaux et Mertens et l'article 7 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1113.

Art. 8 et 9. M. le président rappelle des amendements présentés par M. Jauniaux, p. 1009. — M. Jauniaux demande que l'on réserve ces articles jusqu'à ce que l'on ait statué sur l'article 7, p. 1009. — M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 1009. — M. Jauniaux déclare que les amendements qu'il avait proposés viennent à disparaître, et les articles 8 et 9 sont adoptés tels qu'ils sont proposés par la commission, p. 1114.

Art. 10 à 12. Adoptés sans observation, p. 1009, 1010.

Art. 13. M. le président rappelle un amendement de M. Jauniaux, p. 1010. — M. Jauniaux justifie son amendement, p. 1010. — M. Heyman, m. i. t. p. s., estime que l'on pourrait justifier la péréquation de l'intervention de l'Etat, mais que, ainsi que M. Jauniaux l'a prévu, tout dépend de la revision de la loi générale sur les pensions de vieillesse; M. Eyllenbosch fait remarquer que son groupe se préoccupe en ordre principal d'améliorer les lois existantes, sans y mettre le germe de ce que l'on pourra réaliser plus tard, p. 1010. — MM. Mertens, Moyersoen, Heyman, m. i. t. p. s., font encore diverses observations au sujet de la revision de la loi générale, p. 1010. — Le vote est réservé, p. 1010. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et l'article est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

CHAPITRE III. — De la destination des versements.

Art. 14. M. le président donne lecture du texte de cet article et d'amendements présentés par M. Jauniaux, p. 1011, 1012. — M. Jauniaux fait remarquer que le sort des amendements qu'il a présentés à cet article est lié à celui des amendements qu'il a proposés à l'article 6, p. 1012. — M. Heyman, m. i. t. p. s., fait diverses observations au sujet de l'amendement de la commission relatif au délai de l'entrée en jouissance, déclare qu'il ne veut pas s'opposer à ce texte, mais qu'il serait cependant disposé à maintenir le délai de douze mois inscrit dans le projet, p. 1012. — Observation de M. Moyersoen, p. 1012. — M. Henricot, rapp., déclare que, en ce qui concerne personnellement, il ne voit pas d'inconvénient à supprimer l'amendement de la commission; M. Mertens rappelle que cet amendement est le résultat d'un compromis et estime qu'il serait sage d'admettre l'amendement de la commission; le R. P. Rutten fait diverses observations, mais estime, ainsi que vient de le dire M. Mertens, qu'il serait préférable de maintenir le texte de la commission, p. 1012, 1013. — MM. Henricot, rapp., et de Bruckere font encore diverses observations et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare être d'accord pour le maintien de l'amendement de la commission, p. 1012, 1013. — Le vote est réservé, p. 1013. — M. Jauniaux déclare que son amendement vient à disparaître, et l'article 14 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

CHAPITRE IV. — Des organismes d'assurance.

Art. 15. M. le président rappelle le texte proposé par la commission et un amendement de M. Jauniaux, p. 1213. — M. Jauniaux défend l'amendement qu'il a présenté; M. Moyersoen le combat, p. 1013, 1014. — MM. Rutten, Digneffe, Henricot, Demoulin et Heyman, m. i. t. p. s., font diverses observations, p. 1013, 1014. — Discours de M. Heyman, m. i. t. p. s. (qui indique brièvement les motifs pour lesquels le gouvernement a accepté la formule qui a été proposée par la commission), p. 1041, 1042. — MM. Henricot, rapp., et le baron de Dorlodot font encore diverses observations en réponse à M. Heyman, p. 1042. — Le vote est réservé, p. 1042. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et l'article 15 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

Art. 16. M. Heyman, m. i. t. p. s., précise brièvement la portée de cet article en vue de l'interprétation éventuelle de la loi, p. 1042. — L'article 16 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1042.

Art. 17. Adopté sans observation, p. 1043.

Assurances sociales : EMPLOYÉS, *Revision des dispositions en vigueur (suite)*

Art. 18. M. le président rappelle le texte proposé par la commission et rappelle que M. Jauniaux propose la suppression du cinquième alinéa, p. 1043. — Discours de MM. Heyman, m. i. t. p. s. (qui, d'accord avec la commission, propose, en ce qui concerne l'avant-dernier alinéa, que l'on adopte le texte du projet du gouvernement), Jauniaux (qui défend l'amendement qu'il a présenté), Henricot (qui combat la proposition de M. Jauniaux et demande que la fédération des organismes de protestation contre la loi de 1927 soit représentée au sein du conseil d'administration), p. 1043, 1044. — Interruptions de MM. Jauniaux et Vande Moortele, p. 1043, 1044. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond brièvement à MM. Jauniaux et Henricot et les prie de ne pas insister sur leurs propositions, insiste pour que l'on ne prenne pas des décisions nettes avant de posséder les éléments d'appréciation, p. 1044. — Interruptions de MM. Moyersoën, Rutten, Beauvuin, Matagne, François, Jauniaux, p. 1044. — MM. Henricot, Matagne, Heyman, Vande Moortele, Rutten, Jauniaux, Segers, François, Beauvuin et Moyersoën font encore diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1044, 1045. — Le vote sur l'article 18 est réservé, p. 1045. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté, et l'article 18 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

Art. 19. M. le président rappelle le texte d'un amendement de M. Jauniaux, p. 1045, 1045. — M. Heyman, m. i. t. p. s., expose brièvement les motifs pour lesquels il prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. Jauniaux, p. 1046. — M. Jauniaux déclare qu'il n'a jamais pensé que son amendement serait admis, qu'il l'a déposé uniquement pour soulever la question des placements sociaux et déclare ne maintenir cet amendement que par principe, p. 1046. — Le vote sur l'article 19 est réservé, p. 1046. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et l'article 19 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

Art. 19bis proposé par amendement par le gouvernement. M. le président donne lecture de cette disposition, qui est adoptée sans observation, p. 1046, 1114.

Art. 20. Adopté sans observation, p. 1046.

Art. 21. M. le président rappelle des amendements présentés par M. Jauniaux, p. 1046. — M. Jauniaux fait remarquer que tous ces amendements tomberont éventuellement par suite du rejet possible d'un amendement précédent et qu'ils ne sont présentés qu'en vue de l'adoption de ce premier amendement, p. 1046. — Le vote est réservé, p. 1046. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et le texte de la commission est adopté, p. 1114.

Art. 22. Adopté sans observation, p. 1046.

Art. 23. M. le président rappelle le texte d'un amendement présenté par M. Jauniaux, p. 1046. — M. Jauniaux défend son amendement, et MM. Rutten et Moyersoën le combattent, p. 1047. — Le vote sur cet article est réservé, p. 1047. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et le texte de la commission est adopté, p. 1114.

Art. 24. Adopté sans observation, p. 1047.

Art. 25. M. le président rappelle le texte d'un amendement de M. Jauniaux, p. 1047. — M. Jauniaux déclare qu'il a justifié cet amendement précédemment; M. Henricot, rap., fait ressortir les avantages des caisses autonomes et des caisses communes, p. 1047. — Le vote sur l'article 25 est réservé, p. 1047. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et le texte de la commission est adopté, p. 1114.

Art. 26 à 29. Adoptés sans observation, p. 1047, 1048.

Art. 30. M. le président rappelle le texte d'amendements de M. Jauniaux, p. 1048. — M. Jauniaux défend ses amendements et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare qu'il répondra à M. Jauniaux à l'occasion de l'article 34, p. 1048. — Le vote sur l'article 30 est réservé, p. 1048. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et le texte de la commission est adopté, p. 1114.

Art. 31 à 33. Adoptés sans observation, p. 1048.

M. Heyman, m. i. t. p. s., prie le Sénat d'examiner en même temps l'article 34 et l'article 34bis et cette demande est admise, p. 1049.

Art. 34 et 34bis. M. le président donne lecture des textes proposés par la commission pour ces deux articles et d'une disposition proposée par M. Henricot en remplacement de l'article 34 et de l'article 34bis, p. 1049. — M. Henricot commence par attirer l'attention du Sénat sur l'importance des articles 34 et 34bis, puis expose rapidement la différence qui existe entre le texte du projet et celui de son amendement, termine en insistant pour que l'amendement qu'il propose soit adopté, p. 1049, 1050. — Discours de MM. le R. P. Rutten (qui commente le discours de M. Henricot et termine en

Assurances sociales : EMPLOYÉS, *Revision des dispositions en vigueur (suite)*

déclarant qu'il faudrait que M. Henricot fit valoir d'autres arguments que ceux qu'il a produits pour obtenir la nouvelle concession qu'il demande); Moyersoën (qui commence par s'étonner que le R. P. Rutten parle de concessions faites aux sociétés d'assurances et termine en estimant que, en présence des protestations des actuaires, tous ceux qui envisagent le problème d'une façon objective doivent s'incliner, et engage le Sénat à le faire), p. 1050, 1051. — Interruptions de MM. Jauniaux, Henricot, Heyman, m. i. t. p. s., Rutten, p. 1050, 1051. — Discours de MM. le baron de Dorlodot (qui appuie le discours prononcé par M. Moyersoën et se joint à lui pour prier le Sénat d'admettre l'amendement de M. Henricot); Heyman, m. i. t. p. s. (qui développe les motifs pour lesquels il ne peut se rallier à l'amendement de M. Henricot, après avoir protesté contre le dépôt tardif d'amendements importants); Henricot, rap. (qui indique les motifs pour lesquels il a déposé son amendement, qui déclare qu'il n'y a en jeu qu'une question technique et fait remarquer qu'il faut agir avec une grande prudence, de hautes personnalités ayant affirmé que les dispositions figurant dans les articles en discussion sont dangereuses pour la vie des organismes assureurs), p. 1055 à 1057. — Interruptions de MM. le R. P. Rutten, Moyersoën, Beauvuin, Jauniaux, Eylebosch, Heyman, m. i. t. p. s. Le vote est réservé, p. 1057. — M. Henricot indique au Sénat les raisons pour lesquelles il maintient son amendement, et termine en priant le Sénat de l'adopter; M. Jauniaux déclare, au nom de la gauche socialiste que, si M. Henricot avait raison au point de vue technique, on devrait, non pas lui donner satisfaction, mais présenter des amendements, que son parti s'abstient de le faire ne voulant pas retarder le vote de la loi au Sénat, puis annonce que son groupe votera le texte du gouvernement, amendé par la commission, étant du reste tout à fait assuré que la question sera reprise par la Chambre des représentants; Heyman, m. i. t. p. s., déclare s'en référer à l'exposé qu'il a fait la veille, p. 1114. — Observations de M. Moyersoën, p. 1114. — Les articles 34 et 34bis sont adoptés, p. 1114.

MM. Moyersoën, le vice-président baron Ruzette, le R. P. Rutten, Hicquet et Heyman, m. i. t. p. s., font à ce moment diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1057.

Reprise de la discussion des articles:

Art. 35. M. le président donne lecture du texte de cette disposition, M. Heyman, m. i. t. p. s., indique la portée du paragraphe 3 et en souligne l'importance, p. 1093. — L'article 35 est adopté, p. 1093.

Art. 36 et 37. Adopté sans observation, p. 1093, 1094.

CHAPITRE V. — *Du conseil supérieur des pensions pour employés.*

Art. 38. M. Henricot fait une suggestion quant à la composition de ce conseil et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare qu'il sera tenu compte de cette suggestion, p. 1094. — L'article 38 est adopté, p. 1094.

Art. 39 et 40. Adoptés sans observation, p. 1094.

Art. 40bis proposé par amendement par MM. Jauniaux et consorts; M. le président donne lecture de cette disposition, p. 1094. — M. Jauniaux développe son amendement qui a pour objet de modifier profondément le fonctionnement du fonds d'allocation, p. 1094, 1095. — Interruptions de MM. Moyersoën et Henricot, p. 1095. — Discours de MM. Henricot, rap., qui fait remarquer que la commission a opposé la question préalable à l'amendement de M. Jauniaux, cet amendement accordant aux employés un régime de faveur par rapport aux ouvriers; Rutten, qui appuie les observations qui viennent d'être faites par M. Henricot; Heyman, m. i. t. p. s., qui combat à son tour l'amendement de M. Jauniaux, estimant que les propositions de M. Jauniaux doivent être examinées de plus près qu'il n'est possible au Sénat de le faire à ce moment; prie, en conséquence, le Sénat de ne pas accepter l'amendement tout en ne lui opposant pas un refus catégorique, p. 1095, 1096. — Interruptions de M. Jauniaux, p. 1095. — Le vote sur l'amendement est réservé, p. 1096. — L'amendement de M. Jauniaux est rejeté et l'article 40bis est adopté, p. 1114.

CHAPITRE VI. — *Du fonds d'allocation pour employés.*

§ 1^{er}. De l'organisation du fonds d'allocation pour employés.

Art. 41 à 44. Adoptés sans observation, p. 1096.

Art. 45. M. le président rappelle que M. Jauniaux demande la suppression du secundo de cet article, p. 1096. — M. Jauniaux fait remarquer que cet amendement est un de ceux qui viendraient à disparaître si l'article 40bis qu'il a proposé est repoussé, p. 1096. — M. le R. P. Rutten déclare qu'il a

Assurances sociales : EMPLOYÉS. Revision des dispositions en vigueur (suite)

été saisi de demandes tendant à faire exonérer des obligations de l'article 35 les patrons qui auraient depuis longtemps constitué une caisse autonome, mais estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à ces demandes, p. 1096, 1097. — M. Heyman, m. i. t. p. s., défend l'amendement modifiant le montant de la contribution spéciale des patrons, et déclare que cet amendement a été admis à l'unanimité par la commission, p. 1097. — Le vote sur l'article 45 est réservé, p. 1097. — M. Jauniaux déclare que son amendement vient à disparaître, et l'article 45 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

Art. 46 et 47. Adoptés sans observation, p. 1097.

§ 2. De l'allocation de vieillesse pour les employés.

Art. 48. M. le président rappelle que M. Jauniaux propose la suppression de cet article, mais déclare que le sort de cet amendement dépendra du vote sur l'article 40bis. M. le président donne ensuite lecture d'une disposition additionnelle proposée par le gouvernement, p. 1097. — M. Heyman, m. i. t. p. s., justifie l'amendement, p. 1097. — M. Henricot, rapp., déclare s'y rallier au nom de la commission, p. 1097. — Le vote est réservé, p. 1097. — M. Jauniaux déclare que son amendement vient à disparaître, et l'article 48 est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 1114.

Art. 49. M. le président rappelle que M. Jauniaux propose la suppression de cet article, mais que le sort de cette proposition est lié au vote de l'article 40bis, p. 1098. — Le vote est réservé, p. 1098. — M. Jauniaux déclare que son amendement vient à disparaître, et l'article 49 est adopté avec un amendement proposé par le gouvernement, p. 1114.

§ 3. De l'allocation des veuves d'employés.

Art. 50. M. le président rappelle le texte d'un amendement du gouvernement; M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare que la justification de cet amendement est la même que la justification de l'amendement proposé à l'article 48; M. Henricot déclare accepter l'amendement, et le vote est réservé, p. 1098. — L'amendement du gouvernement est adopté, et l'article 50, ainsi amendé, est adopté, p. 1114.

Art. 51. Adopté sans observation, p. 1098.

§ 4. De l'allocation d'orphelins; et § 5. Des allocations d'invalidité.

Art. 52 et 53. Adoptés sans observation, p. 1098.

CHAPITRE VII. — Dispositions pénales.

Art. 54. M. le R. P. Rutten estime qu'il est inutile de donner suite à une suggestion qui lui a été faite au sujet d'un amendement relatif à la bonne foi des patrons, et l'article 4 est adopté, p. 1098, 1099.

Art. 55 à 61. Adoptés sans observation, p. 1099.

CHAPITRE VIII. — Dispositions générales.

Art. 62 à 65. Adoptés sans observation, p. 1099, 1100.

Art. 67. M. Jauniaux donne lecture d'un amendement qu'il propose en ce qui concerne les immunisations; M. Heyman, m. i. t. p. s., et M. Henricot, rapp., déclarent accepter cet amendement, p. 1100. — Observations de MM. Moyersoen et Van Overbergh, p. 1100. — L'article 67, ainsi amendé, est adopté, p. 1100.

Art. 68 et 70. Adoptés sans observation, p. 1100.

Art. 71. M. Henricot émet le vœu que le délai prévu dans cet article pour la publication des arrêtés royaux d'exécution soit réduit et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare qu'il sera fait diligence, p. 1100. — L'article est adopté, p. 1100.

Voyez, pour la reprise du vote sur les articles qui ont été réservés par suite de la discussion des articles à une séance du matin, plus haut la suite de chacun des articles auxquels des amendements avaient été présentés.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote sur les articles amendés et nouveaux, et ces articles sont remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1114. — M. Henricot, rapp., motive son vote approuvant afin d'éviter que certains de ses amis ne puissent croire qu'il est hostile à la loi sur la pension des employés, p. 1114. — M. Jauniaux motive le vote de la gauche socialiste, p. 1115. — M. le président déclare, à cette occasion, que le bureau examinera s'il n'y a pas lieu de revenir sur la tradition qui permet aux membres de justifier leur vote, au moment du vote sur l'ensemble d'un projet, ceci pouvant être fait au cours de la discussion, car il estime qu'il n'est pas possible que, sous prétexte de justifier un vote, on rouvre une discussion qui a été close, p. 1115.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 123 membres présents, p. 1115 (8 mai 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Assurances sociales (suite)**EMPLOYÉS ET LOI GÉNÉRALE.**

Prescription spéciale. — Projet de loi ayant pour objet d'établir une prescription spéciale pour les infractions à la loi du 10 décembre 1924, modifiée par celle du 20 juillet 1927, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, et à la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926 et prorogée par celle du 26 décembre 1927, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

V. les nos 284 et 297 (sess. 1927-1928) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Broekx, n° 43.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 19 décembre 1928 et renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 169.

M. Broekx donne lecture de son rapport, p. 186 (20 décembre 1928).

L'urgence est déclarée, p. 186.

L'article unique est adopté sans observation, p. 186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 188 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ESTROPIÉS ET MUTILÉS.

Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

V. les nos 52 (sess. extr. 1925), 13, 251 et 306 (sess. 1927-1928) de la Chambre; le n° 189 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Van Belle, n° 12.

Ann. — Motion d'ordre de M. Van Fleteren, qui fait remarquer l'urgence de ce projet, qui a été transmis par la Chambre des représentants à la fin de la session de 1927-1928, et qui demande que la commission de l'industrie et du travail se réunisse sans retard pour l'examiner, p. 3 et 4. — M. Van Overbergh appuie la demande de M. Van Fleteren, p. 4. — M. le président déclare que la commission du travail parlementaire, qui va se réunir à la fin de la séance publique, s'occupera de la demande de M. Van Fleteren et ne doute pas qu'il obtienne satisfaction, vu l'accueil qui a été fait à sa demande par le Sénat, p. 4.

Dépôt du rapport par M. Van Belle, p. 39 (28 novembre 1928).

M. Van Fleteren prie le Sénat de décréter l'urgence pour ce projet de loi, p. 38. — M. le comte de Brouchoven de Bergueyck propose de fixer la discussion au mardi suivant, et cette proposition est admise, p. 38.

M. Van Belle demande, par motion d'ordre, que le Sénat aborde immédiatement l'examen de ce projet, intervertissant ainsi, en sa faveur, l'ordre du jour, p. 49. — M. Moyersoen insiste pour que le projet relatif aux traitements des membres de la Cour des comptes conserve sa place à l'ordre du jour, p. 49. — Observations de MM. Van Fleteren et le président Magnette (qui informe le Sénat du désir de M. Heyman, m. i. t. p. s., de voir discuter en premier lieu le projet relatif aux estropiés et mutilés), p. 49. — M. Moyersoen déclare s'incliner devant le désir du ministre, p. 49.

M. Van Belle donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet de loi, p. 49 (29 novembre 1929).

Discussion générale :

Discours du R. P. Rutten (qui développe les motifs pour lesquels il propose au Sénat d'adopter le projet tel qu'il lui est soumis, estimant ce projet excellent au point de vue de l'œuvre méritoire de la réadaptation professionnelle et qui se trouve, par son objet même, au-dessus de toutes les luttes de parti); MM. Damas (qui, comme le R. P. Rutten, convie le Sénat à voter le projet qui lui est soumis avec la même unanimité qu'il a été voté à la Chambre); Heyman, m. i. t. p. s. (qui déclare que c'est avec émotion qu'il défend ce projet, et, en remerciant ceux qui ont pris l'initiative, comme ceux qui l'ont défendu, prie également l'assemblée de l'adopter tel qu'il a été transmis par la Chambre, puis déclare qu'il préparera immédiatement les arrêtés royaux d'application et estime, avec le rapporteur, que l'erreur commise à l'article 2 est une simple faute d'impression), Vankelet (qui déclare qu'il votera le projet selon le vieil adage disant que « entre deux maux il faut choisir le moindre », et développe les motifs de son attitude, se réservant de parler plus longuement,

Assurances sociales : ESTROPIÉS ET MUTILÉS. Création d'un office et d'un fonds spécial (suite)

lors du budget de l'industrie et du travail, du tort fait à la plupart des anciens accidentés du travail), p. 49 à 51. — Interruptions de MM. Lekeu, Van Feteren, p. 49. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond aux observations qui viennent d'être faites par M. Wautelet, estime que le Sénat fera œuvre sage en ne votant pas des textes trop rigides, et signale à l'assemblée que le gouvernement a déposé à la Chambre un projet revisant la loi sur les accidents du travail et que le rapport, après de longues délibérations de la section centrale, va être déposé la semaine suivante, p. 51, 52. — M. Wautelet fait encore diverses observations, p. 52.

Discussion des articles :

Articles 1 à 4. Adoptés sans observation, p. 52.

Art. 5. M. Van Coillie pose une question au ministre au sujet de l'interprétation du taux de l'allocation, et M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare que le taux fixé indique le maximum, p. 52. — L'article 5 est adopté, p. 52.

Les articles 6 à 12 sont adoptés sans observation, p. 52, 53.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 90 membres présents, p. 53 (29 novembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 1^{er} décembre 1928 portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 24 avril 1929. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie du travail et de la prévoyance sociale.

M. Van Belle donne lecture de son rapport, qui conclut, à l'unanimité, à l'adoption du projet, p. 993.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 993.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 993 (30 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

MUTUALITÉ.

Fonds national de la mutualité. — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité (due à l'initiative de M. Jauniaux et signée par M. Jauniaux, Mme Spaak, MM. Demoulin et Mertens).

Doc. — Développements, n° 80. — Proposition de loi, annexe au n° 80.

Ann. — M. Jauniaux dépose cette proposition de loi, p. 343 (6 février 1929).

La proposition de loi, appuyée par quatre membres, est prise en considération et est renvoyée à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 381 (13 février 1929).

Sociétés mutualistes : Nomination d'un délégué.

Ann. — Scrutin pour la nomination d'un membre délégué à la commission permanente des sociétés mutualistes pour achever le mandat de M. le comte d'Kint de Roodenbeke, décédé. M. Broeckx est désigné, p. 17.

OUVRIERS MINEURS. — V. plus loin ; Pensions de vieillesse.**PENSIONS. — V. la rubrique spéciale.****PENSIONS DE VIEILLESSE.**

Complément de pension. — *Projet de loi ayant pour objet d'accorder pour 1928 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse.*

V. les n° 108 et 154 (session 1928-1929) de la Chambre des représentants.

Doc. — Projet de loi, n° 130.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt du rapport par M. Eylenbosch, p. 761 (27 mars 1929). — M. Eylenbosch fait remarquer l'urgence de ce projet de loi qui a été adopté à l'unanimité par la Chambre et demande

Assurances sociales : PENSIONS DE VIEILLESSE. Complément de pension (suite)

que le Sénat en aborde la discussion au cours de la séance de l'après-midi, p. 761. — Cette demande est admise. M. Eylenbosch demande à pouvoir donner lecture de son rapport et, le Sénat étant unanime, donne lecture de ce rapport, p. 769.

Discussion générale : Est entendu : M. Paulsen, qui déclare avoir eu l'intention de déposer avec ses amis un amendement portant de 25 à 50 p. c. le montant de l'allocation complémentaire, amendement qui avait également été déposé à la Chambre, mais annonce qu'il renonce à cet amendement, afin de ne pas retarder le vote du projet, p. 783.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 783, 784.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 97 membres présents, p. 784. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Complément de pension. — *Projet de loi ayant pour objet de compléter certaines dispositions de la loi du 20 juillet 1927 accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920 (modifiée par celle du 10 décembre 1924 et par les lois spéciales relatives à la pension des ouvriers mineurs), ainsi que l'article 36 de la loi du 10 décembre 1924 organisant l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.*

Doc. — Rapport fait par M. Mertens, n° 41.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 19 décembre 1928, et renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 169.

M. Van Belle donne lecture de son rapport, p. 184 (20 décembre 1928).

Le Sénat décide d'aborder d'urgence la discussion, p. 184.

Discussion générale : Discours de MM. Damas (qui demande que l'on apporte quelques réajustements à l'octroi du complément accordé conformément à la loi du 20 juillet 1927 et motive sa demande), Van de Moortele (qui demande certaines modifications en ce qui concerne les immunisations, ainsi qu'en ce qui concerne le barème des ressources des enfants qui doivent intervenir dans la pension de leurs parents), Moyersoen (qui fait remarquer que l'on ne peut pas modifier une loi par un arrêté royal), Bossuyt (qui attire l'attention du gouvernement sur le montant trop restreint des pensions de vieillesse et suggère d'appliquer la péréquation sous forme d'un cinquième trimestre), p. 184. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond aux observations présentées, p. 184. — Discours de M. Jauniaux (qui fait remarquer combien la loi en vigueur crée de difficulté et exprime le regret que le ministre n'ait pas saisi l'occasion de cette discussion pour préciser ce que sera la loi prochaine), p. 184, 185.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 185, 186.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 188 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Ouvriers mineurs : Complément de pension. Projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, l'article 4 de la loi du 20 juillet 1927 accordant un complément de pension à certains bénéficiaires d'une pension de vieillesse,

V. les n° 166 et 188 de la Chambre (sess. 1928-1929).

Doc. — Projet de loi, n° 146.

Rapport fait par M. Demoulin, n° 161.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

M. Demoulin dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande à pouvoir donner immédiatement lecture de son rapport, p. 957. — L'urgence est déclarée et M. Demoulin donne lecture de son rapport, p. 957 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 961, 962.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 973 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

PENSIONS DE VIEILLESSE (OCTROI DE). — V. Interpellations au nom de M. Mousty.

Atteintes contre la forme du gouvernement. — V. Droit pénal.

Austruweel. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Autonomie financière. — V. Finances.

Avancement des agents de la colonie. — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, etc.

Aviation. — V. Armée : Aéronautique.

B

Baek, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 14, 15.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 73.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 396.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 721.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 761, 762.

Baels, ministre de l'agriculture et des travaux publics.

Ann. — Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Répond à l'interpellation, p. 25, 26. — Observations, p. 26.

Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion générale. Discours : Motive l'intérêt que présente ce projet, qui permettra à l'artisan de moderniser ses moyens et ses méthodes de production et estime que, dans la formule imaginée par la Caisse d'Épargne, l'État ne paraît devoir courir aucun risque; termine en remerciant le baron Gillès de Pélichy de son remarquable rapport et déclare se rallier aux amendements de la commission, p. 27, 28. — Répond aux observations présentées, p. 28. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare, en réponse à la question de M. Moyersoen au sujet de la portée du terme « de caution mutuelle », que ce terme n'implique aucune espèce de solidarité, p. 29. — Déclare, en réponse à la question de MM. Nolf et Van Coillie au sujet de l'interprétation du terme « Sociétés commerciales locales », que ce terme n'a rien de restrictif, p. 29.

Projet de loi organique de l'apprentissage. — Discussion générale. Discours : Fait l'exposé du projet, p. 30 à 32. — Déclare que l'amendement présenté par MM. Volckaert et Mertens sera examiné au moment de la discussion de l'article auquel il se rattache, tout en estimant, à première vue, qu'il n'y a pas d'inconvénient à l'adopter, p. 32. — Déclare, à la suite d'une suggestion tendant au renvoi des amendements à la commission, qu'il allait faire la même proposition que M. Mousty tendant à continuer en premier lieu la discussion générale, p. 42. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 47.

Inondations dans diverses régions du pays. Fait diverses communications, p. 33, 34. — Observations, p. 34, 35. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 35, 36. — Observations, p. 36. — Proteste contre les paroles injurieuses prononcées par M. Van Berckelaer, p. 37. — Fait diverses observations au sujet d'un incident survenu entre lui et M. Van Berckelaer, p. 49. — A la suite du compte rendu, donné par M. le président, de la visite faite par une délégation du Sénat aux régions inondées des environs de Termonde, félicite le Sénat, et principalement M. le président, de l'initiative prise d'envoyer cette délégation, déclare qu'il s'est expliqué à la Chambre sur les points techniques et sur les secours à distribuer, puis se fait l'écho des paroles qui viennent d'être

Baels (suite)

prononcées au sujet du dévouement dont il a été fait preuve, et estime que c'est devant de pareilles situations que se manifeste l'esprit de solidarité belge, p. 90. — Répond aux observations faites par motion d'ordre par M. Van Schoor au sujet de la nécessité de faire combler d'urgence la brèche de Moerzeke, ainsi que de travaux à faire à la Dendre, entre le sas de Wieze et Denderbelle, p. 94. — En réponse à une nouvelle motion d'ordre de M. Van Schoor, déclare qu'il recevra les bourgmestres des communes sinistrées et leur donnera toutes les explications possibles; donne ensuite au Sénat quelques explications sur l'avancement des travaux et déclare que le gouvernement n'hésitera pas à faire tous les sacrifices d'argent indispensables, p. 124.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 93, 94, 96, 97, 99, 100. — Répond aux premières observations présentées, p. 103 à 107. — Observations, p. 108, 109, 111 à 115, 124, 126, 127. — Discours : Répond aux nouvelles observations présentées, p. 128 à 130. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 130. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Répond aux observations présentées, p. 132. — Indique les motifs pour lesquels, afin de ne pas compromettre l'équilibre de la trésorerie, le ministre des finances, en présence des amendements innombrables présentés à tous les budgets, a prié les ministres compétents de réserver leur avis sur l'acceptation de ces amendements, p. 132, 133. — Art. 11. Déclare pouvoir répondre, d'une manière affirmative, aux premières observations de M. Mullie au sujet des laboratoires, mais devoir attendre pour répondre à la seconde partie, p. 134. — Art. 17. Déclare que, pour les raisons qu'il a indiquées au sujet de tous les amendements présentés, il ne peut accepter l'amendement de M. Mullie, p. 134. — Art. 47. Déclare, en réponse à M. Mullie, que, à l'avenir, les barèmes identiques à ceux du ministère de l'industrie et du travail seront appliqués aux délégués belges auprès de l'institut international d'agriculture à Rome, p. 135. — Art. 87. Déclare que la majoration portée à cet article est destinée non pas à augmenter le taux des primes d'apprentissage, mais provient du nombre croissant des intéressés, p. 135.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. En réponse à une motion d'ordre de M. Mertens, déclare qu'il est tout aussi convaincu que M. Mertens de l'urgence de réaliser le statut des gens de mer, fait remarquer que le projet a dû subir de profondes modifications à raison du dépôt d'un nouveau projet de loi sur les accidents de travail, intéressant tous les ouvriers, et auquel il a fallu adapter les dispositions en faveur des marins, exprime l'espoir que tout sera prêt de façon à ce que le projet puisse être discuté après les vacances de Noël, p. 133.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Discours : Commence par annoncer que le gouvernement avait déposé un amendement portant le crédit de 10 à 15 millions, mais que, le Sénat comptant voter ce projet le jour même, il préfère retirer cet amendement afin de pouvoir disposer immédiatement des 10 millions prévus dans le projet et annonce qu'il déposera un nouveau projet tendant à l'ouverture d'un nouveau crédit de 5 millions, puis rencontre quelques observations contenues dans le rapport de M. Mullie : 1^o la question de la commission consultative; 2^o le point de savoir si les crédits sont limitatifs; 3^o la question de la revision de la législation sur les wateringues, puis donne connaissance au Sénat de l'état d'avancement des travaux dans les régions sinistrées, p. 203, 204. — Répond aux observations présentées, p. 204, 205.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la ville de Bruges et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges. M. Van Belle ayant demandé que, contrairement à la décision prise par le Sénat, la discussion de ce projet ne soit pas jointe à celle du budget extraordinaire et du budget des travaux publics, déclare admettre cette demande, p. 351.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Admet la demande de M. Van Belle, tendant à séparer le projet relatif aux installations maritimes de Bruges, de la discussion de ces deux budgets, mais insiste pour que la discussion de ceux-ci ne soit pas séparée, l'expérience ayant démontré qu'ils soulèvent des questions connexes, p. 351. — Discussion générale. Observations, p. 354 à 356, 358 à 360, 370 à 372, 373, 375, 377, 378. — Fait des observations au sujet de la suite de la discussion, p. 379. — Fait à nouveau diverses observations au sujet de la suite de la discussion, notamment en ce qui concerne le moment où sera

Baels (suite)

défendu l'amendement de la commission à l'article 166 et ayant trait aux travaux en vue de la réalisation de la jonction Nord-Midi, p. 381. — Renrises de la discussion générale. Observations, p. 383 à 385. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 399 à 405. — Discours : Répond à M. de Dorlodot et déclare que la ville d'Ostende va construire elle-même le Palais des Thermes, p. 406. — Plusieurs orateurs inscrits dans la discussion générale ayant été obligés de quitter la séance par suite de la modification d'horaire des trains, à cause du mauvais temps, propose que ces orateurs reprennent la parole à l'article 1^{er}, p. 406.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 526, 527, 531 à 533. — Discours : Répond aux observations présentées et termine en affirmant que les dispositions légales en discussion constituent un statut légal tel qu'aucun pays d'Europe n'en possède; prie donc le Sénat de les adopter sans aucune modification, p. 534 à 536. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 552. — Répond à des observations de M. Mullie au sujet de la portée de l'amendement introduit à la Chambre à l'initiative de M. de Kerchove d'Exaerde, p. 553. — Répond aux questions de MM. Mullie, rap., et Moyersoen au sujet notamment du délai unique, p. 553, 554. — Art. 8. Répond à la question de M. Mullie, qui s'informe comment sera taxé l'enregistrement du bail obligatoire, p. 553, 555. — Art. 12. Déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Mullie, rap., pour le dernier paragraphe, rappelle les explications données par le rapporteur à la Chambre, explications absolument formelles et qui ont été acceptées; déclare, pour le surplus, qu'il est impossible de donner, par une explication interprétative, raison à M. Pierlot, p. 557. — M. Pierlot, insistant sur ses observations, déclare qu'il ne peut lui donner la solution, n'étant pas le juge chargé d'interpréter la loi, p. 557, 558. — Observations, p. 558. — Fait diverses observations en réponse aux observations qui ont été présentées, notamment par M. Moyersoen, qui propose le renvoi à la commission, et déclare qu'il est hors de doute que le renvoi à la commission provoquerait le renvoi à la Chambre, et estime que le plus grand inconvénient serait de retarder le vote de la loi, p. 559.

Budgets des chemins de fer, marine, postes, télégraphes et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 561.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 560. — A la suite d'observations de M. Limage, rap., qui estime expédiant le renvoi en commission, déclare qu'il a été très frappé par les réclamations et les doléances qui lui ont été adressées par les administrations publiques, notamment par la ville de Termonde, et se rallie donc à la proposition de renvoi à la commission, p. 560. — Discussion générale. Exprime sa surprise de voir que la minorité a songé à un texte diamétralement opposé au texte de la Chambre, développe les motifs pour lesquels il se rallie à l'amendement de la commission, et termine en déclarant qu'il attache une grande importance à l'adoption immédiate du projet, connaissant, dans ses régions, l'effet funeste des adjudications publiques, qui seront évitées dans le système du projet; fait encore remarquer la haute portée morale et sociale du projet et prie le Sénat de se rallier à l'amendement de la commission, p. 691. — Constate que M. le baron de Moffarts a conclu dans un sens négatif sur le projet en discussion comme sur le bail à ferme, déclare que lui et ses amis, au contraire, tiennent à édifier quelque chose, p. 692. — Observations, p. 692. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 702. — Discours : S'en tient aux considérations qu'il a émises la veille et estime que le vote de l'amendement de M. Moyersoen empêcherait cette loi si nécessaire d'être votée avant la séparation de la Chambre et du Sénat, p. 704. — Déclare accepter l'amendement de forme de M. Mullie, p. 704. — Vote en 2^e lecture. Art. 2. — Maintient son point de vue, estimant que, si l'on a voté le texte proposé par M. Moyersoen, c'est parce que de nombreux sénateurs ont cru que le texte de la Chambre consacrait la permanence du bail de neuf ans, ce qui est inexact, p. 744. — Fait de brèves observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 687.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande que ce projet soit porté à l'une des séances de la semaine suivante, p. 901. — Ce projet venant en ordre

Baels (suite)

utile, demande qu'il soit examiné à la suite du projet de loi modifiant la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, p. 1015. — Discussion générale. Discours : Déclare s'en référer à l'exposé des motifs, ne voulant pas faire perdre du temps au Sénat, qui s'est déjà astreint à un travail intense en cette fin de session; déclare que M. Lippens et lui-même ont remanié le projet et annonce qu'il propose quelques amendements afin de mettre le projet en concordance avec celui sur les accidents du travail, p. 1020. — Déclare être d'accord au sujet de la date d'application de la loi, qui est fixée au 1^{er} janvier 1930, p. 1021. — Discussion des articles. Art. 1^{er} et 2. Déclare se rallier aux amendements proposés par les commissions réunies, p. 1021, 1022. — Art. 3. Propose un amendement, p. 1022. — Art. 5. Propose des amendements mettant ce texte en concordance avec la loi qui vient d'être votée sur les accidents du travail, p. 1024. — Art. 7. Indique un amendement qui doit être introduit dans cet article, p. 1025. — Art. 25. Répond aux observations de M. Mertens en ce qui concerne la caisse commune, p. 1027. — Art. 34. Déclare accepter l'amendement proposé par la commission, p. 1029. — Art. 41. Déclare qu'il propose le même amendement que M. Mertens relatif à la date de la mise en application de la loi discutée, p. 1031.

Projet de loi relatif à la construction d'un tunnel sous l'Escaut. Discussion générale. Discours : Estimant que tout a été dit tant dans l'exposé des motifs que dans le remarquable rapport fait à la Chambre comme au Sénat, se borne à exprimer sa satisfaction que le gouvernement ait pu réaliser le projet grandiose sur lequel l'assemblée va se prononcer, p. 903.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens. Discussion générale du projet et d'une interpellation de M. Leurquin au sujet de la question du grade d'ingénieur agricole. Discours : Répond à l'interpellation de M. Leurquin et termine en déclarant que le gouvernement tiendra compte des desiderata de tous pour l'élaboration d'un projet de loi assimilant le grade d'ingénieur agronome aux grades académiques ou décidant la création de deux diplômes, celui d'ingénieur agricole ou agronome et celui de docteur en sciences agronomiques, p. 1060 à 1062. — Déclare, en réponse à de nouvelles observations de M. Leurquin, au sujet des diplômes agricoles, qu'il a déjà décidé la nomination d'une commission pour l'établissement d'un statut officiel sans pouvoir encore déterminer comment la commission sera composée, p. 1063.

Projet de loi relatif à l'expropriation par zones. Dépose ce projet de loi, p. 1081.

Bail à ferme. — V. Droit civil : Bail.

Banque nationale de Belgique (Fonctionnaires de la). — V. Lois électorales : Incompatibilités.

Barème des commis des hypothèques. — V. Interpellations, au nom de M. Paulsen.

Barnich, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Discours : Entretient le Sénat du pacte Kellogg et commence par formuler le regret que la discussion de ce projet de loi ait été comprise purement et simplement dans la discussion du budget des affaires étrangères, alors que ce pacte de renonciation à la guerre est l'événement politique international le plus important survenu depuis la guerre, p. 619, 620. — Reprend et termine son discours qu'il conclut en déclarant que la Société des Nations sert de guide aux Etats pacifiques, que l'on verra ainsi se réaliser le rêve de Jaurès, qui fut le prophète de l'organisation de la paix et que c'est dans le sens donné par celui-ci à l'arbitrage que l'on doit interpréter le vote de son parti en faveur du pacte Kellogg, p. 624, 625. — Observations, p. 626 à 628.

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Discussion générale. Observations, p. 897.

Bateliers (Enfants des). — V. Enseignement primaire : Obligation scolaire pour les enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Beauduin, sénateur coopté.

Doc. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1929. Rapport, n° 69.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Demande que l'on intensifie les travaux de drainage et que l'on intervienne dans les frais d'éclairage électrique dans les villages, puis parle de la culture des betteraves et des questions d'exportations; estime que, en ce qui concerne la culture de la betterave, une solution favorable doit intervenir dès le début de la prochaine campagne, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 1929, p. 92 à 94. — Observations, p. 98 à 100, 125, 126, 129.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Dépose le rapport sur le budget extraordinaire, p. 274. — Demande que l'on fixe la discussion de ces budgets au mardi suivant, afin de pouvoir les envoyer à la Chambre, p. 274. — Insiste pour que le projet relatif aux installations maritimes de Bruges soit examiné immédiatement après les budgets, p. 351. — Discussion générale. Discours : Commence par constater les nouveaux progrès de la situation financière; commente les amendements proposés et termine en traitant la question de la jonction Nord-Midi, ainsi que les amendements qui ont été proposés à ce sujet; estime que ces amendements ne doivent pas être admis et qu'il faut étudier le moment favorable pour réunir les deux gares, ainsi que le propose l'amendement du gouvernement, afin que l'on puisse, quand cette étude sera achevée, se prononcer en connaissance de cause, p. 351 à 353. — Observations, p. 356, 357, 359, 373. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 385 à 387, 394, 395. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 401, 403.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. M. Van Belle ayant demandé que, contrairement à la décision prise par le Sénat, ce projet ne soit pas discuté en même temps que le budget extraordinaire et le budget des travaux publics, et M. Baels, m. a. t. p., ayant admis cette demande, déclare qu'il doit être entendu que la convention relative aux installations maritimes viendra immédiatement après celle des deux budgets auxquels ce projet avait été joint et avant le vote de ceux-ci, p. 351.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 532.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Observations, p. 622.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 979, 981. — Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 1044. — Fait encore diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1045. — Art. 34 et 34bis. Observations, p. 1056.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 990.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-lois de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1034.

Projet de loi pour la collation des grades académiques et le programme des examens. Discussion générale du projet et discussion d'une interpellation de M. Leurquin. Observations, p. 1061. — Discours : Déclare que, malgré le discours du ministre, qui est de nature à calmer les inquiétudes du monde agricole, il estime ne pas pouvoir donner un vote affirmatif au projet en discussion, p. 1062. — A la suite d'une nouvelle déclaration du ministre, annonce qu'il émettra un vote affirmatif, p. 1063.

Beaux-Arts (Tableaux appartenant à la ville de Tournai). — V. Interpellations, au nom de M. Asou.

Behaeghel de Bueren (chevalier), sénateur d'Audenarde et Alost.

Ann. — Budgets de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation des officiers de gendarmerie et fait diverses suggestions à ce sujet, p. 241.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'a pas grand'chose à ajouter aux considérations émises par MM. Van de Wiele et Amelot, attire pourtant brièvement l'attention du ministre sur les vœux des habitants de Renaix et d'Audenarde tendant à voir faciliter

Behaeghel de Bueren (suite)

les communications par chemin de fer entre Renaix et Audenarde, d'une part, et entre Bruxelles et Gand d'autre part; termine en demandant que l'on établisse sur les quai d'embarquement d'Audenarde quelques abris qui permettraient aux voyageurs d'attendre les trains sans danger pendant la mauvaise saison, p. 540, 541.

Beosier, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Berryer (Vicomte), sénateur de Liège.

Doc. — Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Amendement (co-sign.), n° 151.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et de l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion générale. Observations, p. 6. — Discussion des articles. Art. 2. Observations au sujet d'un incident soulevé par une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck après le vote par assis et levé, p. 9. Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 59, 60. — Discours : Appuie les observations faites par M. Tschoffen en ce qui concerne l'avancement de la magistrature de province, ainsi que celles relatives au mauvais état des locaux du palais de justice de Liège, p. 61. — Observations, p. 62.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 228.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 358.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté avec MM. Ligy et consors et ayant pour objet d'introduire dans le projet le suffrage féminin à la province, estime qu'il peut dire qu'il est l'interprète de la droite toute entière pour défendre cet amendement, tout en faisant remarquer la personnalité éminente des cosignataires de l'amendement, termine en déclarant qu'il se demande s'il peut faire appel à la gauche socialiste en faveur de l'amendement, mais s'adresse à la gauche libérale en lui demandant d'être logique avec elle-même, p. 988 à 990. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

Projet de loi abrogeant l'arrêté-loi de 1926 relatif à l'heure de fermeture des établissements publics. Motive son vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1113.

Biens ruraux des administrations publiques (Location des). — V. Droit administratif.

Bois et forêts.

COMPTOIR ET SÉCHERIE DE GRAINES FORESTIÈRES A GROENENDAEL : AUTONOMIE FINANCIÈRE. — V. Finances : Autonomie financière.

Bonne fin de vente de marchandises belges à l'étranger. — V. Industrie, commerce et travail.

Bossuyt, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du gouvernement sur le montant trop restreint des pensions de vieillesse, suggère d'appliquer la péréquation sous forme d'un cinquième trimestre, p. 184.

Boursiers (Fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des). — V. Traitements : Péréquation.

Braun, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du registre du commerce. Rapport sur le texte amendé par la Chambre, n° 60.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque nationale de Belgique (co-sign.), n° 125.

Braun (suite)

Ann. — Projet de loi abrogeant les dispositions légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux. Discussion générale. Discours. Combat le projet et estime que la commission de la justice au Sénat comme celle de la Chambre, qui a rejeté le projet, ne se déjugera pas à son tour, p. 57, 58. — Maintient son opposition, malgré l'avis de M. Janson, m. j., p. 58. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 74.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 60, 62. — Discours : Traite la question du crédit inscrit pour la publication du nouveau recueil de législation et demande en supplément d'information à ce sujet, p. 64, 65. — Observations, p. 74. — Discours : Déclare se rallier à la demande de crédit pour la publication du nouveau recueil de législation, à la suite des explications de M. Janson, m. j., p. 76.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Estime, à la suite d'observations de M. Segers, qui demande la remise, que la discussion ne sera pas longue, devant, selon toute probabilité, se réduire de la part de plusieurs fractions de l'assemblée, à une simple déclaration, p. 188. — Discussion des articles. Prend la parole pour un fait personnel, afin de faire une rectification au discours de M. Ryckmans, celui-ci lui ayant attribué le mérite d'avoir rédigé la première protestation qui fut adressée au gouverneur allemand von Bissing contre la flamandisation de l'université de Gand, déclare que cette première protestation fut rédigée à Anvers par M. Franck; celles qui furent envoyées plus tard de Bruxelles et dirigées tant contre les menées activistes que contre les agissements criminels du conseil des Flandres lui étant seules dues, p. 206.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Fait diverses observations au sujet de la fixation de la discussion de ce projet, p. 188. — Discussion générale : Discours : Défend le texte proposé par le comité de législation et estime qu'il peut affirmer que la droite n'hésitera pas à admettre cette proposition, bien qu'elle ne satisfasse pas tous ses membres, donnant ainsi un gage marquant de son esprit de conciliation, p. 209, 210. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur le projet transmis par la Chambre sur le texte du comité de législation et sur les amendements qui ont été présentés, p. 211. — Fait encore diverses observations à ce sujet, p. 212, 215.

Annales parlementaires. Retard apporté à leur publication. Par motion d'ordre, proteste contre le retard apporté à la publication des *Annales parlementaires* du Sénat et demande, la faute de ce retard n'incombant certainement pas au *Moniteur*, mais bien au retard apporté par les sénateurs dans le renvoi de la sténographie de leurs discours après correction, que les dispositions du règlement relatives à cette question soient strictement appliquées à l'avenir, p. 223.

Proposition de loi relative à l'augmentation des traitements de la magistrature en ce qui concerne les juges de paix. Par motion d'ordre, prie le Sénat de porter cet objet à son ordre du jour, p. 292.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion des articles. Art. 32. S'abstient au vote sur l'amendement proposé par la commission, p. 302.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Défend l'amendement qu'il a présenté tendant à ajouter à la liste figurant à cet article l'Institut supérieur des arts décoratifs, p. 304.

Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du registre du commerce. Discussion générale. Indique les amendements qui avaient été apportés par la Chambre à ce projet de loi, amendements dont le premier est venu à disparaître, transformé en projet distinct relatif aux tribunaux de commerce et déjà voté par le parlement, le second rectifiant une simple erreur matérielle, et estime que le Sénat peut accorder unanimement son vote à ce projet, p. 467. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations au sujet de l'interprétation, p. 468.

Annnonce du décès de M. de Pierpont Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur. Discours, p. 512.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 533.

Manifestation en son honneur au moment où il ne veut plus solliciter le renouvellement de son mandat, après avoir été

Braun (suite)

sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900 sans interruption. Prononce un discours, afin de remercier le président du Sénat, M. Jaspar, p. m., et toute l'assemblée des témoignages solennels de sympathie qui viennent de lui être donnés, p. 1039, 1040.

Broeckx, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — Projet de loi ayant pour objet d'établir une prescription spéciale pour les infractions à la loi du 10 décembre 1924, modifiée par celle du 20 juillet 1927, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et à la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, et prorogée par celle du 26 décembre 1927, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Rapport, n° 43.

Ann. — Projet de loi ayant pour objet d'établir une prescription spéciale pour les infractions à la loi du 10 décembre 1924, modifiée par celle du 20 juillet 1927, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, et à la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, et prorogée par celle du 26 décembre 1927 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, vu l'urgence, en donne lecture, p. 186.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Vote en seconde lecture. Art. 2. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 745.

Interpellation de M. Diriken au sujet de la catastrophe de Waterschei. Discours, p. 1102.

Bruges (Installations maritimes de). — V. Travaux publics : Installations, etc.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives-Sénat.

C

Caisse centrale du petit crédit professionnel. — V. Finances : Crédit professionnel.

Calcul des pensions. — V. Pensions.

Calonne, sénateur de Tournai-Ath.

Doc. — Budget de la défense nationale pour 1929. Amendement, n° 47.

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 (co-sign.), n° 157.

Ann. — Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet du retard apporté au dépôt d'un projet de loi en vue de la stabilisation des traitements et du statut légal des secrétaires communaux, des fonctionnaires et agents communaux. Développe son interpellation, p. 38, 40. — Fait encore diverses observations, p. 40, 41.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Insiste pour que le projet loi revisant le Code de procédure pénale militaire soit enfin déposé, p. 69.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928, autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler en cette même commune les fonctions de receveur communal. Observations, p. 122.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Discours : Demande au ministre de prendre, avec énergie, des mesures propres à réduire les divisions, les régiments et le cadre permanent des officiers, considérant cette réforme comme inévitable et urgente, p. 216, 217. — Observations, p. 226. — Discussion des articles. Art. 10. Discours : Proteste, à cette occasion, contre le trop grand nombre d'officiers généraux ainsi que contre les indemnités et la manière dont elles sont réparties, p. 233 à 235. — Art. 14. Discours : Cite les paroles du général Galet suggérant la suppression des écoles de sous-lieutenants de réserve et bien d'autres écoles, afin de mettre tout en œuvre pour avoir les divisions d'armée indispensables; suggère en terminant la suppression de l'école militaire et prie le ministre de sabrer dans tous les domaines, p. 235, 236. — Art. 19. Fait

Calonne (suite)

- diverses observations, non seulement au sujet de l'école des pupilles, mais aussi au sujet de l'école des cadets, p. 236. — Art. 41. Discours : Critique l'application d'une nouvelle organisation du ménage de la troupe, puis attire l'attention sur la question d'ordre moral qui se présente quant à la manière dont le pécule, prévu par la nouvelle loi militaire, sera dépensé par les soldats, p. 237, 238. — Fait encore diverses observations; se déclare satisfait du résultat qui sera obtenu au point de vue du public, des chefs de ménage et des populations, par l'échange de vues qui vient d'avoir lieu au sujet de la nourriture de la troupe et retire, en conséquence, son amendement, p. 238, 239.
- Budgets de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. Discussion générale. Observations, p. 242.
- Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Labouille, relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 260.
- Projet de loi supprimant la redevance sur les mines. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 505.
- Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des porteurs de télégrammes, p. 560, 561.
- Communes : Statut du personnel. Pose une question à M. Carnoy, m. i. h., au sujet du dépôt du projet de loi réglant le statut du personnel des communes, p. 617.
- Budget des affaires étrangères pour 1929 et projet de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Discours : En son nom personnel, estimant d'ailleurs que c'est une question en dehors des partis politiques, développe les motifs pour lesquels il considère qu'il serait utile de procéder à la révision de l'accord commercial intervenu, en 1928, entre la Belgique et la France, p. 618, 619.
- Motion d'ordre de M. Moyersoën au sujet de la fixation des dates des dernières séances à tenir par le Sénat avant la clôture de la session. S'oppose à une des propositions de M. Moyersoën, qui tend à ce que l'assemblée se borne à examiner les projets urgents, estimant que le Sénat doit conserver sa réputation de discuter sérieusement les projets qui lui sont soumis, p. 1032.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1082.

Carnoy, sénateur de Bruxelles; ministre de l'intérieur et de l'hygiène.

- Ann.** — Interpellation de M. Calonne au sujet du retard apporté au dépôt d'un projet de loi en vue de la stabilisation des traitements et du statut légal des secrétaires communaux, des fonctionnaires et agents communaux. Répond à l'interpellation, p. 40, 41. — A la suite des observations de M. Calonne déclare qu'il ne voit pas de raison pour ne pas donner satisfaction à M. Calonne en déposant le projet de loi au Sénat, souhaite que l'on puisse discuter le projet le plus tôt possible, mais prie M. Calonne d'user de son influence sur les fédérations d'agents communaux pour qu'elles lui envoient promptement, sous forme écrite, leurs observations, p. 41.
- Projet de loi ayant pour objet de soumettre respectivement au contrôle de l'Œuvre nationale des invalides de guerre et de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre les appels à la générosité publique sous le couvert ou en faveur d'invalides de la guerre et de leurs familles. Dépose ce projet de loi, p. 46.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Dépose ce projet de loi, p. 46. — Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées, p. 180. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Discours : Estime qu'il n'a rien à ajouter aux discours qui viennent d'être prononcés n'ayant plus dans ces conditions à justifier le projet et suppose que le Sénat répètera sans hésitation le vote qu'il a émis avant le renvoi du projet à la Chambre des représentants, p. 369.
- Projet de loi fixant un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. Dépose le projet de loi, p. 46. — Déclare être d'accord sur l'amendement de M. Vinck, p. 183. — Estime que l'amendement de M. Vinck n'offre pas de réels inconvénients, mais se déclare, pour le

Carnoy (suite)

- surplus, d'accord avec M. Moyersoën sur la nécessité de spécifier les conditions dans lesquelles le nouveau délai proposé par l'amendement de M. Vinck pourra être accordé, puis déclare à nouveau se rallier à la modification proposée par M. Vinck, p. 183.
- Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement, aux fonctionnaires, de la retenue de 3 et de 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 118.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928, autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler dans cette même commune les fonctions de receveur communal. Répond à l'interpellation, p. 122, 123.
- Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Demande, le délai sollicité en vue de faire voter cette convention par le parlement belge devant expirer dans peu de jours, que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour d'une prochaine séance, p. 325. — Discussion générale. Discours : Indique brièvement pourquoi le gouvernement est d'accord avec le rapporteur, fait diverses observations en réponse à M. Lebon, et termine en lui faisant remarquer que les effets de la convention sont suspendus en cas de mobilisation, estime donc que l'on a tout à gagner en y donnant son approbation, p. 310. — En réponse à une observation de M. Lebon, déclare que la convention a précisément pour but d'éviter ces abus tels que celui de voir un Belge faire la guerre à son pays dans les rangs français, p. 340.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 336. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 340 à 346. — Fait remarquer que la question qui vient d'être touchée par M. Spillemaekers, concernant la pollution des eaux et rivières, ne le touche que pour autant qu'elle se rapporte à l'hygiène publique et estime qu'elle concerne plutôt le département des travaux publics, p. 346. — Observations, p. 347. — Discussion des articles. Art. 46. Répond à M. Jauniaux, qui défend un amendement qu'il a présenté, et déclare que le comité national pour la lutte contre la tuberculose étudie la manière dont il y aurait lieu d'améliorer la situation existante, p. 249.
- Communes : Statut du personnel. M. Calonne lui ayant posé une question au sujet du dépôt du projet de loi réglant le statut du personnel des communes, répond brièvement à M. Calonne, rend hommage au souci qui a amené celui-ci à lui poser cette question, déclare qu'il aurait vivement désiré qu'un projet définitif eût pu être voté pendant la session en cours, explique au Sénat comment de longues discussions n'ont pu arriver à mettre d'accord les divers groupes de fonctionnaires intéressés à ce projet de loi; déclare encore qu'il aurait fallu, pour que le vote d'un tel projet pût être enlevé d'emblée, que l'on fût d'accord tant à la Chambre qu'au Sénat pour en accepter les bases, mais qu'il a pu constater que, notamment à la Chambre, il y avait divergences promettant de longues discussions et estime que, dans ces conditions, il ne croit pas possible de faire passer ce projet en ce moment, p. 618.
- Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Marque son accord avec M. Ryckmans, rapp., sur l'interprétation de l'article 5, p. 622.
- Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral. — Dépose ce projet de loi, p. 585. — Discussion des articles de ce projet de loi et de la proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Art. 1^{er} : Art. 90. Déclare que le gouvernement est d'accord sur l'amendement présenté par M. Paulsen, p. 785. — Art. 101. Discussion de l'amendement de la commission tendant à appliquer le coefficient 7 au jeton de présence. S'oppose à cet amendement, p. 787. — Art. 116. Observations, p. 790. — Déclare se rallier à l'amendement présenté par la commission au 12^e alinéa, p. 790. — Art. 118. Discussion, p. 791. — Déclare ne pas accepter l'amendement de la commission, p. 791. — Art. 126. Déclare accepter l'amendement proposé par la commission au dernier alinéa, p. 794. — Art. 127 et 128. Déclare se rallier aux amendements proposés par la commission, p. 795. — Art. 136. Répond à une question posée par M. Ligy au sujet de l'interprétation de cet article, p. 797. — Art. 147. Déclare accepter l'amendement proposé par la commission, p. 799. — Art. 148. Défend le texte du gouvernement, p. 800. — Art. 210.

Carnoy (suite)

Déclare se rallier à la suppression de l'alinéa 6, suppression proposée par la commission, p. 809. — Art. 228. Observations, p. 812. — Se rallie au texte de la commission, p. 812.

Projet de loi constituant des Chambres médicales. Dépose ce projet de loi, p. 901.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et modification à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales. Observations au sujet de l'urgence de ce projet, p. 959.

Projet de loi portant réduction du droit d'accise sur les sucres. Dépose ce projet de loi, au nom de M. Houtart, m. f., en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit examiné sans délai, p. 990.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Discours : Au nom du gouvernement, commence par faire remarquer que le projet soumis aux délibérations du Sénat présente un caractère nettement provisoire, ne se rapportant qu'aux élections de 1929, que, si le gouvernement a agi ainsi, c'est parce que l'introduction du vote féminin à la province constitue une réforme d'une grande amplitude et que, bien que cette réforme figure au programme de tous les partis, il est de tradition en Belgique que les réformes électorales ne se réalisent qu'à la faveur d'une certaine entente entre les partis, que cette entente n'existant pas à ce moment, ni au sein du gouvernement, ni dans le parlement, le gouvernement a estimé inopportun de proposer cette réforme, p. 992.

Interpellation de M. Dewaele au sujet de l'arrêté de M. le bourgmestre de Wacken (Flandre occidentale) portant interdiction de distribuer des journaux et circulaires dans un rayon de moins de cent mètres de l'église. Répond à l'interpellation, p. 1121, 1122. — Répond brièvement aux dernières observations présentées, p. 1122.

Donne lecture de l'arrêté royal déclarant close la session législative de 1928-1929, p. 1122.

Carpentier, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Rapport, n° 108.

Projet de loi complétant l'article 8 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique par la fixation d'un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales. Rapport, n° 32.

Ann. — Projet de loi fixant un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 127. — Se déclare d'accord sur un amendement de M. Vinck, estimant qu'il importe qu'un nouveau délai puisse être accordé au pouvoir provincial dans des cas spéciaux, p. 183.

Fixation de l'ordre du jour. Observations, p. 146.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Demande, vu l'urgence, si M. Ligy ne pourrait donner lecture de son rapport, p. 146. — Discussion générale. Discours : Rappelle qu'il a traité la question visée par ce projet de loi dans toute son ampleur au mois de mars précédent, estime que le projet en discussion est une première étape vers l'équilibre budgétaire des communes, rappelle les trois facteurs qui contribuaient à la détresse des communes et termine en félicitant le gouvernement d'avoir trouvé la formule du projet en discussion, mais insiste pour que, lors du prochain budget, on puisse soumettre au parlement un statut définitif, p. 179-180. — Observations, p. 180. — Déclare, au nom de la ville de Gand, qui va profiter tout particulièrement de la loi transitoire, que cette ville tient particulièrement à avoir le plus promptement possible un régime définitif, p. 181.

Projet de loi allouant des crédits provisoires sur des budgets de l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 182.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 227.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Renonce momentanément à la parole, la question qu'il comptait traiter étant connexe à celle visée par l'interpellation de M. Laboulle et désirant attendre que celui-ci ait présenté ses développements, p. 244. — Observations, p. 246. — Discours : Commence par rendre, à son tour, hommage au Roi

Carpentier (suite)

et par constater que le Fonds de recherches scientifiques peut déjà entrer dans la voie des réalisations, puis examine la loi de 1849 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur en ce qui concerne l'entretien des locaux universitaires, demande une modification de régime pour les universités de l'Etat, p. 261, 262, 264. — Observations : Demande l'augmentation du subside en faveur du Musée des Beaux-Arts de Gand, p. 278. — Observations, p. 278, 280, 282, 285, 287. — Discussion des articles. Art. 32. S'abstient au vote sur l'amendement proposé par la commission, p. 302.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 294.

Budget de travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Observations, p. 352. — Discussion générale. Discours : Exprime le vœu que les travaux qui doivent être effectués à la suite de la désaffection de la gare de Gand-Sud s'effectuent dans le plus bref délai possible, motive la nécessité de la reconstruction de l'écluse de Terneuzen et souhaite que le ministre étende sa sollicitude à la ville de Gand, afin d'assurer l'essor de son port; termine en traitant brièvement la question de la jonction Nord-Midi, qu'il estime ne devoir pas être discutée à ce moment au Sénat, considérant qu'il n'y a qu'à faire confiance aux signataires de la convention intervenue à ce sujet, p. 353 à 355.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi relatif au bail à ferme, p. 559.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 651.

Casier (baron), sénateur de Gand-Ecclou.

Ann. — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 139.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il aurait désiré défendre la question des installations maritimes de Gand, mais se borne à appuyer sur ce point les observations de M. Carpentier, fait ensuite diverses observations concernant les routes, fait remarquer notamment la nécessité de désenabler la route de La Panne à Nieupoort-Bains, ainsi que celle d'élargir la chaussée de la rive droite du canal de Bruges jusqu'à Mariakerke, p. 383 à 385.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Fait une protestation véhémement au sujet de l'état déplorable dans lequel se trouve la gare de Gand-Sud, p. 545. — Observations, p. 577.

Projet de loi relatif au bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Casterman, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux conseils de prud'hommes (cosign.), n° 180.

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 15.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 260.

Budget de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Parle des abus apportés dans l'application de la loi sur la journée de huit heures, ainsi que de la question du travail à la pièce; estime qu'il faudrait peut-être modifier les textes des lois sur les règlements d'atelier et sur le paiement des salaires; insiste pour que les propositions de loi présentées par M. Van Roosbroeck soient examinées par le conseil supérieur du travail auquel elles ont été renvoyées, et termine en priant le ministre de reviser la classification de certains prud'hommes d'appel, p. 730 à 732. — Observations, p. 762, 763.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1034, 1035.

Catastrophe de chemin de fer de Hal. — V. Interpellations au nom de M. Renier.

Catastrophe de Waterschel. — V. Interpellations au nom de M. Diriken.

Certificat d'études primaires. — V. Enseignement primaire.

Certificat de vie. — V. Pensions.

Cession de la ligne Bruxelles-Tervueren. — V. Chemins de fer : Ligne Bruxelles-Tervueren.

Chambres législatives. Sénat.

AJOURNEMENT DU SÉNAT. — V. plus loin : Vacances du Sénat.

BRAUN.

Manifestation en l'honneur de M. Alexandre Braun, qui, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900, sans interruption, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

Ann. — Compte-rendu de cette manifestation, p. 1037. — Lecture par M. le président de la lettre adressée par le Roi à M. A. Braun, et discours prononcés par M. le président Magnette, M. le premier ministre Jaspar et M. Alexandre Braun, p. 1037 à 1040.

BUREAU DÉFINITIF.

Présidents du Sénat :

Ann. — M. Magnette est élu président du Sénat, p. 1.

M. Lafontaine est élu premier vice-président, p. 1.

Il est procédé à un scrutin simultané mais par bulletins séparés pour la nomination du deuxième et du troisième vice-président; les résultats du scrutin obligent de procéder à un ballottage, par suite des dispositions réglementaires à ce sujet, p. 1, 2. — M. le baron Descamps est élu deuxième vice-président et le Sénat décide de proclamer M. le baron Ruzette troisième vice-président, sans procéder à un nouveau scrutin, p. 2.

Secrétaires du Sénat :

M. Lékou propose de voter par acclamations pour la nomination des secrétaires du Sénat, p. 2. — M. Segers appuie cette proposition, qui est admise, p. 2.

MM. Ryckmans, Delannoy, Du Bost, Van Roosbroeck, Ligy et Van Belle sont proclamés secrétaires du Sénat, p. 2.

CLOTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE DE 1928-1929.

Ann. — M. Carnoy, m. i. h., donne lecture de l'arrêté royal déclarant close la session législative de 1928-1929, p. 1122 (8 mai 1929).

M. le président Magnette prononce un discours, afin d'exprimer sa satisfaction et celle de tout le bureau en constatant la façon sérieuse dont l'assemblée a travaillé pendant toute la session qui vient d'être close et termine son discours en rendant hommage à ceux de ses collègues ou amis qui ne se retrouveront plus au Sénat lorsque celui-ci reprendra ses travaux, p. 1122.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Liste des commissions permanentes.

Doc. — N° 4.

Ann. — M. le président déclare que les attributions de ces commissions restent les mêmes que celles de la session précédente et que, le nombre de candidats présentés à chacune des onze commissions étant égal au nombre de mandats à conférer, le bureau les proclame élus dans ces diverses commissions, p. 3.

Composition des commissions permanentes, p. 4.

Constitution de ces commissions, p. 17-18.

COMMISSION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE.

Ann. — M. le président rappelle que cette commission doit être reconstituée pour la session qui s'ouvre, en indique la composition; propose de maintenir cette composition et de confirmer dans leur mandat les trois délégués des groupes politiques, p. 3. — Cette proposition est admise, p. 3.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Chambres législatives. Sénat (suite)

Décès.

Ann. — Notification du décès de M. le baron Pirmez, vice-président de la Chambre des représentants. M. le président prononce quelques paroles à cette occasion et annonce que le bureau adressera à la famille du baron Pirmez les condoléances de l'assemblée, p. 190. — Adhésion du Sénat.

Annnonce du décès de M. de Pierpont-Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur. Discours de MM. le président Magnette, Hymans, m. a. év., Braun, Leku, Higuet et le baron d'Huart, p. 511, 512.

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR.

Ann. — M. le président Magnette indique au Sénat les projets que, conformément à une décision de l'assemblée, le bureau propose de porter en tête de l'ordre du jour; déclare que les commissions auront à examiner les neuf budgets présentés au Sénat par le gouvernement; fait remarquer que, la session devant être très courte par suite des élections législatives qui auront lieu au printemps, il importe donc que les budgets aient le pas sur toutes les autres questions. M. le président déclare encore que la commission du travail parlementaire sera consultée au sujet de l'arrière législatif; puis propose au Sénat de s'ajourner au mardi suivant, 20 novembre, p. 3. — Assentiment du Sénat.

Après l'examen du budget du Sénat en comité secret et le vote du budget des dotations, le 6 décembre, M. le président Lafontaine fait une communication au Sénat au sujet des objets venant en ordre utile, et le Sénat ne pouvant, pour divers motifs, absence des ministres ou des sénateurs, aborder aucun de ces objets, la séance est levée à 3 heures 35 minutes et le Sénat décide de se réunir le mercredi suivant, p. 86. — M. le président Magnette déclare que, si la dernière séance a été levée avant l'heure habituelle, c'est par suite d'un malentendu, M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics s'étant tenu à la disposition du Sénat, p. 91. — M. Limage dégage, à son tour, la responsabilité du ministre, p. 91.

Motion d'ordre de M. Van Belle qui, ayant pris connaissance du tableau des projets de loi dont le Sénat est saisi, fait remarquer que onze projets sont rapportés, que, malgré cela, la semaine précédente, les séances ont été écourtées; demande, plusieurs des projets qui sont rapportés étant de la plus grande importance, qu'ils soient tous portés à l'ordre du jour de la semaine suivante et que l'on demande à la commission du travail parlementaire de prendre les moyens d'en hâter la discussion, p. 95. — M. le président Magnette rappelle que le Sénat a décidé de donner la priorité aux budgets et déclare que, dès que l'examen des budgets sera terminé, on abordera les objets visés par M. Van Belle; déclare encore que le bureau du Sénat et la commission du travail parlementaire feront tout ce qu'il leur sera possible pour que tous les projets dont le Sénat est saisi soient votés avant la fin de la session en cours, p. 95. — M. Van Belle accepte le renvoi de sa proposition à la commission du travail parlementaire, mais fait encore diverses observations, p. 95.

Dernier jour de séance avant les vacances de Noël : M. le président indique les projets de loi qui seront examinés et propose, pour que le Sénat puisse partir en vacances, de tenir une séance du matin, p. 146. — Les propositions de M. le président sont admises. M. le président déclare qu'il faudra peut-être, malgré la séance du matin, prolonger la séance de l'après-midi, p. 146. — Observations de MM. Carpentier et Volckaert, p. 146.

M. le président indique au Sénat les propositions de la commission du travail parlementaire en ce qui concerne les objets à porter à l'ordre du jour de la rentrée de janvier : Le Sénat examinerait en premier lieu le projet d'amnistie, puis reprendrait l'examen du projet portant abrogation de l'article 298 du Code civil, pour aborder ensuite l'examen des budgets sur lesquels les rapports sont faits, p. 188. — MM. Segers, de Brouckere et Braun font diverses observations, et l'ordre du jour reste fixé tel qu'il est proposé par la commission du travail parlementaire, p. 188. — Voyez éventuellement les rubriques : Amnistie et Droit civil : Divorce.

Motion d'ordre de M. Van Belle, qui propose, en raison du grand froid qui sévit, de la suppression de nombreux trains et des difficultés des communications, de ne pas siéger la semaine suivante si la température rigoureuse persiste, p. 393. — M. le président déclare qu'il allait faire la même proposition que M. Van Belle et prie l'assemblée d'autoriser le bureau et son président à décommander la séance du mardi par télégramme, p. 393. — Observations de MM. Moyer-soen et Van Fleteren, p. 393. — Assentiment du Sénat.

Chambres législatives. Sénat : FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

M. le vice-président Lafontaine propose, à raison du service défectueux des trains et des nombreuses absences pour cause de maladie, que le Sénat s'ajourne au mardi suivant, et cette proposition est unanimement admise, p. 413.

Semaine du 5-7 mars : M. le président rappelle que l'on procédera à l'examen du projet sur le bail à ferme, ainsi qu'il en a été décidé sur les instances de M. Mullie; déclare que l'on reprendra immédiatement après le bail à ferme la discussion du budget des chemins de fer; rappelle que la commission du travail parlementaire propose au Sénat de siéger le mercredi et le jeudi matin pour discuter certains budgets afin que le Sénat puisse terminer ses travaux avant les vacances de Pâques, p. 522. — M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., propose de siéger le matin dès le mardi suivant, p. 522. — MM. le président Magnette, Fraiture et Van Fleteren font diverses observations relativement aux séances du matin, p. 522. — Le Sénat décide, sauf avis contraire, de tenir des séances du matin le mercredi et le jeudi, p. 522.

Séances du matin : M. Van Fleteren demande si le Sénat a pris une décision à ce sujet, p. 523.

M. le président estime que le Sénat pourrait décider si, oui ou non, il va tenir des séances du matin, en vue de terminer ses travaux avant les vacances de Pâques. Propose notamment au Sénat de siéger le lendemain matin, mercredi, et le surlendemain, jeudi, 6 et 7 mars, pour discuter les budgets des chemins de fer et des finances, p. 528. — Discussion : MM. Van Fleteren, qui propose de remplacer les séances du matin par des prolongations des séances de l'après-midi; Fraiture, qui fait remarquer le peu de membres présents aux séances du matin et appuie la proposition de M. Van Fleteren; Mousty, qui appuie la proposition de tenir des séances du matin et démontre les motifs pour lesquels il estime celles-ci préférables aux séances prolongées; Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., qui insiste sur la nécessité de prendre des mesures si la Haute Assemblée compte terminer la plus grande partie de son travail avant les vacances de Pâques; Hicguet, qui insiste pour que l'on tienne des séances du matin; Volckaert, qui appuie la proposition de tenir des séances du matin afin que l'on en tienne au moins une par semaine, souhaitant, quant à lui, que le Sénat termine ses travaux aux vacances de Pâques, pour permettre aux sénateurs de prendre parfait contact avec le corps électoral; Rütten, qui fait remarquer que nombreux sont les sénateurs qui sont retenus en commission le matin, afin d'expliquer leur absence éventuelle à ces séances; François, qui fait une proposition transactionnelle : le Sénat tiendrait une séance du matin par semaine, mais une séance sérieuse; Moyersoën, qui déclare être d'accord pour les séances du matin, p. 528, 529. — Interruptions de MM. Genard, Volckaert, Ronvaux, Mousty, Labouille, Fraiture, Van Schoor, Van Fleteren, p. 528, 529. — M. le président estime qu'il ne faut pas prendre aucune décision définitive et que les séances du matin seront tenues suivant l'état d'avancement des travaux, p. 529.

M. le président, au cours de la séance du mercredi 13 mars, indique le programme des travaux qu'il propose au Sénat, p. 651. — M. Lekeu déclare qu'il est prêt, quant à lui, à souscrire à l'ordre des travaux tel que vient de le proposer M. le président, mais demande si le projet relatif à l'insertion d'un article 3bis dans la loi relative à l'enseignement primaire reste à l'ordre du jour; déclare, à cette occasion, qu'il considère ce projet comme inopportun et que, s'il n'était pas biffé simplement de l'ordre du jour, son parti se réserverait de le combattre avec vigueur, p. 651. — M. le président Magnette fait des observations au sujet de celles faites par M. Lekeu, fait remarquer que la commission du travail parlementaire a pour mission de donner des indications au Sénat et que celui-ci statue souverainement; M. le baron de Moffarts fait remarquer que la proposition visée par M. Lekeu a été adoptée unanimement en commission, p. 651. — M. le président déclare qu'il estime que les propositions qu'il vient de faire au Sénat ont été acceptées et qu'il est inutile, en ce moment, de discuter au sujet du sort qui sera réservé à la proposition de loi relative à l'enseignement primaire, p. 651. — M. le président annonce que M. le comte de Broqueville, m. d. n., étant retenu à la Chambre au jour qui était fixé pour les projets qui intéressent son département, il propose de modifier l'ordre des travaux et d'inscrire ces objets à l'ordre du jour de la séance du lendemain 14 mars, p. 654. — Cette proposition est admise. Motion d'ordre de M. Derbaix, qui informe le Sénat que la commission des sciences et des arts a donné son assentiment à l'ajournement *sine die* de la proposition de loi relative à l'article 3bis de la loi concer-

Chambres législatives. Sénat : FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

nant l'enseignement primaire, p. 671. — Avec l'assentiment général du Sénat, M. le président déclare que cet objet sera provisoirement rayé de l'ordre du jour, p. 671.

M. le président Magnette donne lecture au Sénat d'une lettre que, à la suite de la décision prise par la commission du travail parlementaire dans sa dernière réunion et tendant à décider que la session législative sera terminée au plus tard le jeudi 28 mars, il a adressée à M. le baron Tibbaut, président de la Chambre des représentants, au sujet des mesures à prendre en commun pour la marche des travaux législatifs; fait à l'assemblée diverses propositions quant aux projets à discuter et aux séances à tenir, notamment le mardi matin 12 mars, p. 584. — M. Volckaert proteste contre la proposition de siéger le mardi matin, p. 584. — M. le président insiste sur la proposition qu'il a faite, estime que le Sénat a donné un bel exemple d'assiduité et de ponctualité, dont le bureau et son président le félicitent et demande que cet effort soit poursuivi, p. 584, 585. — Adhésion du Sénat.

Au cours de la séance du mardi 23 avril, M. Rutten demande que le Sénat examine, avant de se séparer, le projet de loi relatif à la pension des employés, p. 901. — Il est fait diverses observations à ce sujet par MM. Digneffe, Henricot, Delannoy, Heyman, m. i. t. p. s., Mousty, Volckaert, p. 901. — M. Baels, m. a. t. p., demande que le Sénat examine également le projet de loi relatif aux accidents de travail des gens de mer, et cette demande est admise, p. 901. — Voyez éventuellement les rubriques : a) Assurances sociales : Employés; b) Marine : Accidents du travail des gens de mer.

Séance du 30 avril. — M. Hicguet ayant déposé le rapport sur divers projets relatifs à la radiotélégraphie et aux chemins de fer, fait remarquer l'urgence de ces projets, insiste pour qu'ils soient votés rapidement et demande à pouvoir donner lecture de ses rapports, p. 986. — Observations de MM. Volckaert (qui déclare être d'accord, mais désire lire les rapports); le président (qui fait remarquer l'urgence des projets et l'impossibilité d'assurer l'impression immédiate des rapports); de Brouckere (qui s'oppose à l'urgence); Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., (qui fait remarquer l'extrême urgence de ces projets); Segers, Van Belle (qui propose de discuter ces projets le jeudi, après publication des rapports au *Compte rendu analytique*). — Assentiment du Sénat, p. 986, 987. — V. pour le surplus la rubrique : Chemins de fer et la rubrique : Radiotélégraphie.

Derniers jours de la session : M. Mousty demande la remise du projet relatif à l'heure de fermeture des établissements publics; M. Van Overbergh rappelle certains projets importants et urgents qui ne figurent pas encore à l'ordre du jour; M. Lekeu exprime le vœu que le Sénat puisse terminer ses travaux le surlendemain jeudi, p. 1002. — Observations de MM. Rutten et Van Overbergh, p. 1002.

Motion d'ordre de M. Moyersoën, qui propose au Sénat, contrairement à la décision prise de siéger le mardi suivant, de tenir plutôt une séance le lendemain, afin de pouvoir se séparer pour la fin de la semaine, et suggère, l'ordre du jour étant très chargé, de se borner à l'examen des projets urgents, p. 1032. — M. Calonne déclare ne pouvoir se rallier à cette suggestion, notamment en ce qui concerne le projet sur la pension des employés, estimant que le Sénat doit conserver sa réputation de discuter sérieusement les projets qui lui sont soumis. M. Digneffe propose de décider que l'on terminera mardi et de siéger éventuellement le soir. M. Van Fleteren s'oppose à ce que l'on siége le soir, p. 1032. — M. le président déclare qu'il est décidé que le Sénat se réunira encore le mardi suivant et que l'assemblée fera éventuellement l'effort nécessaire pour épuiser son ordre du jour ce jour-là, si la chose est possible, p. 1032.

INCIDENTS.

Ann. — Inondations dans différentes régions du pays, et notamment à Termonde : Fait personnel de M. Van Schoor au sujet d'une affirmation produite par M. Baels, m. a. t. p., en ce qui concerne la présence immédiate d'un ingénieur des ponts et chaussées au lieu de la catastrophe, à Termonde, p. 49. — Voyez l'ensemble de la discussion qui s'est produite après la communication faite par M. Baels, m. a. t. p., au sujet des désastres causés par les inondations, rubrique : Interpellations.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. M. Braun prend la parole pour un fait personnel en ce qui concerne les auteurs des

Chambres législatives. Sénat : INCIDENTS (suite)

protestations adressées au gouvernement allemand à l'occasion de la flamandisation de l'université de Gand, p. 206. — Voyez éventuellement la rubrique : Amnistie.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion des articles. Fait personnel de M. Lebon au sujet d'une imputation qui a été faite à son sujet par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., en ce qui concerne un tarif qui, d'après lui, aurait été demandé par la ville d'Anvers elle-même et que M. Lebon aurait critiqué, p. 385.

Budget de l'industrie et du travail pour 1929 et interpellation de M. Mousty au sujet de l'octroi des pensions. Discussion générale de ces deux objets : Fait personnel de M. Van Fleteren au sujet d'une réponse faite par M. Heyman, m. i. t. p. s., à ses interruptions, p. 714. — M. Heyman, m. i. t. p. s., demande également la parole pour un fait personnel et développe ce fait personnel afin de répondre à l'expression blessante employée à son égard par M. Van Fleteren, p. 714, 715. — M. Van Fleteren développe à son tour son fait personnel, p. 715. — V. pour le surplus la rubrique : Finances : Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés : Fait personnel de M. Henricot au sujet d'une affirmation produite par M. Jauniaux en ce qui concerne la contrainte qui serait exercée envers les employés par les patrons qui avaient établi une caisse de pension avant le vote de la loi, p. 981. — Fait personnel de MM. Jauniaux, qui confirme une déclaration qu'il a faite au sujet du pouvoir dont aurait disposé M. Heyman, m. i. t. p. s., de défendre la mutualité de tous les partis contre l'action du Comité central industriel, p. 1004.

INCOMPTABILITÉS PARLEMENTAIRES. — V. Lois électorales.**LISTES.**

Liste alphabétique des membres du Sénat.

Doc. — N° 1.

Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants (sortants en 1929).

Doc. — n° 2.

PROCÉDURE PARLEMENTAIRE.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Une discussion relative à la procédure surgit au sujet de la disjonction de l'article 2 de ce projet de loi, p. 8 à 10. — Voyez la rubrique Enseignement : Enseignement supérieur, corps professoral. Augmentation du nombre de toges. Discussion des articles.

A l'occasion d'un incident qui s'est produit au sujet de la discussion générale des projets sur le bail à ferme et la location des biens ruraux des administrations publiques, ces deux discussions ayant été jointes d'après la proposition de M. le président et avec l'assentiment du Sénat, puis l'ensemble de cette discussion générale ayant été close, M. le vice-président baron Descamps déclare qu'il croit avoir mis fin aux observations présentées à ce sujet en permettant aux orateurs, qui le désiraient, de présenter à l'article 1^{er} des observations se rattachant à la discussion générale, p. 567.

A l'occasion des développements présentés par M. Jauniaux en motivant le vote de la gauche socialiste sur l'ensemble du projet de loi sur la pension des employés, M. le président déclare que le bureau examinera s'il n'y a pas lieu de revenir sur la tradition qui permet aux membres de justifier leur vote sur l'ensemble d'un projet de loi, ceci pouvant être fait au cours de la discussion, car il estime qu'il n'est pas possible que, sous prétexte de justifier un vote, on ouvre à nouveau une discussion qui a été close, p. 1115. — Voyez éventuellement la rubrique : Assurances sociales : Employés.

RÉUNION DE PROJETS SOUS UN MÊME VOTE PAR APPEL NOMINAL :

Ann. — A la fin de la séance du 20 décembre, dernière séance avant les vacances de Noël, M. le président Magnette propose de sérier les projets sur lesquels un appel nominal doit être émis et de réunir sous un même vote les projets similaires, cette proposition est admise et M. le président indique l'ordre dans lequel il estime que l'on devrait procéder, p. 186.

Vote simultané sur plusieurs projets de loi. Voyez p. 504, 505.

Chambres législatives. Sénat (suite)**PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI.**

Tableau des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi. Doc. — I. Projets dont les rapports sont faits. II. Projets et propositions en commission. Autres objets. N° 3.

TRAVAUX DU SÉNAT.

Ann. — Discours de M. le président Magnette à l'occasion de la clôture de la session 1928-1929, p. 1122.

V. plus haut, sous la même rubrique générale : 1° la sous-rubrique : Clôture de la session législative. — 2° la sous-rubrique : Fixation de l'ordre du jour.

VACANCES DU SÉNAT.

Ann. — Vacances de Noël : D'accord avec la commission du travail parlementaire, le Sénat décide de se séparer du 20 décembre au 15 janvier, p. 188.

Vacances de Pâques : M. le président déclare que le bureau proposait au Sénat de se séparer à la fin de la séance du mercredi 27 mars et de reprendre ses travaux le 23 avril, p. 815. — M. Volckaert fait diverses observations au sujet de l'éventualité d'une réunion qui précéderait le 23 avril. M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., fait diverses observations au sujet de la date de la prochaine réunion du Sénat, un projet de loi relatif au budget extraordinaire de l'aéronautique devant être éventuellement voté pour le 23 avril, p. 815.

Chambres des professions médicales. — V. Art de guérir : Pouvoir disciplinaire : Création.

Charbon.

DIFFICULTÉ DU RAVITAILLEMENT DES POPULATIONS EN CHARBON, PAR SUITE DES GELÉES EXCEPTIONNELLES QUI ONT OCCASIONNÉ DES PERTURBATIONS DANS LES TRANSPORTS.

Ann. — Motion d'ordre de M. Van Overbergh, qui se fait l'interprète de l'émotion qui règne par suite de cette situation et demande au ministre des chemins de fer si toutes les mesures en son pouvoir ont été prises, p. 412. — M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., répond à M. Van Overbergh, déclare que l'on s'est sérieusement préoccupé de cette question, saisit cette occasion pour rendre hommage au personnel des chemins de fer et déclare également que l'administration a fait l'impossible pour maintenir les ports ouverts, p. 412. — M. Volckaert fait remarquer que, malgré les mesures prises, la situation demeure assez tragique, surtout pour les ménages ouvriers qui achètent au jour le jour; prie le gouvernement d'examiner la possibilité d'utiliser le charroi automobile de l'armée, p. 412, 413. — M. le vicomte Ad. Vilain XIII fait diverses observations afin de faire ressortir les difficultés éprouvées comme l'effort fourni par l'industrie charbonnière, p. 413. — Observations de MM. François, Van Overbergh et Van Schoor, p. 412, 413.

Chemins de fer.

INDEMNITÉ DU CHEF DE RÉDUCTIONS DE TARIF AUX FAMILLES NOMBREUSES.

Projet de loi ouvrant des crédits au ministère des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique à titre d'indemnités à la Société nationale des Chemins de Fer belges du chef de réductions des tarifs de transports accordés aux familles nombreuses.

V. les n°s 12, 54 et 156 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi n° 168.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique.

Dépôt par M. Hicguet du rapport sur ce projet de loi, p. 986. — M. Hicguet insiste sur l'urgence du projet qui doit être voté pendant la session en cours et demande à pouvoir donner lecture de son rapport, p. 986. — Il est fait diverses observations à ce sujet par MM. Volckaert, de Brouckere, le président, Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., Segers et Van Belle, p. 986, 987. — V. éventuellement la rubrique : Chambres législatives, Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

M. Hicguet donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 988.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Chemins de fer (suite)

LIÈGE BRUXELLES-QUARTIER-LÉOPOLD-TERVUEREN : CESSIION.

Projet de loi relatif à la cession de la ligne Bruxelles (Quartier-Léopold)-Tervueren.

V. les n^{os} 21 et 133 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n^o 174.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 26 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique.

Dépôt, par M. Hicquet, du rapport sur ce projet de loi, p. 986. — M. Hicquet insiste pour que ce projet soit voté avant la fin de la session et demande à pouvoir donner lecture de son rapport, p. 986. — Il est fait diverses observations à ce sujet par MM. Volckaert, de Brouckere, le président, Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., Segers et Van Belle, p. 986, 987. — V. éventuellement la rubrique : Chambres législatives : Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

M. Hicquet donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 987.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1103.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 68 voix contre 42, p. 1117 (8 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

RACHAT PAR L'ÉTAT.

Ouverture d'un crédit supplémentaire à l'article 27 du budget de la dette publique pour l'exercice 1927, en vue du rachat par l'Etat de concessions de chemin de fer. (Amendement disjoint par décision de la Chambre en date du 19 décembre 1928.) — V. les n^{os} 55 et 215 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n^o 170.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. De Clercq donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption de ce projet de loi, p. 998 (30 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 998.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 38, p. 1033 (2 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

VICINAUX.

Projet de loi autorisant le gouvernement à souscrire le capital à constituer du chef de la concession à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux de la ligne électrique Mons-Boussu.

V. les n^{os} 257 (session 1927-1928) et 68 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n^o 101.

Rapport fait par M. Delannoy, n^o 135.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 6 mars 1929, p. 575. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Delannoy, p. 740 (26 mars 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 899.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 900 (23 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Chevrons de front. — V. Armée : Combattants.

Chimie (Office international de). — V. Affaires étrangères.

Circonscriptions électorales. — V. Lois électorales : Titres IV à XI : Revision.

Clesse, sénateur de Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale : Observations, p. 92, 97, 99, 100, 104, 105. — Discours : Estime que l'agriculture est traitée comme une bâtarde par ceux même qui ont la prétention de la défendre; fait remarquer que, depuis 1884, le département de l'agriculture est

Clesse (suite)

aux mains des catholiques; estime encore qu'ils n'ont pas protégé les cultivateurs et que ceux-ci, abandonnés, iront vers l'unité du prolétariat par le parti ouvrier, p. 111, 112.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion des articles. Art. 41. Observations, p. 238.

Budget de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime qu'il y aura lieu pour le ministre d'étudier la réduction des dépenses afférentes à ce budget et de ne pas faire sortir la gendarmerie du rôle que lui a fixé son statut, p. 241. — Déclare, en réponse au discours de M. de Broqueville, m. d. n., qu'il n'a jamais eu l'intention de prononcer des paroles désobligeantes à l'égard de la gendarmerie et fait encore diverses observations, p. 242, 243.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 527, 529. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que cette loi est une loi de façade si elle est votée telle quelle; déclare en terminant que son parti votera le projet, mais que ce sera une loi à remettre sur le métier lorsqu'il se trouvera au parlement une majorité représentant les producteurs agricoles et industriels, p. 531, 532. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 551 à 553.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 702.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 988, 989.

Clôture de la session législative de 1928-1929. — Voyez Chambres législatives : Sénat.

Code civil. — V. Droit civil.

Code de commerce. — V. Droit commercial.

Code électoral. — V. Lois électorales.

Code pénal. — V. Droit pénal.

Code rural. — V. Police rurale : Gardes champêtres. pêtres.

Collation des grades académiques. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

Combattants. — V. Armée.

Combattants (Admission aux emplois publics et réintégration). — V. Emplois publics.

Commis des hypothèques. — V. Interpellations au nom de M. Paulsen.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Communes.

ANVERS.

Annexion de territoires. — *Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers par l'incorporation à son territoire des communes d'Austruweel, Wilmarndonck et Oorderen, ainsi que d'une partie des communes d'Eeckeren, Merxem, Hoevenen et Lillo.*

V. les n^{os} 278 (session 1927-1928) et 79 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n^o 95.

Rapport fait par M. Ryckmans, n^o 100.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 27 février 1929, p. 511. — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 550 (6 mars 1929). — M. Ryckmans demande que cet objet soit porté en tête de l'ordre du jour du mardi suivant, et cette demande est admise.

Communes : ANVERS. Annexion de territoires (suite)

Discussion générale : Discours de M. Nolf (qui, en sa qualité de bourgmestre d'une des communes qui doivent contribuer à l'agrandissement de la ville d'Anvers, annonce qu'il comptait faire quelques observations, puis une courte déclaration pour motiver son vote affirmatif, mais ayant eu par MM. Van Cauwelaert, Lebon et Cools tous ses apaisements en ce qui concerne les communes en cause, il renonce à ses observations); Segers (qui pose des questions au ministre en ce qui concerne l'article 5 du projet qui règle le sort des administrations poldériennes), p. 621.

Pendant son discours, M. Segers exprime le regret que M. Carnoy, m. i. h., ne soit pas présent; M. le comte de Broqueville, m. d. n., déclare que M. Carnoy, m. i. h., répond à une interpellation à la Chambre; M. Van Fleteren fait remarquer que, si la question a été mise à l'ordre du jour, c'est parce que l'on comptait qu'il n'y aurait pas de discussion; M. Volckaert confirme cette affirmation; M. Ryckmans insiste pour que la discussion soit poursuivie, étant donné les intérêts primordiaux en cause et déclare qu'il est suffisamment documenté pour répondre en l'absence du ministre, p. 621. — M. Van Fleteren proteste contre le fait que l'on a interrompu le budget des affaires étrangères pour examiner ce projet de loi; M. le président Magnette déclare si l'on avait prévu que ce projet donnerait lieu à discussion il n'aurait pas bénéficié d'un tour de faveur; M. Lebon propose de donner la parole pour cinq minutes à M. Ryckmans, rapp., pour répondre à M. Segers, estimant qu'après cela le débat pourra être clos, et le Sénat admet la proposition de M. Lebon, p. 621.

M. Ryckmans, rapp., répond à M. Segers, p. 621, 622. — M. Carnoy marque son accord avec M. Ryckmans, rapp., sur l'interprétation qu'il a donnée de l'article 5, p. 622. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Segers, Beauvin et Lebon, p. 621, 622.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 622, 623.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 98 membres présents, p. 623 (12 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Tunnel sous l'Escaut. — V. Anvers.

BIENS RURAUX APPARTENANT AUX COMMUNES : LOCATION. — V. Droit administratif : Biens ruraux.

CUMUL DE FONCTIONS COMMUNALES A GRAND-MANIL. — V. Interpellations au nom de M. Ronvaux.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE : DROIT DES COMMUNES.

Délais impartis pour statuer sur les demandes de concession de distributions d'énergie électrique. — *Projet de loi complétant l'article 8 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique par la fixation d'un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales.* — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. — V. Finances.

GARDES CHAMPÊTRES. — V. Police rurale.

GRAND-MANIL (CUMUL DE FONCTIONS COMMUNALES). — V. Interpellations au nom de M. Ronvaux.

LIMITES SÉPARATIVES.

Projet de loi modifiant les limites séparatives des communes de Blankenberghe et d'Uytkerke.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 13 mars 1929, p. 665. — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

PERSONNEL.

Statut.

Ann. — M. le président donne lecture d'une lettre de M. Calonne, qui demande à M. Carnoy, m. i. h., de répondre pendant la séance en cours du mardi 12 mars 1929 à la question qu'il lui pose au sujet du dépôt du projet de loi réglant le statut du personnel des communes et demande si le Sénat consent à ce que M. Calonne prenne la parole immédiatement, p. 167.

Communes : PERSONNEL. Statut (suite)

— Assentiment du Sénat. — M. Calonne développe sa question, p. 617. — M. Carnoy, m. i. h. répond brièvement à M. Calonne; rend hommage au souci qui a amené M. Calonne à lui poser cette question; déclare qu'il aurait vivement désiré qu'un projet définitif eût pu être voté pendant la session en cours; explique au Sénat comment de longues discussions n'ont pu arriver à mettre d'accord les divers groupes de fonctionnaires intéressés à ce projet de loi; déclare encore qu'il aurait fallu, pour que le vote d'un tel projet pût être enlevé d'emblée, que l'on fût d'accord, tant à la Chambre qu'au Sénat, pour en accepter les bases, mais qu'il a pu constater que, notamment à la Chambre, il y avait divergence promettant de longues discussions et estime que, dans ces conditions, il ne croit pas possible de faire passer ce projet à ce moment, p. 618. — L'incident est clos.

Traitements. — V. Interpellations au nom de M. Calonne.

Communications radiographiques. — V. Radiotélégraphie.

Complément de pension. — V. Assurances sociales : Pensions de vieillesse.

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

Comptoir et Sécherie de graines forestières à Groenendael. — V. Finances : Autonomie financière.

Concessions de distributions d'énergie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Conciliation (Traité de). — V. Affaires étrangères : Droit international public : Traités entre la Belgique et les Etats-Unis.

Conflits en matière de recrutement militaire (Convention avec la France). — V. Affaires étrangères : Recrutement militaire.

Congo.

DÉCRETS.

Projets de décret transmis au Sénat pour être déposés sur le bureau pendant trente jours de session, conformément à l'article 15 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge.

Projet de décret concédant à M. Goethals, Jean, colon du Katanga, un terrain d'une superficie de 9,523 hectares, sis à Kapiri.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 5 (20 novembre 1928).

Projet de décret approuvant l'octroi de deux concessions minières dans le Ruanda-Urundi, à M. Payona, d'une part, et à MM. Ishmael et Kargaratos, d'autre part.

Ann. — Transmis par M. le premier ministre, ministre des colonies, le 15 janvier 1929, p. 190.

Projet de décret approuvant la convention conclue le 26 janvier 1929 entre la colonie et la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 325.

Projet de décret approuvant l'octroi d'une concession minière dans le Ruanda-Urundi à M. Coulon.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 437 (26 février 1929).

Projet de décret approuvant une convention conclue, le 24 janvier 1929, entre le gouvernement de la colonie du Congo belge et la Compagnie du Congo belge.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 616 (12 mars 1929).

Projet de décret approuvant les statuts d'une société dénommée Société agricole du Kivu et constituée à l'initiative du Comité national du Kivu. A ces statuts est jointe une convention annexe, datée du 31 juillet 1928, qui détermine les conditions des concessions de terres faites à la société précitée.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 683.

Congo : DÉCRETS. Projets de décret transmis au Sénat (suite)

Projet de décret approuvant la convention conclue, le 16 janvier 1929, entre la colonie et la Compagnie du Chemin de Fer du Congo pour l'Exploitation des Ports de Matadi, Ango et Léopoldville.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 896.

Projet de décret approuvant une convention conclue, le 30 mars 1929, entre la colonie du Congo belge et la Société d'Élevage et de Culture au Congo belge.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 896.

Projets de décrets : 1° approuvant la convention conclue, le 12 avril 1929, entre la colonie du Congo belge et M. Van Mierlo; 2° approuvant la convention conclue, le 3 avril 1929, entre le Comité spécial du Katanga et M. Van Mierlo.

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 1015 (2 mai 1929).

FINANCES.

Budgets : Budget ordinaire pour 1928. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

V. les n° 45, 190, 236, 283 (sess. 1927-1928) et 106 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n° 109. — Articles des tableaux amendés par la Chambre, n° 109.

V. plus loin le rapport sur les cinq projets de budgets réunis.

Budget extraordinaire de 1928. — Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

V. les n° 232 (sess. 1927-1928), 98, 101 et 107 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n° 110. — Tableaux, n° 110.

V. plus loin le rapport sur les cinq projets de budgets réunis.

Projets réunis : 1° Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928; 2° Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928; 3° Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929; 4° Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929; 5° Budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines) pour l'exercice 1929.

Doc. — Rapport fait par M. Leyniers sur ces cinq projets de loi, n° 123.

Ann. — Au moment où le Sénat va aborder l'examen des différents budgets du Congo, M. Volckaert annonce que la commission des colonies propose au Sénat, étant donné que la Chambre a discuté longuement les budgets du Congo et que ces budgets ont été complètement dépensés, de ne pas procéder, au cours de cette session, à une longue discussion, mais déclare que la commission a demandé que l'année suivante le budget des colonies soit déposé au Sénat, afin que celui-ci puisse examiner ce budget d'une façon approfondie; exprime encore le désir de la commission de voir le ministre des colonies déposer, le plus tôt possible, un projet sur le contrat d'emploi du personnel blanc au Congo, p. 779.

Budget ordinaire 1928. — Budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 13 mars 1929, p. 665. — Le budget est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 720 (21 mars 1929).

Les articles du budget sont successivement adoptés, p. 779. — V. l'annexe B à la fin de la séance du 27 mars, p. 828 à 855.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 779, 780.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Congo : FINANCES. Budgets (suite)

Budget extraordinaire 1928. — Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 13 mars 1929, p. 665. — Le budget est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 720 (21 mars 1929).

Les articles du budget sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 780. — V. l'annexe C à la fin de la séance du 27 mars, p. 856 à 859.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 780, 781.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget ordinaire 1929. — Budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 13 mars 1929, p. 665. — Le budget est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 720 (21 mars 1929).

Les articles du budget sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 781. — V. l'annexe D à la fin de la séance du 27 mars, p. 860 à 888.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 781, 782.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget extraordinaire 1929. — Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 13 mars 1929, p. 665. — Le budget est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 720 (21 mars 1929).

Les articles du budget sont successivement mis au voix et adoptés, p. 782. — V. l'annexe E à la fin de la séance du 27 mars, p. 888 à 891.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 782, 783.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Dépenses métropolitaines. — Budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines) pour l'exercice 1929.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 13 mars 1929, p. 665. — Le budget est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 720 (21 mars 1929).

Les articles du budget sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 783. — V. l'annexe F à la fin de la séance du 27 mars, p. 892, 893.

L'article unique du projet de loi est adopté sans observation, p. 783.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits supplémentaires. — Projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 986 (30 avril 1929).

M. Leyniers donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 999.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 999.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 38, p. 1033 (2 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Congo (suite)**INDUSTRIE, COMMERCE ET TRAVAIL.**

Contrat d'emploi. — *Projet de loi relatif à l'applicabilité des dispositions de la législation coloniale réglant la matière du contrat d'emploi.*

Doc. — Exposé des motifs, n° 185. — *Projet de loi : Annexe au n° 185.*

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Jaspar, p. m., m. c., p. 1045 (7 mai 1929). — Le projet est renvoyé aux commissions des colonies et de la justice réunies.

MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ET MILITAIRES BELGES : ANCIENNETÉ ET DROIT A L'AVANCEMENT.

Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi sur le gouvernement du Congo belge relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la colonie et l'article 1^{er} de la loi du 12 mars 1923 relatif à la pension de ces agents.

V. les n° 178, 206 et 22 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — *Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 167.*

Ann. — *Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des colonies.*

Dépôt du rapport par M. Leyniers, p. 986 (30 avril 1929).

M. Leyniers donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 999, 1000.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1000.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Conseillers à la cour de cassation (Désignation de candidats). — V. Organisation judiciaire : Cour de cassation.**Conseils de prud'hommes.** — V. 1° Industrie, commerce et travail : Prud'hommes. — 2° Interpellations au nom de M. Van Roosbroeck.**Conservation des monuments et des sites.** — V. Sciences et arts : Monuments et sites.**Contingent.** — V. Armée.**Contrat d'emploi.** — V. Industrie, commerce et travail.**Contrat d'emploi en ce qui concerne la colonie.** — V. Congo : Industrie, commerce et travail : Contrat d'emploi.**Cools, sénateur provincial d'Anvers.**

Doc. — *Proposition de loi exemptant du timbre de dimension les doubles des registres de l'état civil, d'indigénat et de naturalité et prescrivant la révision du tarif des droits à percevoir pour les expéditions et les extraits des dits actes. Rapport, n° 144.*

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales en 1929. Rapport n° 150.

Ann. — *Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Déclare n'être pas aussi optimiste que M. Carpentier, quant aux succès des mesures transitoires prises par le projet, et estime qu'il importe qu'une législation définitive soit votée, p. 180. — Texte amendé par la Chambre des représentants. A la suite d'une demande d'urgence introduite par M. Ligy, demande que le projet ne soit discuté que le mardi suivant, p. 349. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il ne verrait aucun inconvénient à ce que le régime provisoire prorogé par le projet en discussion devint définitif, à condition que l'alimentation du Fonds des communes et sa répartition soit complètement modifiée, déclare qu'il votera donc le projet, mais à condition que dans la prochaine session on donne aux communes un statut définitif, p. 369.*

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 293, 327.

Cools (suite)

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 268.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Revient brièvement sur la réponse faite par M. Vauthier aux observations faites par M. Weyler en ce qui concerne le Musée des Beaux-Arts et l'Institut des beaux-arts de l'Académie d'Anvers, p. 296, 297. — Observations, p. 297.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 372.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 440. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 446. — Reprise de la discussion générale. Discours : Défend, en ordre principal, les intérêts de la ville d'Anvers et estime que, en le faisant, il parle en législateur soucieux des intérêts généraux de son pays, traite la question des frais de dragage, frais qu'il considère non comme une dépense extraordinaire et exceptionnelle, ainsi que semble le considérer le gouvernement, mais comme une dépense courante, termine en demandant non pas le rejet pur et simple du projet, mais le renvoi à une commission spéciale, p. 507. — Discours : Fait diverses observations et renouvelle sa motion d'ajournement, p. 514. — Observations, p. 516. — Demande qu'il soit spécifié dans la motion d'ajournement que le débat sera repris à la rentrée de novembre, p. 516.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 518 à 521.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 février 1929 modifiant le barème de la taxe sur les spectacles ou divertissements publics. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 969.

Cornet d'Elzuis de Peissant (comte), sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Ann. — *Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur les milliers d'hectares inondés entre Ophoven-Kessenich et Loozen-Bocholt, ainsi que sur l'état lamentable dans lequel se trouvent presque toutes les routes dans le nord du Limbourg, p. 374.*

Corps électoral. — V. Lois électorales.**Corps médical (Création d'un pouvoir disciplinaire).** — V. Art de guérir.**Corps professoral des universités.** — V. Enseignement supérieur : Universités de l'Etat.**Cour de cassation.** — V. Organisation judiciaire.**Cour des comptes.** — V. Finances.**Cour des comptes (traitements des membres).** — V. Traitements : Péréquation.**Coût de l'existence (Calcul des pensions d'après le).** — V. Pensions : Calcul des pensions.**Création de places d'avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles.** — V. Organisation judiciaire : Modification de la composition des cours et tribunaux.**Création du tribunal de police à Liège.** — V. Organisation judiciaire : Cours et tribunaux. Modification de la composition.**Crédit à l'outillage artisanal.** — V. Industrie, commerce et travail.**Crédit professionnel.** — V. Finances.**Crédits provisoires.** — V. Finances : Budgets.**Crédit spécial en faveur des victimes des inondations.** — V. Inondations

Crédits supplémentaires. — V. Finances : Budgets.

Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, etc.

Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. — Discussion générale. Observations, p. 192.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion des articles. Art. 32. S'abstient au vote sur l'amendement proposé par la commission, p. 302.

Cumuel de fonctions communales. — V. Interpellations au nom de M. Ronvaux.

D

Daems, sénateur de Malines et Turnhout.

Ann. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. Observations, p. 48.

Damas, sénateur de Liège.

Ann. — Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours. Comme le R. P. Rutten, convie le Sénat à voter ce projet qui lui est soumis avec la même unanimité qu'il a été voté à la Chambre, p. 50.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Demande l'organisation d'un service d'autobus entre Jemeppe-sur-Meuse et Horion-Hozémont, passant par Flémalle-Grande et Mons lez-Liège, et prie le ministre d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de confier de préférence ce service à un particulier qui l'a sollicité plutôt qu'à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, p. 128.

Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Discours : Demande que l'on apporte quelque réajustement à l'octroi du complément accordé conformément à la loi du 20 juillet 1927 et motive sa demande, p. 184.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Inondations. Par motion d'ordre, fait remarquer que le froid et les gelées exceptionnels qui sévissent depuis de longues semaines ont réduit plusieurs industries au chômage complet; attire l'attention sur les misères atroces qui devraient être secourues et demande au ministre, afin de rassurer les populations de la région de Termonde, de déclarer qu'il est disposé à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses, rendu plus pénible encore par l'épidémie de grippe, p. 512.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Discours : Commence par réfuter, d'après l'avis des fonctionnaires qui doivent l'appliquer et des vieillards qui en bénéficient, la déclaration faite en 1924 par M. Masson (ministre de la justice à cette époque), affirmant que le gouvernement pouvait être fier de cette loi, la meilleure qui existât en Europe; estime ensuite, notamment, que l'on devrait répartir les services des pensions de vieillesse dans les provinces, cette répartition étant de nature à éviter bien des erreurs sans augmenter les frais généraux, p. 719, 720. — Observations, p. 721.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite différentes questions intéressant les charbonnages : celle des immeubles lésés par suite de travaux souterrains, celles des allocations familiales, et termine en signalant l'insuffisance du nombre des inspecteurs ouvriers à l'inspection des mines, p. 759, 760. — Observations, p. 765, 766.

Danhier, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

de Broqueville (comte), sénateur coopté, ministre de la défense nationale.

Ann. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Observations, p. 5b.

Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement, aux fonctionnaires, de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. — Observations, p. 119.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 217, 218. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 225 à 230. — Observations, p. 231. — Discussion des articles. Art. 41. Discours : Répond à M. Calonne, p. 238, 239.

Budgets de la gendarmerie pour les exercices 1928 et 1929. Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées, p. 241, 242. — Observations, p. 241 à 243.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Des observations ayant été faites au sujet de l'absence du ministre compétent, fait remarquer que M. Carnoy, m. i. h., répond à une interpellation à la Chambre, p. 621.

Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques. Discussion générale. Discours : Prie M. de Brouckere, rap., de ne pas insister sur son amendement afin, d'une part, d'éviter le renvoi du projet à la Chambre et, d'autre part, de ne pas introduire dans le projet une disposition touchant à des questions juridiques, estimant que la situation dangereuse visée par le projet est extrêmement urgente, p. 655. — Discours. Maintient son opinion, estimant que la commission introduit dans le projet un principe nouveau de droit; estime encore que, si l'on entrait dans cette voie, on aurait posé un acte grave sans avoir pu en mesurer les conséquences et que l'on regretterait un jour cet acte, p. 656. — Vote en seconde lecture.

Art. 8. Rappelle que, lors de la précédente discussion, le gouvernement a défendu son point de vue contre l'amendement de M. de Brouckere devant une dizaine de membres seulement et a été battu. Déclare ensuite que le gouvernement, d'accord d'ailleurs avec la Chambre, qui a voté le projet à une écrasante majorité, maintient son point de vue. Rappelle brièvement le sentiment de la Chambre à cet égard, exprimé, au nom de la commission, par son rapporteur, puis suggère une solution qui permettrait l'accord avec M. de Brouckere, p. 705. — A la suite d'une déclaration de M. de Brouckere, justifie son attitude, non pas par son avis personnel, mais par celui de M. le sénateur Vinck, rappelle l'étude faite par lui sur cette question dans son rapport sur la question de la conservation des monuments et des sites. Termine en rappelant l'urgence du projet de loi au point de vue de la sécurité des aviateurs, p. 706. — Défend à nouveau le projet tel qu'il est présenté par le gouvernement, p. 707.

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du Grand cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Discours : Répond aux observations de M. Volckaert, notamment en ce qui concerne la question du relèvement de la solde des soldats et lui fait remarquer que le gouvernement a déposé un amendement dont il rappelle les termes, amendement qui détermine quels sont les officiers-généraux qui auront droit à l'éméritat, p. 658, 659. — Observations, p. 659, 660.

Projet de loi relatif à la revision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires. Prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion de ce projet de loi, étant attendu à la Chambre des représentants, estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion, le gouvernement acceptant les amendements de la commission ainsi que l'un des amendements de M. de Brouckere, p. 708. — Discussion générale. Discours : Déclare que la loi sera appliquée avec une grande bienveillance, ainsi que le demande M. Pierlot et que, pour le surplus, il sera tenu compte, dans la plus large mesure possible, des observations présentées par le rapporteur, p. 708, 709. — Répond aux questions de M. Volckaert au point de vue de la conclusion, p. 709.

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Précise l'interprétation du litt C, du II, de l'article 13 des lois coordonnées, p. 1054. — Répond brièvement aux observations de M. Pierlot, rap., notamment en ce qui concerne les commissions des pensions, p. 1054.

de Brouchoven de Bergcyck (Comte), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Ann.** — Inondations dans diverses régions du pays. Discours : Tout en rendant hommage au zèle des fonctionnaires, estime que des mesures pourraient être prises pour réduire le nombre des catastrophes du genre de celles qui viennent de se produire, p. 36.
- Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. A la suite d'une demande d'urgence formulée par M. Van Fleteren, propose de fixer la discussion au mardi suivant, p. 38.
- Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 98. — Discours : Traite brièvement trois points : 1° d'ordre général au point de vue agricole; 2° concernant le budget même; 3° concernant les inondations et la législation poldérienne, p. 126-127. — Observations, p. 129.
- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Observations, p. 204.
- Budgets de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. — Discussion générale. Discours : Combat un discours de M. Clesse en ce qui concerne la mission de la gendarmerie, p. 242, 243.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question des routes, estime qu'en cette matière la meilleure formule serait : unification et décentralisation et explique ce qu'il entend par ces deux termes, parle ensuite des plantations des routes, de la question des inondations et des mesures à prendre pour en empêcher le retour, p. 368, 369.
- Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée d'une zone de sécurité frappée de servitude aéronautique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 712.
- Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il votera contre le projet, p. 1034. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1113.

de Brouckere, sénateur coopté.

- Doc.** — Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques. Rapport n° 98.
- Ann.** — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. A la suite d'un incident soulevé par une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck après un vote par assis et levé, déclare que l'impartialité du bureau n'est pas mise en doute, mais estime que la contre-épreuve peut réglementairement être réclamée, p. 9.
- Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 14, 16, 19, 21.
- Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Demande le maintien de l'ordre du jour tel qu'il a été fixé par la commission du travail parlementaire en ce qui concerne ce projet de loi, p. 188. — Discussion générale. Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les différentes propositions en présence, p. 212. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Lekeu, tendant à remettre la décision au lendemain, afin de donner au Sénat le temps de la réflexion, p. 213.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour pour la rentrée de janvier, déclare que la commission parlementaire est d'accord pour que ce projet figure en tête de l'ordre du jour et demande que cette décision soit maintenue, p. 188. — Discussion générale. Observations, p. 195, 199, 200. — Avant le vote sur l'ensemble, fait une déclaration au nom du groupe socialiste, afin d'exposer, ce groupe ayant décidé de ne pas prendre part à la discussion de ce projet, les motifs pour lesquels ce groupe s'abstiendra au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 207. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur ce projet de loi, p. 208.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Commence par remercier le ministre des paroles

de Brouckere (suite)

- élogieuses qu'il a eues pour son parti, puis, à la suite des discours du ministre et du rapporteur, parle de l'interdiction qui aurait été faite aux soldats de lire le *Peuple*; commente certaines déclarations du rapporteur, du ministre et du général Galet, au sujet de l'armée, de la solidité des unités et des dépenses comparées de 1914 et de 1929; traite ensuite une question plus limitée à laquelle il avait d'abord compté borner son discours : celle de l'âge de la mise à la retraite des officiers, p. 231, 232.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'il est préférable de discuter les affaires les unes après les autres et demande, l'avis de M. Vauthier et celui de M. Jaspar paraissant diffèrent au sujet de la manière dont fonctionne le comité du trésor, que le gouvernement se mette d'accord, puis que l'on discute la question, p. 284. — Discussion des articles. Art. 38. Défend un amendement présenté par M. Laboulle, p. 303.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 293, 337, 345, 348.
- Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 513.
- Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 540. — Discussion générale. Discours : Déclare être prêt à se rallier à l'opinion du ministre, qui combat l'amendement proposé par la commission, mais avoir quelque peine cependant à admettre la remise de la question touchée par son amendement, estimant qu'il serait facile, si l'on y mettait de la bonne volonté, d'arriver à une solution rapide, p. 655, 656. — Observations, p. 656. — M. le comte de Broqueville, m. d. n., ayant de nouveau manifesté son opposition, estime qu'il se produit une confusion et indique les motifs pour lesquels il a le regret de ne pouvoir se rallier à l'avis du ministre, p. 656. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Déclare qu'il ne peut accepter le sous-amendement proposé par M. de Broqueville, et indique les motifs de son opposition, p. 705, 706. — Maintient sa manière de voir, p. 707.
- Budgets des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 547, 570.
- Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 605, 610.
- Budget des affaires étrangères pour 1929 et projet de loi approuvant les conventions relatives a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 625, 628. — Discours : Tout en étant animé d'un grand désir de conciliation et de collaboration, indique les divergences qui existent entre la pensée du rapporteur et la sienne; estime notamment que les dangers de la situation de la Belgique, signalés au cours de cette discussion, sont quelque peu exagérés; estime encore que, pour le pays, la chose essentielle est le progrès des exportations et du transit; examine deux ordres de problèmes : les uns de politique internationale générale, les autres résultant des rapports de la Belgique avec ses voisins; traite la question des réparations et estime que l'occupation du territoire allemand ne garantit pas, selon lui, le paiement de la part de l'Allemagne, p. 665 à 668. — Observations, p. 669.
- Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants-généraux titulaires du Grand cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels, estimant qu'il ne s'agit pas d'honneurs mais d'argent, il votera contre le projet, p. 660.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 753, 762 à 764, 767.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 723.
- Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 977, 979, 9^e l. — Discussion des articles. Art. 14. Observations, p. 1012.
- Fixation de l'ordre du jour : M. Hicquet ayant demandé à pouvoir donner immédiatement lecture de rapports sur les projets concernant la radiotélégraphie et sur certains projets intéressant les chemins de fer, estime impossible, pour le Sénat, de se prononcer sans avoir pleine connaissance des principes en cause et s'oppose à l'urgence; propose de siéger le vendredi, p. 986.

de Brouckere (suite)

Projet de loi sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; projet de loi établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques; projet de loi sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Fait diverses observations au sujet de la demande de M. Hicquet tendant à donner lecture des trois rapports, p. 986. — Discussion générale. Observations, p. 1112.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 989.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926, relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Déclare renoncer momentanément à la parole, p. 1084. — Observations, p. 1086. — Discours : Demande des précisions à M. Janson, m. j., au sujet des principes qu'il a émis quant aux mesures qu'il compte prendre contre le jeu et contre les cercles privés, déclare qu'il a trouvé des terrains d'entente dans le discours du ministre, mais, en lui demandant de maintenir ses excellents principes, le prie de renoncer à l'expédient provisoire de suppression de la réglementation et souhaite que les autres partis repoussent, comme le sien va le faire, un projet qui renonce à défendre, au moins provisoirement, la santé morale du pays, p. 1089, 1090. — Observations, p. 1090.

Interpellation de M. Renier au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Observations, p. 1104, 1107.

Décès prématuré. — V. Assurances sociales : a) Employés; b) Vieillesse et décès prématuré.

De Clercq, sénateur d'Andenaerde et Alost.

Doc. — Projet de loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Rapport, n° 31.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1929. Rapport, n° 64.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1928 et contenant des dispositions diverses. Rapport, n° 136.

Projet de loi portant quelques modifications et dispositions additionnelles aux lois sur la réparation des dommages de guerre. Rapport, n° 153.

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 (co-sign.), n° 157.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Signale un point auquel il faudrait porter remède en ce qui concerne la nouvelle péréquation des traitements des magistrats, p. 63. — Observations, p. 73.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 113. — Discours : Attire l'attention du ministre sur la législation en vigueur en matière de pêche fluviale, demande la coordination de ces dispositions, espérant que cette coordination introduira un peu de clarté dans cette législation trop touffue, demande que, dans bien des cas, on puisse appliquer aux délits des circonstances atténuantes et fait les mêmes observations pour les délits de chasse, p. 114, 115. — Observations, p. 129.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Dépose le rapport sur ce projet, p. 127. — Insiste pour que ce projet soit inscrit en tête de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, p. 188. — Discussion générale. Observations, p. 193. — Discussion des articles. Art. 11 et 12. Fait remarquer une erreur d'impression à l'article 11 et au texte flamand de l'article 12, p. 202.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 262.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 352, 370, 371, 401.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale de ces deux projets. Observations, p. 524, 530. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 553.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 613.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à d'autres. Observations, p. 721, 723, 726, 727.

Projet de loi accordant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1928 et contenant des dispositions diverses. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 779.

De Clercq (suite)

Projet de loi apportant des modifications et des dispositions additionnelles aux lois sur la réparation des dommages de guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 905.

Projet de loi assurant aux pensionnés des ressources en rapport avec le coût de l'existence et modifiant le mode de calcul des pensions visées par le § 1^{er} de la loi du 17 mars 1928. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 969.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1929. Donne lecture du rapport sur ce projet de loi, p. 994.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1090.

de Cock de Rameyen, sénateur de Malines et Turnhout.

Ann. — Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande que l'on porte remède d'urgence au préjudice grave résultant de l'ensablement complet de la Grande-Nèthe, de Lierre à Oosterloo, p. 355, 356.

Décrets. — V. Congo.**de Dordodot (baron), sénateur de Charleroi et Thuin.**

Ann. — Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 216.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Signale le grand nombre de demandes de pension d'invalidité que la commission ne peut arriver à examiner dans des délais rapides; demande que, désormais, un solution rapide intervienne en cas de réclamation; estime que si, pour arriver à ce résultat, il était nécessaire de modifier quelque peu la loi, il est convaincu que le parlement ne marchanderait pas son concours, p. 221.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Parle brièvement de l'annulation d'une délibération du conseil provincial du Hainaut, en ce qui concerne les subsides à donner aux sociétés mutualistes patronales, p. 331, 332. — Observations, p. 336, 337. — Discours : Fait remarquer que le discours prononcé par M. Janniaux au sujet des mutualités constitue un procédé employé dans les réunions publiques que l'on qualifie de contradictoires; fait encore remarquer qu'il ne s'agissait, dans l'espèce, que d'une question de droit; réfute le discours de M. Janniaux; déclare qu'il est personnellement défenseur de la mutualité tout court et non pas, comme M. Janniaux, de la mutualité politique, et estime, pour le surplus, que la question des mutualités d'usines et des mutualités politiques sort du cadre de la discussion, p. 347.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne pourra donner son approbation à l'emprunt de 500 millions à contracter par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux que si cet emprunt offre une garantie de change semblable à celle qui existe pour les titres de la Société nationale des Chemins de fer; reprend, pour motiver son attitude, le discours qu'il a prononcé en s'abstenant au vote sur l'emprunt en faveur des habitations à bon marché et développe cette opinion, p. 371, 372. — Observations, p. 373, 375. — Demande à pouvoir, avant que la séance ne soit levée, répondre brièvement à M. Paulsen, et la parole ne lui est pas accordée, l'objet en discussion ne se rattachant pas aux budgets, p. 379. — Reprise de la discussion générale. Discours : Pose une question au ministre au sujet du Palais des Thermes, à Ostende, p. 405, 406.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 413.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation pénible des habitants de la région de Chimay et sur le parti que l'on pourrait tirer de cette intéressante région si le ministre consentait à examiner la question des relations par chemin de fer entre Chimay et Charleroi; prie le ministre de se mettre, à cet effet, d'accord avec les représentants des régions de Chimay et de Beaumont, p. 544.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 553.

de Dorlodot (baron) (suite)

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Déclare que son état de santé ne lui permet pas de répondre au discours de M. François et à celui de M. Paulsen; estime que l'occasion de le faire se présentera pendant la campagne électorale, et se borne à signaler au ministre la situation des receveurs d'enregistrement, p. 632.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 2. Discussion. Discours : Tout en estimant qu'après le remarquable discours de M. Moyersoen tous ceux qui l'ont entendu sont certainement acquis à sa thèse, ajoute pourtant un argument à ceux qu'il a fait valoir : l'intérêt des cultivateurs; développe les motifs pour lesquels il estime que si le projet était adopté tel qu'il est présenté, il constituerait pour les agriculteurs un véritable danger; termine en déclarant qu'il se rallie à l'amendement de M. Moyersoen et engage tous ceux qui sont soucieux des intérêts véritables des locataires à voter cette disposition, p. 702, 703. — Défend à nouveau l'amendement de M. Moyersoen et prie ses amis de l'adopter, estimant que le projet sera, en tout état de cause, discuté à nouveau à la Chambre, p. 704.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Art. 1^{er}. A la suite d'observations faites par le R. P. Ruffen, fait à son tour diverses observations au sujet de la définition du mot « employé » et estime que le ministre devra être appelé à donner son avis dans les cas douteux et que si l'employeur et l'employé se rangent de l'avis du ministre, l'employeur sera assuré de n'encourir aucune des pénalités et responsabilités prévues par la loi, p. 1006. — Discussion des articles. Art. 7. Fait diverses observations au sujet du chiffre de 18,000 francs admis comme base de salaire, p. 1009. — Art. 15. Fait diverses observations au sujet du discours de M. Heyman, p. 1042. — Art. 34 et 34bis. Appuie le discours prononcé par M. Moyersoen et se joint à lui pour prier le Sénat d'admettre l'amendement de M. Henricot, p. 1055.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Discours : Appuie les observations formulées par M. Henricot, puis déclare qu'il votera le projet en discussion, mais estime qu'il est urgent que la question des réparations des accidents du travail soit discutée dans son ensemble, p. 1017. — Discussion des articles. Art. 2. Déclare qu'il n'a jamais protesté contre l'augmentation des indemnités, mais que d'accord, en cela, avec certains de ses collègues socialistes, il proteste contre le fait qu'une loi de l'importance de celle en discussion soit discutée dans la bousculade d'une fin de session, p. 1020.

Projet de loi relevant le taux de la rente des chevrons de front et abaissant l'âge de l'entrée en jouissance de la dite rente. Discussion générale. Discours : Déclare renoncer à déposer un amendement, afin de ne pas retarder le vote de la loi, p. 1052.

Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. — V. Code pénal : Anormaux.

de Kerchove d'Exaerde (baron), sénateur de Gand-Eecko.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Réclame la nomination du directeur du laboratoire d'analyse de Gand, poste vacant depuis près de deux ans, puis combat la centralisation des laboratoires d'analyse de l'Etat, p. 114.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Appuie les desiderata de la Fédération des corps de sapeurs pompiers communaux et développe ces desiderata, p. 326. — Vote des articles réservés. Art. 28. S'abstient au vote sur un amendement présenté par MM. Van Schoor et consorts, p. 354.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1928 et contenant des dispositions diverses. Rectification au vote qu'il a émis sur l'ensemble du projet de loi ayant été renseigné comme ayant émis un vote négatif, alors qu'il a émis un vote affirmatif, p. 973.

Délai d'approbation impartis aux conseils provinciaux, en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Delannoy, sénateur provincial du Brabant, deuxième secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à souscrire le capital à constituer du chef de la concession à la Société nationale des chemins de fer vicinaux de la ligne électrique Mons-Boussu. Rapport n° 135.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur de l'Etat et de l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Observation au sujet d'un incident touchant le bureau et survécu à la suite d'une demande d'appel nominal introduite après le vote par assis et levé, p. 9.

Projet de loi mettant à la charge de l'Etat les funérailles de M. le lieutenant général baron Jacques de Dixmude; donne lecture du rapport qui conclut à l'adoption d'urgence, p. 37.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Dépose le rapport sur ce projet de loi le 20 novembre 1928. Discussion générale. Observations, p. 54, 55. — Discours : Justifie l'amendement de la commission tendant à l'égalité du traitement du premier président et du président de chambre, tout en estimant qu'il n'y a pas grand-chose à ajouter à son rapport, p. 55, 56. — Observations, p. 56. — Par motion d'ordre, annonce au Sénat que la commission des finances a examiné le texte adopté en première lecture par le Sénat et que la commission propose le maintien du texte amendé, p. 90. — Prie le président de fixer au lendemain l'examen en seconde lecture, p. 90.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531, 532.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 577.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 721, 723.

Projet de loi autorisant le gouvernement à souscrire le capital à constituer du chef de la concession à la Société nationale des chemins de fer vicinaux de la ligne électrique Boussu-Mons. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 740.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Appuie la demande de M. Henricot tendant à ce que le projet soit examiné avant que le Sénat ne se sépare, p. 901. — Discussion générale. Observations, p. 977, 981.

Délégués à l'inspection des mines (Accidents du travail aux). — V. Industrie, commerce et travail : Accidents du travail : Extension de la loi.

De Ley, sénateur de Malines et Turnhout.

Doc. — Projet de loi abrogeant les dispositions légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux. Rapport n° 13.

Ann. — Projet de loi abrogeant les dispositions légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux. Dépose le rapport sur ce projet de loi (28 novembre 1928). Discussion générale. Discours : Combat le projet et rappelle que la commission de la justice de la Chambre l'avait rejeté, p. 57.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Traite de la question de la moralité publique et réclame des mesures pour protéger la jeunesse, p. 63, 64.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 216.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Chapitre IV. Discours : Traite la question de l'enseignement professionnel, p. 775, 776. — A la suite de diverses observations, renonce à poursuivre son discours, p. 776.

Délinquants d'habitude. — V. Code pénal : Anormaux, délinquants d'habitude.

Délits contre la sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, etc.

Travaux de Feaïfe (baron), sénateur provincial du Luxembourg.

Doc. — Budget des dotations pour l'exercice 1929. Rapport n° 19. Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 124.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1929. Rapport, n° 24.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts. Rapport, n° 62.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Amendement (co-sign.), n° 171.

Ann. — Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts. Dépose le rapport sur ce projet, p. 243. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare que si l'amendement de M. Braun en faveur de l'Institut supérieur des arts décoratifs avait pu être examiné en commission, il eût recueilli l'unanimité des suffrages, déclare, en conséquence, que la commission s'y rallie volontiers, p. 305.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours. Après avoir fait l'éloge de l'activité déployée pendant les années qui viennent de s'écouler par les services de l'hygiène, attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire un effort pour combattre l'insalubrité des eaux, signale ensuite le problème si angoissant selon lui des finances provinciales et communales, développe cette question, puis termine en attirant l'attention sur l'inégalité imméritée que subit le personnel des administrations provinciales, 328 à 330.

Budget des dotations pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 53. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 720.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : La réforme des impôts étant annoncée de divers côtés, commence par présenter quelques suggestions au ministre à ce sujet, demande également que l'on réforme la façon de réclamer les impôts et termine en demandant que la décoration instituée par le ministre pour ceux qui avaient collaboré aux coopératives pour dommages de guerre soit étendue à ceux qui ont assumé la charge de restaurer le pays, p. 139 à 142.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 287.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Appelle l'attention du ministre sur divers points concernant la province de Luxembourg, mais commence par dire ses remerciements à la S. N pour les mesures prises en faveur des familles nombreuses, insiste particulièrement, en terminant, en faveur de la ligne Laroche-Baconfof, p. 571, 572.

Projet de loi modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société nationale des distributions d'eau, ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907 ou de celle du 1^{er} mars 1922. — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 968.

de Mévius (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1929, ainsi que diverses dispositions relatives à la dotation extraordinaire du fonds d'amortissement de la dette publique. — Rapport, n° 28.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1929. — Rapport, n° 39.

Projet de loi accordant à charge du trésor public une pension annuelle et viagère de 36,000 francs à la dame Beaupain, veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. — Rapport, n° 51.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926 et antérieurs et à l'exercice 1927, et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglés. — Rapport, n° 67.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. — Rapport, n° 111.

Demandes de naturalisation. — Rapport, n° 134.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 112. — Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation insupportable créée à certaines

de Mévius (baron) (suite)

communes par la pollution de la petite rivière de la Ligne et demande qu'il soit pris des mesures pour porter remède à cette situation, p. 127. — Observations, p. 130.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce projet, p. 127. — Discussion générale. Discours : Commence par exprimer sa satisfaction d'avoir appris que l'on renonçait à taxer les locations de chasse, taxe qui était d'ailleurs indéfendable, puis exprime l'espoir que le gouvernement tiendra sa promesse quant aux dégrèvements d'impôts promis pour 1930; insiste notamment pour que la supertaxe soit promptement supprimée, demande que l'on ne taxe pas trop fortement les courses de chevaux, non plus que l'industrie brassicole, et termine en exprimant l'anxiété avec laquelle on voit s'ouvrir les négociations avec l'Allemagne pour le règlement des réparations, en émettant le vœu que les grands alliés de la Belgique pendant la guerre ne l'oublient pas à cette occasion, p. 138, 139. — Observations, p. 145.

Projet de loi allouant des crédits provisoires sur des budgets de l'exercice 1929. Donne lecture de son rapport, p. 181.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. Dépose le rapport sur ce projet, p. 190. — Au début de la séance du lendemain, donne lecture de son rapport et ajoute qu'il estime que le Sénat sera unanime à rendre cet hommage posthume à un des plus illustres de ses concitoyens, p. 203.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926 et antérieurs et à l'exercice 1927 et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglés. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 262.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande que l'on donne sans retard une solution satisfaisante au scandale que constitue le passage à niveau de la voie ferrée au croisement de deux grandes routes de l'Etat dans la région de Gembloux, traite la question de l'amélioration des chemins et des routes et termine en parlant brièvement de la jonction Nord-Midi, qu'il espère voir aboutir, p. 358, 359.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observation, p. 609, 638, 641.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 665. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'il est bon de s'élever contre l'idée que les dépenses de ce budget s'équilibrent par 10 milliards de recettes et sont employées comme dépenses facultatives; estime que l'on ne rend pas assez justice au gouvernement pour les efforts qu'il a accomplis et les résultats qu'il a obtenus depuis 1926. Estime encore que si la conversion de la dette publique intérieure n'est pas désirable, il est à souhaiter que l'on arrive à une conversion de la dette extérieure; termine son discours en déclarant que la diminution des impôts donnera un nouvel essor à la prospérité du commerce et de l'industrie du pays, p. 683 à 685. — Observations, p. 687.

Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1925 relative aux fondations en faveur de l'enseignement ou au profit des boursiers. Propose au Sénat de passer immédiatement à l'examen de ce projet de loi, p. 693.

Projet de loi tendant à accorder la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement, la grande naturalisation et la naturalisation ordinaire. Dépose le rapport sur ces demandes, p. 755. Au moment de la prise en considération de ces demandes, prie le Sénat d'accepter en bloc ces nombreuses demandes de naturalisation, p. 774, 775.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1914. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 962.

Projet de loi portant réduction du droit de timbre sur les titres étrangers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en rappelle l'urgence et insiste pour qu'il soit voté avant que le Sénat ne se sépare, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 998, 999.

Projet de loi relatif à la liquidation des séquestres de guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en rappelle l'urgence et demande qu'il soit voté avant que le Sénat ne se sépare, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 1000, 1001.

de Moffarts (baron), sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1929. Rapport, n° 27. Proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et les fonctions de membre des Chambres législatives (co-sign.). Annexe au n° 70.

de Moffarts (baron) (suite)

Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport, n° 81.
 Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1925 relative aux fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des boursiers. Rapport, n° 117.
 Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Note de la minorité. Annexe au n° 190.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion générale. Discours : Appuie les observations qui viennent d'être faites par M. Vermeylen, les développe, et invite le Sénat à accepter la disjonction proposée par la commission, p. 7. — Fait encore diverses observations, p. 7, 8. — Discussion des articles. Art. 2. Observations au sujet d'un incident survenu à l'occasion du vote sur cet article, p. 9. — Discours : Après l'adoption de la disjonction de l'article 2. Rappelle l'urgence que présente l'article 1^{er} du projet et demande, en conséquence, que l'on procède immédiatement au vote sur l'ensemble du projet, p. 10.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Appuie les observations présentées par ses amis en faveur de l'agriculture, souhaite que les propositions de loi présentées à la Chambre et concernant les dégâts causés par les lapins et par le gros gibier soient promptement votées et estime que l'agriculteur préférerait voir abroger ou modifier bon nombre des lois fiscales en vigueur plutôt que de se voir imposer de nouvelles contraintes légales, indique des mesures qu'il estime devoir être utiles à l'agriculteur, pourvu que ces réformes ne nuisent pas aux finances publiques restaurées grâce à la sagesse et à la prudence du gouvernement, p. 127. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Demande avec insistance que le gouvernement accepte immédiatement les amendements de la commission et déclare que, en ce qui le concerne, il émettra un vote affirmatif sur ces amendements, p. 132.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours. Rappelle qu'il a déjà exposé antérieurement les motifs pour lesquels il ne peut émettre un vote affirmatif sur le projet relatif à la fiscalité provinciale et communale, se borne donc à indiquer les motifs pour lesquels il n'approuve pas les deux principes qui servent de base à la répartition des subsides, p. 180. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 187.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 116. — Discussion générale et discussion d'une interpellation de M. Laboulle. Discours : Estime que les observations de M. Volckaert n'entrent pas dans le cadre de la discussion générale, se rapportant à un amendement proposé à l'article 32, et déclare que, quand on sera arrivé à la discussion de cet article, il indiquera les raisons pour lesquelles la commission propose un crédit de un million et demi au lieu de un million, ainsi que l'a proposé M. Volckaert, p. 266. — Discussion des articles. Art. 32. Discours : Indique les motifs pour lesquels, à son avis, l'amendement de MM. Volckaert et Lafontaine est un amendement à caractère politique, puis défend la proposition de la commission relative aux familles nombreuses, p. 298 à 300. — Fait diverses observations, notamment en réponse au discours de M. Volckaert, maintient la proposition de la commission, et annonce qu'il demandera l'appel nominal, p. 300, 301.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne veut pas revenir sur la question du bail à ferme dans son ensemble, estimant que le débat est clos sur le respect du droit de propriété et de la liberté des conventions, se borne à examiner les trois amendements apportés par la Chambre au projet voté par le Sénat : 1° la durée des baux; 2° la suppression de l'interdiction faite d'élever sur les biens loués des constructions nuisibles au propriétaire; 3° la question de la rétroactivité, p. 529 à 531. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 12. Fait quelques observations au sujet d'une réponse qui lui a été donnée la veille par le ministre, estimant que cela constitue un grand danger d'introduire, par l'article 12, le principe de la rétroactivité, p. 558. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Lekeu ayant combattu cette proposition de loi, fait remarquer qu'elle a cependant été adoptée unanimement en commission, p. 651.

de Moffarts (baron) (suite)

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Comme suite au discours prononcé par M. Mullie relativement à l'agriculture, ajoute une précision en ce qui concerne les tourteaux, p. 660.

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 10 août 1925, relative aux fondations en faveur de l'enseignement public et au profit des boursiers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 671.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion générale. Discours : commente les critiques faites par M. Mousty et prie le Sénat de se rallier à l'amendement de M. Moyersoen, développe les motifs de cette demande et termine en déclarant qu'il ne peut se rallier à un projet moins bon que celui que le Sénat avait voté en premier lieu, p. 691, 692. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Déclare à nouveau qu'il approuve l'amendement de M. Moyersoen, voulant appliquer aux biens visés par le projet la règle générale, p. 744.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Observations au sujet des remarques de M. Dochen quant au fond même du projet à l'occasion d'une demande d'urgence développée par M. Vauthier, m. s. a., p. 956.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Commence par souligner la différence qui existe entre le projet en discussion et celui modifiant le régime de l'alcool, déclare qu'il est partisan de la révision de ce régime pour ce qui concerne l'heure de fermeture des établissements publics, déclare qu'il considère comme ridicule de prétendre que les partisans de l'abrogation ont un souci moins grand de la moralité publique que les adversaires de l'abrogation, termine en développant les motifs pour lesquels il ne croit pas pouvoir voter le projet portant abrogation pure et simple et rappelle qu'il a déposé un amendement rendant tout pouvoir à l'administration communale, p. 1082, 1083. — S'incline devant l'objection de non-recevabilité opposée par M. Janson, m. j., à l'amendement qu'il a présenté, déclare retirer cet amendement, mais demande au Sénat de voter contre l'abrogation de l'arrêté-loi de 1926, p. 1090, 1091.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Discussion générale : Rappelle la note de la minorité qu'il a déposée et motive son vote négatif, p. 1119.

Demoulin, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité (co-sign.). Annexe au n° 80.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1928. Discussion générale. Observations, p. 61.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 93. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 132.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 139.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. Par motion d'ordre, déclare que c'est par inadvertance qu'il a émis un vote affirmatif sur ce projet de loi, alors que son intention était de s'abstenir pour les motifs évoqués par MM. de Brouckere et Jauniaux, p. 215.

Budget des sciences et des arts pour 1929. — Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 298.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 332, 333, 336 à 338, 347.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 396.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 521.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 527. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 551.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 684, 685.

Demoulin (suite)

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Observations, p. 721.

Budget de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite de la question des caisses de veuves et orphelins et celle de la mutualité, p. 730. — Observations, p. 734.

Projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, l'article 4 de la loi du 20 juillet 1927 accordant un complément de pension à certains bénéficiaires d'une pension de vieillesse. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 957.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations au sujet d'amendements présentés par M. Henricot aux articles 34 et 34bis, p. 978. — Observations, p. 980, 1005. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 1013.

Projet de loi relatif à la réparation des accidents du travail pouvant survenir aux délégués à l'inspection des mines. Donne lecture de son rapport sur ce projet, p. 994.

De Nauw, sénateur d'Audenarde et d'Alost.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Denrées alimentaires : Falsifications. — V. Hygiène et santé.**Dens, sénateur d'Anvers.**

Doc. — Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Rapport n° 152.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : En tant que sénateur d'Anvers, tient à mettre au point brièvement, à l'intention de ceux qui semblent l'avoir oublié, ce que furent réellement, aux heures tragiques de la guerre et de l'occupation, les condamnés auxquels s'applique la loi en discussion (et que d'aucuns représentent comme des idéalistes et des martyrs), afin de souligner surtout la distinction profonde entre ceux-ci et les Flamands, demande que l'on fasse connaître la vérité sur les actes de certains des soi-disant martyrs, que l'on donne aux populations flamandes le sentiment de l'égalité absolue des deux races, et déclare que le peuple flamand aura tôt fait de renvoyer au néant certains individus qui n'en seraient jamais sortis sans l'aide intéressée de l'ennemi; termine en déclarant qu'il votera le projet du gouvernement tel qu'il est présenté au Sénat et que son discours a tendu à séparer nettement la cause de la population flamande de celle des traîtres activistes, p. 190 à 193. — Observations, p. 198, 199.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Revient sur la question des ports en Belgique, quant à leur avance ou leur recul; estime que l'on ne peut se fier aux statistiques, parfois trompeuses, et développe les motifs pour lesquels il est urgent de prendre des mesures pour amener aux ports belges le mouvement de marchandises qui leur revient naturellement; rend hommage au ministre qui, se préoccupant de cette question, a créé le conseil supérieur des transports; souhaite que le programme tracé par le ministre soit mis réellement en pratique; insiste sur la nécessité de revoir tout le système des canaux en Belgique; déclare qu'il faut un canal à grande section Escaut-Meuse; expose les motifs pour lesquels tous les services concernant les transports doivent être concentrés dans un seul ministère des transports et des voies de communications, p. 518 à 522.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 905. — Discussion générale. Discours : Déclare ne prendre la parole que pour se rallier aux observations qui viennent d'être faites par MM. Baels et Mertens, et termine en demandant que, comme la loi sur les accidents du travail, la loi en discussion soit appliquée à partir du 1^{er} janvier 1930, p. 1021.

de Pierpont Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 216. Annonce de son décès, p. 511.

Dépôt international des dessins ou modèles industriels. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.**Derbaix, sénateur provincial du Hainaut.**

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 21 du l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque nationale de Belgique (cosign.), n° 125.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Convie le Sénat à voter la disjonction proposée par la commission, p. 8. — Vote en seconde lecture. Se réjouit de ce que l'accord ait pu être établi sur le vote du projet qui ne comprend plus qu'un article unique, p. 27.

Projet de loi ayant pour objet la protection des sites, des monuments et des édifices dont la conservation est d'intérêt national au point de vue historique, artistique ou scientifique. Par motion d'ordre, demande que ce projet, qui a été renvoyé à la commission des sciences et des arts et qui soulève d'importantes questions juridiques, soit soumis à l'examen des commissions réunies des sciences et arts et de la justice; estime être d'accord sur ce point avec le président de la commission de la justice et avec le ministre, p. 274.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion des articles. Art. 109. Appuie l'amendement de la commission, p. 303.

Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire. M. Lekeu ayant combattu la mise à l'ordre du jour de cette proposition de loi, annonce, par motion d'ordre, que la commission des sciences et des arts a donné son assentiment à l'ajournement *sine die* de cette proposition de loi, p. 671.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Discussion générale. Observations, p. 1119.

Descamps (baron), sénateur de Louvain, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. — Rapport, n° 141.

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la création à Paris d'un office international de chimie. — Rapport, n° 143.

Ann. — Elu deuxième vice-président du Sénat, p. 2.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 216.

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas se faire d'illusion sur les étapes restant encore à parcourir, mais constate les grands progrès réalisés; termine en déclarant également que la Belgique doit travailler à sa défense nationale, mais que, d'autre part, le parlement doit voter des traités recommandant l'emploi de moyens humains, p. 898.

Dessins ou modèles industriels (Dépôt international des). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.**de Steenhaut de Waerbeek (baron), sénateur de Bruxelles.**

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Demande au ministre la majoration des subventions aux syndicats d'élevage et développe les motifs de sa demande, p. 113-114. — Observations, p. 115, 128, 129.

Dette publique (Fonds d'amortissement de la). — V. Finances : Budgets : Budget des voies et moyens.

de Vrière (chevalier), sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Interpelle M. le ministre de l'agriculture au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés des inondations de Nieupoort. Développe son interpellation, p. 12. — Discours, p. 26.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531. — Discours : Expose son inquiétude de voir les nouvelles dispositions légales qui vont être votées charger les fermiers d'une nouvelle charge fiscale, p. 532, 533. —

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

Dewaele, sénateur de Roulers-Thielt.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la manière dont on contrecarre l'école officielle, notamment à Emelghem, p. 278, 279.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet de l'arrêté de M. le bourgmestre de Wacken (Fl. occ.), portant interdiction de distribuer des journaux et des circulaires dans un rayon de moins de cent mètres de l'église. Développe son interpellation, p. 1120, 1121. — Discours, p. 1122.

d'Huart (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Développe brièvement quelques considérations relatives aux Chambres d'agriculture, fait remarquer l'insuffisance des subsides qui leur sont alloués; demande au ministre d'encourager les recherches scientifiques et la lutte contre les maladies microbiennes, si fatales au cheptel chevalin, bovin et porcin; estime, en terminant, que, comme dans la plupart des pays, l'agriculture traverse une crise et demande que le gouvernement aide les agriculteurs à la traverser en supprimant, le plus possible, les taxes qui frappent les engrais et les produits agricoles, p. 116.

Annonce du décès de M. de Pierpont-Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur. Discours, p. 512.

Différends internationaux (Règlement des). — V. Affaires étrangères : Droit international public : Règlement pacifique, etc.

Digneffe, sénateur de Liège.

Doc. — Proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et les fonctions de membre des Chambres législatives. Développements, n° 70. — Proposition de loi : Annexe au n° 70.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque nationale de Belgique (co-sign.), n° 125.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion générale. Discours : Prie le Sénat de passer outre aux objections qui ont été formulées et de donner son adhésion au projet tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 7.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 59, 76.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. — Discussion générale. Observations, p. 192.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 218, 225.

Budgets de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. Discussion générale. Observations, p. 241.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion.

Digneffe (suite)

Discours : Commence par déclarer qu'il se rallie complètement aux observations qui viennent d'être présentées par M. Huisman Van den Nest au sujet de l'éducation physique, puis traite des questions se rapprochant du sujet de l'interpellation de M. Laboulle et ayant trait à l'enseignement supérieur; rend hommage à l'initiative du Roi, qui a donné naissance au fonds de recherches scientifiques, p. 245 à 248. — Observations, p. 278, 280, 281. — Répond brièvement au ministre en ce qui concerne l'enseignement supérieur, p. 285, 286. — Observations, p. 296. — Appuie les observations présentées par M. Vinck en ce qui concerne les nécessités de voir le personnel enseignant faire non seulement l'instruction, mais aussi l'éducation de la jeunesse, p. 297. — Discussion des articles. Art. 16. Demande un subside en faveur de l'histoire de la principauté de Liège, p. 298. — Art. 32. Fait diverses observations à l'occasion de l'adoption d'un amendement du gouvernement, coram au sujet des développements donnés par M. Jaumiaux aux motifs de son abstention au vote de cet amendement, p. 302.

Proposition de loi tendant à autoriser les professeurs des universités de l'Etat à accepter dorénavant des mandats aux Chambres législatives. Dépose cette proposition de loi, en son nom et au nom de MM. Vermeylen et le baron de Moffarts, demande qu'elle soit renvoyée aux commissions réunies des sciences et des arts et de l'intérieur et de l'hygiène et motive sa demande, p. 274.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts. Discussion générale. Discours : Donne son accord au projet, mais fait remarquer que ce projet semblant destiné à faciliter aux particuliers la possibilité de favoriser la création et le développement des établissements qu'il vise, suggère de mieux encourager les particuliers à faire des dons et des legs, en abaissant en leur faveur les droits de transmission et de succession, p. 304.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Commence par relever quelques-unes des appréciations osées lancées par M. Paulsen contre le parti libéral, puis entretient le Sénat de la question pour laquelle il s'était fait inscrire : celle des routes et notamment la nécessité d'en modifier les courbes, afin d'éviter les accidents d'automobiles, p. 370 à 378. — Observations, p. 378.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, le R. P. Rutten ayant insisté pour que le Sénat examine ce projet avant de se séparer, estime que ce débat ne peut être écourté, fait remarquer que de nouveaux amendements ont été déposés au dernier moment et que le texte proposé donne un caractère éstatiste au projet, p. 901. — Au moment de l'ouverture de la discussion générale du projet, fait remarquer, par motion d'ordre, la grande importance du projet et insiste pour que le débat ne soit pas écourté, p. 976. — Discussion générale. Observations, p. 982, 983. — Discours : Motive la protestation qu'il a faite l'avant-veille contre la manière dont le Sénat était appelé à examiner le projet en discussion, p. 1004, 1005. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 1013, 1014.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Discours : Au nom du groupe libéral déclare que, au sein de ce parti, il y a des partisans du vote des femmes, mais que tous ne se sont pas ralliés à cette réforme; que, bien qu'il soit vraisemblable que l'on arrivera un jour à la réaliser, car elle apparaît comme une conséquence naturelle de l'extension du droit de suffrage à laquelle le parlement belge a procédé au cours des dernières années, estime pourtant que le moment n'est pas opportun pour opérer cette réforme, que le gouvernement n'a lui-même pas cru devoir proposer et qualifie donc d'insolite l'amendement proposé par la droite, p. 991. — Observations, p. 992.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Observations, p. 1016.

A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Moyersoen, qui fait des propositions en ce qui concerne les dates des dernières séances du Sénat, propose de décider que l'on terminera le mardi suivant, 7 mai, et de siéger éventuellement le soir à cet effet, p. 1032.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1034.

Diplômes des écoles agronomiques. — V. Interpellations au nom de M. Leurquin.

Diriken, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet de la catastrophe de Waterschei. Développe son interpellation, p. 1101. — Fait encore diverses observations, p. 1102, 1103.

Disière, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Vérification des pouvoirs de M. Legrand, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur provincial de Namur en remplacement de M. de Pierpont-Surmont de Volsberghe, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 717.

Dissentiment entre la Cour des comptes et des départements ministériels. — V. Finances : Cour des comptes.

Distributions d'eau. — V. Hygiène et santé.

Distributions d'énergie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Divertissements publics. — V. Finances : Impôts : Spectacles et divertissements publics.

Divorce. — V. Droit civil.

Dochen, sénateur de Huy-Waremme.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 2. Discours : Expose une question au sujet de la différence qui existerait dans le cas d'un locataire de cultures provenant en partie d'administration de bienfaisance, et en partie d'un particulier qui, tous deux, auraient omis de lui donner congé, p. 704.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. M. Vauthier, m. s. a., ayant prié le Sénat de voter ce projet avant que la Chambre ne se sépare et de l'admettre tel qu'il a été adopté à la Chambre, fait quelques observations quant au fond même du projet, notamment en ce qui concerne certaines omissions, p. 956.

Documentation internationale de la chimie. — V. Affaires étrangères : Chimie.

Domaines. — V. Finances.

Dommages de guerre (Indemnités pour). — V. Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Dommages de guerre (Loi sur la réparation des). — V. Guerre : Dommages de guerre.

Dommages résultant des accidents du travail. — V. Industrie, commerce et travail : Accidents du travail.

Dons et legs en faveur des familles nombreuses. — V. Finances : Impôts : Exemption, etc.

Droit administratif.

BIENS RURAUX DES POUVOIRS PUBLICS : LOCATION.

Projet de loi régissant la location des biens ruraux appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics.

V. les sessions 1926-1927, 1927-1928 et 1928-1929 de la Chambre; les n^{os} 113 (sess. 1926-1927), 44 et 70 (sess. 1927-1928) Sénat, et, éventuellement, la rubrique : Droit civil : Bail à ferme.

Doc. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, n^o 85. Rapport fait par M. Limage sur le texte réamendé par la Chambre, n^o 93.

Rapport complémentaire fait par M. Limage sur le même texte, n^o 106.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n^o 21.

Rapport fait par M. Limage sur le texte adopté au premier vote, n^o 126.

Ann. — Transmis, réamendé par la Chambre des représentants, le 13 février 1929, p. 393. — Le projet est renvoyé à la commission de l'agriculture.

Dépôt du rapport par M. Limage, p. 442 (26 février 1929). — M. Limage demande que la discussion de ce projet soit jointe à celle du bail à ferme, et cette demande est admise, p. 442.

Réunion de la discussion générale de ce projet à la discussion générale du projet sur le bail à ferme :

M. le vice-président Lafontaine propose de ne procéder qu'à une discussion générale sur ce projet de loi et sur le projet relatif au bail à ferme (amendé par la Chambre des représentants), et cette proposition est admise, p. 523.

V. donc pour la discussion générale de ces deux projets la rubrique : Droit civil : Bail : Bail à ferme.

Motion d'ordre de M. Moyersoen au sujet de la procédure à suivre :

Au moment où la discussion des articles va être ouverte, M. Moyersoen demande s'il ne convient pas d'ouvrir une discussion générale sur ce projet; M. le président fait remarquer que la discussion générale a eu lieu, ayant été réunie à celle du bail à ferme; M. Ronvaux estime que l'on doit donner aux membres du Sénat la faculté de dire ce qu'ils pensent sur le principe de la loi; M. le président déclare qu'il doit faire respecter la décision prise par le Sénat; M. Volckaert propose de permettre à ceux qui désireraient prendre la parole sur l'ensemble de le faire à l'occasion de l'article 1^{er}. M. le président estime que ceci pourrait être exceptionnellement autorisé, et le Sénat admet cette proposition, p. 559. — Observations de M. Van Fleteren, qui estime que cette procédure est un mauvais précédent, p. 559.

Discussion de l'article 1^{er} et renvoi à la commission.

Art. 1^{er}. Discours de MM. Ronvaux (qui rappelle qu'il s'est élevé, lors de la première discussion, contre ce projet, qui tend à faire une législation d'exception pour les biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics, renouvelle ses protestations, en développe les motifs et fait remarquer la grave lacune existant dans le projet, qui ne prévoit pas d'indemnité de sortie), p. 559, 560. — Interruption de M. Baels, m. a. t. p., p. 650. — M. Limage, rapp., estime que la grande majorité des membres du Sénat considère que certaines modifications doivent être apportées au projet en discussion, croit répondre au désir de cette majorité en proposant le renvoi à la commission de l'agriculture, estimant qu'il serait difficile de se mettre d'accord en séance publique sur le texte à adopter; propose que la commission se réunisse dès le lendemain matin, afin de ne pas retarder le vote du projet, p. 560. — M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il a été très frappé par les réclamations et les doléances qui lui ont été adressées par les administrations publiques, notamment par la ville de Termonde; se rallie donc à la proposition de renvoi à la commission, p. 560. — Le renvoi à la commission est admis.

Rapport complémentaire :

Dépôt, par M. Limage, du rapport complémentaire sur ce projet de loi, p. 618. — M. Limage demande que cet objet soit inscrit en tête de l'ordre du jour de la séance du mardi suivant, et cette demande est admise, p. 618.

Droit administratif : BIENS RURAUX DES POUVOIRS PUBLICS : LOCATION. Biens ruraux appartenant à l'Etat, aux provinces, etc. (suite)

Discussion générale :

Discours de MM. Mousty (qui commence par rappeler les rétroactes de l'examen de ce projet, notamment en ce qui concerne les délibérations de la commission, développe les motifs pour lesquels, désirant ne plus voir retarder le vote de cette loi, il fait un dernier appel à MM. Moyersoen et consorts, afin qu'ils retirent leur amendement); Baels, m. a. t. p. (qui exprime sa surprise de voir que la majorité a songé à un texte diamétralement opposé au texte de la Chambre, développe les motifs pour lesquels il se rallie à l'amendement de la commission, et termine en déclarant qu'il attache une grande importance à l'adoption immédiate du projet, connaissant, dans ses régions, l'effet funeste des adjudications publiques, qui seront évitées dans le système du projet; fait encore remarquer la haute portée morale et sociale du projet et prie le Sénat de se rallier à l'amendement de la commission); le baron de Moffarts (qui commente les critiques faites par M. Mousty et prie le Sénat de se rallier à l'amendement de M. Moyersoen, développe les motifs de cette demande et termine en déclarant qu'il ne peut se rallier à un projet moins bon que celui que le Sénat avait voté en premier lieu), p. 689 à 692. — Interruptions de MM. François, Leurquin, Mousty, Limage, rapp., Ronvaux, Moyersoen, Baels, m. a. t. p. (qui constate que M. le baron de Moffarts a conclu dans un sens négatif sur le projet en discussion, comme sur le bail à ferme, déclare que lui et ses amis, au contraire, tiennent à édifier quelque chose), p. 690 à 692. — Discours de MM. Limage, rapp., (qui déclare partager la manière de voir de M. Moyersoen et l'avoir exprimé dans son rapport, mais ne pouvant arriver aux mêmes conclusions que lui, estime qu'il est préférable de voter le projet tel qu'il est présenté, plutôt que de n'avoir aucune législation en la matière); Moyersoen (qui développe les motifs pour lesquels il ne peut retirer son amendement, fait remarquer que le but de la loi est fort simple : modifier la méthode à suivre pour les locations, et estime que les craintes émises par M. le baron de Moffarts semblent bien fondées à ceux qui ont la pratique des administrations publiques), p. 692, 693. — Interruptions de MM. Mousty, Baels, m. a. t. p., Van Fleteren, Liebaert, p. 692, 693.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Adopté sans observation, p. 693.

Divers amendements étant proposés à l'article 2, la suite de la discussion est remise à la séance du lendemain, p. 693.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements proposés : 1^o par MM. Mullie et consorts; 2^o par MM. Moyersoen et consorts, p. 701, 702. — Discussion : Discours de MM. le baron de Dorlodot (qui, tout en estimant qu'après le remarquable discours de M. Moyersoen, tous ceux qui l'ont entendu sont certainement acquis à sa thèse, ajoute pourtant un argument à ceux qu'il a fait valoir : l'intérêt des cultivateurs; développe les motifs pour lesquels il estime que si le projet était adopté tel qu'il est présenté, il présenterait pour les agriculteurs un véritable danger; termine en déclarant qu'il se rallie à l'amendement de M. Moyersoen et engage tous ceux qui sont soucieux des intérêts véritables des locataires à voter cette disposition); Mousty (qui commence par s'étonner que l'on discute à nouveau le principe même du projet et développe les motifs pour lesquels il estime que, si l'article 2 est amendé, la discussion recommencera à la Chambre, ce qui ne permettra plus d'aboutir en temps voulu; termine donc en priant M. Moyersoen de retirer son amendement, et de se rallier à celui de la commission, celui-ci devant certainement être adopté sans discussion par la Chambre); M. Moyersoen (qui estime que, contrairement aux avis qui ont été émis, l'attention de la Chambre ayant été attirée sur la discordance entre la loi en discussion et celle sur le bail à ferme, qui vient d'être votée, une nouvelle discussion surgirait au sein de cette assemblée si l'amendement qu'il présente n'était pas adopté), p. 702 à 704. — Interruptions de MM. Limage, rapp., Mousty, Moyersoen, Clesse, Baels, m. a. t. p., p. 702 à 704. — M. Dochen pose une question au sujet de la différence qui existerait dans le cas d'un locataire de cultures provenant en partie d'une administration de bienfaisance et en partie d'un particulier, qui tous deux auraient omis de lui donner congé, p. 704. — M. Moyersoen confirme les craintes exprimées par M. Dochen en ce qui concerne la situation dans laquelle se trouverait le locataire des cultures en question, p. 704. — Discours de M. Mousty (qui déclare à nouveau qu'il votera

Droit administratif : BIENS RURAUX DES POUVOIRS PUBLICS : LOCATION. Biens ruraux appartenant à l'Etat, aux provinces, etc. (suite)

contre l'amendement de M. Moyersoen, laissant à ceux qui, par leur vote, exposent le projet à ne pas être en application avant la fin de la session, leurs responsabilités); Baels, m. a. t. p. (qui s'en tient aux considérations qu'il a émises la veille et estime que le vote de l'amendement de M. Moyersoen empêcherait cette loi, si nécessaire, d'être votée avant la séparation des Chambres), p. 704. — Interruptions de MM. Moyersoen, Dufrane, p. 704. — M. le président fait remarquer que plusieurs orateurs se sont encore fait inscrire, estime cependant que ce débat ne doit pas se prolonger indéfiniment, p. 704. — M. Mullie demande que l'on réserve la dernière phrase de l'alinéa 4, à laquelle il présente un amendement de forme; M. Baels, m. a. t. p., déclare accepter cet amendement. M. le baron de Dorlodot défend à nouveau l'amendement de M. Moyersoen et prie ses amis de l'adopter, estimant que le projet sera, en tout état de cause, discuté à nouveau à la Chambre, p. 704. — Interruptions de MM. Mousty et Dufrane, p. 704. — L'amendement de MM. Mullie et consorts portant sur le quatrième alinéa de l'article 2, amendement de forme, auquel le gouvernement se rallie, est adopté, p. 704. — M. le président rappelle l'amendement de MM. Moyersoen et consorts; l'appel nominal est régulièrement demandé sur cet amendement, qui est adopté par 54 voix contre 53, p. 704, 705. — Observations de M. Volckaert, p. 705. — L'article 2, ainsi amendé, est adopté, p. 705.

Art. 3. Adopté sans observation, p. 705.

M. le président déclare que, l'article 2 ayant été amendé, le projet doit être renvoyé à la commission avant la seconde lecture, p. 705. — M. Moyersoen demande s'il y a opposition à passer immédiatement au second vote; il y a opposition, et M. le président déclare qu'il doit faire observer le règlement, p. 705.

Dépôt, par M. Mullie, au nom de M. Limage, du rapport complémentaire de la commission, p. 720 (21 mars 1929). — M. Mullie demande que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 720. — Observations de MM. le président, Moyersoen et Mullie, p. 720. — Le vote en seconde lecture est fixé au mardi suivant, à 3 heures, p. 720.

Vote en seconde lecture :

Art. 2. M. le président donne lecture du texte adopté au premier vote, d'après un amendement de M. Moyersoen, p. 743, 744. — M. Limage, rapp., rappelle que le rapport a été suffisamment explicite, l'amendement de M. Moyersoen ayant été rejeté en commission par trois voix contre trois et une abstention; prie donc le Sénat, à cause de la question d'opportunité déjà développée, de se rallier à l'avis de la commission. M. Moyersoen maintient son amendement pour les motifs qu'il a déjà développés; M. Vande Moortele défend l'attitude des socialistes en ce qui concerne les cultivateurs, afin de répondre aux attaques dirigées contre son parti à ce sujet; M. Baels, m. a. t. p., maintient son point de vue, estimant que si l'on a voté le texte proposé par M. Moyersoen, c'est parce que de nombreux sénateurs ont cru que le texte de la Chambre consacrait la permanence du bail de neuf ans, ce qui est inexact. M. le baron de Moffarts déclare à nouveau qu'il approuve l'amendement, voulant appliquer aux biens visés par le projet la règle générale, p. 744. — Interruptions de MM. le baron Ruzette, Leyniers, Moyersoen, p. 744. — M. Moyersoen fait remarquer que, sur 24 membres de la commission, 7 seulement étaient présents, ce qui diminue la valeur de l'avis de la commission, et déclare à nouveau maintenir son amendement, p. 744, 745. — Interruption de M. Mousty, p. 745. — L'appel nominal est demandé sur l'article 2 tel qu'il a été admis au premier vote, avec l'amendement de M. Moyersoen, et cet article est rejeté par 65 voix contre 29 et 4 abstentions, p. 745. — Se sont abstenus : MM. Broekx, du Four, le R. P. Rutten et le baron Ruzette, p. 745. — M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre, ainsi que d'un amendement de forme proposé par la commission, p. 745. — MM. Volckaert, le baron Ruzette, Limage, rapp., Moyersoen, Baels, m. a. t. p., font de brèves observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745. — L'amendement de la commission est adopté et l'article 2, ainsi amendé, est définitivement adopté, p. 745.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 5 (MM. le baron de Moffarts, Hicguet, Leurquin, Moyersoen et Ronvaux), p. 745 (26 mars 1929). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Droit civil.

BAIL.

Biens ruraux des pouvoirs publics. — V. Droit administratif.

BAIL A FERME.

Projet de loi portant révision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme.

V. pour les rétroactes de ce projet la page 22 de la table des *Annales du Sénat*, session 1927-1928.

Doc. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, n° 84. Rapport fait par M. Mullie sur le texte réamendé par la Chambre, n° 92. — Textes comparés : Annexe au n° 92.

Ann. — Transmis, réamendé, par la Chambre des représentants le 13 février 1929, p. 393. — Le projet est renvoyé à la commission de l'agriculture.

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 437 (26 février 1929). — M. Mullie prie le Sénat de porter cet objet en tête de son ordre du jour à la première séance de la semaine suivante et insiste sur l'urgence, p. 437. — Observations de M. le président (qui rappelle la nécessité de voter en premier lieu les budgets rapportés); MM. Volckaert et Mullie (qui insiste sur sa demande d'urgence), p. 437.

Réunion de la discussion générale du projet sur le bail à ferme et du projet relatif aux biens ruraux des administrations publiques :

M. le vice-président Lafontaine propose au Sénat de ne procéder qu'à une discussion générale sur les projets relatifs au bail à ferme et relatifs à la location des biens ruraux appartenant aux communes et aux administrations publiques (amendés par la Chambre des représentants), et cette proposition est admise, p. 523.

Discussion générale de ces deux projets de loi : Discours de

MM. Hénault (qui estime que le projet relatif au bail à ferme renvoyé par la Chambre des représentants n'est pas meilleur que celui que le Sénat lui avait transmis, que les critiques et les objections que le Sénat avaient formulées au mois de juillet précédent restent debout, que le nouveau texte soumis aux délibérations du Sénat ne satisfait aucun des desiderata des cultivateurs et développe son opinion; termine en déclarant que le parti ouvrier continuera, malgré tout, à défendre les intérêts des cultivateurs et des travailleurs agricoles); Mousty (qui répond à certaines observations contenues dans le rapport de M. Mullie, déclare que la droite et la gauche libérale sont seules responsables du retard apporté au vote de la loi, donne un démenti formel à M. Mullie en ce qui concerne l'affirmation qu'il a produite que la majorité des agriculteurs ne désire pas le bail de neuf ans, fait remarquer la différence qui existe entre les deux projets qui vont être votés : le projet relatif à la location des propriétés appartenant aux pouvoirs publics, ces propriétés bénéficiant de la facile reconduction en cas d'omission du préavis, alors que les autres ne bénéficient pas de cette condition; déclare, en terminant, que lui et ses amis émettront un vote affirmatif, tout en ayant le désir que le projet sur le bail à ferme soit plus complet), p. 523 à 528. — Interruptions de MM. De Clercq, Ronvaux, Baels, m. a. t. p., Leurquin, Hicquet, Limage, Clesse, Demoulin, p. 524 à 528. — Discours de MM. le baron de Moffarts (qui déclare qu'il ne veut pas revenir sur la question du bail à ferme dans son ensemble, estimant que le débat est clos sur le respect du droit de propriété et de la liberté des conventions, se borne à examiner les trois amendements apportés par la Chambre au projet voté par le Sénat : 1° la durée des baux; 2° la suppression de l'interdiction faite d'élever sur les biens loués des constructions nuisibles au propriétaire; 3° la question de la rétroactivité); Clesse (qui développe les motifs pour lesquels il estime que cette loi est une loi de façade si elle est votée telle quelle; déclare, en terminant, que son parti votera le projet, mais que ce sera une loi à remettre sur le métier lorsqu'il se trouvera au parlement une majorité représentant les producteurs agricoles et industriels); le chevalier de Vrière (qui expose son inquiétude de voir les nouvelles dispositions légales qui vont être votées charger les derniers d'une nouvelle charge fiscale); Limage (qui commente le discours prononcé par M. Mousty et l'avis de M. Rasquin, ingénieur agronome de l'Etat, cité par M. Mousty en ce qui concerne l'indemnité de sortie); Mousty (qui, en réponse au discours de M. Limage, précise les paroles qu'il a prononcées), p. 529 à 534. — Interruptions de MM. Clesse, Volckaert, Mousty, Ronvaux, Segers, Baels, m. a. t. p., Van Fleteren, Carpentier,

Droit civil : BAIL A FERME. *Bail à ferme et biens ruraux (suite)*

Delannoy, François, Moyersoen, le chevalier de Vrière, Baels, Rutten, Beauvain, Van Schoor, Limage, Mullie, rapp., Braun, Leurquin, p. 529 à 534. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui répond aux observations présentées et termine en disant que les dispositions légales en discussion constituent un statut légal tel qu'aucun pays d'Europe n'en possède; prie donc le Sénat de l'adopter sans aucune modification), p. 534 à 536. — Interruptions de MM. Van Fleteren, François, Mousty, Ligy, p. 535, 536.

Discussion des articles du projet de loi portant révision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme (texte amendé par la Chambre des représentants).

Au début de la séance de l'après-midi du 6 mars, il est fait diverses observations au sujet de l'absence du ministre, par MM. le vice-président Descamps, Hicquet, Vauthier, m. s. a., et Pierlot, p. 549. — La séance est suspendue pendant dix minutes, afin d'attendre l'arrivée de M. Baels, m. a. t. p., p. 549.

M. le président annonce que les orateurs inscrits dans la discussion générale seront, s'ils le désirent, autorisés à développer leurs observations à l'occasion de l'article 1^{er}, p. 549.

Art. 1^{er}. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 549. — Discours de M. Pierlot, qui présente les observations qu'il comptait développer pendant la discussion générale et insiste sur les graves inconvénients auxquels donne lieu la rétroactivité dont l'article 12 repousse le principe, mais que néanmoins le projet applique; termine, en déclarant qu'il regrette, d'une manière générale, les modifications apportées au projet par la Chambre, se rallie aux observations présentées par M. le baron de Moffarts, et déclare qu'il aura le regret de s'abstenir au vote sur l'ensemble du projet, p. 549, 550. — L'article 1^{er} est adopté, p. 550.

Art. 2, 3 et 4. Adoptés sans observation, p. 550.

Art. 5. M. le président donne lecture du texte de cet article, p. 550, 551. — Discours de M. Mullie, rapp. (qui donne quelques explications au sujet de l'interprétation de l'article 5, en ce qui concerne la liberté de culture, p. 551. — L'article 5 est adopté, p. 551.

Art. 6. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 551. — Discussion. Discours : MM. Mullie, rapp. (qui répond aux accusations portées contre le parti catholique en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de la classe agricole), Rosier (qui rappelle ce qui s'est passé au conseil provincial du Hainaut en ce qui concerne l'attitude des socialistes vis-à-vis des agriculteurs), Mousty (qui répond au discours de M. Mullie), p. 551 à 553. — Interruptions de MM. Paulsen, Clesse, Demoulin, le baron Ruzette, François, Volckaert, Mousty, Ohn, le baron van Zuylen, Ronvaux, Leurquin, Van Fleteren, Baels, m. a. t. p., Huisman Van den Nest, Mullie, rapp., le baron de Dorlodot, De Clercq, p. 551 à 553. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui répond à des observations de M. Mullie au sujet de la portée de l'amendement introduit à la Chambre à l'initiative de M. de Kerchove d'Exaerde), p. 553. — MM. Mullie et Moyersoen font des observations et posent des questions au ministre quant à l'interprétation, en ce qui concerne le délai unique, et M. Baels, m. a. t. p., répond à ces observations, p. 553, 554. — L'article 6 est adopté.

Art. 7. Adopté sans observation, p. 554.

Art. 8. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 554, 555. — M. Mullie demande comment sera taxé l'enregistrement du bail obligatoire et M. Baels, m. a. t. p., répond à cette question, p. 555. — L'article 8 est adopté, p. 555.

Art. 9. M. le président donne lecture du texte de cet article, p. 555, 556. — M. Mullie, rapp., fait diverses observations quant à l'interprétation, en réponse à des appréciations de M. Mousty et estime que ce dernier a fait erreur, p. 556. — M. Mousty répond à ces observations, p. 556. — L'article 9 est adopté, p. 556.

Art. 10 et 11. Adoptés sans observation, p. 556.

Art. 12. (Dispositions transitoires.) M. le président donne lecture de cette disposition, p. 557. — Sont entendus : MM. Mullie, rapp. (qui commence par appuyer les observations faites par M. Pierlot, lequel s'est insurgé contre le troisième paragraphe, puis fait certaines observations au sujet de l'interprétation du dernier paragraphe); Baels, m. a. t. p. (qui déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Mullie, rapp., pour le dernier paragraphe, rappelle les explications données par le rapporteur à la Chambre, explications absolument formelles et qui ont été acceptées; déclare, pour le surplus, qu'il est impossible de donner, par une explication interprétative, raison à M. Pierlot), p. 557. — Interruption de M. Moyersoen, p. 557. — M. Pierlot insiste sur ses observations, et M. Baels, m. a. t. p., déclare

Droit civil : BAIL A FERME. Bail à ferme (discussion des articles) (suite)

qu'il ne peut lui donner la solution, n'étant pas le juge chargé d'interpréter la loi, p. 557, 558. — M. le baron de Moffarts fait quelques observations au sujet d'une réponse qui lui a été donnée la veille par le ministre, estimant que cela constitue un grand danger d'introduire, par l'article 12, le principe de la rétroactivité; M. Moyersoen examine un point de vue qui se rapproche de celui signalé par M. Pierlot : l'inconvénient de la disposition transitoire au point de vue de l'extension indispensable de la construction, et termine en proposant le renvoi des dispositions transitoires à la commission, pour nouvel examen. M. Mullie, rapp., insiste pour que le Sénat n'accepte pas la proposition de renvoi de M. Moyersoen et répond aux observations présentées, p. 558. — Interruptions de M. Baels, m. a. t. p., p. 558. — M. Moyersoen déclare que, tout en estimant qu'il serait utile de trouver une solution aux objections qui ont été soulevées, si le renvoi qu'il propose devait provoquer le retour du projet à la Chambre, il n'insisterait pas, p. 558. — M. Baels, m. a. t. p., fait diverses observations en réponse à celles qui ont été présentées, déclare qu'il est hors de doute que le renvoi à la commission provoquerait le renvoi à la Chambre, et estime que le plus grand inconvénient serait de retarder le vote de la loi, p. 558, 559. — Observations de M. Moyersoen, qui déclare ne pas maintenir sa proposition de renvoi, p. 559. — L'article 12 est adopté, p. 559.

L'ensemble du projet de loi relatif au bail à ferme est adopté par 97 voix et 8 abstentions, p. 559 (6 mars 1929). — Se sont abstenus : MM. Pierlot, Segers, le vicomte G. Vilain XIII, Carpentier, le baron Casier, le baron de Moffarts, le vicomte du Bus de Warnaffe et Arm. Huysmans, p. 559. — Le projet est soumis à la sanction royale.

BAUX A LOYER.

Règles particulières relatives à la sous-location ou la relocation des immeubles ou parties d'immeubles à usage commercial. — Projet de loi portant des modifications au Titre VIII du Livre III du Code civil.

V. les n^{os} 64, 130, 195 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n^o 181.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 30 avril 1929, p. 1003. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

DIVORCE.

Article 298. — Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil.

V. les n^{os} 46 et 153 (sess. 1921-1922) de la Chambre; les n^{os} 76, 122, 173 et 174 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Doc. — Amendement proposé par la commission de la justice, n^o 46.

Ann. — Voyez pour la discussion, le rapport du conseil de législation, puis la remise de la discussion à la session de 1928-1929, les pages 27 et 28 de la table des *Annales et Documents* du Sénat : session de 1927-1928.

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, M. le président Magnette propose que la reprise de l'examen de ce projet soit, d'accord avec la commission du travail parlementaire, inscrite au n^o 2 de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, p. 188. — M. Segers demande, désirant prendre la parole sur cet objet et n'étant pas libre le 16 janvier, que l'abrogation de l'article 298 du Code civil soit discuté en premier lieu; M. de Brouckere demande le maintien de l'ordre du jour tel qu'il est proposé par la commission du travail parlementaire; M. Braun fait diverses observations au même effet; M. Segers s'incline devant la décision de la commission du travail parlementaire, et le projet reste inscrit au n^o 2, p. 188.

Avant que la discussion ne soit reprise, M. le président Magnette rappelle que ce projet a été renvoyé au conseil de législation; que c'est sur les conclusions de ce conseil que la commission a présenté un rapport complémentaire qui tend à l'adoption du texte proposé par le conseil de législation et que celui-ci préconise le remplacement de l'article 298 par une disposition nouvelle (voyez le *Document* 122 de la session de 1927-1928), alors que le texte transmis par la Chambre tend à l'abrogation pure et simple, p. 206.

Reprise de la discussion générale : Discours de M. Van Fleteren, qui rend hommage à l'esprit de conciliation des membres de droite de la commission, qui ont accepté le texte du comité de législation rendant possible, sous certaines conditions, le mariage pour les complices d'adultère, mais défend l'amendement qu'il a présenté avec M. Magnette et Mme Spaak, qui reproduit le projet transmis par la Chambre,

Droit civil : DIVORCE. Article 208 du Code civil (suite)

p. 206, 207. — Discours de MM. Asou (qui développe les motifs pour lesquels il est partisan de l'abrogation, mais déclare pourtant que si le Sénat venait à repousser l'abrogation, il considérerait la proposition du conseil de législation comme un progrès marqué sur la situation existante); Braun, rapp., (qui défend le texte proposé par le comité de législation et estime qu'il peut affirmer que la droite n'hésitera pas à admettre cette proposition, bien qu'elle ne satisfasse pas tous ses membres, donnant ainsi un gage marquant de son esprit de conciliation); Paulsen (qui défend l'abrogation, rappelle les arguments cités à cet effet par feu M. Deswarte et termine en défendant l'amendement subsidiaire qu'il a présenté avec M. Hénault) p. 208 à 211. — Interruptions de MM. Tschoffen, Rutten, Asou, p. 209, 210. — Discussion sur le point de savoir comment le Sénat procédera pour le vote sur le projet transmis par la Chambre, sur le texte proposé par le comité de législation et sur les amendements : MM. Braun, Janson, m. j., Asou, le président Magnette, de Brouckere, Tschoffen, Van Fleteren, Paulsen, p. 211, 212. — M. Lekeu propose, par motion d'ordre, l'heure de la levée des séances étant proche et le Sénat étant peu nombreux, que la décision à prendre soit remise au lendemain, afin de donner aux sénateurs, et notamment à M. Magnette, président du Sénat, le temps de la réflexion, p. 213. — MM. Janson, m. j., François, de Brouckere et Tschoffen font encore diverses observations, p. 213. — La suite de la discussion est remise au lendemain, p. 213.

Au moment de la reprise de la discussion, le lendemain, M. le président Magnette annonce que la commission de la justice, qui s'est réunie dans la matinée, s'est mise d'accord sur un texte qui semble devoir concilier toutes les opinions, mais, estimant utile que tous les groupes puissent délibérer à ce sujet, propose une suspension de séance à cet effet, p. 215. — Cette proposition est unanimement admise et la séance est suspendue, p. 215.

A la reprise de la séance, M. le président Magnette indique le résultat des délibérations qui ont eu lieu; MM. Tschoffen, Vinck, le président Magnette et Braun font encore diverses observations au sujet de la procédure à suivre; il résulte de ces observations que le Sénat semble d'accord pour accepter, tel quel, l'amendement de M. Paulsen, p. 215. — M. le président déclare que, dans ces conditions, il va mettre cet amendement aux voix et le Sénat marque son assentiment, p. 215. MM. Ryckmans et Paulsen motivent leur vote, p. 215.

M. le président donne lecture de l'amendement présenté par M. Paulsen, et cet amendement est adopté, p. 215.

Le Sénat décide de procéder immédiatement au second vote et l'amendement est remis aux voix et est définitivement adopté, p. 216.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 4 (MM. le chevalier de Vrière, le baron Giliès de Pélichy, Van Coillie et Van Overbergh), et 7 abstentions, p. 216 (17 janvier 1929). — Se sont abstenus : MM. le baron de Dorlodot, De Ley, de Pierpont-Surmont de Volsberghe, le baron Descamps, Du Bost, Lebon et Tschoffen, p. 216. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Droit international public et privé. — V. Affaires étrangères.

Droit pénal.**AFFIRMATION DES PROCÈS-VERBAUX.**

Projet de loi abrogeant les dispositions légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux. — V. les n^{os} 16 et 154 (session 1927-1928) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. De Ley, n^o 13.

Ann. — Rapporteur M. De Ley. Dépôt du rapport : 28 novembre 1928.

Discussion générale :

Discours de MM. De Ley, rapp., qui combat le projet et rappelle que la commission de la justice de la Chambre l'avait rejeté; Braun, qui combat également le projet et estime que la commission de la justice du Sénat, qui a également rejeté le projet, ne se déjugera pas comme celle de la Chambre; Janson, m. j., qui répond aux observations présentées et défend le projet qu'il estime utile, p. 57, 58. — M. Braun maintient son opposition, p. 58.

L'article unique est adopté sans observation, p. 58.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 104 voix contre 7 et une abstention, p. 73 (5 décembre 1928). — S'est abstenu : M. Braun, p. 74. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droit pénal (suite)**ANORMAUX ET DÉLINQUANTS D'HABITUDE.***Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude*

Voyez, pour le dépôt à la Chambre, la page 14 des *Annales et Documents*, session extraordinaire de 1925; pour les rapports et la première partie de la discussion, les pages 39 et 40 de la table (*Doc. et Ann.*) de la Chambre, session ordinaire de 1925-1926; pour le rapport complémentaire de M. Soudan et des observations au sujet de la fixation de la suite de la discussion, les pages 57 et 58 de la table (*Doc. et Ann.*) de la Chambre, session 1926-1927; pour le rapport complémentaire fait par M. Canton de Wiart, la suite de la discussion, le vote des deux premiers chapitres de la disjonction des dispositions relatives à l'adolescence coupable, les pages 159 à 166 de la table (*Doc. et Ann.*) de la Chambre, session de 1927-1928; pour le projet transmis au Sénat par la Chambre, la page 30 de la table des *Doc. et Ann.* du Sénat, session de 1927-1928.

Doc. — Rapport fait par M. Tschoffen, n° 120. — Amendements proposés par la commission n° 120.

Ann. — M. le président annonce que ce projet vient en ordre utile au cours de la séance de l'après-midi du mardi 30 avril; M. Jaspas, p. m., fait remarquer que M. Janson, m. j., est retenu à la Chambre des représentants; M. le président fait remarquer que M. Tschoffen, rapp., est indisposé et désirerait vivement prendre part à la discussion; M. le président propose, en conséquence, l'ajournement, p. 993. — La proposition d'ajournement est admise, p. 993.

ATTEINTES CONTRE LA FORME DU GOUVERNEMENT, CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT. — MUTILATIONS VOLONTAIRES COMMISES PAR DES MILITAIRES : EXTINCTION DE POURSUITES ET DE PEINES.*Projet de loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.*

V. les n° 53 (session 1926-1927), 143, 329, 331 (session 1927-1928) et 19 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre, n° 23
Rapport fait par M. De Clercq, n° 31.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 89 (6 décembre 1928). — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Dépôt du rapport par M. De Clercq, p. 127 (18 décembre 1928).

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, M. le président Magnette, d'accord avec la commission du travail parlementaire, propose d'inscrire cet objet en tête de l'ordre du jour de la rentrée, p. 188. — M. De Clercq insiste pour qu'il en soit ainsi, p. 188. — Observations de MM. Segers (qui demande que cet objet prenne le n° 2), de Brouckere (qui déclare que la commission du travail parlementaire est d'accord pour que ce projet figure en tête de l'ordre du jour et demande que cette décision soit maintenue), Braun (qui estime, à la suite des observations de M. Segers, que la discussion ne sera pas longue, devant, selon toute probabilité, se réduire, de la part de plusieurs fractions de l'assemblée, à une simple déclaration), p. 188. — Le projet est inscrit en tête de l'ordre du jour de la rentrée, p. 188.

Discussion générale :

Discours de M. Dens (qui, en tant que sénateur d'Anvers, tient à mettre au point, brièvement, à l'intention de ceux qui semblent l'avoir oublié, ce que furent réellement, aux heures tragiques de la guerre et de l'occupation les condamnés auxquels s'applique la loi en discussion, et que d'aucuns représentent comme des idéalistes et des martyrs, afin de souligner surtout la distinction profonde entre ceux-ci et les Flamands; demande que l'on fasse connaître la vérité sur les actes de certains des soi-disant « martyrs », que l'on donne aux populations flamandes le sentiment de l'égalité absolue des deux races et déclare que le peuple flamand aura tôt fait de renvoyer au néant certains individus qui n'en seraient jamais sortis sans l'aide intéressée de l'ennemi; termine en déclarant qu'il votera le projet du gouvernement tel qu'il est présenté au Sénat et que son discours a tendu à séparer nettement la cause de la population flamande de celle des traîtres activistes), Janson, m. j. (qui explique au Sénat en quoi consiste le projet et comment le gouvernement a été amené à le déposer et à le soutenir, comment il a été amené

Droit pénal : ATTEINTES CONTRE LA FORME DU GOUVERNEMENT, CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT, ETC. (suite)

personnellement à prendre part à cette œuvre, indique les motifs pour lesquels on a été hostile à l'amnistie, qui effaçait jusqu'au souvenir de la condamnation, resituant au condamné l'intégrité de ses droits et de sa réputation; déclare que c'est pour ce motif que l'amnistie a été écartée et que celle-ci ne doit pas être confondue avec des mesures d'indulgence; parle des personnalités qu'il a consultées; déclare qu'il ne fait, au point de vue patriotique, aucune distinction entre les partis; déclare encore que l'élection d'Anvers, qu'il considère comme une manifestation passagère et partiellement antigouvernementale, n'a exercé aucune influence sur sa détermination quant au projet en discussion; termine en déclarant qu'il n'y a, dans ce projet, aucune disposition qui heurte le droit, et prie le Sénat de s'associer à cette œuvre qui résulte d'un esprit de transaction et de modération), Noif (qui parle de la situation faite aux instituteurs qui ont présenté leur examen devant un jury central pendant l'occupation et dont le diplôme a été invalidé; défend ensuite l'amnistie en ce qui concerne les petites condamnations; estime que l'Allemagne a été amnistiée lors de son admission à la Société des Nations et estime, en conséquence, que certains malheureux complices méritaient mieux que l'auteur principal); Lebon (qui traite à son tour la question de l'élection d'Anvers; critique, à ce sujet, le discours de M. Dens, ainsi que l'opinion du gouvernement et du parti libéral; estime que le projet ne devrait pas établir deux régimes distincts; estime encore que, pour faire cesser l'agitation, il fallait concéder l'amnistie véritable et que le gouvernement n'a pas songé un instant à faire subir les effarants effets de l'interdiction légale à des gens qui n'ont péché que par perversion idéaliste; termine en déclarant qu'il émettra un vote affirmatif sur le projet, considérant qu'un résultat, même insuffisant, vaut mieux que rien, et que ce n'est au prix d'un grand souffle conciliateur dans l'application de la loi que renaitra peut-être l'apaisement); Leurquin (qui commence par annoncer qu'il avait toujours été résolu à ne pas voter l'amnistie, estimant que ceux qui avaient voulu vendre la Belgique à l'Allemagne ne méritaient aucune pitié, mais que, à la suite de l'exposé très clair fait par M. Janson, m. j., démontrant qu'il ne s'agit que d'une libération avec privation des droits civils et politiques, il votera cette libération, puis saisit cette occasion pour demander que l'on répare sans plus de retard et avec équité les dommages subis par les déportés et qu'on leur accorde la médaille des déportés, sans considérer s'ils étaient en âge de milice); Ryckmans (qui résume le discours prononcé par M. Dens en ce qui concerne l'élection d'Anvers); Pierlot (qui déclare qu'il votera le projet, non par un sentiment d'indulgence envers ceux qui sont appelés à en bénéficier, mais parce qu'il considère son adoption conforme aux intérêts supérieurs du pays et de la paix publique), p. 190 à 200. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Moyersoen, Van Overbergh, Digneffe, De Waele, Croquet, Armand Huysmans, Hubert, Mousty, Lekeu, Dochen, Baeck, Longville, De Clercq, Lebon, de Brouckere, Jaspas, p. m., Janson, m. j., Dens, Volckaert, François, Heyman, m. i. t. p. s., p. 192 à 200.

Discussion des articles.

Art. 11 et 12. M. De Clercq, rapp., fait remarquer une erreur d'impression à l'article 11 et une erreur d'impression au texte flamand de l'article 12, et M. le président déclare qu'il sera tenu compte de ces rectifications, p. 202.

Les articles sont adoptés sans modifications ni autres observations, p. 200 à 202.

Fait personnel de M. Braun, qui prend la parole afin de faire une rectification au discours de M. Ryckmans, celui-ci lui ayant attribué le mérite d'avoir rédigé la première protestation qui fut adressée au gouverneur allemand von Bissing, contre la flamandisation de l'université de Gand, déclare que cette première protestation fut rédigée à Anvers par M. Franck, celles qui furent envoyées plus tard de Bruxelles et dirigées, tant contre les menées activistes que contre les agissements criminels du conseil des Flandres, lui étant seulement dues, p. 206. — M. Ryckmans fait encore diverses observations au sujet de cet incident, p. 206. — M. le président Magnette estime que le Sénat a entendu avec intérêt les déclarations qui viennent d'être faites, mais que celles-ci ne comportent pas d'autres suites et déclare l'incident clos, p. 206.

Avant le vote sur l'ensemble, M. de Brouckere fait une déclaration au nom du groupe socialiste, afin d'exposer, ce groupe s'étant décidé à ne pas prendre part à la discussion du projet, les motifs pour lesquels ce groupe s'abstiendra au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Droit pénal : ATTEINTES CONTRE LA FORME DU GOUVERNEMENT, CONTRE LA SURETÉ EXTERIEURE DE L'ÉTAT, ETC. (suite)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre une (M. Clesse) et 48 abstentions, p. 207 (16 janvier 1929). — Se sont abstenus : MM. de Brouckere, Demoulin, De Nauw, Dewaele, Diriken, Disière, Ducastel, Fraiture, François, Genard, Hannick, Hénault, Jauniaux, Labouille, Lafontaine, Lalemand, Leclercq, Lekeu, Longville, Martens, Mertens, Molet, Mousty, Ohn, Paulsen, Remier, Ronvaux, Solau, Mme Spaak, MM. Spillemaekers, Toch, Van Belle, Van Berckelaer, Vande Moortele, Van Fleteren, Van Schoor, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vinck, Volckaert, Wautélet, Baeck, Beosier, Calonne, Casterman, Cools, Damas, Danhier, p. 207. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droit commercial.**REGISTRE DU COMMERCE.**

Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du registre du commerce.

Doc. — Projet amendé par la Chambre, n° 44.

Rapport fait par M. Braun, n° 60. — Loi du 30 mai 1924, avec les modifications proposées, n° 60.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 21 décembre 1928, p. 190. — Le projet est renvoyé à la commission de la justice.

Discussion générale : Est entendu M. Braun, rapp., qui indique les amendements qui avaient été apportés par la Chambre à ce projet, amendements dont le premier est venu à disparaître, transformé en projet spécial relatif aux tribunaux de commerce et déjà voté par les deux assemblées, le second rectifiant une simple erreur matérielle et estime que le Sénat peut unanimement accorder son vote à ce projet, p. 467.

Discussion des articles : Art. 1^{er}. Est entendu M. Braun, rap., au sujet de l'interprétation, p. 468. — L'article 1^{er} est adopté, p. 468.

Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 468, 469.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 505 (27 février 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Droits de timbre. — V. Finance : Impôts : a) Droit de timbre; b) Titres étrangers.

Droits (Revision du tarif de certains). — V. Finances : Impôts : Timbre de dimension, etc.

Droits civils. (Personnification civile.) — V. Personnalité civile.

Du Bos, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Doc. — Budget de la justice pour 1929. Rapport, n° 14.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Du Bos, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 46. — Discussion générale. Discours : Appuie des observations de M. Van Fleteren relatives à la publication du nouveau recueil de législation, p. 60, 61. — Ajoute quelques considérations à celles qui viennent d'être développées par M. Braun au sujet du nouveau recueil de législation, p. 65. — Traite la question de l'avancement des magistrats de province; puis déclare se rallier à la demande de crédit pour la publication du nouveau recueil de législation et motive son adhésion, p. 76.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 216.

Du Bus de Warnaffe (Vicomte), sénateur d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Budget de la défense nationale pour 1929. Rapport, n° 25. Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1929. Rapport, n° 26.

Budget du corps de la gendarmerie pour 1928. — Rapport, n° 57.

Budget de la gendarmerie pour 1929. Rapport, n° 58.

du Bus de Warnaffe (vicomte) (suite)

Ann. — Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1929.

Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 102.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 102. — Discussion générale. Discours : Répond brièvement au discours de M. Lafontaine, p. 224, 225. — Observations, p. 227, 232.

Projet de loi relatif au bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Ducastel, sénateur de Courtrai et Ypres.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

du Four, sénateur de Malines et Turnhout.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Estime qu'il y aurait des mesures à prendre pour encourager en Campine le défrichement des terrains incultes, fait remarquer que la question du curage des cours d'eaux non navigables ni flottables est urgent en Campine et prie le ministre d'examiner ces desiderata avec bienveillance, p. 125.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Vote en seconde lecture. Art. 2. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 745.

Dufrane, sénateur de Mons et Soignies.

Ann. — Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Observations, p. 25, 26.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Volckaert demandant la remise de la discussion, p. 30.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 687.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 704.

d'Ursel (Duc), sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — Projet de loi approuvant la convention signée à Paris le 12 septembre 1928 relative à la nationalité de la femme mariée. — Rapport, n° 133.

Ann. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 108.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Discours : Commence par se féliciter des bonnes dispositions du gouvernement, rend hommage aux organismes privés quant aux mesures prises et souhaite que la double leçon de 1926 et 1928 suffise pour que les pouvoirs publics prennent les mesures nécessaires pour prévenir le retour de pareilles catastrophes, p. 204.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations : Déclare être d'accord avec M. Volckaert en ce qui concerne les observations relatives au prix de l'essence, p. 660.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Discours : Renouvelle la demande qu'il a faite les années précédentes afin que l'on ne néglige aucune occasion d'acquiescer, pour les représentants diplomatiques de la Belgique à l'étranger, des immeubles dignes du pays qu'ils représentent, p. 671.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

E

Eeckeren. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Elections. — V. Lois électorales

Elections pour les tribunaux de commerce. — V. Organisation judiciaire ; Création de places, etc.

Electricité. — V. Industrie, commerce et travail.

Élévation de classe du tribunal de Mons. — V. Organisation judiciaire ; Création de places, etc.

Éligibilité. — V. Lois électorales : Règles à suivre pour la vérification des pouvoirs des élus.

Eméritat à certains lieutenants généraux. — V. Armée.

Emplois publics.

ADMISSION ET RÉINTÉGRATION.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

V. les n^{os} 311 (sess. 1927-1928), 180, 218 et 230 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n^o 166.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Employés. — V. Assurances sociales.

Energie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Enfance.

INTERNATS POUR LES ENFANTS DONT LES PARENTS N'ONT PAS DE RÉSIDENCE FIXE. — V. Enseignement primaire : Obligation scolaire.

Enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.

Enseignement.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Universités de l'Etat : Nombre des toges et incompatibilités. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Adopté sous le titre de : « Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. »

V. les n^{os} 61 et 279 (sess. 1927-1928) de la Chambre et le n^o 187 (même session) du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Vermeylen, n^o 9.

Ann. — Rapporteur : M. Vermeylen.

Discussion générale : Discours de MM. Vermeylen (qui déclare que l'on reconnaît unanimement l'urgence de l'article 1^{er} qui formait le projet primitif, mais annonce que la commission propose, à l'unanimité, de disjoindre l'article 2 relatif aux incompatibilités, article qui a été introduit dans le projet par un amendement présenté par la section centrale de la Chambre); Vauthier, m. s. a., (qui défend le projet tel qu'il a été adopté par la Chambre et prie le Sénat de l'admettre à son tour), p. 6. — Discours de MM. Vermeylen (qui maintient son opposition); Vauthier, m. s. a., (qui estime que les observations de M. Vermeylen quant à la question d'interprétation de l'article 239 de la loi électorale ne doivent pas retarder le vote du projet); le baron de Moffarts (qui appuie et développe les observations qui viennent d'être faites par M. Vermeylen et invite le Sénat à accepter la disjonction proposée par la commission); Digneffe (qui prie le Sénat de passer outre aux objections qui ont été formulées et de donner son adhésion au projet tel qu'il a été transmis par la Chambre), p. 6, 7. — MM. Vermeylen, le baron de Moffarts, Vauthier, m. s. a., et Vinck font encore diverses observations, p. 7 et 8.

Enseignement : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Universités de l'Etat ; Nombre des toges et incompatibilités (suite)

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Adopté sans observation, p. 8

Art. 2. M. le président rappelle que la disjonction est proposée par la commission, p. 8. — M. Derbaix convie le Sénat à voter la disjonction, p. 8. — M. le président met aux voix, par assis et levé, la proposition de disjonction et annonce que cette proposition a réuni 50 voix contre 45, p. 8. — M. Van Roosbroeck estime qu'il doit y avoir une erreur et demande l'appel nominal, p. 8. — M. Moyersoen estime que cette demande d'appel nominal est inadmissible, l'appel nominal ne pouvant être réclamé après coup, p. 8. — Observations diverses de MM. Lekeu, Hubert, le président Magnette (qui déclare que la demande de M. Van Roosbroeck renverserait le règlement si elle était admise); Van Roosbroeck (qui demande que l'on procède à une contre-épreuve); le vicomte Berryer, Van Belle (qui fait un rappel au règlement et donne lecture du texte de l'article 30); Ryckmans (qui estime que l'on ne peut infliger un désaveu au bureau et déclare que l'impartialité de celui-ci est complète); Van Fleteren (qui proteste contre les paroles prononcées par M. Ryckmans et affirme, à son tour, que son groupe est croyable); de Brouckere (qui déclare que l'impartialité du bureau n'est pas mise en doute, mais estime que la contre-épreuve peut, réglementairement, être réclamée); Vinck (qui appuie les observations faites par M. de Brouckere); Huisman Van den Nest (qui estime que l'incident ne se serait pas produit si l'on n'avait pas demandé l'appel nominal, mais bien la contre-épreuve, et qui déclare que celle-ci est de droit), p. 8 et 9. — M. le président Magnette déclare que l'incident a surgi si rapidement qu'il n'a pas eu le temps de proclamer le résultat du vote et fait, dans ces conditions, appel à la bonne volonté du Sénat pour qu'il soit procédé à une nouvelle épreuve, p. 9. — Observations de MM. le baron de Moffarts et Martens, p. 9. — Il est procédé à une nouvelle épreuve par assis et levé et la proposition de disjonction est adoptée, p. 10. — M. le président Magnette déclare qu'il résulte du recensement que la disjonction a été adoptée par 53 voix contre 49, que le recensement de ce vote a été fait aussi soigneusement que possible, que le vote est donc acquis et que la disjonction est prononcée, p. 10. — M. le président consulte le Sénat sur le point de savoir si le vote qui vient d'être émis constitue oui ou non un amendement à la suite duquel la procédure est prévue par l'article 54 du règlement, p. 10. — M. Vinck estime que cette question, bien que délicate, doit être résolue dans le sens que la disjonction, telle qu'elle vient d'être votée, constitue un amendement qui tombe sous l'application de l'article 54 du règlement, p. 10. — M. le président Magnette déclare que l'interprétation donnée par M. Vinck est la sienne et, le Sénat étant d'accord, il en sera ainsi, et que le second vote sur l'article 2 et sur l'ensemble auront lieu dans une séance ultérieure, après que le texte aura été examiné à nouveau par la commission, p. 10. — Observation de M. Van Fleteren, p. 10. — Discours de MM. le baron de Moffarts (qui rappelle l'urgence que présente l'article 1^{er} du projet et qui demande, en conséquence, que l'on procède immédiatement au vote sur l'ensemble du projet); de Brouckere (qui combat la demande du baron de Moffarts); Vauthier, m. s. a. (qui déclare que ce qui préoccupe avant tout le gouvernement, c'est d'aboutir promptement à une solution pratique, c'est-à-dire au vote de l'article 1^{er}, la nomination de professeurs étant une question urgente, ainsi qu'il l'a déjà fait remarquer), p. 10, 11. — Observation de M. Vinck, p. 11. — M. le président Magnette propose de renvoyer le projet à la commission des sciences et des arts, qui, étant donnée la nature spéciale de l'article 2, déciderait s'il n'y a pas lieu de prier la commission de l'intérieur d'en délibérer avec elle, étant entendu que ces commissions feraient diligence et soumettraient sans retard un rapport complémentaire, ce qui permettrait au Sénat d'aboutir dans peu de jours, p. 11. — Cette proposition est admise, p. 11.

Motion d'ordre de M. Vermeylen, qui, avec l'autorisation du Sénat, fait verbalement rapport sur le nouvel examen fait par les commissions réunies des sciences et des arts et de l'intérieur et déclare que ces commissions proposent à l'assemblée de maintenir la disjonction de l'article 2, de voter d'urgence l'article 1^{er}, qui serait renvoyé à la Chambre (qui pourrait ainsi, si elle le voulait bien, voter le projet amendé très rapidement), de renvoyer l'article 2 disjoint à la commission de l'intérieur. M. Vermeylen fait remarquer qu'il y a un précédent à cette procédure, qui a été admise par le gouvernement à la Chambre par la voix de M. Hymans (ministre de la justice à ce moment), pour le projet modifiant les lois d'organisation judiciaire, lors de la disjonction des articles relatifs à la compétence, annonce, en terminant, que

Enseignement : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Universités de l'Etat : Nombre des toges et incompatibilités (suite)

MM. Digneffe, le baron de Moffarts et lui-même comptent déposer incessamment une proposition de loi reprenant l'article 2 disjoint du projet en discussion, mais en lui apportant certaines modifications, p. 26.

A la suite de ce rapport verbal, le Sénat déclare l'urgence pour le vote en seconde lecture, p. 27.

Vote en seconde lecture :

M. Vauthier, m. s. a., déclare que le gouvernement se rallie à la proposition faite par M. Vermeylen au nom de la commission, déclare encore que le gouvernement tient à l'article 1^{er}, le seul dont il soit l'auteur, l'article 2 étant dû à l'initiative de M. Carton de Wiart et prie le Sénat de voter d'urgence l'article 1^{er}; M. Derbaix, en qualité de président de la commission, se réjouit de ce que l'accord ait pu être établi, p. 27.

M. le président fait remarquer que, par suite de cet accord, le projet ne comporte plus qu'un article, qui devient l'article unique, et que le titre du projet se trouve modifié, p. 27. — Voyez l'intitulé modifié.

M. le président donne lecture de l'article unique (ancien article 1^{er}) et cette disposition est définitivement adoptée, p. 27.

M. le président déclare que l'article 2 disjoint sera renvoyé à la commission de l'intérieur, p. 27.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 29 (22 novembre 1928). — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Grades académiques et programmes des examens universitaires. Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

V. les sess. 1924-1925, 1927-1928 et 1928-1929 de la Chambre. Les sessions 1923-1924, 1924-1925 du Sénat.

Doc. — Texte réamendé par la Chambre des représentants, n° 145. Rapport fait par M. Van Overbergh, n° 178. — (Le rapport de M. Van Overbergh indique tous les rétroactes du projet.)

nn. — Transmis par la Chambre des représentants, le 17 avril 1929, p. 895. — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts.

M. Vauthier, m. s. a., au nom du gouvernement, prie le Sénat d'examiner ce projet avant de se séparer, fait remarquer au Sénat que, bien que certains amendements de détail aient été apportés au projet, c'est bien le projet du Sénat qui lui revient tel quel, prie en conséquence le Sénat de le voter sans le modifier, afin de ne pas retarder sa promulgation et développe les motifs de cette demande, p. 956. — M. François déclare que ce projet est, en effet, très urgent, M. Dochen fait à ce moment quelques observations quant au fond même du projet, notamment, en ce qui concerne certaines omissions, p. 956. — Observations de MM. Van Overbergh et le baron de Moffarts, p. 956.

Dépôt du rapport par M. Van Overbergh, p. 985 (30 avril 1929). — M. le président rappelle que le gouvernement désire que ce projet soit examiné sans retard, p. 986. — M. Van Overbergh, rapp., déclare que la commission a été unanime à appuyer la demande du gouvernement, p. 986.

Discussion générale de ce projet de loi et d'une interpellation de M. Leurquin à M. le ministre de l'Agriculture « au sujet de l'émotion causée parmi les étudiants des instituts agronomiques, les diplômés de ces instituts n'étant pas compris dans la liste des grades académiques ».

Discours de M. Van Overbergh, rapp., qui déclare que la commission des sciences et arts, à l'unanimité de ses membres, recommande au Sénat le vote du projet tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre pour trois motifs : 1° parce que les amendements apportés par la Chambre ne portent que sur des modifications de détail; 2° parce que le nouveau régime constitue un progrès notable sur l'ancien; 3° parce que la commission estime, d'accord avec lui, que l'on ne pourrait espérer mieux dans les circonstances parlementaires existantes, p. 1058, 1059. — M. Vauthier, m. s. a., déclare qu'il n'a rien à ajouter au discours de M. Van Overbergh, rapp., et le remercie de la clairvoyance et du zèle qu'il a apportés à l'examen du projet, estimant que c'est grâce à lui que le projet pourra être voté pendant la session en cours, p. 1059.

M. Leurquin développe son interpellation au sujet de la non-admission des diplômés des instituts agronomiques dans la liste des grades académiques, p. 1059, 1060. — Discours de

Enseignement : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Grades académiques (suite)

MM. le comte Vilain XIII (qui défend à son tour les intérêts des ingénieurs agricoles); Mullie (qui déclare qu'il ne pourra émettre un vote affirmatif sur le projet que si le ministre de l'Agriculture se déclare disposé à saisir, dès la rentrée, la législature d'un projet complémentaire, de façon que le grade de docteur en médecine vétérinaire et celui d'ingénieur agricole soient ajoutés à la série des grades académiques prévus dans la loi en discussion), Matagne (qui défend la cause des spécialistes qui pratiquent l'art dentaire, puis traite la question du grade d'ingénieur, se réjouit de l'annonce du dépôt d'un projet de protection de divers grades d'ingénieur), p. 1060. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui répond à l'interpellation de M. Leurquin et termine en déclarant que le gouvernement tiendra compte des desiderata de tous pour l'élaboration d'un projet de loi assimilant le grade d'ingénieur agronome aux grades académiques ou décidant la création de deux diplômes, celui d'ingénieur agricole ou agronome et celui de docteur en sciences agronomiques, p. 1060 à 1062. — Interruptions de MM. Mullie, Leurquin, Beauvain, Van Overbergh, Segers, p. 1061, 1062. — Discours de M. Beauvain (qui déclare que, malgré le discours du ministre qui est de nature à calmer les inquiétudes du monde agricole, il estime ne pas pouvoir donner un vote affirmatif au projet en discussion), p. 1062. — Discours de M. Vermeylen (qui indique les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif, estime que le projet marque un progrès important sur la situation existante, puis pose des questions au ministre quant à l'interprétation des articles 47 et 49), p. 1062. — Discours de M. Vauthier, m. s. a. (qui répond aux observations présentées en ce qui concerne les ingénieurs agricoles et les dentistes et déclare que le gouvernement fera tout ce qui lui sera possible pour concilier tous les intérêts en cause), p. 1062, 1063. — Interruptions de MM. Leurquin et Matagne, p. 1062, 1063. — M. Leurquin prie le ministre de lui donner la garantie qu'une commission sera nommée pour l'établissement d'un statut officiel pour les ingénieurs agronomes. M. Leurquin déclare que, s'il n'obtenait pas cette promesse, son vote serait négatif, p. 1063. — M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il a déjà décidé la nomination de semblable commission sans pouvoir encore déterminer comment la commission sera composée, p. 1063. — M. Beauvain annonce que, par suite de la déclaration qui vient d'être faite par le ministre, il émettra un vote affirmatif, p. 1063.

Discussion des articles :

Art. 47. M. Vauthier, m. s. a., répond à ce moment à la question de M. Vermeylen, en ce qui concerne la liberté donnée aux étudiants ayant déjà subi une épreuve académique de choisir entre le régime ancien et le régime nouveau, M. Vauthier répond affirmativement à cette question, p. 1080. — L'article 47 est adopté tel qu'il est transmis par la Chambre, p. 1080.

Les autres articles sont adoptés sans observations tels qu'ils ont été transmis par la Chambre des représentants, p. 1063 à 1081.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix et 4 abstentions, p. 1082 (7 mai 1929). — Se sont abstenus : MM. Callonne, Genard, Hénaux et Ronvaux, p. 1082. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Professeurs aux universités de l'Etat : Incompatibilité entre la fonction de professeur et le mandat parlementaire. — V. Lois électorales : Incompatibilités.

Universités de l'Etat et Universités libres. — V. Interpellations au nom de M. Labouille.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Certificats d'études. — Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire (due à l'initiative de MM. du Four et consorts).

Voyez pour les développements et la prise en considération, le n° 137 des Documents de la session de 1927-1928, p. 50 de la table des *Annales* et *Documents* du Sénat.

Doc. — Rapport fait par le baron de Moffarts, n° 81. — Amendement présenté par la commission, n° 81.

Ann. — A la fin de la séance du mardi 26 février, M. le président annonce que cet objet vient en ordre utile et propose, afin de faire gagner du temps au Sénat, d'en aborder la discussion, p. 469. — M. Volckaert demande, plusieurs membres qui

Enseignement : ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. (Certificats d'études (suite))

désirent prendre la parole n'étant pas présents, que cette discussion soit remise à une séance ultérieure, p. 469. — Cette demande est admise, p. 469.

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Lekeu demande si cette proposition de loi reste à l'ordre du jour; déclare qu'il considère ce projet comme inopportun et que, s'il n'était pas biffé simplement de l'ordre du jour, son parti se réserve de le combattre avec vigueur, p. 651. — M. le président Magnette fait des observations à ce sujet, fait remarquer que la commission du travail parlementaire a pour mission de donner des indications au Sénat et que celui-ci statue souverainement, p. 651. — M. le baron de Moffarts fait remarquer que cette proposition de loi a été adoptée unanimement en commission, p. 651. — Observations de M. le président, p. 651.

Motion d'ordre de M. Derbaix, qui informe le Sénat que la commission des sciences et des arts a donné son assentiment à l'ajournement *sine die* de cette proposition de loi, p. 671. — Avec l'assentiment général du Sénat, M. le président déclare que cet objet sera provisoirement rayé de l'ordre du jour, p. 671.

Obligation scolaire : Enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. — Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

V. les n° 140 et 242 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Vinck, n° 190. — Note de la minorité signée par M. le baron de Moffarts. Annexe au n° 190.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 26 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts.

Dépôt du rapport par M. Vinck, p. 1082 (7 mai 1929). M. Vinck, demande l'urgence pour ce projet, p. 1082. — L'urgence est admise.

M. Vauthier, m. s. a., fait remarquer que le projet ne rencontrera aucune objection; observation de M. Vinck, rapp., p. 1119.

Discussion générale : M. le baron de Moffarts rappelle la note de la minorité qu'il a déposée et motive son vote négatif, p. 1119. — Observations de MM. Derbaix et Vinck, p. 1119.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1119, 1120.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 89 voix contre 3, p. 1120 (8 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

FONDATEURS EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT OU AU PROFIT DES BOURSIERS.

Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1925, relative aux fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des boursiers. — V. Traitements : Péréquation : Fondations en faveur de l'enseignement.

INSTITUTEURS JOUISSANT DÉJÀ D'UNE PENSION. — V. Assurances sociales : Employés. Observations en ce qui concerne la pension des instituteurs jouissant déjà d'une pension. Discussion de l'article 4, p. 1007.

Escaut (Tunnel sous). — V. Anvers : Tunnel sous l'Escaut.

Estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales.

Etablissements publics.**HEURE DE FERMETURE.**

Projet de loi abrogeant les arrêtés royaux des 24 juillet et 22 octobre 1926, pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926 et fixant l'heure de la fermeture des établissements publics.

Doc. — Rapport fait par M. Mousty, n° 159.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 17 avril 1929, p. 895. — Le projet est renvoyé à la commission de de l'intérieur et de l'hygiène, p. 895.

Dépôt du rapport par M. Mousty, p. 961 (25 avril 1929).

M. Mousty demande la remise au jeudi suivant, et cette demande est admise, p. 1002.

Etablissements publics : HEURE DE FERMETURE (suite)**Discussion générale :**

Discours de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui développe les motifs pour lesquels il votera contre le projet; Paulsen (qui développe également les motifs pour lesquels il ne peut se rallier au projet); Janson, m. j. (qui répond aux observations qui viennent d'être faites, notamment à celles de M. Paulsen, qui a réclamé la fermeture des cercles privés et développe les motifs pour lesquels, en se plaçant au point de vue pratique comme au point de vue de la moralité publique, il convie le Sénat à adopter le projet qui a été voté par la Chambre), p. 1034 à 1036. — Interruptions de MM. Digneffe, Casterman, Beauvuin, Volckaert, Moyersoen, Huisman Van den Nest, Van Fleteren, p. 1034 à 1036.

Avant la reprise de la discussion, M. le président fait remarquer qu'il y a encore huit orateurs inscrits et les prie d'être très brefs, la question soulevée par le projet ayant déjà fait l'objet de nombreuses discussions, p. 1082. — M. Van Fleteren demande que la règle qui veut que l'on ne vote pas après 4 heures et demie soit respectée en sa faveur pendant la séance en cours, et M. le président lui fait remarquer qu'il ne s'agit là que d'une simple tradition, p. 1032.

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. le baron de Moffarts (qui commence par souligner la différence qui existe entre le projet en discussion et celui modifiant le régime de l'alcool; déclare qu'il est partisan de la revision de ce régime, puis, en ce qui concerne l'heure de fermeture des établissements publics, commence par déclarer qu'il considère comme ridicule de prétendre que les partisans de l'abrogation ont un souci moins grand de la moralité publique que les adversaires de l'abrogation; termine en développant les motifs pour lesquels il ne croit pas pouvoir voter le projet portant abrogation pure et simple et rappelle qu'il a déposé un amendement rendant tout pouvoir à l'administration communale); Mousty, rapp. (qui réfute le discours de M. Janson, m. j., en ce qui concerne son affirmation tendant à déclarer que l'application de la loi de 1926, ordonnant la fermeture des établissements publics à 1 heure du matin, contribue à la création de cercles privés; estime que la création de ces cercles est plutôt due à la loi interdisant la vente des boissons à base d'alcool dans les établissements publics, puis développe les motifs pour lesquels la commission de l'intérieur a repoussé le projet, et termine en engageant le Sénat à suivre l'avis de la commission de l'intérieur); Vinck (qui déclare qu'il aurait voulu renoncer à la parole, afin d'abréger le débat, mais qu'il considère comme un devoir de faire un effort pour empêcher le Sénat de suivre la Chambre; développe, en conséquence, les motifs pour lesquels il estime que ce sera un honneur pour le Sénat de donner une indication au point de vue du respect de la moralité, en rejetant le projet d'abrogation, et un honneur pour la Belgique de continuer à posséder une réglementation); Huisman Van den Nest (qui attire brièvement l'attention du Sénat sur le point spécial de l'autonomie communale et estime que, en votant l'abrogation de la loi de 1926, on en reviendra aux saines traditions de l'organisation politique belge en restituant aux administrations communales le soin d'apprécier, sous leur responsabilité, les mesures nécessaires à prendre dans l'intérêt d'une bonne police), p. 1082 à 1085. — Interruptions de M. Van Schoor, p. 1084, 1085. — M. de Brouckere déclare renoncer à la parole, p. 1084. — Discours de M. Janson, m. j. (qui complète les explications qu'il a données précédemment au Sénat en répondant aux observations qui viennent d'être faites; fait remarquer notamment que le régime à appliquer doit varier d'après les localités et attire l'attention de l'assemblée sur le fait que le projet abrogeant la loi de 1926 a été présenté à la Chambre par les bourgmestres de quatre grandes villes : MM. Max, Neujean, Van Cauwelaert et Golenvaux, et développe les motifs pour lesquels sa conclusion en cette matière a été qu'il convenait de laisser les administrations communales juges de décider ce qui convenait le mieux aux besoins et aux nécessités de la localité; déclare qu'il continuera la lutte entamée par son prédécesseur contre les cercles privés et termine en indiquant à M. le baron de Moffarts les motifs pour lesquels il estime que son amendement doit être écarté); Rutten (qui indique brièvement la portée du vote négatif qu'il émettra, puis remercie M. Janson, m. j., des déclarations qu'il vient de faire en ce qui concerne les cercles privés); Jaspas, p. m. (qui déclare que le gouvernement n'a pas, en prenant en 1926 l'arrêté-loi, songé à émettre un blâme visant les autorités communales, mais bien à impressionner l'opinion, dans les moments difficiles et douloureux, en prenant un arrêté

Etablissements publics : HEURE DE FERMETURE (suite)

qu'il considérait comme provisoire, sans avoir aucune intention de modifier définitivement le régime communal sous lequel la Belgique vit depuis près d'un siècle), p. 1085 à 1088. — Interruptions de MM. Van Schoor, Mousty, Vinck, Van Overbergh, Paulsen, de Brouckere, François, Fraiture, p. 1085 à 1087. — Discours de MM. Vande Moor-tele (qui demande au Sénat de ne pas accepter l'abrogation, dans l'intérêt, notamment, de la jeunesse catholique de Louvain) Paulsen (qui développe les motifs pour lesquels il demande le maintien de l'arrêté de fermeture à 1 heure du matin et la fermeture des cercles privés, estimant que l'on servira ainsi la moralité et la santé publique); de Brouckere (qui demande des précisions à M. Janson, m. j., au sujet des principes qu'il a émis quant aux mesures qu'il compte prendre contre le jeu et contre les cercles privés; déclare qu'il a trouvé des terrains d'entente dans le discours du ministre, mais, en lui demandant de maintenir ses excellents principes, le prie de renoncer à l'expédient provisoire de suppression de la réglementation et souhaite que les autres partis repoussent, comme le sien va le faire, un projet qui renonce à détenir, au moins provisoirement, la santé morale du pays), p. 1088 à 1090. — Interruptions de MM. le R. P. Rutten, François, Van Schoor, p. 1088. — Discours de M. Janson, m. j. (qui répond au discours de M. de Brouckere et maintient son avis qui est qu'il n'est pas nécessaire de limiter partout à 1 heure du matin la fermeture des lieux publics, qu'il considère comme plus simple et meilleur d'en revenir au régime antérieur à 1926, les problèmes délicats qui devront être résolus en ce qui concerne les jeux et les cercles privés ne devant sans doute pas l'être sans quelques semaines de délibération), p. 1090. — Interruptions de MM. De Clercq, François, Vinck, Fraiture, de Brouckere, Paulsen, p. 1090. — Discours de M. le baron de Moffarts (qui s'incline devant l'objection de non-recevabilité opposée par M. Janson, m. j., à l'amendement qu'il a présenté; déclare retirer cet amendement, mais demande au Sénat de voter contre l'abrogation de l'arrêté-loi de 1926), p. 1090. — Interruptions de M. Fraiture, p. 1090.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1091.

MM. le vicomte Berryer et Eylembosch motivent leur vote, p. 1113.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 57 et 2 abstentions, p. 1113 (8 mai 1929). — Se sont abstenus : MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et Henricot, p. 1113. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Etablissements scientifiques et artistiques. — V. Personnalité civile.

Etat civil (Registres de l'). — V. Finances : Impôts : Timbre de dimension.

Etats-Unis d'Amérique (traité avec la Belgique). — V. Affaires étrangères : Droit international public : Traité de conciliation, etc.

Etudes supérieures. (Modification du programme.) — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

Etudes primaires. — V. Enseignement primaire : Certificat d'études primaires.

Examens universitaires. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

Exemption d'impôts en faveur de la Société nationale de distributions d'eau. — V. Finances : Impôts.

Exemption d'impôts pour les dons et legs en faveur des familles nombreuses. — V. Finances : Impôts : Exemption, etc.

Exportation. — V. Industrie, commerce et travail : Licences d'exportation.

Exportation (Abolition des prohibitions d'importation et d'). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Importation et exportation.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Expropriation.

EXPROPRIATION PAR ZONES.

Projet de loi relatif à l'expropriation par zones.

Doc. — Exposé des motifs, n° 189. — Projet de loi : Annexe au n° 189.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Baels, m. a. t. p., p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est renvoyé à la commission de l'agriculture et des travaux publics.

Extinction de poursuites contre des militaires ayant subi des mutilations volontaires pendant la guerre. — V. Droit péna. : Atteintes contre la forme du gouvernement, contre la sûreté de l'Etat, etc.

Extraits d'actes de l'état civil, d'indigénat, etc. — V. Finances : Impôts : Timbre de dimension.

Eylembosch, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de prendre des mesures pour diminuer les taxes qui grèvent les dépôts confiés à des organismes d'épargne qui ne relèvent pas d'un établissement public; termine en parlant des barèmes de la taxe professionnelle et de la supertaxe, p. 614, 615.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question des habitations à bon marché ainsi que celle du problème des communications, et termine en demandant l'extension du système des primes, afin que certaines communes puissent rentrer dans la première catégorie, p. 738.

Projet de loi accordant pour 1928 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse. Dépose le rapport sur ce projet de loi; fait remarquer qu'il a été adopté à l'unanimité par la Chambre et demande qu'il soit discuté au cours de la séance de l'après-midi, p. 761. — Après avoir obtenu l'assentiment du Sénat sur l'urgence, donne lecture de son rapport, p. 769.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Art. 13. Fait remarquer que son groupe se préoccupe en ordre principal d'améliorer les lois existantes, sans y mettre le germe de ce que l'on pourra réaliser plus tard, p. 1010. — Art. 34 et 34bis. Observations, p. 1056, 1057.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926, relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Motive son vote sur ce projet de loi, p. 1113.

F**Familles nombreuses.**

EXEMPTION DE CERTAINS IMPÔTS POUR LES DONNÉS ET LEGS FAITS EN LEUR FAVEUR. — V. Finances : Impôts : Exemption.

RÉDUCTIONS DE TARIFS DE TRANSPORT POUR LES FAMILLES NOMBREUSES. — V. Chemins de fer : Indemnités du chef de réduction de tarifs.

Femme mariée (Nationalité de la). — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Finances.

ADJUDICATIONS, CONTRATS ET MARCHÉS.

Ann. — Relevés sommaires des adjudications, contrats et marchés passés par différents départements ministériels pendant l'année 1926. Transmis par M. le ministre des finances, conformément à la loi sur la comptabilité de l'Etat, p. 956.

Finances (suite)

AUTONOMIE FINANCIÈRE.

Projet de loi accordant l'autonomie financière au Comptoir et à la Sécherie de Graines forestières de l'Etat, à Groenendael.

V. les n^{os} 258 (session 1927-1928) et 67 (session 1928-1929) de la Chambre des représentants.

Doc. — Projet transmis par le Sénat, n^o 102.

Rapport fait par M. le baron van Zuylen, n^o 122.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 6 mars 1929, p. 575. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

L'article unique est adopté sans observation, p. 899.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 900 (23 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

BUDGETS.

Présentation des budgets. — Dérogation à la loi sur la comptabilité de l'Etat. — V. plus loin : Comptabilité de l'Etat.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1914.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet de loi, p. 962.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 962 à 968.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits provisoires. — *Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1929.*

V. les n^{os} 49 et 58 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n^o 39.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 19 décembre 1929, p. 146.

M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 181 (20 décembre 1928).

Discussion générale. Discours de M. François qui, n'ayant pu prendre la parole la veille, à l'occasion du budget des voies et moyens, prononce un bref discours sur la situation financière du pays et commente, à cette occasion, certains discours prononcés par M. Houtart, m. f., en dehors du parlement, p. 181, 182. — M. Houtart, m. f., déclare qu'il n'entend pas, à l'occasion des crédits provisoires, rouvrir un débat sur le budget des voies et moyens de 1929 ni même sur celui de 1930; se borne, en conséquence, à enregistrer les félicitations que lui a adressées M. François au début de son discours, p. 182. — Observations de MM. Van Fleteren, Carpentier et Lafontaine, p. 182.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 182, 183.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 44, p. 187 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1929.

V. les n^{os} 4-V et 39 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Segers sur ce budget et sur le projet de loi relatif au pacte général de renonciation à la guerre, n^o 88. — Une table des matières et une carte sont jointes à ce document.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 21 décembre 1928, p. 190. — Le projet est renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Dépôt du rapport par M. Segers, p. 505 (27 février 1929).

Finances : BUDGETS. Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1929 (suite)

Discussion générale de ce budget; du projet de loi approuvant les actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation, signés par la Belgique à Genève, le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928; du projet de loi approuvant la convention de Genève du 26 septembre 1927, concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger; du projet de loi approuvant la convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927.

Discours du R. P. Rutten (qui traite la question du concordat entre le Vatican et le royaume d'Italie; termine en estimant que tout ce qui renforce l'influence du Saint-Siège contribue à augmenter les chances de paix internationale); de MM. Calonne (qui, en son nom personnel, estimant d'ailleurs que c'est une question en dehors des partis politiques, développe les motifs pour lesquels il serait utile de procéder à la révision de l'accord commercial intervenu en 1928 entre la Belgique et la France); Barnich (qui entretient le Sénat du pacte Kellogg et commence par formuler le regret que la discussion de ce projet de loi ait été comprise purement et simplement dans la discussion du budget des affaires étrangères, alors que ce pacte de renonciation à la guerre est l'événement politique international le plus important survenu depuis la guerre), p. 618 à 620. — M. Barnich reprend et termine son discours qu'il conclut en déclarant que la Société des Nations sert de guide aux Etats pacifiques, que, ainsi, on verra se réaliser le rêve de M. Jaurès, qui fut le prophète de l'organisation de la paix, et que c'est dans le sens donné par celui-ci à l'arbitrage que l'on doit interpréter le vote de son parti en faveur du pacte Kellogg; Lafontaine (qui commence par renouveler sa demande de voir modifier la dénomination du ministère des affaires étrangères, parle des difficultés avec la Hollande, traite ensuite la question des réparations, celle du pacte Kellogg, et termine par une observation qui lui tient à cœur : demande que, en suite du pacte de Paris, on codifie le droit international et qu'on lui donne une forme juridique qui en assure l'application); François (qui entretient le Sénat du projet de loi approuvant la convention établissant une union internationale de secours), p. 624 à 629. — Interruptions de MM. Lekeu, de Brouckere, Hymans, m. a. ét., Barnich, François, Van Fleteren, p. 624 à 628. — M. François reprend et termine son discours, afin d'achever rapidement l'esquisse des caractères principaux de l'Union internationale de secours, que l'on demande au Sénat de ratifier, p. 643, 644. — Discours de M. Segers, rapp. (qui, en ce qui concerne les nombreuses questions qu'il a été amené de toucher dans son rapport, s'en réfère au document parlementaire contenant ce rapport; traite exclusivement la question des relations de la Belgique avec la Hollande et ne parle de l'incident d'Utrecht que pour en retenir dans quelle mesure il vient éclairer l'état des pourparlers), p. 644 à 651. — Interruptions de MM. Hymans, m. a. ét., Lafontaine, p. 646, 648. — M. Segers reprend et termine son discours et traite particulièrement la question des canaux, question qui mène l'assemblée vers l'arrière-pays mosan, mosellan et alsacien-lorrain de la Belgique; termine en souhaitant que l'on reconnaisse en Hollande le bon droit de la Belgique et que l'on comprenne dans les Pays-Bas le grand intérêt international du problème qu'il vient de développer), p. 652, 653. — Interruptions de M. Hymans, m. a. ét., p. 653. — Discours de M. de Brouckere (qui, tout en étant animé d'un grand désir de conciliation et de collaboration, indique les divergences qui existent entre la pensée du rapporteur et la sienne; estime notamment que les dangers de la situation de la Belgique, signalés au cours de cette discussion, sont quelque peu exagérés; estime que, pour le pays, la chose essentielle est le progrès des exportations et du transit, examine deux ordres de problèmes : les uns de politique internationale générale, les autres résultant des rapports de la Belgique avec ses voisins; traite la question des réparations et estime que l'occupation du territoire allemand n'offre pas, selon lui, une garantie de paiement de la part de l'Allemagne), p. 665 à 668. — Interruptions de MM. Hymans, m. a. ét., Segers, rapp., Van Overbergh, Volckaert, p. 666 à 668. — Discours de M. Hymans, m. a. ét., qui répond aux observations présentées en particulier au discours de M. de Brouckere et traite notamment la question hollandaise, p. 668 à 671. — Interruptions de MM. Liebaert, Segers, de Brouckere, Lekeu, Volckaert, p. 668 à 671. — Discours de M. le duc d'Urslé, qui renouvelle la demande qu'il a faite

Finances : BUDGETS. Budget des affaires étrangères pour l'exercice 1929 (suite)

les années précédentes, afin que l'on ne néglige aucune occasion d'acquiescer pour les représentants diplomatiques de la Belgique à l'étranger des immeubles dignes du pays qu'ils représentent, p. 671.

Les articles du budget sont adoptés sans observation, p. 671. — V. l'annexe B à la fin de la séance du jeudi 14 mars, p. 679 à 681.

L'article unique contenant le budget est adopté sans observation, p. 671.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 42, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-VIII. — Tableaux n° 5-VIII.

Rapport fait par M. Limage, n° 20. — Amendements proposés par la commission, n° 20. — Questions posées par la commission et réponses du gouvernement. Annexe au n° 20.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Limage, p. 56 (29 novembre 1928).

M. le président annonce au Sénat que M. Baels, m. a. t. p., étant indisposé, la discussion de ce budget est, à sa demande, remise à la semaine suivante, p. 86.

Avant d'ouvrir la discussion générale, M. le président Magnette informe le Sénat que c'est par suite d'un malentendu que la discussion de ce budget a été remise, le ministre de l'agriculture s'étant tenu la semaine précédente à la disposition du Sénat, déclare donc que la responsabilité du ministre en ce qui concerne la levée prématurée de la séance n'est pas en cause, p. 91. — M. Limage, rapp., se joint à M. le président pour dégager la responsabilité du ministre, p. 91.

Discussion générale :

Discours de M. Limage, rapp. (qui développe les motifs pour lesquels l'agriculture s'étant soumise à l'impérieuse compression budgétaire qui a suivi la guerre contribuant ainsi à l'assainissement de la situation monétaire, a lieu de protester contre la situation qui lui est faite à l'heure actuelle, alors que les circonstances budgétaires se sont heureusement modifiées, déclare que l'agriculture réclame un ministre qui puisse se consacrer entièrement à elle sans pour cela exprimer aucune critique personnelle contre le ministre en fonctions, puis motive les amendements présentés par la commission et tendant à des augmentations de crédit), Beauduin (qui demande que l'on intensifie les travaux de drainage et que l'on intervienne dans les frais d'éclairage électrique dans les villages, puis parle de la culture des betteraves et des questions d'exportations, estime que, en ce qui concerne la culture de la betterave, une solution favorable doit intervenir dès le début de la prochaine campagne, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 1929), p. 91 à 94. — Interruptions de MM. Clesse, Mousty, Demoulin, Baels, m. a. t. p., p. 92 à 94. — Discours de MM. Mullie (qui fait l'exposé du rôle social et économique de l'agriculture en Belgique, réfutant en ce faisant la thèse soutenue lors de la discussion de la convention franco-belge et tendant à considérer le pays comme un pays exclusivement industriel et qui termine en déclarant que l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables doit d'urgence être amélioré), le vicomte Georges Vilain XIII (qui fait, au point de vue pratique, quelques suggestions en ce qui concerne les subsides aux waterings pour l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables, suggestions inspirées par les calamiteuses inondations de l'Escaut), p. 95 à 102. — Interruptions de MM. Baels, m. a. t. p., Clesse, Limage, Beauduin, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Mousty, Fraiture, Liebaert, p. 96 à 100. — M. Baels, m. a. t. p., répond aux premières observations présentées, p. 103 à 107. — Interruptions de MM. Volckaert, le baron Ruzette, Mullie, rapp., Limage, Mousty, Leurquin, Clesse, Van Overbergh, Moyersoën, Van Fleteren, p. 103 à 105. — Discours de MM. le baron Ruzette (qui commence par faire remarquer que les deux conditions primordiales pour l'augmentation du rendement de l'agriculture sont : 1° l'emploi de bonnes semences 2° l'emploi judicieux des engrais; déplore, en conséquence, la parcimonie du gouvernement vis-à-vis des stations de sélection et des laboratoires agricoles, combat l'établissement d'un laboratoire unique à Bruxelles, traite ensuite la question de la pêche maritime, fait remarquer la nécessité d'aider la pêche maritime dans le domaine économique, social et scientifique, estime que l'on ne doit pas laisser

Finances : BUDGETS. Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929 (suite)

échapper le moment où le pays a un ministre originaire du littoral qui a pratiqué l'industrie de la pêche maritime, et qui connaît ses besoins ainsi que les conditions de son développement), Van Coillie (qui commence par se réjouir de l'augmentation de crédit demandée par la commission de l'agriculture pour l'office des classes moyennes, demande l'organisation sérieuse du service du petit outillage, traite la question des primes, demande l'augmentation de l'indemnité pour apprentissage, renonce aux observations qu'il comptait présenter au sujet de l'article 8, par suite des explications données par le ministre, et termine en demandant qu'une pression soit exercée sur les provinces et sur les communes pour qu'elles collaborent à l'amélioration des routes), Leurquin (qui commence par estimer qu'il n'a plus grand-chose à dire après les discours prononcés par M. Beauduin, rapp., et par M. Mullie, remercie le ministre d'avoir tenu bonne note de différents points qu'il avait développés lors de la discussion du précédent budget, notamment en ce qui concerne l'entretien des chemins vicinaux, l'école de maréchalerie qu'il souhaite voir développer; combat la fusion des laboratoires de province en un laboratoire central à Bruxelles, traite également la question de la betterave sucrière et termine en réclamant le vote du projet de loi modifiant la loi de mai 1846 sur les ventes publiques en détail de marchandises neuves), Clesse (qui estime que l'agriculture est traitée comme une bâtarde par ceux-mêmes qui ont la prétention de la défendre, qui fait remarquer que depuis 1884 le département de l'agriculture est aux mains des catholiques, estime qu'ils n'ont pas protégé les cultivateurs et que ceux-ci, abandonnés, iront vers l'unité du prolétariat par le parti ouvrier), Volckaert (qui estime que les agriculteurs sont fatigués d'être exploités par les parasites, estime qu'il n'a pas été fait de lois en faveur des travailleurs agricoles, se demande pourquoi les tramways sont rattachés au budget de l'agriculture, traite la question des transports à Bruxelles et demande que l'on développe les transports par autobus), le baron de Steenhault de Waerbeek (qui demande au ministre la majoration des subventions aux syndicats d'élevage et développe les motifs de sa demande), le baron de Kerchove d'Exaerde (qui réclame la nomination du directeur du laboratoire d'analyses de Gand, poste vacant depuis près de deux ans, puis combat la centralisation des laboratoires d'analyses de l'Etat), De Clercq (qui attire l'attention du ministre sur la législation en vigueur en matière de pêche fluviale, demande la coordination de ces dispositions, espérant que cette coordination introduira un peu de clarté dans cette législation trop touffue, demande que, dans bien des cas, on puisse appliquer aux délits de pêche des circonstances atténuantes et fait les mêmes observations pour les délits de chasse), Limage, rapp. (qui, dans l'intérêt de l'enseignement agricole, prie le ministre d'examiner la question de la situation de l'Institut agricole de Gembloux, qui accuse un résultat déficitaire de plus de 30,000 francs), le R. P. Rutten (qui, en réponse au défi de M. Volckaert, parle des lois sociales ou des dispositions légales applicables aux ouvriers agricoles, puis prie M. Volckaert de lui indiquer les lois sociales que son parti voudrait voir voter en faveur de ces ouvriers), le baron d'Huart (qui développe brièvement quelques considérations relatives aux chambres d'agriculture, fait remarquer l'insuffisance des subsides qui leur sont alloués, demande au ministre d'encourager les recherches scientifiques et la lutte contre les maladies microbiennes, si fatales au cheptel chevalin, bovin et porcin, estime en terminant que, comme dans la plupart des pays, l'agriculture traverse une crise et demande que le gouvernement aide les agriculteurs à traverser cette crise en supprimant le plus possible les taxes qui frappent les engrais et les produits agricoles à l'intérieur du pays comme à l'exportation), p. 107 à 116. — Interruptions de MM. Baels, m. a. t. p., Volckaert, Lekeu, Genard, le baron Ruzette, le baron van Zuylen, Liebaert, Moyersoën, le baron de Mévius, De Clercq, Vandewiele, le baron de Steenhault de Waerbeek, Mousty, Fraiture, Heyman, m. i. t. p. s., p. 103 à 116. — Discours de M. Limage, rapp. (qui fait une rectification aux observations qu'il a développées la veille en ce qui concerne l'Institut agricole de Gembloux, ayant été mal renseigné à cet égard, puis déclare qu'il n'a voulu en rien viser le personnel de cet établissement, mais qu'il a simplement demandé que l'on comptabilise de façon distincte les expériences et l'exploitation proprement dite), du Four (qui estime qu'il y aurait des mesures à prendre pour encourager en Campine le défrichement des terrains incultes, qui fait remarquer que la question du curage des cours d'eau non navigables ni flottables est urgent en Campine et prie le ministre d'examiner ces desiderata avec bienveillance), le

Finances : BUDGETS. Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929 (suite)

baron van Zuylen (qui fait remarquer que les agents forestiers n'ont pas obtenu ce à quoi ils pouvaient prétendre légitimement, lors de la péréquation de 1927, et termine en demandant que l'on rétablisse au moins une troisième direction à l'administration des eaux et forêts), le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui traite brièvement trois points : 1° d'ordre général au point de vue agricole; 2° concernant le budget même; 3° concernant les inondations et la législation poldérienne), le baron de Mévius (qui attire l'attention du ministre sur la situation insupportable créée à certaines communes par la pollution de la petite rivière de la Ligne et demande qu'il soit pris des mesures pour porter remède à cette situation), le baron de Moffarts (qui appuie les observations présentées par ses amis en faveur de l'agriculture, souhaite que les propositions de loi présentées à la Chambre et concernant les dégâts causés par les lapins et par le gros gibier soient promptement votées et estime que l'agriculteur préférerait voir abroger ou modifier bon nombre des lois fiscales en vigueur plutôt que de se voir imposer de nouvelles contraintes légales, indique des mesures qu'il estime devoir être utiles à l'agriculture, pourvu que ces réformes ne nuisent pas aux finances publiques restaurées grâce à la sagesse et à la prudence du gouvernement), Damas (qui demande l'organisation d'un service d'autobus entre Jemeppe-sur-Meuse et Horion-Hozémont, passant par Flémalle-Grande et Mons lez-Liège, et prie le ministre d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de confier de préférence ce service à un particulier qui l'a sollicité qu'à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux), p. 124 à 128. — Interruptions de MM. Baels, m. a. t. p., Liebaert, Beauvuin, Limage, Polet, le baron Ruzette, p. 124 à 127. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui répond aux nouvelles observations présentées), p. 128 à 130. — Interruptions de MM. le baron de Steenhault de Waerbeek, Volckaert, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Beauvuin, De Clercq, le baron de Mévius, p. 128 à 130.

Observations de MM. le président, Magnette et de M. Baels, m. a. t. p., au sujet de la suite de la discussion, p. 130.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Discours de M. le baron Ruzette (qui insiste sur la nécessité de ne pas supprimer les laboratoires agricoles de l'Etat là où ils existent et de ne pas faire de centralisation à Bruxelles en cette matière; demande que le comité supérieur de l'agriculture soit consulté sur cette question; estime que ce conseil n'est plus consulté suffisamment et demande à être rassuré sur le quantum du subside du laboratoire de Bruges); Limage, rapp. (qui exprime son regret de voir le ministre ne pas accepter les amendements de la commission; espère que, ainsi qu'on l'a fait entrevoir, les crédits supplémentaires lui donneront satisfaction et demande instamment que le ministre fasse un geste complet en leur faveur pour le prochain budget), p. 131, 132. — M. Baels, m. a. t. p., répond à ces observations, p. 132. — Interruptions de MM. Demoulin, le baron Ruzette, p. 132. — M. le baron de Moffarts demande avec insistance que le gouvernement accepte immédiatement les amendements de la commission et déclare que, en ce qui le concerne, il émettra un vote affirmatif sur ces amendements, p. 132. — Interruptions de MM. Mousty, Ronvaux, Ohn, p. 132. — M. Baels, m. a. t. p., indique les motifs pour lesquels, afin de ne pas compromettre l'équilibre de la trésorerie, le ministre des finances, en présence des amendements innombrables présentés à tous les budgets, a prié les ministres compétents de réserver leur avis sur l'acceptation de ces amendements, p. 132, 133. — L'article 1^{er} est adopté, p. 133.

Art. 11. M. Mullie rappelle la situation qu'il a déjà signalée l'année précédente des laboratoires scientifiques agricoles et vétérinaires, ainsi que le laboratoire de diagnostics et de recherches concernant les maladies contagieuses des animaux domestiques; M. le baron Ruzette appuie ces observations; M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il peut répondre d'une façon affirmative aux premières observations de M. Mullie, mais déclare devoir attendre pour répondre à la seconde partie, p. 133, 134. — L'article 11 est adopté, p. 134.

Art. 17. M. le président rappelle un amendement présenté par M. Mullie portant augmentation du crédit, p. 134. — M. Mullie défend son amendement et M. Baels, m. a. t. p., déclare que, pour les raisons qu'il a indiquées au sujet de tous les amendements présentés, il ne peut accepter l'amendement de M. Mullie, p. 134. — M. Mullie maintient son amendement; l'amendement est mis aux voix et est adopté, p. 134. — L'article 17, ainsi amendé, est adopté, p. 134.

Finances : BUDGETS. Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929 (suite)

Art. 20. M. Mullie déclare qu'il comptait demander que le statut de l'école de maréchalerie soit envisagé de la façon la plus large, mais y renonce, pouvant se déclarer satisfait de la réponse donnée la veille à ce sujet par le ministre, p. 134. — L'article 20 est adopté, p. 134.

Art. 22. M. le président rappelle un amendement de la commission; M. Mullie déclare renoncer à la parole; l'amendement de la commission est adopté, et l'article 22, ainsi amendé, est adopté, p. 134.

Art. 27. M. le président rappelle un amendement de la commission; M. Limage, rapp., déclare que cet amendement est maintenu; l'amendement de la commission est adopté, et l'article 27, ainsi amendé, est adopté, p. 135.

Art. 47. M. Mullie rappelle les questions posées au ministre par la commission de l'agriculture au sujet de la participation belge à l'Institut international d'agriculture de Rome, ainsi que la rémunération réelle des délégués belges auprès de cet institut, p. 135. — M. Baels, m. a. t. p., déclare que, à l'avenir, les barèmes identiques à ceux du ministère de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale seront appliqués, p. 135. — L'article 47 est adopté, p. 135.

Art. 87. M. Van Coillie demande au ministre si l'augmentation du crédit porté à cet article est destinée à augmenter le taux des primes; M. Baels, m. a. t. p., déclare que cette majoration est destinée non pas à augmenter le taux des primes d'apprentissage, mais provient du nombre croissant des intéressés, p. 135. — L'article 87 est adopté, p. 135.

Art. 90. a) M. le président rappelle un amendement de la commission; cet amendement est adopté, et l'article 90, a), ainsi amendé, est adopté, p. 135.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, p. 133 à 135. — Voyez l'annexe A à la fin de la séance du 19 décembre, p. 147 à 156.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés tels qu'ils ont été admis en première lecture, p. 135.

L'article unique, contenant le projet de loi, est adopté sans observation, p. 136.

L'ensemble du budget est adopté par 73 voix contre 46, p. 187 (20 décembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XVII. Tableau I : Dépenses d'exploitation, n° 5-XVII. — Tableau II : Recettes d'exploitation, n° 5-XVII. — Tableau III : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVII. — Tableau IV : Recettes extraordinaires, n° 5-XVII. Rapport fait par M. Hicguet, n° 78. — Annexes : Note au sujet de l'Office des chèques postaux, n° 78. — Questions posées par la commission et réponses du gouvernement, n° 78 et annexe au n° 78.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 15 décembre 1928, p. 169. — Le projet est renvoyé à la commission des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique.

Dépôt du rapport par M. Hicguet, p. 343 (6 février 1929).

Discussion générale :

Discours de M. Dens, qui revient sur la question des ports de Belgique, quant à leur avance ou leur recul, estime que l'on ne peut se fier aux statistiques, parfois trompeuses et développe les motifs pour lesquels il est urgent de prendre des mesures pour amener aux ports belges le mouvement de marchandises qui leur revient naturellement, rend hommage au ministre qui, se préoccupant de cette question, a créé le conseil supérieur des transports, souhaite que le programme tracé par le ministre soit réellement mis en pratique, insiste sur la nécessité de revoir tout le système des canaux en Belgique, déclare qu'il faut un canal à grande section Escaut-Meuse, expose les motifs pour lesquels tous les services concernant les transports doivent être concentrés dans un seul ministère des transports et des voies de communication, p. 518 à 522. — Interruptions de MM. Cools, Dens, Liebaert, Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., Renier, François, Van Overbergh, Fraiture, Demoulin, p. 518 à 521. — Discours de MM. Vandewiele (qui commence par déclarer qu'il se rallie aux observations présentées par M. Amelot à la Chambre des représentants, en ce qui concerne les trains

Finances : BUDGETS. Budget des chemins de fer, marine, etc. pour l'exercice 1929 (suite)

circulant sur la ligne de Renaix-Audenarde-Gand, puis demande que l'on arrange les correspondances pour permettre aux habitants des Flandres d'arriver à Bruxelles vers 8 heures du matin, estime que certaines combinaisons auraient des effets favorables pour les relations entre la Flandre et la Wallonie, défend les intérêts de la ville de Renaix, et termine en applaudissant aux efforts de la Chambre de commerce de Renaix, en matière de circulation ferroviaire, et appuie la requête qu'elle a faite au ministre), le chevalier Behaeghel de Bueren (qui déclare qu'il n'a pas grand-chose à ajouter aux considérations émises par MM. Vandewiele et Amelot, attire pourtant brièvement l'attention du ministre sur les vœux des habitants de Renaix et d'Audenarde tendant à voir faciliter les communications par chemin de fer entre Renaix et Audenarde, d'une part, et entre Bruxelles et Gand, d'autre part, et termine en demandant que l'on établisse sur les quais d'embarquement d'Audenarde quelques abris qui permettraient aux voyageurs d'attendre les trains sans danger, pendant la mauvaise saison), Mullie (qui commence par appuyer la demande d'établissement d'abris à la gare d'Audenarde, puis rappelle la nécessité de reconstruire le pont-rail sur le canal d'Ypres à l'Yzer à la gare de Boesinghe, attire l'attention sur le danger des passages à niveau non gardés, traite la question des transports, notamment en ce qui concerne le lin, la paille et le foin), Lebon (qui traite la question de la concurrence entre la batellerie et les chemins de fer, déclare que la navigation comme le parlement désirent une solution de cet important problème et souhaite que le gouvernement s'occupe avec bienveillance de cette question), Pierlot (qui attire l'attention sur la nécessité de terminer la construction de la ligne de Bertrix à Muno et souhaite que, du côté français, un effort soit également fait dans ce but), Leurquin (qui demande la construction d'abris à la gare d'Ottignies, puis demande que l'on perfectionne les communications en faveur de la ville de Wavre et fait remarquer que cette ville a été désavantagée lors de la construction de la ligne de Bruxelles-Luxembourg), le baron de Dorlodot (qui attire l'attention du ministre sur la situation pénible des habitants de la région de Chimay et sur le parti que l'on pourrait tirer de cette intéressante région si le ministre consentait à examiner la question des relations par chemin de fer entre Chimay et Charleroi, prie le ministre de se mettre, à cet effet, d'accord avec les représentants des régions de Chimay et de Beaumont), le baron Casier (qui fait une protestation véhémement au sujet de l'état déplorable dans lequel se trouve la gare de Gand-Sud), Fraiture (qui commence par déclarer qu'il se place au point de vue d'un budget de gestion et non au point de vue d'un budget d'administration générale, puis examine l'ensemble des services du département des chemins de fer, postes et télégraphes, critique notamment le surmenage imposé au personnel du service des chèques postaux, et le retard énorme dans les jours de congé qui doivent être accordés au personnel des postes, p. 538 à 548. — Interruptions de MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., Fraiture, François, Hicguet, de Brouckere, p. 543 à 548. — Discours de MM. Calonne (qui défend les intérêts des porteurs de télégrammes), Ohn (qui proteste contre le trou béant qui se trouve devant la nouvelle gare de Verviers et contre la manière dont on procède à l'aménagement des abords de cette gare), p. 560, 561. — Interruption de M. Baels, m. a. t. p., p. 561. — Suite et fin du discours de M. Fraiture (qui continue ses critiques au sujet de la manière dont M. Lippens dirige le département des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique, et termine en insistant pour que le personnel soit remis au complet et que l'on recrute les éléments nécessaires, selon lui, à la bonne marche des services), p. 562 à 566. — Interruption de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., p. 562 à 566. — Discours de MM. Renier (qui commence par traiter la question de l'augmentation des tarifs, rappelle la discussion au sujet de la jonction Nord-Midi, demande au Sénat s'il estime que l'on a une juste conception de ce que devrait être la politique en matière de chemins de fer et notamment en ce qui concerne l'intervention de l'Etat; indique les moyens à employer pour que le gouvernement belge fasse preuve qu'il possède enfin une politique de transports), le baron Delvaux de Fenffe (qui appelle l'attention du ministre sur divers points concernant la province de Luxembourg, mais commence par dire ses remerciements à la Société nationale pour les mesures prises en faveur des familles nombreuses; insiste particulièrement en terminant en faveur de la ligne Laroche-Baconfof), Volckaert (qui développe les motifs pour lesquels il est utile de soutenir le conseil supérieur du tourisme; ter-

Finances : BUDGETS. Budget des chemins de fer, marine, etc. pour l'exercice 1929 (suite)

mine en demandant que l'on veuille à ce que les trains « Pullmann » ne suppriment pas les trains express ou ordinaires; suggère que l'on remplace dans certains trains un wagon de première classe par un wagon de troisième); Hicguet, rapp. (qui insiste sur la construction du chemin de fer de Bohan à la frontière française, ainsi que sur la nécessité de résoudre la question du passage à niveau de Gembloux et termine en signalant l'état déplorable de la gare d'Auvelais), p. 567 à 574. — Interruptions de MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., Volckaert, Fraiture, Vandewiele, de Brouckere, Van Overbergh, Renier, Hicguet, p. 567 à 574. — Discours de M. Genard (qui réclame, au nom de la commune de Court-Saint-Etienne, l'achèvement des travaux de la gare), p. 575. — Discours de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., qui répond aux observations présentées, p. 575 à 580. — Interruptions de MM. Rutten, le baron Casier, Delannoy, Ohn, Hicguet, p. 576 à 578. — Discours de M. Wautelet, qui, en qualité de président du syndicat des employés, attire l'attention du ministre sur les nombreuses plaintes qu'il a reçues au sujet de l'exclusion de ces travailleurs de bureaux du bénéfice des coupons de semaine, p. 580.

Discussion des articles.

Art. 1^{er}. Discours de M. Fraiture, qui, à l'occasion de cet article, répond brièvement à certains commentaires formulés par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., au sujet des suggestions qu'il avait faites, p. 581, 582. — Interruptions de MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a. (qui répond à M. Fraiture), Volckaert, p. 581, 582. — L'article 1^{er} est adopté, p. 582.

Art. 38. (Subsides pour la propagande du tourisme.) M. Volckaert demande si les 100,000 francs prévus à cet article sont bien destinés à la propagande pour le tourisme et M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., déclare qu'il en est bien ainsi, p. 588. — L'article 38 est adopté.

Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 582. — V. l'annexe à la fin de la séance de l'après-midi du 7 mars, p. 591 à 602.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 582 à 584.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 53 voix contre 38, p. 584 (7 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Fait personnel de M. Lebon au sujet d'une imputation qui a été faite à son sujet par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., relativement à un tarif qui, d'après lui, aurait été demandé par la ville d'Anvers elle-même et qu'il aurait critiqué, p. 585. — L'incident est clos.

Budgets du Congo. — V. Congo : Finances.**Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929.**

Doc. — Projet de loi, n° 5-XII. — Tableaux, n° 5-XII. — Annexes aux développements du budget, n° 5-XII.

Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 25.

Amendements présentés par le gouvernement, n° 30.

Amendement présenté par M. Calonne, n° 47.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, p. 102 (12 décembre 1928).

Discussion générale :

Discours de MM. Calonne qui demande au ministre de prendre, avec énergie, des mesures propres à réduire les divisions, les régiments et le cadre permanent des officiers, considérant cette réforme comme inévitable et urgente; Volckaert, qui défend l'amendement qu'il a présenté en faveur du relèvement de la solde des soldats; puis demande au ministre si, oui ou non, les soldats ont le droit de lire le *Peuple*; Mertens, qui attire l'attention du ministre sur la situation faite aux ouvriers civils du département de la défense nationale; demande, notamment, que le système des conseils de conciliation soit généralisé, Lafontaine qui commence par rappeler son hostilité au développement général des armements; puis proteste contre le montant des dépenses militaires inscrites au budget et en discussion et termine en demandant si l'on a prévu des mesures effectives pour défendre le pays contre la guerre aérienne au moyen de grenades à gaz asphyxiants et de grenades incendiaires; Mme Spaak, qui saisit cette occasion pour expliquer clairement les raisons de son abstention au vote sur le projet accordant une pension à la veuve du général Jacques; déclare qu'elle a voulu protester contre la suppression, deux ans auparavant, d'un ouvroir destiné aux

Finances : BUDGETS. Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929 (suite)

veuves et mères de soldats ou aux femmes d'invalides; demande que le ministre lui promette formellement de rouvrir cet ouvrage, p. 216 à 221. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, m. d. n., Lekeu, Van Overbergh, Digneffe, Volckaert, Wautelet, p. 217 à 221. — Discours de MM. le baron de Dorlodot, qui signale le grand nombre de demandes de pension d'invalidité que la commission ne peut arriver à examiner dans des délais rapides; demande que, désormais, une solution rapide intervienne en cas de réclamation; estime que, si pour arriver à ce résultat, il était nécessaire de modifier quelque peu la loi, il est convaincu que le parlement ne marchanderait pas son concours; le vicomte du Bus de Warnaffe, rapp., qui répond brièvement au discours de M. Lafontaine; Lekeu, qui reproche aux dirigeants d'avoir ramené le pays au régime de la paix armée, p. 224, 225. — Interruptions de MM. François, Digneffe et Volckaert, p. 224, 225. — Discours de M. le comte de Broqueville, qui répond aux observations présentées, p. 225 à 230. — Interruptions de MM. Calonne, Volckaert, Lekeu, Carpentier, le vicomte du Bus de Warnaffe, rapp., Ohn, le vicomte de Berryer, p. 226 à 228. — Discours de MM. de Brouckere, qui commence par remercier le ministre des paroles élogieuses qu'il a eues pour son parti; puis, à la suite des discours du ministre et du rapporteur, parle de l'interdiction qui aurait été faite aux soldats de lire le *Peuple*; puis commente certaines déclarations du rapporteur, du ministre et du général Galet, au sujet de l'armée, de la solidité des unités et des dépenses comparées de 1914 et de 1929, traite ensuite une question plus limitée à laquelle il avait d'abord compté borner son discours : celle de l'âge de la mise à la retraite des officiers; Mertens, qui reprend la question qu'il a traitée la semaine précédente au sujet des ouvriers civils du département de la défense nationale, p. 231 à 233. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, m. d. n., Matagne, le vicomte du Bus de Warnaffe, rapp., Van Schoor, p. 231 à 233.

Avant l'ouverture de la discussion des articles, M. Lekeu demande qu'il soit entendu que le groupe socialiste demandera l'appel nominal sur l'amendement présenté par MM. Volckaert et consorts au sujet de la solde des soldats, et M. le président prend acte de cette demande, p. 233.

Discussion des articles du tableau :

Art. 10. M. le président rappelle le texte de l'amendement de MM. Volckaert et consorts, p. 233. — Discours de M. Calonne, qui proteste, à cette occasion, contre le trop grand nombre d'officiers-généraux, ainsi que contre les indemnités et la manière dont elles sont réparties, p. 233 à 235. — Interruptions de M. Van Fleteren, p. 234. — Le vote sur l'article 10 est réservé, p. 235. — M. le président annonce que, conformément à la décision qui a été prise la veille, il va être procédé à l'appel nominal sur l'amendement de MM. Volckaert et consorts et cet amendement est rejeté par 69 voix contre 41, p. 239. — L'article 10 est adopté tel qu'il figure au budget, p. 239.

Art. 14. Discours de M. Calonne, qui cite des paroles du général Galet, suggérant la suppression des écoles de sous-lieutenants de réserve et de bien d'autres écoles, afin de mettre tout en œuvre pour avoir des divisions d'armée indispensables; suggère, en terminant, la suppression de l'école militaire et prie le ministre de sabrer dans tous les domaines, p. 235, 236. — Interruption de M. Lekeu, p. 235. — L'article 14 est adopté, p. 235.

Art. 19. Discours de M. Calonne, qui fait diverses observations non seulement au sujet de l'école des pupilles, mais aussi de l'école des cadets, p. 236. — L'article 19 est adopté, p. 236.

Art. 41. Discours de M. Calonne, qui critique l'application d'une nouvelle organisation du ménage de la troupe; puis attire l'attention sur la question d'ordre moral qui se présente quant à la manière dont le pécule, prévu par la nouvelle loi militaire, sera dépensé par les soldats, p. 237, 238. — Discours de M. le comte de Broqueville, qui répond à M. Calonne, p. 238, 239. — Interruptions de MM. Clesse, Calonne, et Volckaert, p. 238, 239. — M. Calonne fait encore diverses observations, se déclare satisfait du résultat qui sera obtenu, au point de vue du public, des chefs de ménage et des populations, par l'échange de vues qui vient d'avoir lieu, au sujet de la nourriture de la troupe, et retire, en conséquence, son amendement, p. 239. — L'article 41 est adopté, p. 239.

Les autres articles du tableau sont adoptés sans observation avec les amendements proposés par le gouvernement, p. 233 à 239. — V. l'annexe à la fin de la séance du 23 janvier, p. 249 à 253.

Finances : BUDGETS. Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929 (suite)

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 240.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 240.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 40, p. 240 (23 janvier 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929.

V. le n° 4-II et 42 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 111.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 7 février 1929, p. 367.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 665 (14 mars 1929).

Discussion générale : Discours de M. le baron de Mévius, rapp., qui fait remarquer qu'il est bon de s'élever contre l'idée que les dépenses de ce budget s'équilibrent par 10 milliards de recettes et sont employées comme dépenses facultatives; estime que l'on ne rend pas assez justice au gouvernement pour les efforts qu'il a accomplis et les résultats qu'il a obtenus depuis 1926. Estime encore que, si la conversion de la dette publique intérieure n'est pas désirable, il est à souhaiter que l'on arrive à une conversion de la dette extérieure; termine son discours en déclarant que la diminution des impôts donnera un nouvel essor à la prospérité du commerce et de l'industrie du pays; François, qui répond, à l'occasion de ce budget, au discours prononcé par M. Houtart, m. f., la semaine précédente, pendant la discussion du budget des finances; déclare, notamment, qu'il ne trouve dans le discours prononcé par M. Houtart, m. f., la semaine précédente, aucune réponse aux questions qu'il a posées au sujet des intentions du gouvernement en ce qui concerne l'amortissement, les impôts futurs et la politique financière en général; demande donc au gouvernement comment il compte procéder à l'amortissement de la dette et au dégrèvement des impôts; termine en déclarant que son parti, contrairement aux capitalistes qui font confiance au gouvernement, a pour lui la confiance des petites gens qui, eux, produisent la richesse sans la posséder, p. 683 à 688. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Lekeu, Demoulin, François, Moeyersoën, Wautelet, le baron Houtart, m. f., Van Overbergh, Mousty, le baron de Mévius, Dufrane, Baels, m. a. t. p., p. 684 à 688.

Les articles du tableau sont adoptés sans observation, p. 688, V. l'annexe à la fin de la séance du 19 mars, p. 695 à 699.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 59 voix contre 40, p. 689 (19 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des dotations pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-III. — Tableaux, n° 5-III.

Rapport fait par M. le baron Delvaux de Fenffe, n° 19.

Texte amendé par la Chambre des représentants, n° 114.

Rapport fait par M. le baron Delvaux de Fenffe sur le texte amendé par la Chambre, n° 124.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron Delvaux de Fenffe, p. 53 (29 novembre 1928).

Au moment d'ouvrir la discussion, M. le président fait remarquer au Sénat que la Chambre des représentants lui a signalé que son budget n'étant pas définitivement fixé, elle prie le Sénat de surseoir au vote du chapitre qui la concerne, mais déclare que le bureau du Sénat estime qu'il est plus régulier de voter le budget et de le transmettre à la Chambre qui, le cas échéant, le renverrait, amendé, au Sénat, p. 85. — Le Sénat se déclare d'accord avec son bureau, p. 85.

Pas de discussion générale.

Le Sénat se constitue en comité secret pour examiner son budget, p. 85 (6 décembre 1928).

Les articles du budget sont adoptés sans observation, p. 85. — Voyez l'annexe à la fin de la séance du 6 décembre, p. 87.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 45, p. 85 (6 décembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Renvoyé, amendé, par la Chambre des représentants, p. 683 (19 mars 1929). — Renvoi à la commission des finances.

Dépôt, par M. le baron Delvaux de Fenffe, du rapport sur le texte amendé par la Chambre, p. 720 (21 mars 1929).

Finances : BUDGETS. Budget des dotations pour l'exercice 1929 (suite)

M. le président estime que le Sénat admettra la proposition de la commission tendant à ne plus discuter le projet tel qu'il est revenu amendé par la Chambre, et cette proposition est unanimement admise, p. 746.

Les articles du tableau sont adoptés sans observation, p. 746. — V. l'annexe à la fin de la séance du 26 mars, p. 756.

L'article unique contenant le budget est adopté sans observation, p. 746.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 52 voix contre 44, p. 746 (26 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget extraordinaire. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XVI. — Tableau I : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVI. — Tableau II : Recettes extraordinaires, n° 5-XVI. — Développements du budget, n° 5-XVI. — Note-annexe relative à l'article 12 du tableau, n° 5-XVI. — Annexe au budget : Travaux et entreprises en cours pour lesquels des crédits sont sollicités en 1929 avec indication du degré d'avancement et du total probable de la dépense. Annexe au n° 5-XVI.

Rapport fait par M. Beauduin n° 69. — Amendements proposés par la commission, n° 69. — 1^{re} annexe : Questions posées par la commission et réponses du gouvernement, n° 69. — 2^e annexe : Aménagement provisoire des terrains de la jonction Nord-Midi aux quartiers de la Putterie et la rue Pachéco : Convention entre l'Etat et la ville de Bruxelles, du 31 octobre 1928, n° 69 (une carte est jointe à ce document). Amendements présentés par le gouvernement, n° 76. — 2^e série, n° 77. — 3^e série, n° 79. — 4^e série, n° 83.

Budget extraordinaire pour 1929. — Budget des travaux publics pour le même exercice et projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges.

Ann. — A la proposition de M. le président, le Sénat décide de joindre la discussion de ces deux budgets, ainsi que celle du projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges, p. 203.

Dépôt par M. le baron Gillès de Pélichy du rapport sur le budget des travaux publics, p. 206 (16 janvier 1929).

Dépôt par M. Beauduin du rapport sur le budget extraordinaire, p. 274 (29 janvier 1929).

M. Beauduin demande que l'on fixe la discussion de ces budgets au mardi suivant, afin de pouvoir les envoyer à la Chambre, p. 274. — Observation de M. Van Overbergh au sujet de la distribution du rapport, p. 274. — La demande de M. Beauduin est admise, p. 274.

Motion d'ordre de M. Van Belle, qui demande que l'on disjoigne de cette discussion le projet relatif aux installations maritimes de Bruges, p. 351. — M. Baels, m. a. t. p., admet cette demande, mais insiste pour que la discussion des deux budgets ne soit pas séparée, l'expérience ayant démontré qu'ils soulèvent des questions connexes, p. 351. — M. Beauduin insiste pour que le projet relatif aux installations maritimes de Bruges soit examiné immédiatement après les budgets, p. 351. — Le Sénat admet ces diverses propositions, p. 351.

Discussion générale des deux budgets.

Discours de MM. Beauduin, rapp. (qui commence par constater les nouveaux progrès de la situation financière, commente les amendements proposés et termine en traitant la question de la jonction Nord-Midi, ainsi que les amendements qui ont été proposés à ce sujet; estime que ces amendements ne doivent pas être admis et qu'il faut étudier le moment favorable pour réunir les deux gares, ainsi que le propose l'amendement du gouvernement, afin que l'on puisse, quand cette étude sera achevée, se prononcer en connaissance de cause); Carpentier (qui exprime le vœu que les travaux qui doivent être effectués à la suite de la désaffectation de la gare de Gand-Sud s'effectuent dans le plus bref délai possible; motive la nécessité de la reconstruction de l'écluse de Terneuzen et souhaite que le ministre étende sa sollicitude à la ville de Gand afin d'assurer l'essor de son port; termine en traitant brièvement la question de la jonction Nord-Midi, qu'il estime ne pas devoir être discutée à ce moment au Sénat, considérant qu'il doit être fait confiance aux signataires de la convention intervenue à ce sujet); de Cocq de Rameyen (qui demande que l'on porte remède d'urgence au préjudice grave résultant de l'ensablement complet de la Grande-Nèthe, de Lierre à Oosterloo); le baron Gillès de Pélichy, rapp. (qui commence à parler à nouveau des inondations, exprime, au nom de la commission, sa sympathie pour les victimes,

Finances : BUDGETS. Budget extraordinaire. Recettes et dépenses extraordinaires et budget des travaux publics pour l'exercice 1929 (suite)

souhaite que le gouvernement présente sans tarder un nouveau projet de législation à ce sujet; réclame l'entretien et l'embellissement des routes, félicite le ministre d'avoir obtenu du comité du trésor l'exécution de la réparation de certaines routes importantes, et se fait l'écho de la région de Roulers-Iseghem-Ingelmunster afin d'obtenir l'élargissement du canal de Roulers à la Lys); Van Belle (qui commence par traiter la question de la jonction Nord-Midi, déclare qu'il considère de son devoir, quoique adversaire de la jonction, de voter les deux crédits proposés par la commission; traite ensuite la question de la reconstruction du pont de Visé, celle des travaux de démergement, qui devraient être exécutés dans la zone inondée de Liège et termine en faisant quelques observations au sujet de certains crédits pour des travaux, notamment à l'hôpital militaire de Salzinnes et au Palais provincial de Liège; parle aussi, brièvement, de la question des routes); le baron de Mévius (qui demande que l'on donne sans retard une solution satisfaisante au scandale que constitue le passage à niveau de la voie ferrée au croisement de deux grandes routes de l'Etat dans la région de Gembloux; traite la question de l'amélioration des chemins et des routes et termine en parlant brièvement, de la jonction Nord-Midi, qu'il espère voir aboutir); Mullie (qui attire particulièrement l'attention du Sénat sur le paiement des indemnités aux sinistrés, sur la question des travaux à exécuter au canal d'Ypres à l'Yser; traite ensuite la question des routes, celle de la construction d'une nouvelle écluse à Boesinghe-village et termine en insistant sur la question de la liquidation des indemnités pour dommages de guerre agricoles); le baron van Zuylen (qui se joint au baron Gillès de Pélichy pour demander que l'on s'occupe de la question si importante des plantations le long des routes et des canaux, et termine en insistant sur l'urgence de la reconstruction du pont de Visé détruit par la guerre), p. 351 à 360. — Interruptions de MM. Segers, Carpentier, De Clerck, Moyersoen, Renier, Van Schoor, Van Overbergh, Van Fleteren, Volckaert, Baels, m. a. t. p., Paulsen, Rutten, François, Wautelet, Beauduin, Laboulle, le vicomte Berryer, Mousty, Ronvaux, le baron Houtart, m. f., p. 352 à 360. — Discours de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui traite la question des routes, estime qu'en cette matière la meilleure formule serait : unification et décentralisation, et explique ce qu'il entend par ces deux termes; parle ensuite des plantations des routes, de la question des inondations et des mesures à prendre pour en empêcher le retour); Moyersoen (qui exprime sa reconnaissance au ministre en ce qui concerne les travaux qui vont être exécutés dans l'intérêt de la ville d'Alost, mais fait remarquer qu'il est nécessaire d'envisager une bonne fois le régime de toute la Dendre depuis Ath jusqu'à Termonde, ce régime étant complètement défectueux; déclare qu'il aurait voulu agir en cette matière par voie d'interpellation, afin de donner plus de poids à ses observations et que c'est à la demande du ministre qui les a ajournées jusqu'à la discussion de son budget); le baron Ruzette (qui commence par recommander au ministre l'exécution de divers travaux dans son arrondissement, notamment la construction d'un pont sur le canal de Bruges à Ostende, à la hauteur de Varsenaere, travail dont l'adjudication allait être faite au moment où il a quitté le département des travaux publics, et qui n'a été retardé que par suite de la situation financière; insiste également en vue d'obtenir la réfection de la route de Bruges à Knocke, la construction d'une route pour automobiles entre Knocke et Maldegheem, etc.; termine son discours en faisant remarquer la grande utilité, au point de vue de la pêche maritime, de l'installation d'un nouveau port de pêche à Blankenberghe); le baron de Dorlodot (qui déclare qu'il ne pourra donner son approbation à l'emprunt de 500 millions à contracter par la Société nationale des chemins de fer vicinaux que si cet emprunt offre une garantie de change semblable à celle qui existe pour les titres de la Société nationale des chemins de fer; reprend, pour motiver son attitude, le discours qu'il a prononcé en s'abstenant au vote sur l'emprunt en faveur des habitations à bon marché et développe cette opinion); le baron Houtart, m. f., qui répond aux observations de M. le baron de Dorlodot, afin de lui démontrer que le public ne fait pas grande différence entre les titres pour lesquels existe la garantie visée par M. le baron de Dorlodot et ceux pour lesquels elle n'existe pas; déclare à cette occasion qu'il retire l'amendement relatif à l'emprunt de la S. C. F. V. afin d'en faire, éventuellement, un projet de loi spécial, non pas à cause des remarques qui viennent d'être faites, mais parce que ce projet exige une nouvelle étude à certains points de vue et prie le Sénat de prendre acte de sa déclaration); Verheyden (qui défend un amendement qu'il a présenté avec MM. Beauduin et consorts, en faveur de l'étude de la canalisation du Démer; se

Finances : BUDGETS. Budget extraordinaire. Recettes et dépenses extraordinaires et budget des travaux publics pour l'exercice 1929 (suite)

joint à M. Beauduin, rapp., pour déplorer le manque de personnel du service hydrographique et, en s'excusant de traiter un objet qui se rapporte au budget de l'agriculture à la discussion duquel il n'a pu assister; insiste auprès du ministre pour qu'il vienne en aide aux communes pour la réfection de leur voirie); Spillemaeckers (qui traite la question du Rupel à Boom, celle des routes de l'Etat : de Boom à Anvers et d'Anvers à Bruxelles; demande que l'on fasse d'urgence des travaux à la vallée de la Nèthe, afin d'éviter les inondations et termine en demandant que l'on prenne des mesures sérieuses contre la pollution des eaux des rivières); le comte Cornet d'Elzius de Peissant (qui attire l'attention sur les milliers d'hectares inondés entre Ophoven-Kessenich et Loozen-Boholt, ainsi que sur l'état lamentable dans lequel se trouvent presque toutes les routes dans le Nord du Limbourg); Paulsen (qui réfute le discours de M. le baron de Dorlodot, lequel a tenté de rendre le parti socialiste responsable de la dévalorisation du franc); Digneffe (qui commence par relever quelques-unes des appréciations osées, lancées par M. Paulsen contre le parti libéral, puis entretient le Sénat de la question pour laquelle il s'était fait inscrire : celle des routes et notamment la nécessité d'en modifier les courbes afin d'éviter les accidents d'automobiles), p. 368 à 378. — Interruptions de MM. Leurquin, Baels, m. a. t. p., De Clerck, Van Overbergh, le baron Houtart, m. f., Mousty, Solau, Paulsen, Cools, Spillemaeckers, le baron de Dorlodot, Beauduin, Lekeu, Volckaert, le baron Ruzette, François, Van Fleteren, Vinck, p. 368 à 377.

M. le président demande au Sénat s'il ne lui conviendrait pas d'intervertir l'ordre des orateurs et d'autoriser M. Paulsen à développer sa réponse au discours de M. Digneffe; cette demande est admise, p. 378. — Discours de M. Paulsen, qui répond à M. Digneffe, démontre et maintient que, selon lui, c'est la panique que le parti libéral a déterminée par sa presse et par sa tactique financière qui a amené la chute du franc et les malheurs qui en ont été la conséquence, p. 378, 379. — Interruptions de MM. Lekeu, Volckaert, Digneffe, Baels, m. a. t. p., Van Overbergh, Van Fleteren, le baron Houtart, m. f., Moyersoen, p. 378, 379.

M. Baels, m. a. t. p., fait des observations au sujet de la suite de la discussion; M. le baron de Dorlodot demande à pouvoir, avant que la séance ne soit levée, répondre brièvement à M. Paulsen, et M. le président Magnette déclare que cette brève réponse pourrait en amener d'autres, qu'il a laissé se dérouler le débat soulevé par le baron de Dorlodot, bien qu'il sortit du cadre des budgets en discussion, mais estime qu'il n'y a pas lieu de le poursuivre, p. 379. — Assentiment du Sénat, p. 379.

MM. le président Magnette, Baels, m. a. t. p., Segers, Volckaert font à nouveau diverses observations au sujet de la suite de la discussion, notamment en ce qui concerne le moment où sera défendu l'amendement de la commission à l'article 166 et ayant trait aux travaux en vue de la réalisation de la jonction Nord-Midi, p. 381.

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. Van Schoor (qui traite la question des inondations, donne notamment lecture, tout en ne les faisant pas siens, des vœux des propriétaires catholiques de l'arrondissement de Termonde, vœux qu'ils ont adressés directement au Roi; termine en souhaitant que la réponse du ministre soit réconfortante pour la population sinistrée et contiendra une déclaration formelle quant aux indemnités); Janssens (qui attire l'attention du ministre sur le mauvais état des routes dans le Nord du Limbourg, notamment dans les cantons de Brée et de Neerpelt; se fait également l'interprète des entrepreneurs, qui demandent la prompt adjudication d'une première série de travaux dans la province de Limbourg; termine en exprimant le regret que l'exécution du canal direct par l'initiative privée ait été écartée, estimant que cette solution est la seule capable de fournir une exécution rapide d'un travail nécessaire à la prospérité nationale); le baron Casier (qui déclare qu'il aurait désiré défendre la question des installations maritimes de Gand, mais se borne à appuyer sur ce point les observations de M. Carpentier; fait ensuite diverses observations concernant les routes, fait remarquer notamment la nécessité de désensabler la route de La Panne à Nieupoort-Bains, ainsi que celle d'élargir la chaussée de la rive droite du canal de Bruges jusqu'à Mariakerke), p. 381 à 385. — Interruptions de MM. Moyersoen, Baels, m. a. t. p., p. 382 à 385. — Discours de M. le baron Houtart, m. f., qui répond brièvement au discours de M. Mullie en ce qui concerne le paiement des dommages de guerre en matière agricole, p. 385.

Finances : BUDGETS. Budget extraordinaire. Recettes et dépenses extraordinaires et budget des travaux publics pour l'exercice 1929 (suite)

Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi :

Discours de M. Segers (qui développe les amendements qu'il a présentés, estime notamment que l'on doit donner au gouvernement le moyen de faire disparaître les ruines qui déshonorent la capitale; déclare, en terminant, qu'il ne demande qu'à pouvoir retirer son amendement et qu'il ne poursuit qu'un double but : celui de ne pas compromettre les travaux de la jonction et celui de rendre à la capitale son ancien visage, mais embelli, pour célébrer le centenaire de l'indépendance); le baron Houtart, m. f. (qui rencontre les observations de M. Segers, fait remarquer que le gouvernement a voulu montrer, par l'amendement qu'il a présenté, qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de s'opposer à la jonction, puis termine en déclarant que, ce que le gouvernement ne peut admettre, c'est que la ville prémédite de déchirer la convention); Liebaert (qui fait à nouveau l'exposé des rétroactes de la jonction, commente l'attitude de M. Max et démontre que, à son avis, l'arrangement avec la ville de Bruxelles est une œuvre illégale, préjudiciable au trésor, attentatoire aux attributions du Sénat et dangereuse pour la ville; termine en exprimant le vœu que, grâce à une combinaison qui serait encore en voie de négociation, on puisse éviter tous les inconvénients qu'il vient de signaler), p. 385 à 391. — Interruptions de MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., François, Beauduin, rap., le baron Houtart, m. f., Fraiture, Henricot, Segers, Vinck, Van Fleteren, Lekeu, p. 385 à 390. — Discours de MM. Vinck (qui commence par déclarer qu'il ne comprend pas l'opposition du gouvernement à l'amendement proposé par M. Segers, estimant que tout le monde devrait désirer sortir de l'équivoque, et que, avec la solution proposée, rien n'est compromis, que celle-ci n'est pas onéreuse et permet de réaliser des travaux définitifs); Lippens, m. c. f. m. p. t. a. (qui déclare qu'il n'a que peu de chose à ajouter à l'exposé fait par M. le baron Houtart, m. f., au point de vue financier, commente le discours de M. Liebaert, qui semble accuser le gouvernement de mauvaise foi, puis développe les motifs pour lesquels il demande au parlement de se rallier à l'amendement du gouvernement); Segers (qui indique la portée exacte d'un nouvel amendement qu'il propose avec M. Liebaert, donne lecture de cet amendement et demande aux ministres des chemins de fer et des finances s'ils sont bien d'accord sur l'interprétation), p. 393 à 397. — Interruptions de MM. Liebaert, Beauduin, Henricot, Lippens, m. c. f. m. p. t. a., Van Roosbroeck, François, Vinck, Hicquet, Demoulin, Baek, Van Fleteren, p. 394 à 397. — MM. Vinck, Hicquet, Lippens, m. c. f. m. p. t. a., font encore diverses observations; M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., termine, les siennes en déclarant qu'il accepte l'amendement de M. Segers, p. 397. — Discours de M. Segers, qui déclare qu'il interprète son amendement en ce sens qu'il ne pourra pas être exécuté de travaux qui soient de nature à entraver l'exécution de la jonction, et demande si le gouvernement est d'accord; déclare que, les ministres des finances et des chemins de fer lui ayant fait un signe d'assentiment, il retire, dans ces conditions et moyennant le vote de l'amendement qu'il a présenté avec M. Liebaert et formant l'article 5 du budget, son amendement antérieur portant sur le crédit de 25 millions, p. 397.

Reprise de la discussion générale des deux budgets :

Discours de M. Leurquin, qui déclare qu'il ne parle pas de la question des wateringues, celle-ci ayant déjà été traitée par plusieurs orateurs, mais entretient le ministre des travaux d'irrigation qui doivent se faire dans la province de Limbourg, p. 398. — Discours de M. Baels, m. a. t. p., qui répond aux observations présentées, p. 398 à 405. — Interruptions de MM. Van Schoor, François, Janssens, Segers, Moyersoen, Hicquet, Vande Wiele, De Clerck, Beauduin, Mousty, Van Overbergh, Mullie, p. 399 à 405. — Discours de MM. Mullie (qui déclare que ses amendements seront sans objet si le ministre modifie le premier amendement qu'il a présenté en y ajoutant un amendement complémentaire tendant à augmenter le crédit pour le canal d'Ypres à l'Yser; signale, ayant été écouté par le ministre en ce qui concerne la ville d'Ypres, le problème de la reconstruction des Halles, ainsi que diverses réparations à faire dans cette ville); le baron de Dorlodot (qui pose une question au ministre au sujet du Palais des Thermes, à Ostende), p. 405, 406. — M. Baels, m. a. t. p., répond à M. de Dorlodot et déclare que la ville d'Ostende va construire elle-même le palais, p. 406. — M. le président fait remarquer qu'il y a encore des orateurs inscrits dans la discussion générale, que ces orateurs ont été obligés de quitter la séance par suite de la modification d'heure des

Finances : BUDGETS. Budget extraordinaire. Recettes et dépenses extraordinaires et budget des travaux publics pour l'exercice 1929 (suite)

trains à causé du mauvais temps et que la discussion générale ne peut être close dans ces conditions. M. Baels, m. a. t. p., propose que ces orateurs reprennent la parole à l'article 1^{er}. Cette proposition est admise et la discussion générale est close, p. 406.

Motion d'ordre de M. Segers, qui fait une rectification au discours qu'il a prononcé le mercredi 13 février en ce qui concerne la jonction Nord-Midi; M. Segers fait pourtant, à cette occasion, l'éloge du service sténographique du Sénat, p. 407.

*Discussion des articles du budget extraordinaire.***I. Dépenses extraordinaires :**

Art. 1^{er}. Discussion qui consiste en une suite de la discussion générale. Discours de M. Nolf, qui commence par prier M. le ministre de l'intérieur de rapporter une circulaire qui a été envoyée aux bourgmestres, prescrivant l'envoi, à son départ, des dossiers des travaux approuvés dont l'adjudication dépasse de plus de 10 p. c. le montant du cahier des charges; signale les inconvénients de cette circulaire, puis parle de travaux à la route de Bréda, du plan de l'avenue Mennes, dé doublement du canal de la Campine, ainsi que de différents autres travaux, notamment de l'organisation du Grand-Anvers, p. 407 à 409. — L'article 1^{er} est adopté, p. 409.

Art. 18. Discours de M. Van Belle, qui insiste sur l'urgence de la reconstruction du pont de Visé et traite la question des travaux de démergement, p. 409. — L'article 18 est adopté, p. 409.

Art. 19. Discours de M. Ohn, qui attire l'attention sur la nécessité de l'achèvement de la route dénommée « Bel », à Aubel, et proteste parce qu'aucun crédit n'est inscrit pour ce travail à l'article 19, p. 409. — L'article 19 est adopté, p. 409.

Les autres articles concernant les dépenses extraordinaires (1 à 166bis) sont adoptés sans observation, p. 409. — V. l'annexe A, tableau I, à la fin de la séance du 19 février, p. 415 à 427.

II. — Recettes extraordinaires.

Art. 6bis proposé par amendement par la commission et concernant la jonction Nord-Midi. M. le président donne lecture de cette disposition, qui est adoptée sans observation, p. 409, 410.

Les autres articles concernant les recettes extraordinaires (art. 1 à 18) sont adoptés sans observation, p. 409, 410. — V. l'annexe A, tableau II, à la fin de la séance du 19 février, p. 428, 429.

Les articles amendés et les articles nouveaux des tableaux sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 410.

Articles du projet de loi :

Art. 1 à 4. Adoptés sans observation, p. 410.

Art. 5 (nouveau) proposé par amendement par le gouvernement. M. le président donne lecture de cette disposition et annonce qu'elle a été retirée, p. 410. — M. Segers proteste contre le retrait de cet amendement, ce retrait entraînant l'ajournement du travail d'électrification des vicinaux, et insiste pour l'adoption de l'amendement, la garantie à donner par le gouvernement ne constituant pas une dépense pour le trésor, p. 410, 411. — M. le baron Houtart, m. f., déclare se rallier aux suggestions de M. Segers, p. 411. — M. Moyersoen fait diverses observations en ce qui concerne les modalités d'amortissement et le taux de l'intérêt, et M. le baron Houtart, m. f., répond à ces observations et assure qu'elles feront l'objet d'un examen attentif, p. 411. — Interruptions de M. Segers, p. 411. — L'article 5 (nouveau) est adopté, p. 411.

Art. 6 (nouveau) proposé par amendement par MM. Liebaert et Segers (amendement tendant à l'interdiction des travaux qui seraient de nature à entraver l'exécution de la jonction Nord-Midi). M. Huisman Van den Nest motive son vote sur cet amendement, p. 411, 412. — L'amendement de MM. Liebaert et Segers est adopté, p. 412.

Avant le vote sur l'ensemble, M. Liebaert déclare qu'il aurait désiré motiver son vote sur l'amendement du gouvernement repris par la commission, en vue de l'organisation d'une adjudication-concours des travaux de la jonction Nord-Midi,

Finances : BUDGETS. Budget extraordinaire. Recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929 (suite)

p. 412. — M. le président fait remarquer à M. Liebaert que cet amendement a été adopté, et M. Liebaert se déclare d'accord pour motiver son vote à une autre occasion, p. 412.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 54 voix contre 40 et 1 abstention, p. 517 (28 février 1929). — S'est abstenu : M. Liebaert, p. 517. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des finances pour l'exercice 1929.

V. les n^{os} 4-XIV et 25 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Van Overbergh, n^o 87. — Annexe : Activité de la commission des économies, n^o 87.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 20 décembre 1928, p. 190.

Dépôt du rapport par M. Van Overbergh, p. 413 (19 février 1929).

Discussion générale :

Discours de M. Van Overbergh, rapp. (qui estime utile de compléter son rapport et donne au Sénat une vue d'ensemble sur l'activité de la machine fiscale, et le redressement financier et sur les conséquences qui en découlent; termine en déclarant que, le jour où la conférence des experts aura terminé son œuvre de réglementation financière, en respectant les droits acquis de la Belgique, cela lui permettra de réformer son système fiscal, de reprendre le développement économique interrompu en 1914 et de célébrer le centenaire de l'indépendance belge dans l'espoir fondé d'un avenir meilleur), p. 585 à 589. — Interruptions de MM. Moyersoen, Liebaert, Lafontaine, le baron Houtart, m. f., Mullie, Van Flerteren, Mousty, p. 586 à 589. — M. Van Overbergh, rapp., signale des demandes qu'il estime très justifiées en faveur des familles nombreuses : 1^o relative à l'indemnité familiale à continuer aux pensionnés et aux veuves des agents de l'Etat; 2^o à l'octroi de l'indemnité familiale aux femmes agents de l'Etat, p. 603. — M. le baron Houtart, m. f., estime que les deux questions soulevées par M. Van Overbergh, rapp., méritent la plus sérieuse considération et s'engage à les faire mettre immédiatement à l'étude, p. 603. — Discours de M. François, qui commence par déclarer qu'il est devenu d'usage que, à l'occasion du budget des finances, un débat soit ouvert sur la politique financière du gouvernement, déclare qu'il lui est pénible de piétiner des illusions, mais vient, au nom de la minorité, qu'il représente, et d'après le désir de celle-ci, exprimer à nouveau sa méfiance envers le gouvernement en fonctions; parle notamment de la question de la responsabilité de la chute du franc, insiste pour connaître le programme du gouvernement au sujet de la simplification des impôts, ainsi que sur un programme fiscal général que le pays attend et qu'il estime que l'on a le droit de connaître avant les prochaines élections; traite la question du fonds d'amortissement, celle de la stabilisation, et termine en déclarant que son parti ira répétant au pays ce qu'il a déjà dit souvent : que la politique financière du gouvernement a été insuffisante et par là nuisible au pays; estime que ce n'est pas par esprit de parti, mais par patriotisme qu'il faut attirer l'attention sur ces erreurs, p. 603 à 609. — Interruptions de MM. Van Overbergh, rapp., le baron Houtart, m. f., de Brouckere, A. Huysmans, p. 604 à 608. — Discours de MM. Huysmans, Arm. (qui rencontre un certain nombre des points soulevés par M. François au discours pessimiste duquel il oppose un discours optimiste; fait remarquer que la situation financière du pays est saine et même parfaitement bonne, développe les motifs auxquels la Belgique doit cette situation favorable, traite ensuite notamment la question de l'impôt foncier, celle de l'impôt sur les successions, attire à nouveau l'attention du Sénat sur l'augmentation croissante de la circulation fiduciaire et estime qu'il y a là un danger dont on a le droit de s'inquiéter; termine en déclarant qu'il estime que l'on pourra, pour le plus grand bien du pays, si la direction de celui-ci reste aux mains d'un gouvernement fort, réduire les impôts de plus d'un milliard, non compris les dégrèvements déjà acquis; Vande Wielé (qui commente une réponse faite par le ministre des finances à une question de M. Winandy au sujet du relèvement des coefficients douaniers; estime que la révision de ces coefficients s'impose impérieusement et fait diverses propositions tendant à remédier à la crise que traverse le tissage), p. 609 à 613. — M. le baron Houtart, m. f., estimant que le discours

Finances : BUDGETS. Budget des finances pour l'exercice 1929 (suite)

de M. Vande Wiele a une importance particulière, y répond immédiatement et déclare qu'il se propose de soumettre les considérations fort intéressantes qu'il a fait valoir au comité de la taxe de transmission, afin de savoir s'il n'y a pas lieu d'agir immédiatement dans le sens du dégrèvement de certains produits de l'importante industrie de la soie artificielle, p. 613. — Interruptions de MM. le baron de Mévius, Van Overbergh, François, de Brouckere, Paulsen, le baron Houtart, m. f., De Clercq, p. 609 à 613. — M. Vande Wiele enregistre la promesse de M. le baron Houtart, m. f., et le remercie tant en son nom qu'au nom de tous les industriels belges, p. 613. — Discours de MM. le baron van Zuylen (qui développe les motifs pour lesquels il considère qu'il est temps de mettre fin au régime des forêts sous sequestre et de les faire rentrer définitivement dans le domaine national belge; termine en signalant au ministre les exagérations fiscales de nombreux receveurs d'enregistrement et demande que ces receveurs ne prennent pas comme base les prix maxima); Eylembosch (qui demande au ministre de prendre des mesures pour diminuer les taxes qui grèvent les dépôts confiés à des organismes d'épargne qui ne relèvent pas d'un établissement public; termine en parlant des barèmes de la taxe professionnelle et de la supertaxe), p. 613 à 615. — Observations de M. le baron Houtart, m. f., en réponse à MM. le baron van Zuylen et Eylembosch, p. 614, 615. — Discours de MM. Paulsen (qui développe les motifs pour lesquels il estime que l'Etat se soucie peu des intérêts des communes et n'hésite même pas, dans certains cas, à tirer profit des administrations locales impuissantes à se défendre contre les rançons dont elles sont l'objet; parle de la question du treizième mois de traitement, fait remarquer que des catégories entières sont exclues du bénéfice de cette mesure, qui a été considérée par certains comme due à des préoccupations électorales; termine en estimant qu'il appartient aux ouvriers chrétiens de comprendre leur devoir, d'apporter l'appui de leur force aux sincères défenseurs de leur classe et en souhaitant que, de cette manière, le prochain budget des finances donnera à son groupe l'occasion d'enregistrer la victoire des réformes sociales inscrites au programme du parti ouvrier); le baron de Dorlodot (qui déclare que son état de santé ne lui permet pas de répondre au discours de M. François et à celui de M. Paulsen; estime que l'occasion de le faire se présentera pendant la campagne électorale, et se borne à signaler au ministre la situation des receveurs d'enregistrement); Van Coillie (qui commence par faire remarquer que la péréquation de 1927 est décourageante pour le personnel des contributions directes, douanes et accises; traite ensuite la question de la crise du logement et termine en traitant brièvement la question des vexations fiscales); Mullie (qui, à l'occasion du budget en discussion, expose de nouveau quelques doléances relatives aux impôts qui frappent l'agriculture d'une façon anormale; demande que l'on traite avec bienveillance l'élevage chevalin, que l'on applique aux matières premières d'agriculture, aux engrais et aux aliments consacrés au bétail le régime qui vient d'être appliqué au charbon; parle de la question des alcools luxembourgeois, des impôts directs, et termine en demandant que l'on favorise la fabrication des vins de fruits); Vande Moortele (qui attire l'attention du ministre sur une anomalie qui existe dans l'application du régime fiscal sur les tabacs; termine en demandant au ministre de conseiller à son administration de liquider un peu plus rapidement les questions que les contribuables sont obligés de lui soumettre, notamment en ce qui concerne les contributions foncières), p. 631 à 636. — Interruptions de MM. le baron Houtart, m. f., Van Overbergh, rapp., p. 632 à 636. — Discours de M. le baron Houtart, m. f., qui répond aux observations présentées, p. 636 à 642. — Interruptions de MM. Mullie, le baron Ruzette, Van Overbergh, rapp., François, le baron de Mévius, Arm. Huysmans, p. 637 à 642. — Discours de MM. le baron de Moffarts (qui, comme suite au discours prononcé par M. Mullie relativement à l'agriculture, ajoute une précision en ce qui concerne les tourteaux); Volckaert (qui demande au gouvernement qu'il étudie la question des carburants; demande ensuite que l'on ait des feuilles de contributions un peu plus simples; demande que l'on modernise quelque peu les bureaux des contributions et termine en attirant l'attention du ministre sur les formalités vexatoires et interminables auxquelles donne lieu le dédouanement d'un simple colis à l'entrepôt), p. 660, 661. — Interruptions de MM. le baron Houtart, m. f., le duc d'Ursel (qui déclare être d'accord avec M. Volckaert en ce qui concerne ses observations relatives au prix de l'essence), Van Overbergh, p. 660, 661. —

Finances : BUDGETS. Budget des finances pour l'exercice 1929 (suite)

M. le baron Houtart, m. f. répond brièvement aux observations de M. Volckaert, p. 661. — Interruptions de MM. Van Overbergh, Volckaert, Arm. Huysmans, p. 661.

Les articles du tableau sont adoptés sans observation, p. 661. — V. l'annexe A, à la fin de la séance du jeudi 14 mars, p. 673 à 677.

L'article unique contenant le budget est adopté sans observation, p. 661.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix contre 42, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1928.

V. les n° 4-XIII et 135 (sess. 1927-1928) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 57.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n°-XIII. — Tableau n° 5-XIII.

Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 58.

Budget de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et budget de la gendarmerie pour l'exercice 1929.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 20 décembre 1928, p. 190.

Rapporteur : M. le vicomte du Bus de Warnaffe.

Discussion générale :

Discours de MM. le chevalier Behaghel de Buëren (qui attire l'attention du ministre sur la situation des officiers de gendarmerie et fait diverses suggestions à ce sujet); Clesse (qui développe les motifs pour lesquels il estime qu'il y aurait lieu pour le ministre d'étudier la réduction des dépenses afférentes à ce budget et de ne pas faire sortir la gendarmerie du rôle que lui a fixé son statut); le comte de Broqueville, m. d. n. (qui répond aux observations présentées), p. 241, 242. — Interruptions de MM. Digneffe et Calonne, p. 241, 242. — Discours de MM. Clesse (qui déclare, en réponse au discours du comte de Broqueville, qu'il n'a jamais eu l'intention de prononcer des paroles désobligeantes à l'égard de la gendarmerie et fait encore diverses observations; le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui combat le discours de M. Clesse en ce qui concerne la mission de la gendarmerie), p. 242, 243. — Interruptions de MM. le comte de Broqueville, m. d. n., Clesse et Van Schoor, p. 242, 243.

Les articles des budgets de l'exercice 1928 et de 1929 sont successivement adoptés et sans observation, p. 243.

L'ensemble des deux budgets est adopté par 68 voix contre 33, p. 243 (23 janvier 1929). — Les deux projets de loi sont soumis à la sanction royale.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-X. — Tableaux, n° 5-X.

Rapport fait par M. Carpentier, n° 108.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 27 février 1929, p. 511. — Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 651 (13 mars 1929).

A la proposition de M. le président de la discussion d'une interpellation de M. Mousty est jointe à la discussion du budget, p. 651.

Discussion générale du budget et d'une interpellation de M. Mousty sur le retard apporté à l'octroi de certaines pensions de vieillesse et de la faveur accordée à d'autres.

Discours de M. Mousty, qui développe son interpellation, p. 712 à 714. — M. Heyman, m. i. t. p. s., fait quelques observations en réponse à l'interpellation, p. 714. — Interruptions de MM. Mousty et Van Fleteren, p. 714. — M. Van Fleteren demande la parole pour un fait personnel au sujet d'une réponse faite par M. Heyman, m. i. t. p. s., en réponse à ses interruptions, p. 714. — M. Heyman, m. i. t. p. s., demande également la parole pour un fait personnel et développe ce fait personnel, afin de répondre à une expression blessante employée à son égard par M. Van Fleteren, p. 714, 715. — M. Van Fleteren développe à son tour son fait personnel, p. 715. — M. le président fait diverses observations relativement à l'incident survenu entre MM. Heyman et Van Fleteren, et ceux-ci sont encore entendus à ce sujet, p. 715. —

Finances : BUDGETS. Budget de l'industrie, du travail, etc., pour l'exercice 1929 et d'une interpellation de M. Mousty (suite)

L'incident est clos. — M. Mousty reprend et termine le développement de son interpellation, p. 718, 719. — Interruptions de M. Van Schoor, p. 718. — Discours de M. Damas, qui commence par réfuter, d'après l'avis des fonctionnaires qui doivent l'appliquer et des vieillards qui en bénéficient, la déclaration faite en 1924, par M. Masson (ministre de la justice à cette époque), affirmant que le gouvernement pouvait être fier de cette loi, la meilleure qui existât en Europe; estime ensuite, notamment, que l'on devrait répartir les services des pensions de vieillesse dans les provinces, cette répartition étant de nature à éviter bien des erreurs, sans augmenter les frais généraux, p. 719, 720. — Discours de M. Vande Moortele, qui, après avoir rappelé que du temps où M. Wauters était ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, il était rendu responsable par la presse bourgeoise et démocrate chrétienne; estime qu'il doit, à son tour, rendre le ministre responsable de ce qui se passe et appuie les observations présentées par M. Mousty en ce qui concerne l'examen des requêtes, notamment pour les pensionnaires de l'hospice de Gosselies, p. 720, 721. — Interruptions de MM. Van Schoor, Demoulin, Mousty, Hicguet, Delannoy, p. 721. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond à l'interpellation, p. 721 à 727. — Interruptions de MM. Baeck, De Clercq, Damas, Wautelet, Delannoy, Volckaert, Van Overbergh, Mousty, Vande Moortele, Van Schoor, Van Fleteren, Volckaert, Verbrugge, Henricot, Van Roosbroeck, de Brouckere, François, Rutten, Ohn, p. 721 à 727. — Discours de MM. Mousty (qui répond au discours de M. Heyman); François (qui cite un article du *Peuple*, dont M. Heyman a cité le début, et estime que le passage qu'il cite donnera une conclusion logique à la discussion de l'interpellation), p. 727, 728. — Interruptions de MM. Rutten, Heyman, m. i. t. p. s., Van Schoor, p. 728. — L'interpellation est close.

Discussion générale du budget proprement dit :

Discours de MM. Demoulin (qui traite la question des caisses des veuves et orphelins, et celle de la mutualité); Casterman (qui parle des abus apportés dans l'application de la loi sur la journée de huit heures, ainsi que de la question du travail à la pièce; estime qu'il faudrait peut-être modifier les textes des lois sur les règlements d'atelier et sur le paiement des salaires; insiste pour que les propositions de loi présentées par M. Van Roosbroeck soient examinées par le conseil supérieur du travail auquel elles ont été renvoyées et termine en priant le ministre de reviser la classification de certains prud'hommes d'appel); Van Schoor (qui souhaite que M. le ministre examine la possibilité de créer un service de suggestion à la direction générale de l'enseignement technique et développe les motifs de cette demande; termine en citant un extrait d'un ouvrage de M. Heyman, m. i. t., déclarant que l'enseignement professionnel doit être renouvelé); Rutten (qui traite brièvement la question de la réglementation du travail à domicile, parle de certaines interprétations de la loi sur les allocations familiales et termine en parlant de la nécessité de réglementer le poids du pain); Paulsen (qui demande une précision sur un passage du rapport, en ce qui concerne l'octroi d'avances accordées aux sociétés pour la construction d'habitations à bon marché; estime que des mesures devraient être prises notamment pour défendre les habitants des agglomérations contre le mal causé par la fumée des établissements industriels et des habitations), Eylebosch (qui traite la question des habitations à bon marché, ainsi que celle du problème des communications et termine en demandant l'extension du système des primes, afin que certaines communes puissent rentrer dans la première catégorie); le baron van Zuylen (qui plaide la cause de la ville de Liège en ce qui concerne le refus d'accorder aux charbonnages de Belle-Vue et de Bienvenue une extension de concession sous le territoire des communes de Liège et de Bressoux); p. 730 à 739. — Interruptions de MM. Rutten (qui pose une question à M. Casterman en ce qui concerne la question du travail à la pièce), Heyman, m. i. t. p. s., Ronvaux, Demoulin, Vande Moortele, Van Schoor, Henricot, p. 731 à 738. — Discours de MM. Van Coillie (qui traite la question des logements en ce qui concerne les familles nombreuses et fait une suggestion en ce qui regarde l'intervention de l'Etat en faveur de ces familles); Van Roosbroeck (qui demande que le règlement d'atelier continue à être appliqué dans tous les chantiers de construction; demande aussi la révision de la loi sur les accidents du travail, parle de la question du contrat d'emploi ainsi que de celle des conseils de prud'hommes) p. 740 à 743. — Interruptions de MM. Heyman, m. i. t. p. s., Rutten, Van Overbergh, Van

Finances : BUDGETS. Budget de l'industrie, du travail, etc., pour l'exercice 1929 (suite)

Schoor, p. 741 à 743. — M. Van Roosbroeck reprend et termine son discours, parle de la question du conseil supérieur de l'enseignement technique et de l'organisation de l'enseignement technique en général, p. 746 à 749. — Pendant le discours de M. Van Roosbroeck, M. Heyman, m. i. t. p. s., répond à ces observations par voie d'interruptions et par un bref discours, p. 746 à 748. — Interruptions de MM. Matagne, Van Overbergh, Henricot, Ronvaux, Moyersoens, p. 747, 748. — Discours de M. Jauniaux, qui traite les questions relatives aux institutions de prévoyance et aux assurances en général; répond notamment à des appréciations de M. le baron de Dorlodot et du R. P. Rutten, p. 749 à 755. — Interruptions de MM. Henricot, Van Overbergh, Heyman, m. i. t. p. s., Moyersoens, Moesty, de Brouckere, p. 749 à 755. — M. Jauniaux reprend et termine son discours, justifie notamment un amendement en faveur des caisses nationales anticancéreuses, p. 757 à 759. — Interruptions de MM. Heyman, Quinchon, p. 757 à 759. — Discours de MM. Damas (qui traite différentes questions intéressant les charbonnages : celle des immeubles lézardés par suite des travaux souterrains, celle des allocations familiales et termine en signalant l'insuffisance du nombre des inspecteurs ouvriers à l'inspection des mines); Henricot (qui insiste sur le maintien de deux inspecteurs généraux du corps des mines dont la suppression avait été proposée par la commission chargée d'examiner le fonctionnement des services de l'Etat; attire l'attention du ministre sur les budgets des écoles professionnelles et industrielles, et demande que l'on établisse une vérification des taximètres), p. 759 à 761. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond aux observations présentées, p. 761 à 767. — Interruptions de MM. Baeck, Mertens (qui fait une observation relative à un rapport fait par le conseil d'administration du Bureau international du travail); Casterman, Van Overbergh, de Brouckere, Wautelet, Van Berkelaer, Mousty, Damas, p. 761 à 767. — Pendant cette discussion, M. Van Overbergh fait diverses observations au sujet de l'application de la loi sur les allocations familiales, p. 765. — Discours de MM. Van Berkelaer (qui attire l'attention du ministre sur la manière dont est appliquée la loi sur les pensions de vieillesse, ainsi que sur certaines décisions de l'inspection du travail); Quinchon (qui parle de la question des maisons ouvrières et estime que le gouvernement doit abaisser encore le taux des loyers; fait remarquer ensuite l'insuffisance des pensions de vieillesse et insiste pour que celles-ci soient augmentées), p. 767, 768. — Interruptions de M. Heyman, p. 768.

M. le président propose de clore la discussion générale et d'autoriser les orateurs inscrits à prendre la parole à l'article 1^{er}. Cette proposition est admise, p. 768.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Discours de MM. Wautelet (qui commence par insister auprès du ministre pour qu'une proposition de loi présentée à la Chambre par M. Bologne et tendant à modifier la loi sur le contrat d'emploi, soit examinée d'urgence, tout en déclarant qu'il n'est pas complètement d'accord avec l'auteur du projet; fait remarquer ensuite la nécessité de réglementer l'hygiène des bureaux et des magasins, puis parle des anciens accidentés du travail), Vande Moortele (qui traite la question du fonds national de crise, en cas de chômage involontaire et indique le sens dans lequel il voudrait voir le ministre modifier l'article 23 du règlement de ce Fonds), Mertens (qui se contente, les autres points qu'il comptait traiter ayant déjà été examinés, de parler de quatre points : 1^o la question du Fonds de crise; 2^o celle de la prévention des accidents du travail; 3^o celle des relations du gouvernement belge avec le bureau international du travail, et 4^o celle de l'inspection du travail); le vicomte G. Vilain XIII^e (qui traite la question de la politique suivie en matière de construction de maisons à bon marché et termine en priant le ministre de faire simplifier les formalités afin que la solution aux demandes soit donnée dans un délai raisonnable), p. 769 à 775. — Interruptions de MM. Vande Moortele, Heyman, m. i. t. p. s., Genard, Van Schoor, Moyersoens, p. 772 à 775. — L'article 1^{er} est adopté, p. 775.

Chapitre VI. Discours de M. De Ley, qui traite la question de l'enseignement professionnel, p. 775, 776. — M. Lekeu prie M. De Ley d'abréger son discours afin de permettre au Sénat d'aboutir, p. 776. — M. Moyersoens proteste contre cette demande; M. le vice-président Lafontaine fait diverses observations, estimant que l'on pourra parfaitement terminer les travaux à l'ordre du jour, si chacun y met un peu de bonne volonté, et M. De Ley renonce à poursuivre son discours, p. 776.

Finances : BUDGETS. Budget de l'industrie, du travail, etc., pour l'exercice 1929 (suite)

Art. 69. Discours de M. Lebon, qui se fait l'interprète des doléances des greffiers des conseils d'appel des prud'hommes, en ce qui concerne leur barème, p. 776, 777. — L'article 69 est adopté, p. 777.

Chapitre XI. Assurances et prévoyance sociale. Discours de M. Verbrugge, qui attire à cette occasion l'attention du ministre sur le barème des employés de la bourse du travail de Eruges, p. 777.

Art. 94. M. le président rappelle un amendement de M. Jauniaux; cet amendement est rejeté et l'article 94 est adopté tel qu'il figure au projet, p. 777.

Art. 110. M. Lalemand rappelle un amendement qu'il a présenté à cet article, en séance du 28 juin 1928, majorant le jeton de présence pour la commission d'appel des pensions de vieillesse et la promesse faite par le ministre à cette occasion; constate qu'il ne lui a pas été donné satisfaction et prie le ministre d'exécuter sa promesse; traite ensuite encore quelques points relatifs aux pensions de vieillesse, insiste surtout sur la nécessité d'en augmenter le taux et d'étendre les immunisations, p. 777, 778. — L'article 110 est adopté, p. 778.

Art. 116 et 127. M. le président rappelle des amendements présentés par M. Jauniaux; ces amendements sont successivement rejetés et les articles 116 et 127 sont adoptés, p. 778.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, p. 775 à 778. — V. l'annexe A, à la fin de la séance du 27 mars, p. 820 à 827.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 778, 779.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 55 voix contre 44, p. 783 (27 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-VI. — Tableaux, n° 5-VI.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 34. — 2^e série, n° 48.

Rapport fait par M. Ryckmans, n° 50.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ryckmans, p. 190 (15 janvier 1929).

Motion d'ordre de M. Hicquet, qui fait remarquer que le rapporteur ne pouvant être présent le lendemain, on ne pourra pas aborder la discussion du budget de l'intérieur; M. Ryckmans, rapp., propose de présenter ses observations immédiatement; M. le président Magnette propose d'interrompre la discussion du budget des sciences et des arts afin de permettre, par ce moyen, au Sénat de ne pas perdre de temps, p. 292. — Cette proposition est admise, p. 292.

Discussion générale :

Discours de M. Ryckmans, rapp. (qui commence par déclarer que la commission avait examiné la question d'une réforme électorale, afin d'éviter, à l'avenir, le retour d'élections coûteuses et inutiles, telles que celles qui ont eu lieu récemment à Gand et à Anvers, mais estime, un projet venant d'être déposé à la Chambre, qu'il est inutile d'insister à cet égard en ce moment; traite la question du péril vénérien, la question des distributions d'eau potable et celle des familles nombreuses, au sujet de laquelle il fait diverses suggestions, tant au point de vue de la politique à suivre en ce qui concerne la natalité qu'au point de vue des faveurs à accorder aux hommes mariés, p. 292 à 294. — Interruptions de MM. Vinck, Van Schoor, François, de Brouckere, Ronvaux, Cools, Volckaert, Wautelet, Van Overbergh, Carpentier, p. 292 à 294. — Discours du R. P. Rutten (qui commence par profiter de la discussion du budget pour remercier le ministre des services rendus par les inspecteurs de son département aux victimes des inondations; parle ensuite des services rendus par la Croix-Rouge; exprime ses craintes au sujet de la reconnaissance éventuelle d'une nouvelle Croix-Rouge; certifie que la Croix-Rouge est ouverte à tous, sans distinction politique ou linguistique et espère que le ministre usera, à l'occasion, de son influence auprès des autorités provinciales et communales pour défendre les droits incontestables de la Croix-Rouge); Jauniaux (qui attire l'attention du Sénat sur l'incohérence des actes de M. le ministre Carnoy à l'égard des pouvoirs publics qui votent des subventions mutualistes; présente ensuite quelques observations au sujet de crédits sollicités pour le département de l'hygiène; puis termine en faisant l'éloge de la Ligue contre le cancer et en priant le ministre d'examiner avec bienveillance l'appui moral et matériel que le gouvernement peut et doit lui apporter), p. 305 à 308. — Interruptions de MM. François, Van Schoor, p. 306. —

Finances : BUDGETS. Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929 (suite)

Discours de MM. le baron de Kerchove d'Exaerde (qui appuie les desiderata de la Fédération des corps de sapeurs pompiers communaux et développe ces desiderata); Vinck (qui traite la question des taudis; parle ensuite de la nécessité de relever les salaires des ouvriers et les petits traitements et développe cette question); le baron Delvaux de Fenffe (qui, après avoir fait l'éloge de l'activité déployée pendant les années qui viennent de s'écouler par les services de l'hygiène, attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire un effort pour combattre l'insalubrité des eaux; signale ensuite le problème, qu'il considère comme angoissant, des finances provinciales et communales; développe cette question; puis termine en attirant l'attention sur l'inégalité imméritée que subit le personnel des administrations provinciales); Mme Spaak (qui attire l'attention sur le préjudice que cause, surtout aux enfants, les usages suivis en matière de production et de consommation du lait; estime que le contrôle du lait est indispensable; demande que l'on généralise les mesures prises dans certains établissements, notamment à la colonie de Tervueren, où le lait distribué aux enfants est d'une pureté parfaite; rend hommage à l'Œuvre nationale de l'Enfance pour son dévouement intelligent dans les régions inondées, et estime que cette œuvre devrait être mise en mesure de faire distribuer à domicile le lait nécessaire aux enfants, et termine en déposant un amendement à cet effet à l'article 48 du budget); le baron de Dorlodot (qui parle brièvement de l'annulation d'une délibération du conseil provincial du Hainaut en ce qui concerne les subsides à donner aux sociétés mutualistes patronales); Paulsen (qui défend un amendement qu'il a présenté avec plusieurs de ses amis et tendant à augmenter d'un million de francs le crédit inscrit à l'article 48, littéra a, en faveur de l'Œuvre nationale de l'Enfance); Mousty (qui fait remarquer, ainsi que M. Ryckmans l'a déjà fait, que, lorsqu'il s'agit de questions sociales : œuvres de l'enfance, taudis, familles nombreuses, etc., on ne sait plus à quel ministère s'adresser; insiste ensuite sur la nécessité de développer les œuvres de l'enfance; traite la question des taudis, et demande que des mesures énergiques soient prises pour lutter contre ce fléau; traite la question des familles nombreuses; demande, à ce sujet, que l'on paye mieux les travailleurs; et termine en parlant des questions d'hygiène; demande que les communes soient aidées dans ce domaine); François (qui ajoute quelques considérations à celles présentées par M. Ryckmans en ce qui concerne le péril vénérien, et insiste pour que le gouvernement se montre généreux envers la ligue qui combat ce fléau); Van Schoor (qui défend à nouveau le programme de la Fédération des services d'incendie, et fait remarquer combien a été courageuse et utile la conduite des sapeurs pompiers dans les régions inondées); Ohn (qui insiste auprès du ministre pour que l'on soit plus généreux envers les communes en ce qui concerne les subsides pour travaux d'hygiène; parle en particulier des communes d'Andrimont et de Wegnez); Jauniaux (qui réfute le discours prononcé par le baron de Dorlodot, et traite la question des mutualités), p. 326 à 338. — Interruptions de MM. Moyersoën, Cools, François, Demoulin, Jauniaux, Van Overbergh, Leku, Carnoy, m. i. h., le baron de Dorlodot, Mousty, Rutten, de Brouckere, Van Schoor, p. 327 à 328. — Discours de M. Carnoy, m. i. h., qui répond aux observations présentées, p. 340 à 346. — Interruptions de MM. Hicquet, François, Van Schoor, Fraiture, de Brouckere, Tschoffen, Van Fleteren, p. 341 et 344 à 346. — Discours de MM. Spillemaeckers (qui traite la question de la pollution de l'eau des rivières; fait remarquer ce qui est arrivé à Anvers, les eaux pures de la Nèthe ayant été polluées par la réception des eaux de la Senne; suggère de dériver ces eaux polluées vers l'Escaut); Carnoy, m. i. h. (qui fait remarquer que la question touchée par M. Spillemaeckers ne le touche que pour autant qu'elle concerne l'hygiène publique et estime qu'elle se rapporte plutôt au département des travaux publics); le baron de Dorlodot (qui fait remarquer que le discours prononcé par M. Jauniaux au sujet des mutualités constitue un procédé employé dans les réunions publiques que l'on qualifie de contradictoires; fait remarquer encore qu'il ne s'agissait, en l'espèce, que d'une question de droit, réfute le discours de M. Jauniaux; déclare qu'il est personnellement défenseur de la mutualité tout court et non pas, comme M. Jauniaux, de la mutualité politique et estime, pour le surplus, que la question des mutualités d'usines et des mutualités politiques sort du cadre de la discussion); Paulsen (qui rencontre les arguments développés par le ministre au sujet de sa demande d'augmentation de crédits au profit des consultations de nourrissons et des pouponnières; déclare qu'il maintient son amendement, et annonce qu'il demandera l'appel nominal);

Finances : BUDGETS. Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929 (suite)

Jauniaux (qui commence par annoncer qu'il n'est pas satisfait des déclarations du ministre en ce qui concerne la tuberculose, puis réfute à nouveau, brièvement, le discours de M. le baron de Dorlodot; rappelle, en terminant, qu'il a déposé une proposition de loi créant un fonds national de mutualité parce qu'il apparaît que le ministre ne pourra pas réaliser l'assurance obligatoire); le R. P. Rutten (qui précise la portée d'une interruption et déclare qu'il ne veut pas prolonger la discussion sur les mutualités patronales, celle-ci ne devant pas être intercalée dans la discussion du budget de l'intérieur et de l'hygiène; déclare que personne ne peut contester que n'importe quelle catégorie de citoyens a le droit de fonder des mutualités et constate que personne n'a contredit le ministre, lequel a affirmé que les pouvoirs publics peuvent octroyer des subsides à toutes les mutualités, p. 346 à 348. — Interruptions de MM. Van Schoor (qui fait remarquer la pollution des eaux de la Dendre); Van Fleteren, Demoulin, Carnoy, m. i. h., Paulsen, de Brouckere, p. 346 à 348.

Avant que l'on aborde la discussion des articles, M. le président propose de réserver ceux auxquels des amendements sont rattachés et sur lesquels l'appel nominal serait demandé, et cette proposition est admise, p. 348.

Discussion des articles :

Art. 46 (Mesures de prophylaxie contre la tuberculose). M. le président rappelle un amendement présenté par MM. Jauniaux et de Brouckere, tendant à une augmentation de crédit, p. 349. — M. Jauniaux défend son amendement, p. 349. — M. Carnoy, m. i. h., répond à M. Jauniaux et déclare que le Comité national pour la lutte contre la tuberculose étudie la manière dont il y aurait lieu d'améliorer la situation, p. 349. — M. Jauniaux fait encore diverses observations, mais retire les amendements, en présence des déclarations du ministre, p. 349. — L'article 46 est adopté, p. 349.

Les articles 28, 29 et 48 sont réservés.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, avec les amendements du gouvernement, p. 349. — V. l'annexe à la fin de la séance du 7 février 1929, p. 361 à 366.

Vote des articles réservés :

Art. 28 (Sapeurs pompiers). M. le président rappelle un amendement présenté par MM. Van Schoor et consorts. M. Volckaert rappelle que l'appel nominal a été demandé, p. 354. — Il est procédé à l'appel nominal, et l'amendement de MM. Van Schoor et consorts est rejeté par 53 voix contre 38 et une abstention, p. 354. — S'est abstenu : M. le baron de Kerchove d'Exaerde, p. 354. — L'article 28 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 354.

Art. 29 nouveau proposé par amendement par MM. Van Schoor et consorts (Matériel pour les sapeurs pompiers). M. le président donne lecture de cet amendement, qui est rejeté par assis et levé, p. 354.

Art. 48 (Œuvres de l'Enfance). M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Paulsen et consorts, au litt. A (consultation de nourrissons, etc.). L'appel nominal est demandé par l'extrême-gauche et cet amendement est rejeté par 54 voix contre 40, p. 354. — M. le président donne lecture d'un amendement présenté par Mme Spaak et consorts (distribution de lait aux enfants), p. 355. — Cet amendement est rejeté par assis et levé, p. 355. — L'article 48 est adopté tel qu'il est libellé au budget, p. 355.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 355.

L'article unique, contenant le budget, est adopté sans observation, p. 355.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 54 voix contre 38, p. 355 (7 février 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget de la justice pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-IV. — Tableaux, n° 5-IV. — Note-annexe : Art. 71. Subsides à l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre, n° 5-IV.

Rapport fait par M. Du Bost, n° 14. — Amendement présenté par la commission, n° 14.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Du Bost, p. 46 (28 décembre 1928).

Finances : BUDGETS. Budget de la justice pour l'exercice 1929 (suite)*Discussion générale.*

Discours de MM. Tschoffen (qui signale la situation faite aux magistrats des parquets de province qui, par suite d'une tradition donnant la préférence aux magistrats de Bruxelles, se voient empêchés d'arriver à la Cour de cassation; puis, demande la nomination d'un juge de police à Liège, estimant que la situation provisoire créée par la loi de cadenas doit prendre fin et rappelle l'état lamentable du palais de justice de Liège); Van Fleteren (qui traite la question de la publication du nouveau Recueil de législation, prie le ministre de lui dire où en est l'affaire dans son administration et termine en réclamant la discussion du projet relatif à la réforme du jury); Du Bost, rapp. (qui appuie les observations de M. Van Fleteren relatives au nouveau Recueil de législation), le vicomte Berryer (qui appuie les observations faites par M. Tschoffen en ce qui concerne la magistrature de province, ainsi que celles relatives au mauvais état des locaux du palais de justice de Liège); le vicomte Adrien Vilain XIII (qui réclame le relèvement à la première classe du tribunal de première instance de Mons); Janssens (qui demande la création d'un tribunal de commerce à Hasselt, dont relèverait toute la province de Limbourg et termine en réclamant le rattachement de la commune de Neer-Glabbeek à la justice de paix de Brée), p. 58 à 62. — Interruptions de MM. Digneffe, le vicomte Berryer, Braun, Hicquet, Janson, m. j., Demoulin, p. 59 à 61. — Discours de M. Janson, m. j. (qui répond aux premières observations présentées), p. 62, 63. — Interruptions de MM. Tschoffen, le vicomte Berryer, Van Fleteren, Braun, p. 62, 63. — Discours de MM. De Clercq (qui signale un point auquel il faudrait porter remède en ce qui concerne la nouvelle péréquation des traitements des magistrats); De Ley (qui traite de la question de la moralité publique et réclame des mesures pour préserver la jeunesse); le R. P. Rutten (qui réclame une augmentation du crédit en faveur de l'école de service social et demande, dans le cas où une intervention immédiate ne serait pas possible, qu'on lui permette d'espérer une augmentation de crédit pour le prochain exercice); Braun (qui traite la question du crédit inscrit pour la publication d'un nouveau Recueil de législation et demande un supplément d'information à ce sujet); Du Bost, rapp. (qui ajoute quelques considérations à celles qui viennent d'être développées par M. Braun au sujet du nouveau Recueil de législation), p. 63 à 65. — Interruptions de MM. Van Fleteren et Janson, m. j., p. 65. — Discours de MM. Lebon (qui commence par se faire l'écho des plaintes des commissions d'assistance publique au sujet de la mise en disponibilité de certains employés des anciennes administrations des hospices et de la bienfaisance, puis traite la question des parquets du pays flamand en ce qui concerne, notamment, l'envoi de circulaires en pays flamand et termine en attirant l'attention du ministre sur la situation qui existe au parquet général de la Cour d'appel de Bruxelles, au point de vue flamand); Calonne (qui insiste pour que le projet de loi revisant le Code de procédure pénale militaire soit enfin déposé); Paulsen (qui attire particulièrement l'attention du ministre sur le régime de l'alcool et vise, en ordre principal, les cercles privés), p. 68 à 70. — Interruption de M. Janson, m. j., p. 69. — Discours de M. Janson, m. j. (qui répond aux observations présentées), p. 70 à 73 et 74, 75. — Interruptions de MM. le R. P. Rutten, François, Vinck, Huisman Van den Nest, Lekeu, Paulsen, Van Fleteren, Van Overbergh, Moyersoen, Lebon, De Clercq, Baek, Braun, p. 70 à 74. — Discours de M. Paulsen (qui insiste sur la question des cercles privés et répond quelques mots au ministre en ce qui concerne les livres qu'il voudrait voir mettre à l'index par le parquet); Van Fleteren (qui commence par parler de la censure préventive, puis traite à nouveau la question de la publication du nouveau recueil des lois); Du Bost (qui traite, à nouveau, la question de l'avancement des magistrats de province, puis déclare se rallier à la demande de crédit pour la publication du nouveau Recueil de législation et motive son adhésion); Braun (qui déclare également se rallier à ce crédit à la suite des explications de M. Janson, m. j.), p. 75, 76. — Interruptions de MM. Lekeu, Rutten, Janson, m. j., Moyersoen, Digneffe, Van Fleteren, p. 75, 76.

Discussion des articles :

Art. 47. M. le président donne lecture du libellé figurant au budget et d'amendements présentés par le gouvernement, p. 76, 77. — Le R. P. Rutten remercie le ministre de l'accueil favorable qu'il a fait à la demande qui lui a été adressée la veille et souhaite que le crédit accordé pour subsides aux

Finances : BUDGETS. Budget de la justice pour l'exercice 1929 (suite)

écoles de service social soit augmenté pour le prochain exercice, p. 77. — L'article est adopté tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 77.

Les autres articles du budget sont adoptés sans observation, avec les amendements proposés par le gouvernement, p. 76, 77. — Voyez l'annexe à la fin de la séance du 5 décembre, p. 78 à 84.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 77.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 46, p. 86 (6 décembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1929.

V. les nos 4-XV et 36 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. De Clercq, n° 64.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 20 décembre 1928, p. 190.

Dépôt du rapport par M. De Clercq, p. 262 (24 janvier 1929).

Les articles du tableau sont adoptés sans observation, p. 446. (V. l'annexe à la fin de la séance du mardi 26 février, p. 470, 471.)

L'article unique, contenant le projet de loi, est adopté sans observation, p. 446.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix contre 42, p. 505 (27 février 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1929. — V. Plus haut : Budget extraordinaire.
Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-XVIII. — Tableaux, n° 5-XVIII. — Note à l'appui des évaluations de recettes et des prévisions de dépenses, n° 5-XVIII. — Tableaux relatifs aux exploitations agricoles autonomes de l'Etat, n° 5-XVIII.

Rapport fait par M. le baron Delvaux de Fenffe, n° 24. — Question posée par la commission et réponse du gouvernement : pertes et profits des fermes expérimentales annexées aux institutions d'enseignement agricole, horticole et ménager-agricole, n° 24.

Amendements présentés par le gouvernement, n° 29.

Ann. — Rapporteur : M. le baron Delvaux de Fenffe.

Les articles du budget sont adoptés sans observation, p. 170. — Voyez l'annexe à la fin de la séance du matin du 20 décembre, p. 171 à 178.

L'article unique du projet de loi est adopté sans observation, p. 170.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 44, p. 187 (20 décembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-VII. — Tableaux, n° 5-VII. — Note-annexe relative aux articles 10, 52 et 157 nouveau du budget et annexe aux développements, n° 5-VII.

Amendement proposé à l'article 32 du tableau par MM. Volckaert et Lafontaine, n° 6.

Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 27. — Amendements présentés par la commission, n° 27.

Amendements présentés par le gouvernement, 1^{re} série, n° 56. — 2^e série, n° 59.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron de Moffarts, p. 116 (13 décembre 1928).

Discussion générale du budget et discussion de l'interpellation de M. Laboulle au sujet des mesures qu'il conviendrait de prendre pour faire cesser l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les universités de l'Etat vis-à-vis des universités libres.

Voyez pour le libellé complet de l'interpellation de M. Laboulle la rubrique : Interpellations, au nom de M. Laboulle.

M. Carpentier renonce momentanément à la parole, la question qu'il comptait traiter étant connexe à celle visée par l'interpellation de M. Laboulle et désirant attendre que celui-ci ait présenté ses développements, p. 244. — Discours de MM. Huis-

Finances : BUDGETS. Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929 et interpellation de M. Laboulle (suite)

man Van den Nest (qui traite la question de la réorganisation systématique de l'éducation physique en Belgique); Digneffe (qui commence par déclarer qu'il se rallie complètement aux observations qui viennent d'être présentées par M. Huisman Van den Nest au sujet de l'éducation physique, puis traite des questions se rapprochant du sujet de l'interpellation de M. Laboulle et ayant trait à l'enseignement supérieur; rend hommage à l'initiative du Roi, qui a donné naissance au Fonds de recherches scientifiques), p. 244 à 248. — Interruptions de MM. Lekeu, Carpentier, Magnette, Rutten, p. 245 à 248. — Discours de MM. Genard (qui attire l'attention du ministre sur la nécessité de réorganiser le musée scolaire national, d'établir des cours du 4^e degré dans les petites communes rurales, ainsi que sur différents points concernant l'enseignement primaire); Carpentier (qui commence par rendre, à son tour, hommage au Roi et par constater que le Fonds de recherches scientifiques peut déjà entrer dans la voie des réalisations, puis examine la loi de 1849 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur en ce qui concerne l'entretien des locaux universitaires, demande une modification de régime pour les universités de l'Etat), p. 259 à 262. — Interruptions de MM. Calonne, Casterman, Lekeu, p. 260.

M. Laboulle développe son interpellation au sujet des mesures qu'il conviendrait de prendre afin de faire cesser l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les universités de l'Etat vis-à-vis des universités libres, et conclut ses développements en priant le ministre de débarrasser les universités de l'Etat de la tutelle de l'Office central des imprimés, de modifier la législation qui met à charge des villes de Gand et de Liège l'entretien et l'agrandissement de leurs universités et d'accepter l'amendement qu'il présente et qui consiste à faire confiance aux administrateurs des universités de l'Etat sous forme d'avance de fonds à concurrence de 500,000 francs, p. 262 à 266. — Interruptions de MM. Vinck, Rutten, Carpentier, Volckaert, Vauthier, m. s. a., p. 263 à 265. — M. Vauthier, m. s. a., déclare qu'il comptait répondre immédiatement à l'interpellation de M. Laboulle, mais estime que s'il y a encore des orateurs inscrits et vu l'ampleur qu'a prise la discussion, il préfère rencontrer dans sa réponse toutes les observations présentées, p. 266.

Discours de MM. Volckaert (qui développe les motifs pour lesquels il est nécessaire d'aider les enfants des familles nombreuses à poursuivre des études moyennes professionnelles et supérieures, déclare qu'il demande un crédit d'un million à cet effet); le baron de Moffarts (qui estime que les observations présentées par M. Volckaert n'entrent pas dans le cadre de la discussion générale, se rapportant à un amendement proposé à l'article 32, et déclare que, quand on en sera arrivé à la discussion de cet article, il indiquera les raisons pour lesquelles la commission propose un crédit d'un million et demi au lieu d'un million, ainsi que l'a proposé M. Volckaert); Spillemaeckers (qui demande que, par l'entremise de l'Etat, des écoles primaires officielles pour filles soient créées en pays flamand, et demande encore que les traitements du corps enseignant moyen soient mis entièrement à la charge de l'Etat); Matagne (qui développe les mérites de l'enseignement cinégraphique et demande que le gouvernement prenne des mesures pour en assurer le développement); Lafontaine (qui demande que l'on oriente l'enseignement vers le principe de la fraternisation des peuples et que l'on attire notamment l'attention des enfants sur la grande utilité d'une courtoisie pratiquée dans la vie de chaque jour); Arm. Huysmans (qui développe à son tour les motifs pour lesquels on devrait réorganiser le musée scolaire national, et qui termine en demandant que l'on inscrive ce musée sur la liste des institutions scientifiques appelées à recevoir la personification civile), p. 266 à 269. — Rectification au discours de M. Matagne, p. 282.

Reprise de la discussion générale du budget, de l'interpellation de M. Laboulle concernant les universités de l'Etat et discussion d'une interpellation de M. Asou au sujet de la remise à la ville de Tournai de tableaux de Rubens et de Jordaens, enlevés en 1894, puis restitués par la France, mais demeurés au Musée de Bruxelles.

Voyez pour le libellé complet de l'interpellation de M. Asou la rubrique : Interpellations, au nom de M. Asou.

M. Asou développe son interpellation, p. 271 à 273. — M. Vauthier, m. s. a., répond à l'interpellation de M. Asou, p. 273, 274. — Interruptions de MM. Asou et Van Overbergh, p. 273. — M. Asou prononce encore un discours en réponse à celui du ministre et prend acte des bonnes dispositions manifestées par le gouvernement en faveur du Musée de Tournai, p. 274. — Interruption de M. Vauthier, m. s. a., p. 274. — L'interpellation de M. Asou est close.

Finances : BUDGETS. *Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929 et interpellation de M. Laboulle (suite)*

Reprise de la discussion du budget :

Discours de MM. Van Roosbroeck (qui rappelle que, lors de la discussion du précédent budget, il avait fait des suggestions au sujet du personnel de l'enseignement, déclare que, rien n'ayant été changé depuis l'année précédente, il rappelle les questions qu'il avait soulevées, notamment en ce qui concerne la responsabilité civile du personnel enseignant, la liberté d'opinion, la question des instituteurs-soldats, l'âge de la mise à la retraite et l'insuffisance des traitements); Vermeylen (qui appuie les observations faites par MM. Carpentier, Digneffe et Laboulle en ce qui concerne la liberté à laisser aux universités, et plus particulièrement le triple vœu émis par M. Laboulle); Lebon (qui demande au ministre quel est le sort qu'il compte réserver aux enfants des bateliers et signale ce qui a été réalisé à Anvers, puis fait remarquer que c'est, en somme, quand on jette un coup d'œil sur l'ensemble du pays, la grande pitié de l'enseignement des enfants de bateliers, malgré la nécessité de cet enseignement); Huisman Van den Nest (qui donne lecture de diverses lettres qu'il a reçues à la suite de son discours au sujet de l'éducation physique et du surmenage imposé aux enfants dans l'enseignement secondaire; demande que l'inspection médicale des enfants soit encouragée, afin d'éviter le surmenage; termine en demandant que l'on établisse des appareils de T. S. F. dans les écoles); Mme Spaak (qui attire l'attention sur le nombre d'instituteurs sans emploi en ce qui concerne l'enseignement primaire; demande que l'on ne maintienne pas le minimum de 25 élèves par classe et que, comme sous le ministère Destrée, on le fixe à nouveau à 20; se félicite du résultat obtenu par l'initiative privée en ce qui concerne les vacances des enfants au grand air, et demande que l'on prenne des mesures en faveur des vacances des instituteurs); Weyler (qui développe les motifs pour lesquels il demande l'augmentation du subsidé alloué au Musée des Beaux-Arts d'Anvers et celui du Musée de Gand; insiste également pour que le ministre surveille les achats de tableaux faits pour le musée par le gouvernement, estimant que certains des tableaux achetés n'ont aucune qualité pour être exposés dans un musée); Vinck (qui attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire des écoles un milieu éducatif et non pas seulement un débit de sciences); Dewaele (qui attire l'attention du ministre sur la manière dont on contrecarre l'école officielle, notamment à Emelghem); le baron Ruzette (qui attire l'attention du ministre sur le nombre d'illettrés parmi les enfants de bateliers, et qui demande que des mesures soient prises en leur faveur; prie le ministre de promettre le prochain dépôt du projet de loi solutionnant ce problème, ce projet étant à l'étude au département des sciences et des arts), p. 274 à 279. — Interruptions de MM. Vauthier, m. s. a., Van Overbergh, Carpentier (qui demande l'augmentation du subsidé en faveur du Musée des Beaux-Arts de Gand), Vinck, Lamborelle, Digneffe, p. 275 à 278. — Discours de M. Vauthier, m. s. a., qui répond aux observations présentées notamment à l'interpellation de M. Laboulle au sujet de la réorganisation de l'enseignement supérieur et aux autres discours prononcés à ce sujet, en particulier par M. Digneffe, p. 279 à 282. — Interruptions de MM. Carpentier, François, Van Fleteren, Volckaert, Van Overbergh, Digneffe, Rutten, p. 280 à 282. — Discours de M. Jaspar, p. m., qui répond aux attaques dirigées contre le Comité du Trésor par M. Laboulle au cours de son interpellation au sujet de la situation de la faculté technique, et particulièrement de l'institut de minéralogie de l'université de Liège, ainsi que par M. Volckaert, qui, dans une interruption, a demandé si ce comité allait être maintenu; déclare, en terminant, que, tant qu'il sera à la tête du gouvernement, le Comité du Trésor vivra, estimant qu'il rend les plus éminents services, p. 283. — Discours de MM. Volckaert (qui développe ses critiques contre le Comité du Trésor); Jaspar, p. m., (qui répond aux nouvelles observations de M. Volckaert); de Brouckere (qui fait remarquer qu'il est préférable de discuter les affaires les unes après les autres et demande l'avis de M. Vauthier, m. s. a., et celui de M. Jaspar, p. m., paraissant différent au sujet de la manière dont fonctionne le Comité du Trésor, que le gouvernement se mette d'accord, puis que l'on discute la question); Fraiture (qui critique, à son tour, le Comité du Trésor), p. 283, 284. — Interruptions de MM. Lekeu, Jaspar, p. m., Van Fleteren, Volckaert, p. 284. — M. Vauthier, m. s. a., reprend son discours et développe ses réponses aux observations qui ont été présentées, p. 281 à 292. — Le discours de M. Vauthier, m. s. a., est interrompu, à la demande de M. le président, pour permettre à M. Digneffe

Finances : BUDGETS. *Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929 (suite)*

de répondre brièvement au ministre en ce qui concerne l'enseignement supérieur, et M. Digneffe est entendu, p. 285, 286. — Interruptions de MM. Lekeu, Volckaert, Jaspar, p. m., Carpentier, Matagne, Van Overbergh, Van Schoor, Huisman Van den Nest, le baron Delvaux de Fenffe, Hicquet, François, Mousty, p. 284 à 292. — Discours de MM. Vinck (qui précise le sens de son intervention en ce qui concerne l'éducation et l'instruction dans les écoles); Vauthier, m. s. a. (qui répond à M. Vinck); Cools (qui revient brièvement sur la réponse faite par M. Vauthier, m. s. a., aux observations faites par M. Weyler en ce qui concerne le Musée des Beaux-Arts et l'Institut des Beaux-Arts de l'Académie d'Anvers); Leurquin (qui, en sa qualité de président de la commission administrative des écoles moyennes de Wavre, prie le ministre de définir, une fois pour toutes, le rôle des commissions administratives des écoles moyennes); Digneffe (qui appuie les observations présentées par M. Vinck en ce qui concerne la nécessité de voir le personnel enseignant faire, non seulement, l'instruction, mais aussi l'éducation de la jeunesse), p. 296, 297. — Interruptions de MM. Digneffe, Lekeu, Van Schoor, p. 296, 297. — M. Vauthier, m. s. a., répond à ces dernières observations, p. 297, 298. — Interruptions de MM. Cools et Van Fleteren, p. 297, 298.

Discussion des articles :

Art. 16. M. Digneffe demande un subsidé en faveur d'une Histoire de la principauté de Liège, p. 298. — L'article 16 est adopté, p. 298

Art. 32. M. le président rappelle l'amendement proposé par la commission portant à 1,500,000 francs les subsidés de l'Etat à la Ligue des familles nombreuses pour son fonds d'étude et l'amendement de MM. Volckaert et Lafontaine portant ce subsidé à 1 million, p. 298. — Discours de MM. le baron de Moffarts, rapp. (qui indique les motifs pour lesquels, à son avis, l'amendement de MM. Volckaert et Lafontaine est un amendement à caractère politique, puis défend la proposition de la commission); Volckaert (qui réfute le discours de M. le baron de Moffarts), Vauthier, m. s. a. (qui déclare qu'il s'est montré personnellement très sympathique à la réunion de la commission au chiffre proposé par la commission, mais que le ministre des finances n'a admis que la majoration de 500,000 francs; prie donc le baron de Moffarts d'abandonner son chiffre), p. 298 à 300. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Demoulin, Van Overbergh, Volckaert, Wautelet, Rutten, le baron de Moffarts, rapp., Lekeu, p. 298 à 300. — M. le baron de Moffarts, rapp., fait diverses observations, notamment en réponse au discours de M. Volckaert, maintient la proposition de la commission et annonce qu'il demandera l'appel nominal, p. 300, 301. — Interruptions de MM. Mousty, Volckaert, Van Fleteren, Lekeu, Jauniaux, Wautelet, p. 301. — M. Volckaert fait à cette occasion remarquer une nouvelle mesure fiscale qui est tout à l'avantage des célibataires, p. 301. — M. le président annonce qu'il va mettre aux voix en premier lieu l'amendement de la commission, qui est le plus étendu; M. Van Fleteren demande la parole sur la position de la question et, M. le président la lui ayant accordée, M. Van Fleteren demande si les membres du Sénat n'ont pas le droit, à l'occasion de l'amendement de la commission, de demander si le ministre des sciences et des arts ne pose pas la question de confiance, p. 301. — M. le président déclare que s'il avait connu le motif pour lequel M. Van Fleteren demandait la parole, il ne la lui aurait pas accordée, p. 301. — M. le président met aux voix l'amendement de la commission, et cet amendement est adopté par 73 voix contre 13 et 5 abstentions, p. 301. — Se sont abstenus : MM. Braun, Carpentier, Croquet, Fraiture et Jauniaux, p. 302. — M. le président déclare que l'adoption de cet amendement entraîne la disparition de l'amendement de MM. Volckaert et Lafontaine, p. 302. — MM. Van Roosbroeck, Van Fleteren, Lekeu, Van Overbergh et Digneffe font diverses observations à l'occasion de l'adoption de cet amendement comme au sujet des développements donnés par M. Jauniaux aux motifs de son abstention, p. 302. — L'article 32 est adopté, tel qu'il est amendé par la commission, p. 302.

Art. 38. M. le président rappelle un amendement du gouvernement et l'amendement de M. Laboulle, p. 302. — M. Vauthier, m. s. a., prie le Sénat de ne pas se rallier à l'amendement de M. Laboulle et motive sa demande; M. de Brouckere défend l'amendement de M. Laboulle, p. 302, 303. — L'amendement de M. Laboulle est rejeté, et l'article 38 est adopté avec l'amendement proposé par le gouvernement, p. 303.

Art. 108. M. le président rappelle qu'un amendement présenté par M. Vermeylen se confond avec un amendement présenté par la commission; qu'il n'y a donc pas lieu de mettre aux

Finances : BUDGETS. Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929 (suite)

voix l'amendement de M. Vermeulen, et l'article 108 est adopté avec l'amendement de la commission, p. 303.

Art. 109. M. le président rappelle un amendement de la commission, p. 302. — M. Derbaix appuie l'amendement de la commission. M. Vauthier, m. s. a., déclare l'accepter avec les modalités d'application qui y sont indiquées, p. 303, 304. — L'amendement de la commission est adopté, et l'article 109, ainsi amendé, est adopté, p. 304.

Les autres articles du tableau sont adoptés sans observation avec les amendements présentés par le gouvernement, p. 298 à 304. — Voyez l'annexe à la fin de la séance du 31 janvier, p. 309 à 323.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 304.

L'article unique contenant le budget est adopté, p. 304.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 48 voix contre 34, p. 304 (31 janvier 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget des travaux publics pour l'exercice 1929.

Doc. — Projet de loi, n° 5-IX. — Tableaux n° 5-IX. — Note-annexe relative aux articles 32 et 35 du budget, n° 5-IX. Amendements présentés par le gouvernement, n° 49. Rapport fait par M. le baron Gillès de Pelichy, n° 54.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron Gillès de Pelichy, p. 206 (16 janvier 1929).

A la proposition de M. le président, la discussion générale de ce budget est jointe à celle du budget extraordinaire. — V. donc plus haut, pour cette discussion d'ensemble, la sous-rubrique : Budget extraordinaire.

Les articles du tableau du budget des travaux publics sont adoptés sans observation, avec les amendements présentés par le gouvernement, p. 413. — V. l'annexe B, à la fin de la séance du 19 février, p. 431 à 435.

Les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 413.

L'article unique contenant le projet de loi est adopté, p. 413.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 54 voix contre 40 et 1 abstention, p. 517 (28 février 1929). — S'est abstenu : M. Liebaert, p. 517. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1929, ainsi que diverses dispositions relatives à la dotation extraordinaire du fonds d'amortissement de la dette publique.

Doc. — Projet de loi, n° 5-I. — Tableaux, n° 5-I. Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 28.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 décembre 1928, p. 117. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 127 (18 décembre 1928).

Discussion générale :

Discours de MM. Armand Huysmans (qui déclare que la situation favorable décelée dans ce budget a été parfaitement mise en lumière par les rapporteurs du budget à la Chambre et au Sénat, ainsi que par le discours du ministre des finances à la Chambre, qu'il ne fera donc plus l'analyse du budget et se contentera de développer les motifs pour lesquels une politique d'abattement progressif des impôts s'impose; rend hommage au baron Houtart, en ce qui concerne ses tendances en matière de réforme fiscale, mais demande, d'autre part, que la loi soit respectée en ce qui concerne la gestion du fonds d'amortissement), Paulsen (qui traite à nouveau la question des injustices dont les communes sont victimes de la part de l'administration des finances de l'Etat); le baron de Mévius, rapp. (qui commence par exprimer sa satisfaction d'avoir appris que l'on renonçait à taxer les locations de chasse, taxe qui était d'ailleurs indéfendable, puis exprime l'espoir que le gouvernement tiendra sa promesse quant aux dégrèvements d'impôts promis pour 1930. Insiste notamment pour que la supertaxe soit promptement supprimée; demande que l'on ne taxe pas trop fortement les

Finances : BUDGETS. Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929 (suite)

courses de chevaux, non plus que l'industrie brassicole et termine en exprimant l'anxiété avec laquelle on voit s'ouvrir les négociations avec l'Allemagne pour le règlement des réparations en émettant le vœu que les grands alliés de la Belgique pendant la guerre ne l'oublient pas à cette occasion); le baron Delvaux de Fenffe (qui commence, la réforme des impôts étant annoncée de divers côtés, par présenter quelques suggestions au ministre à ce sujet; demande également que l'on réforme la façon de réclamer les impôts et termine en demandant que la décoration instituée par le ministre pour ceux qui avaient collaboré aux coopératives pour dommages de guerre soit étendue à ceux qui ont assumé la charge de restaurer le pays); Mullie (qui traite la question de la taxe de transmission; souligne les modifications qui sont annoncées dans l'application de cette taxe et remercie tout particulièrement le ministre d'avoir réduit de 4 à 3 p. c. la taxe forfaitaire sur les matières premières de l'agriculture; traite ensuite la question des impôts directs et fait diverses suggestions au point de vue agricole; estime que, partout où la chose est possible, on devrait taxer d'une façon forfaitaire et à la base); Vande Moortele (qui renouvelle les observations qu'il a présentées au budget de 1928 en ce qui concerne l'industrie cigarière et demande au ministre quel est l'accueil qu'a trouvé dans son département le rapport fait sur cette question par la commission d'étude composée de délégués patronaux), p. 136 à 144. — Interruptions de MM. Van Overbergh, le baron Houtart, m. f., Demoulin, Mousty, Segers, le baron Casier, Hubert, p. 136 à 139. — M. le baron Houtart, m. f., répond aux observations présentées, p. 144, 145. — Interruptions de MM. Vande Moortele, le baron de Mévius, Segers, p. 144, 145.

Les articles du budget sont adoptés sans observation, p. 145. — Voyez l'annexe B, à la fin de la séance du 19 décembre, p. 158 à 167.

Les articles du projet de loi sont également adoptés sans observation, p. 145.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 44, p. 187 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Crédits supplémentaires :

Crédits supplémentaires aux budgets de 1927. — Projet de loi ouvrant un crédit supplémentaire à l'article 27 du budget de la dette publique pour l'exercice 1927.

Doc. — Projet de loi, n° 170. — V. pour le surplus la rubrique : Chemins de fer : Rachat par l'Etat.

Crédits supplémentaire pour 1926, etc. — Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926 et antérieurs et à l'exercice 1927, et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglés.

V. les n° 52, 177, 192, 207, 227, 233, 299 et 315 (session 1927-1928), 24, 34 et 46 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi, n° 36. — Tableau A : Budgets ordinaires. Tableau de répartition des crédits supplémentaires entre les départements et services. Tableau B : Budget extraordinaire. Tableau de répartition des crédits supplémentaires entre les départements. Tableau C : Budget des administrations de la marine, des postes, télégraphes, téléphones et aéronautique. Tableau de répartition des crédits supplémentaires entre les divers services, n° 36.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 67.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 19 décembre 1928, p. 169. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 262 (24 janvier 1929).

Les articles des tableaux sont adoptés sans observation, p. 447.

V. l'annexe B à la séance du 27 février, p. 472 à 499.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 447 à 467.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix contre 42, p. 505 (27 février 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : BUDGETS (suite)

Crédits supplémentaires pour 1928. — Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1928 et contenant des dispositions diverses.

V. les n^{os} 258, 295, 309, 316, 330 (session 1927-1928), 56, 67, 68, 74, 95, 119, 122 et 123 (session 1928-1929) de la Chambre des représentants.

Doc. — Projet de loi, n^o 104. — Tableaux A, B et C de répartition des crédits entre les divers départements et services, n^o 104. Rapport fait par M. De Clercq, n^o 156.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 6 mars 1929, p. 575. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. De Clercq, p. 779 (27 mars 1929).

Discussion générale : Discours de M. Ohn, qui critique les mesures de faveur dont jouit le bourgmestre-fonctionnaire d'Eupen et en général le crédit inscrit à l'article 54 au profit des bourgmestres-fonctionnaires, p. 900.

Les articles du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 900. (V. l'annexe à la fin de la séance du 23 avril, p. 906 à 953.)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 50 voix contre 37, p. 900 (23 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Rectification en ce qui concerne le vote de M. le baron de Kerchove d'Exaerde, qui a été renseigné comme ayant émis un vote négatif, alors qu'il a émis un vote affirmatif, p. 973.

Crédits supplémentaires pour 1929. — Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1929.

V. les n^{os} 191, 221 et 227 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n^o 169.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. De Clercq donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 994 (30 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 994 à 998.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 70 voix contre 38, p. 1033 (2 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. BUDGETS. PRÉSENTATION DES COMPTES. DÉROGATION A LA LOI.

Projet de loi portant dérogation à l'article 43 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. François, p. 986. — M. François demande l'urgence pour ce projet de loi, p. 986.

M. François donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 998 (30 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 998.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et 1 abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

COUR DES COMPTES.

Dissentiment entre la Cour des comptes et le département des sciences et des arts.

Exposé du dissentiment qui s'est produit entre le collège de la Cour des comptes et le département des sciences et des arts à propos de modifications introduites dans la carrière de certains pensionnés plusieurs années après leur mise à la retraite, dans le but de créer des titres à une majoration du chiffre de la pension initiale.

Ann. — Transmis au Sénat conformément à l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, p. 67.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Finances : COUR DES COMPTES (suite)

Manquements à la loi budgétaire.

Notes concernant un manquement à la loi budgétaire de 1928.

Ann. — Transmis au Sénat par la Cour des comptes, en exécution de la loi du 20 juillet 1921, p. 5, 33, 190.

Rétribution des membres. — V. Traitements : Féréquation : Cour des comptes.

CRÉDIT SPÉCIAL EN FAVEUR DES VICTIMES DES INONDATIONS. — V. la rubrique spéciale : Inondations.

CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi portant création d'une caisse centrale du petit crédit professionnel.

V. les n^{os} 10 et 105 (session 1928-1929) de la Chambre des représentants.

Doc. — Projet de loi, n^o 131.

Rapport fait par M. le baron Gillès de Pelichy, n^o 142.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 729 (22 mars 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des travaux publics et des affaires économiques.

Motion d'ordre de M. Moyersoen, qui demande que la commission de l'agriculture se réunisse pendant les vacances pour examiner ce projet et que le Sénat autorise le rapporteur à déposer immédiatement son rapport afin de hâter l'examen de ce projet, p. 774.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 904, 905.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CRÉDIT A L'OUTILLAGE ARTISANAL.

Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal.

V. pour l'exposé des motifs et le rapport la p. 66 de la table du Sénat (*Doc.* et *Ann.*) de la session de 1927-1928.

Ann. — Discussion générale. Discours de MM. le baron Gillès de Pelichy, rapp. (qui, au nom de la commission, recommande instamment à l'assemblée l'adoption de ce projet, qui assurera le maintien et le développement d'un groupe des plus intéressants des classes moyennes); le R. P. Rutten (qui estime que le projet n'a pas besoin d'être défendu, ne rencontrant pas d'opposition, et se contente, en conséquence, de rendre hommage au langage élevé qui vient d'être tenu par le rapporteur), p. 11. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui motive l'intérêt que présente ce projet, qui permettra à l'artisanat de moderniser ses moyens et ses méthodes de production et estime que dans la formule imaginée par la Caisse d'Épargne, l'Etat ne paraît devoir courir aucun risque, termine en remerciant le baron Gillès de Pelichy de son remarquable rapport et déclare se rallier aux amendements de la commission, p. 27, 28. — Discours de MM. Van Coillie (qui demande si le service technique du petit outillage sera maintenu, déclare se rallier aux amendements de la commission et attire l'attention du ministre sur le point que la loi n'est pas applicable aux deux grandes industries des Flandres : le lin et le tissage à domicile); Nolf (qui rend hommage au ministre de ce qu'il a fait pour les classes moyennes et demande à ce que le montant des crédits soit augmenté et que les demandes soient examinées plus rapidement), p. 28. — M. Baels, m. a. t. p., et le baron Gillès de Pelichy, rapp., répondent aux observations présentées, p. 28, 29.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. M. le président donne lecture du texte du projet et de la nouvelle rédaction proposée par la commission, p. 29. — M. Moyersoen pose une question au sujet de la portée du terme « de caution mutuelle » et M. Baels, m. a. t. p., déclare que ce terme n'implique aucune espèce de solidarité, p. 29. — Observations de M. le baron Gillès de Pelichy, rapp., p. 29. — MM. Nolf et Van Coillie posent une question au sujet de l'interprétation du terme « Sociétés commerciales

Finances : CRÉDIT A L'OUTILLAGE ARTISANAL. Garantie de bonne fin (suite)

locales » et M. Baels, m. a. t. p., déclare que ce terme n'a rien de restrictif, p. 29. — L'article 1^{er} est adopté tel qu'il est proposé par la commission, p. 29.

Art. 2. M. le président rappelle le texte du projet et donne lecture d'un amendement de la commission à l'alinéa 2, p. 29. — L'article 2, ainsi amendé, est adopté, p. 29.

Art. 3. Adopté sans observation, p. 29.

Les articles 1^{er} et 2 sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 29.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 30 (22 novembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

DOMAINES.*Projet de loi domaniale.*

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 30 avril 1929, p. 1003. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt, par M. Moyersoën, du rapport sur ce projet de loi, p. 1030 (2 mai 1929). — M. Moyersoën demande l'urgence pour ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1030.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1030 à 1032.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

EMPRUNTS.

Projet de loi autorisant le gouvernement à souscrire le capital à constituer du chef de la concession à la Société nationale des chemins de fer vicinaux de la ligne électrique Mons-Boussu. — V. Chemins de fer : Vicinaux.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.*Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale.*

Doc. — Exposé des motifs, n° 16. — Projet de loi : Annexe au n° 16.

Rapport fait par M. Ligy, n° 35.

Texte amendé par la Chambre des représentants, l'article 2 ayant été disjoint, n° 65.

Rapport fait par M. Ligy sur le texte amendé par la Chambre, n° 72.

Texte faisant l'objet de l'article 2 du projet adopté primitivement par le Sénat, le 20 décembre, et disjoint par la Chambre des représentants : Projet transmis par la Chambre et comprenant cet article 2, n° 165.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Carnoy, m. i. h., p. 46 (28 novembre 1928). — Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 146 (19 décembre 1928). — M. Ligy déclare que la commission a émis le vœu que ce projet soit discuté le jour même, mais estime que cela n'est pas possible étant donné le peu de sénateurs restant encore en séance; M. Ligy demande que le projet soit inscrit à l'ordre du jour du lendemain, p. 146. — M. Carpentier demande si M. Ligy ne pourrait donner lecture de son rapport, et cette demande est admise, p. 146. M. Ligy donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, à l'unanimité des membres de la commission, p. 146. — Le projet est mis à l'ordre du jour du lendemain, 20 décembre, p. 146.

Discussion générale :

Discours de MM. Carpentier (qui rappelle qu'il a traité la question visée par ce projet de loi dans toute son ampleur au mois de mars précédent; estime que le projet en discussion est une première étape vers l'équilibre budgétaire des communes, rappelle les trois facteurs qui contribuaient à la détresse des communes et termine en félicitant le gouvernement d'avoir trouvé la formule du projet en discussion, mais insiste pour que, lors du prochain budget, on puisse soumettre au parlement un statut définitif), le baron de Moffarts (qui rappelle qu'il a déjà exposé antérieurement les motifs pour lesquels il ne peut émettre un vote affirmatif sur le projet relatif à la fiscalité provinciale et communale, se borne donc à indiquer les motifs pour lesquels il n'approuve pas les deux principes qui servent de base à la répartition des subsides), Cools (qui déclare n'être pas aussi optimiste que M. Carpentier, quant au succès des mesures

Finances : FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE (suite)

transitoires prises par le projet, et estime qu'il importe qu'une législation définitive soit votée), Vinck (qui commente les observations formulées par le baron de Moffarts, estime que son désir de voir une commission établir les mérites des communes est difficile à réaliser et qu'il est infiniment préférable pour mettre fin à la situation lamentable des communes de distribuer les fonds au prorata de leur déficit), Mousty (qui déclare se rallier au projet, recommande particulièrement la commune de Pont-à-Celles, mais demande que le nouveau régime fiscal des communes soit appliqué le plus tôt possible), p. 179, 180. — Interruptions de MM. Carpentier, Mousty, Moyersoën, p. 179, 180. — Discours de M. Carnoy m. i. h. (qui répond aux observations présentées), p. 180. — Interruption de M. Mousty, p. 180. — Discours de M. Segers (qui déclare qu'il comptait s'abstenir pour les motifs développés par M. le baron de Moffarts, n'approuvant pas plus que lui le mode de distribution des subsides, mais que, le gouvernement ayant annoncé le dépôt d'un projet réglant définitivement la fiscalité provinciale et communale pour l'année suivante, il fera, vu le caractère tout à fait transitoire du projet en discussion, confiance au gouvernement pour la distribution du crédit de 20 millions), p. 180, 181. — M. Carpentier déclare, au nom de la ville de Gand, qui va profiter tout particulièrement de la loi transitoire, que cette ville tient particulièrement à avoir le plus promptement possible un régime définitif, p. 181. — M. Segers applaudit à cette déclaration, p. 181.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 181.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 118 voix et 3 abstentions, p. 187 (20 décembre 1928). — Se sont abstenus : MM. le vicomte Georges Vilain XIII, le baron de Moffarts et Mullie, p. 187. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Texte amendé par la Chambre des représentants (l'article 2 ayant été disjoint).

Ann. — Transmis par la Chambre le 24 janvier 1929, p. 271.

Ce texte est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Dépôt, par M. Ligy, du rapport sur le texte amendé par la Chambre, p. 282 (29 janvier 1929); M. Ligy demande que ce projet soit, vu son urgence, inscrit en tête de l'ordre du jour du lendemain, 7 février; M. Cools demande qu'il ne soit discuté que le mardi suivant, 12 février, et cette demande est admise, p. 349.

Discussion générale : Discours de MM. Cools (qui commence par déclarer qu'il ne verrait aucun inconvénient à ce que le régime provisoire prorogé par le projet en discussion devint définitif, à condition que l'alimentation du fonds des communes et sa répartition soit complètement modifiée; déclare qu'il votera donc le projet, mais à condition que dans la prochaine session on donne aux communes un statut définitif); Ligy, rap. (qui estime que le gouvernement tiendra peut-être compte des vœux qui viennent d'être exprimés par M. Cools, mais qu'il les écartera aussi, éventuellement, lors de la présentation des projets définitifs sur la fiscalité provinciale et communale; fait remarquer, pour le surplus, que la question soumise au Sénat par le projet est uniquement le maintien, pour 1929, des règles qui, depuis 1925, permettent aux communes d'établir leurs budgets), p. 369. — Interruption de M. Paulsen, p. 369. — M. Carnoy, m. i. h., estime qu'il n'a rien à ajouter aux discours qui viennent d'être prononcés, n'ayant plus, dans ces conditions, à justifier le projet, et suppose que le Sénat répétera sans hésitation le vote qu'il a émis avant le renvoi du projet à la Chambre des représentants, p. 369.

L'article unique est adopté sans observation, p. 369.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix et une abstention, p. 412 (19 février 1929). — S'est abstenu : M. le baron de Dorlodot, p. 412. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Texte faisant l'objet de l'article 2 du projet primitivement adopté par le Sénat et comprenant cet article 2 :

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Dépôt du rapport par M. Mahieu, p. 1034 (2 mai 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 1051.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents, p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances (suite)**FONDS D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE.**

Compte des opérations du fonds d'amortissement de la dette publique pour l'année 1927.

Ann. — Transmis par la Cour des comptes en exécution de l'article 9 de la loi du 7 juin 1926, p. 836.

Dotation du fonds d'amortissement de la dette publique. — V. plus haut : Budget des voies et moyens.

FONDS EN FAVEUR DES ESTROPIÉS ET MUTILÉS. — V. Assurances sociales : Estropiés et mutilés.**HYPOTHÈQUES (COMMIS DES). — V. Interpellations, au nom de M. Paulsen.****IMPÔTS.**

Droit d'accise sur les sucres : Réduction temporaire. — Projet de loi portant réduction temporaire du droit d'accise sur les sucres.

Doc. — Exposé des motifs, n° 179. — *Projet de loi*, n° 179.

Rapport fait par M. Mullie, n° 184. — Amendements présentés par les commissions réunies des finances et de l'agriculture, n° 184.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Carnoy, m. i. h., au nom de M. Houtart, m. f., p. 990 (30 avril 1929). — M. Carnoy, m. i. h., indique le but du projet, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit discuté sans retard, p. 990.

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 1034 (2 mai 1929). — M. Mullie fait remarquer l'urgence du projet et demande qu'il soit porté à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 1034. — Cette demande est admise.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. M. le président indique les amendements proposés par les commissions réunies aux alinéas 1 et 2. M. Jaspar, p. m., déclare que le gouvernement se rallie à ces amendements, p. 1052. — L'article 1^{er}, ainsi amendé, est adopté, p. 1052.

Art. 2. Adopté sans observation, p. 1052.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote de l'article amendé; l'article 1^{er} est définitivement adopté tel qu'il a été amendé au premier vote, p. 1052.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents, p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Droit de timbre sur les titres étrangers. — Réduction. — Projet de loi portant réduction du droit de timbre sur les titres étrangers.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 24 avril 1929. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 986 (30 avril 1929). — M. le baron de Mévius insiste sur l'urgence de ce projet qui doit être voté avant la fin de la session, p. 986.

M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 998, 999.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 999.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 41, p. 1032 (2 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Exemption. Distributions d'eau. — Projet de loi modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société nationale des Distributions d'Eau, ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formés selon les conditions de la loi du 18 août 1907 ou de celle du 1^{er} mars 1922.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. le baron Delvaux de Fenffe donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 968 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 968.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Finances : Impôts (suite)

Exemption en faveur des dons et legs aux « fonds des familles nombreuses ». — Projet de loi ayant pour objet d'exempter de certains impôts les dons et legs faits au profit de la société coopérative Le Fonds du Logement des Familles nombreuses et la société coopérative Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses.

V. les n°s 144 et 176 de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Rutten, n° 154.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

M. Rutten dépose le rapport sur ce projet de loi, demande l'urgence; l'urgence est déclarée et M. Rutten donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 900 (23 avril 1929).

Discussion générale : Discours de M. Volckaert, qui motive le vote affirmatif du groupe socialiste, p. 900, 901. — Observation de M. Rutten, rap., p. 901.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 901.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Exemption. — Office de la navigation. — Projet de loi assimilant l'Office de la navigation à l'Etat pour l'application des lois fiscales.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 26 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. François, p. 586 (30 avril 1929). — M. François demande l'urgence pour ce projet, p. 986.

M. François donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1002.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1002.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Postes récepteurs de T. S. F. — V. Radiotélégraphie.

Redevance sur les mines : Suppression. — Projet de loi supprimant la redevance sur les mines.

V. les n°s 241 et 261 (sess. 1927-1928) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Moyersoen, n° 68.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 21 décembre 1928, p. 190. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. Moyersoen, p. 262 (24 janvier 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 467.

M. le président propose de ne procéder qu'à un seul vote sur ce projet, sur le projet autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires et sur le budget des non-valeurs et remboursements. M. Van Belle estime qu'il y a lieu de procéder à un vote distinct sur le projet relatif à la redevance sur les mines, p. 504.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 10 et 2 abstentions, p. 505 (27 février 1929). — Se sont abstenus : MM. Van Belle et Calonne, p. 505. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Spectacles et divertissements publics. — Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 février 1929 modifiant le barème de la taxe sur spectacles ou divertissements publics.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. Cools donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet de loi, p. 969 (25 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 969.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Taxe de luxe. — Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Finances : Impôts. Taxe de luxe (suite)

M. François donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 963 (25 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 963.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Timbre de dimension et révision du tarif de certains droits. — Proposition de loi exemptant du timbre de dimension les doubles des registres de l'état civil, d'indigénat et de nationalité et prescrivant la révision du tarif des droits à percevoir pour les expéditions et les extraits desdits actes (due à l'initiative de M. Paulsen).

V. le n° 69 (sess. 1927-1928 du Sénat).

Rapport fait par M. Cools, n° 144.

Ann. — Rapporteur, M. Cools.

Discussion des articles :

Art. 1^{er} et 2. Adoptés sans observation, p. 959, 960.

Art. 3 (disposition transitoire). M. Paulsen fait remarquer une modification qu'il y a lieu de faire au texte de cet article; cette modification est admise et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 960.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SÉQUESTRES DE GUERRE.

Projet de loi relatif à la liquidation des séquestres de guerre. — V. Guerre.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE.

Bilan et compte des profits et pertes de la Société nationale de crédit à l'industrie, clôturés au 31 décembre 1928.

Ann. — Transmis par M. le ministre des finances, conformément à l'article 4 de la loi du 16 mars 1919, p. 896.

SOUSCRIPTION DE CAPITAL. — V. Chemins de fer vicinaux.**Fiscalité provinciale et communale. — V. Finances.****Foch (Maréchal).****ANNONCE DE SON DÉCÈS.**

Ann. — M. le président annonce au Sénat le décès du Maréchal Foch, prononce l'éloge funèbre du généralissime des armées alliées et s'associe, au nom de l'assemblée tout entière, au deuil profond qui vient de frapper la nation française, p. 717.

M. le président annonce que la Chambre des représentants a décidé d'envoyer une délégation aux funérailles du Maréchal Foch et estime que la Haute Assemblée chargera également son bureau d'envoyer une délégation pour assister aux obsèques du glorieux défunt, p. 727. — Assentiment du Sénat.

Fonctionnaires de la Banque Nationale. — V. Lois électorales : Incompatibilités parlementaires.**Fonctionnaires coloniaux (Avancement, etc.) — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, etc.****Fonctions publiques. — V. Emplois publics.****Fondations en faveur de l'enseignement. — V. Traitements.****Fonds d'amortissement de la Dette publique. — V. 1° Finances. — 2° Finances : Budget des voies et moyens.****Fonds des communes. — V. Finances : Fiscalité provinciale et communale.****Fonds national de la mutualité. — V. Assurances sociales : Mutualité.****Fonds spécial des estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales : Estropiés, etc.****Fraiture, sénateur coopté.**

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck, au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 20.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 99, 115.

Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur les traitements des fonctionnaires pendant le premier semestre de 1928. Discours, p. 120.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Critique à son tour le comité du trésor, p. 284. — Discussion des articles. Art. 32. S'abstient au vote sur l'amendement proposé par la commission, p. 302.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 345.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 387.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 520, 521, 544. — Discours : Commence par déclarer qu'il se place au point de vue d'un budget de gestion et non au point de vue d'un budget d'administration générale, puis examine l'ensemble des services du département des chemins de fer, postes, télégraphes; critique notamment le surmenage imposé au personnel des chèques postaux et le retard énorme dans les jours de congé qui doivent être accordés au personnel des postes, p. 545 à 548. — Reprend et termine son discours en poursuivant ses critiques au sujet de la manière dont M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., dirige le département des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique, et insiste pour que le personnel soit remis au complet et que l'on recrute les éléments nécessaires, selon lui, à la bonne marche des services, p. 562 à 566. — Observations, p. 569, 573. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : A l'occasion de cet article, répond brièvement à certains commentaires formulés par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., au sujet des suggestions qu'il avait faites, p. 581, 582.

Fixation de l'ordre du jour : Semaine du 5-7 mars. Observations à l'occasion de la proposition tendant à tenir des séances du matin, p. 522.

Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Fait remarquer le peu de membres présents en séances du matin et appuie la proposition de M. Van Fleteren tendant à prolonger les séances de l'après-midi, p. 528. — Observations, p. 528, 529.

Projet de loi portant abrogation des arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1087, 1090.

Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radioélectriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels, en écartant toute idée politique, il propose au ministre de postposer la discussion, p. 1115 à 1117.

François, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi approuvant la convention et les statuts établissant une Union internationale de secours adoptés à Genève en juillet 1927. — Rapport, n° 90.

Ann. — Inondations dans diverses régions du pays. Observations, p. 35. — Discours : Parle de l'intervention de la Croix-Rouge, p. 36, 37.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 70, 72.

Projet de loi allouant des crédits provisoires sur des budgets de l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : N'ayant pu prendre la parole la veille, à l'occasion du budget des voies et moyens, prononce un bref discours sur la situation financière du pays et commente, à cette occasion, certains discours prononcés par M. Houtart, m. f., en dehors du parlement, p. 181, 182.

Projet de loi relatif à l'extinction des poursuites répressives et aux peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 199. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

François (suite)

- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Observations, p. 203.
- Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.
- Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Observations au sujet de la demande de M. Lekeu tendant à remettre au lendemain la décision à prendre, afin de donner au Sénat le temps de la réflexion en ce qui concerne la procédure à suivre pour le vote sur les différentes propositions en présence, p. 213.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 224, 225.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 280, 290, 291.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 292, 293, 306, 332, 334. — Discours : Ajoute quelques considérations à celles présentées par M. Ryckmans en ce qui concerne le péril vénérien, et insiste pour que le gouvernement se montre généreux envers la ligue contre ce péril, p. 334, 335. — Observations, p. 338, 344.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 356, 357, 359, 360, 375, 376, 377. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 385, 387 à 389, 395. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 399, 400, 402, 405.
- Difficultés du ravitaillement en charbon, par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations occasionnées par ces gelées dans les transports. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Overbergh à ce sujet, p. 412.
- Projet de loi approuvant la convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptée à Genève, en juillet 1927. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 437. — V. plus loin le discours prononcé par M. François au cours de la discussion du budget des affaires étrangères pour 1929 auquel ce projet a été joint.
- Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 519, 544, 545.
- Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Fait une proposition transactionnelle; le Sénat tiendrait une séance du matin par semaine, mais une séance sérieuse, p. 529.
- Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531, 535. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 552.
- Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il est devenu d'usage que, à l'occasion du budget des finances, un débat soit ouvert sur la politique financière du gouvernement; déclare qu'il lui est pénible de piétiner des illusions, mais vient, au nom de la minorité qu'il représente et d'après le désir de celle-ci, exprime à nouveau sa méfiance envers le gouvernement en fonctions; parle notamment de la question de la responsabilité de la chute du franc; insiste pour connaître le programme du gouvernement au sujet de la simplification des impôts, ainsi que sur un programme fiscal général que le pays attend et qu'il estime qu'il a le droit de connaître avant les prochaines élections; traite la question du fonds d'amortissement, celle de la stabilisation et termine en déclarant que son parti ira répétant au pays ce qu'il a déjà dit souvent : que la politique financière du gouvernement a été insuffisante et par là nuisible au pays; estime que ce n'est pas par esprit de parti, mais par patriotisme qu'il faut attirer l'attention sur ces erreurs, p. 603 à 609. — Observations, p. 610, 611, 637 à 642.
- Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 628. — Discours : Entretient le Sénat du projet loi approuvant la convention établissant une union internationale de secours, p. 628, 629. — Reprend et termine son discours, afin d'achever rapidement l'esquisse des caractères principaux de l'Union internationale de secours que l'on demande au Sénat de ratifier, p. 643, 644.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 684. — Discours : Répond, à l'occasion de ce budget, au discours prononcé par M. Houtart,

François (suite)

- m. f., la semaine précédente, pendant la discussion du budget des finances; déclare notamment qu'il ne trouve dans le discours de M. Houtart, m. f., aucune réponse aux questions qu'il a posées au sujet des intentions du gouvernement et ce qui concerne l'amortissement, les impôts futurs et la politique financière en général; demande donc au gouvernement comment il compte procéder à l'amortissement de la dette publique et au dégrèvement des impôts; termine en déclarant que son parti, contrairement aux capitalistes qui font confiance au gouvernement, a pour lui la confiance de petites gens qui, eux, produisent la richesse sans la posséder p. 685 à 688.
- Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion générale. Observations, p. 690.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 723 à 726. — Discours : Cite un article du *Peuple*, dont M. Heyman, m. i. t. p. s., a cité le début et estime que le passage qu'il cite donnera une conclusion logique à la discussion de l'interpellation, p. 728.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (texte amendé par la Chambre). Déclare que ce projet est très urgent, p. 956.
- Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 968.
- Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Digneffe, qui insiste sur l'importance de ce débat, p. 976. — Discussion générale. Observations, p. 977. — Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 1044 à 1045.
- Projet de loi portant dérogation à l'article 43 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande l'urgence, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 998.
- Projet de loi assimilant l'office de la navigation à l'Etat pour l'application des lois fiscales. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande l'urgence, p. 986. — Donne lecture de son rapport sur ce projet, p. 1002.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1020.
- Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926, relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1086 à 1088, 1090.
- Interpellation de M. Renier au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Observations, p. 1104.

G

Gardes champêtres (Age de la mise à la retraite). — V. Police rurale

Garnisons. — V. Armée.

Gelées exceptionnelles. — V. : 1° Charbon : Difficultés du ravitaillement; 2° Remise des séances du Sénat par suite de ces gelées : rubrique Chambres législatives-Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

Gens de mer. — V. Marine : Accidents du travail.

Genard, sénateur de Nivelles.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 112.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité de réorganiser le musée scolaire national, d'établir des cours du quatrième degré dans les petites communes rurales, ainsi que sur certains points concernant l'enseignement primaire, p. 259 à 261.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Observations, p. 528.

Genard (suite)

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Réclame, au nom de la commune de Court-Saint-Etienne, l'achèvement des travaux de la gare, p. 575.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 773

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1082.

Gillès de Pelichy (baron), sénateur de Roulers-Thielt.

Doc. — Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la ville de Bruges et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges. — Rapport, n° 21.

Budget des travaux publics pour 1929. — Rapport, n° 54.

Projet de loi portant création d'une caisse centrale du petit crédit professionnel. — Rapport, n° 142.

Ann. — Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion générale. Discours : Au nom de la commission, recommande instamment à l'assemblée l'adoption de ce projet, qui assurera le maintien et le développement d'un groupe des plus intéressants des classes moyennes, p. 11. — En sa qualité de rapporteur, répond aux observations présentées, p. 28, 29. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations en réponse à une question de M. Moyer-son au sujet de la portée du terme « de caution mutuelle », p. 29.

Projet de loi relatif à l'apprentissage. Discussion générale. Développe les motifs pour lesquels la commission a donné son adhésion unanime au projet de loi et en propose l'adoption au Sénat, p. 32. — Déclare que la commission se rallie à l'amendement de MM. Volckaert et Mertens, p. 32.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la ville de Bruges et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 64.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Dépose le rapport sur le budget des travaux publics, p. 206. — Discussion générale. Discours : Parle à nouveau des inondations, exprime, au nom de la commission, sa sympathie pour les victimes, souhaite que le gouvernement présente, sans tarder, un nouveau projet de législation à ce sujet, réclame l'entretien et l'embellissement des routes, félicite le ministre d'avoir obtenu du comité du trésor l'exécution de la réparation de certaines routes importantes et se fait l'écho de la région de Roulers-Iseghem-Ingelmunster afin d'obtenir l'élargissement du canal de Roulers à la Lys, p. 356.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

Grades académiques. — V. Enseignement supérieur.

Grades académiques (Exclusion des diplômes d'études agronomiques). — V. Interpellations au nom de M. Leurquin.

Grand-Manil (Cumul de fonctions communales à). — V. Interpellations au nom de M. Ronvaux.

Grands invalides de la guerre (Majoration spéciale de pension). — V. Guerre : Invalides de guerre.

Guerre.

APPELS A LA GÉNÉROSITÉ EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA GUERRE. — V. plus loin : Œuvres nationales des Invalides de la guerre et des orphelins de guerre.

COMBATTANTS.

Projet de loi relevant le taux de la rente des chevrons de front et abaissant l'âge de l'entrée en jouissance de la dite rente. — V. Armée.

DOMMAGES DE GUERRE.

Intérêts arriérés. — *Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglés.* — V. Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Guerre : DOMMAGES DE GUERRE (suite)

Extension de la compétence des tribunaux de dommages de guerre. Obligation pour les ayants droit des demandeurs de se faire connaître dans le délai de douze mois. — Projet de loi portant quelques modifications et dispositions additionnelles aux lois sur la réparation des dommages de guerre.

V. les n°s 50 et 118 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. De Clercq, n° 153.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. De Clercq, p. 905 (23 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 960.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 973 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

INVALIDES DE LA GUERRE.

Majoration spéciale de pension en faveur de grands invalides. — Projet de loi accordant une majoration spéciale de pension à certaines catégories de grands invalides de guerre.

V. les n°s 160 et 169 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Pierlot, n° 187.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

M. Pierlot donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1053 (7 mai 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1053, 1054.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents, p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ŒUVRES NATIONALES DES INVALIDES DE LA GUERRE ET DES ORPHELINS DE LA GUERRE : APPELS A LA GÉNÉROSITÉ PUBLIQUE.

Projet de loi ayant pour objet de soumettre respectivement au contrôle de l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre et de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre les appels à la générosité publique sous le couvert ou en faveur d'invalides de la guerre, d'orphelins de la guerre et de leur famille.

Doc. — Exposé des motifs, n° 18. — Projet de loi : Annexe au n° 18.

Rapport fait par M. Ligy, n° 55.

Ann. — Dépôt du projet par M. Carnoy, m. i. h., p. 46 (28 novembre 1928). Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 208 (16 janvier 1929). — M. Ligy, rapporteur, demande que ce projet, adopté à l'unanimité par la commission, soit porté à l'ordre du jour immédiatement après le vote du projet relatif à l'abrogation de l'article 298 du Code civil, p. 208. — Observations de M. Volckaert, p. 208. — A la proposition de M. le président, le projet est porté en tête de l'ordre du jour du mardi suivant, p. 208.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 223, 224.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 98 membres présents, p. 241 (23 janvier 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

PACTE DE RENONCIATION A LA GUERRE.

Projet de loi approuvant le pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928. — V. Affaires étrangères : Droit international public.

PENSIONS MILITAIRES. — V. la rubrique spéciale : Pensions.**SÉQUESTRES DE GUERRE.**

Projet de loi relatif à la liquidation des séquestres de guerre.

V. les n°s 77, 205, 247 (sess. 1928-1929).

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 173.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 26 avril 1929. Le projet est renvoyé à la commission des finances.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 986 (30 avril 1929). — M. le baron de Mévius insiste sur l'urgence de ce projet, qui doit être voté avant la fin de la session, p. 986.

Guerre : SÉQUESTRE DE GUERRE. Liquidation (suite)

M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1000, 1001.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1001, 1002.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1920). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

H

Hal (Catastrophe de chemin de fer de). — V. Interpellations au nom de M. Renier.

Hannaick, sénateur de Gand-Eeclou.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Hénault, sénateur de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale de ces deux projets. Discours : Estime que le projet relatif au bail à ferme renvoyé par la Chambre des représentants n'est pas meilleur que celui que le Sénat lui avait transmis, que les critiques et les objections que le Sénat avait formulées au mois de juillet précédent restent debout, que le nouveau texte soumis aux délibérations du Sénat ne satisfait aucun des desiderata des cultivateurs et développe son opinion; termine en déclarant que le parti ouvrier continuera, malgré tout, à défendre les intérêts des cultivateurs et des travailleurs agricoles, p. 523 à 525.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1082.

Henricot, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi portant révision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Rapport, n° 160.

Ann. — Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 387, 395.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 722.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. — Discussion générale. Observations, p. 738, 748, 749, 751 à 753. — Discours : Insiste sur le maintien de deux inspecteurs généraux du corps des mines dont la suppression avait été proposée par la commission chargée d'examiner le fonctionnement des services de l'Etat; attire l'attention du ministre sur les budgets des écoles professionnelles et industrielles et demande que l'on établisse une vérification des taximètres, p. 760, 761.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Insiste pour que la question soit examinée avant que l'assemblée ne se sépare, p. 901. — Dépose le rapport sur ce projet, p. 956. — Attire l'attention du Sénat sur le fait que ce projet a été longuement et sérieusement examiné en commission, estime, en conséquence, qu'il pourrait être rapidement discuté et joint ses instances à celles faites la veille par le R. P. Rutten, afin que ce débat puisse commencer le mardi suivant, éventuellement à une séance du matin, p. 956. — Discussion générale. Discours : Commence par exprimer son regret que ce projet vienne en discussion au moment où le Sénat doit se séparer, déclare que, bien que personnellement il regrette l'établissement d'une caisse nationale, la loi donne satisfaction à la plupart des employés et lui donne également satisfaction, à l'exception des articles 34 et 34bis qu'il estime devoir, s'ils

Henricot (suite)

étaient maintenus dans le texte proposé par le gouvernement, amener des conséquences graves pour la sécurité des organismes d'assurance, prie donc le ministre de bien vouloir examiner minutieusement l'amendement qu'il a déposé à ces articles, p. 978. — Observations, p. 979 à 983. — Pendant le discours de M. Jauniaux, répond à ce dernier qui l'a mis personnellement en cause en disant que lorsqu'un employé se présente dans une usine qui possède une caisse autonome il n'a pas la liberté de refuser de s'y affilier; déclare que, en effet, avant le vote de la loi, le patron, qui avait établi une caisse au profit de la pension de ses employés était libre d'obliger l'employé qui entrait chez lui, à profiter des avantages qu'il accordait à la généralité de ses employés, mais que, une fois la loi votée, il serait parfaitement égal au patron à quelle classe l'employé sera affilié, p. 981. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Jauniaux, p. 1004. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1006. — Art. 4. Demande qu'il soit entendu que l'employé, qui a été assujéti à la loi pendant dix ans puisse continuer à faire des versements s'il se rend à l'étranger et y est occupé par un patron, p. 1006. — Art. 7. Combat l'amendement de M. Jauniaux, p. 1006. — Fait diverses observations au sujet du chiffre de 18,000 francs admis comme base de salaire, p. 1009. — Art. 14. Rappele que, en ce qui le concerne personnellement, il ne voit pas d'inconvénient à supprimer l'amendement de la commission, p. 1012. — Fait encore diverses observations, p. 1012. — Art. 15. Fait diverses observations, p. 1013. — Fait diverses observations en réponse à M. Heyman, p. 1042. — Art. 18. Combat la proposition de M. Jauniaux et demande que la Fédération des organismes protestant contre la loi de 1927 soit représentée au sein du conseil d'administration, p. 1043-1044. — Fait diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1044, 1045. — Art. 25. Fait ressortir les avantages des caisses autonomes et des caisses communes, p. 1047. — Art. 34 et 34bis. Commence par attirer l'attention du Sénat sur l'importance des articles 34 et 34bis, puis expose rapidement la différence qui existe entre le texte du projet et celui de son amendement, termine en insistant pour que l'amendement qu'il propose soit adopté, p. 1049, 1050. — Observations, p. 1050. — Discours : En réponse à M. Heyman, m. i. t. p. s., indique les motifs pour lesquels il a déposé son amendement, déclare qu'il n'y a en jeu qu'une question technique et fait remarquer qu'il faut agir avec une grande prudence, de hautes personnalités ayant affirmé que les disproportions figurant dans les articles en discussion sont dangereuses pour la vie des organismes assureurs, p. 1056, 1057. — Indique au Sénat les raisons pour lesquelles il maintient son amendement et termine en priant le Sénat de l'adopter, p. 1114. — Art. 38. Fait une suggestion quant à la composition du conseil supérieur des pensions des employés, p. 1094. — Art. 40bis proposé par amendement par MM. Jauniaux et consorts. Observations, p. 1095. — Discours : Fait remarquer que la commission a opposé la question préalable à l'amendement de M. Jauniaux, cet amendement accordant aux employés un régime de faveur par rapport aux ouvriers, p. 1095. — Art. 49 et 50. Déclare accepter les amendements présentés par le gouvernement, p. 1097, 1098. — Art. 67. Déclare accepter l'amendement proposé par M. Jauniaux en ce qui concerne les immunisations, p. 1100. — Art. 71. Émet le vœu que le délai prévu dans cet article pour la publication des arrêtés royaux d'exécution soit réduit, p. 1100. — Motive son vote approbatif sur l'ensemble du projet afin d'éviter que certains amis ne puissent croire qu'il est hostile à la loi sur la pension des employés, p. 1114.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Observations, p. 1017. Discours : Proteste contre l'institution des carnets de salaires, p. 1017.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1113.

Heyman, ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Ann. — Interpellation de M. Van Roozbroeck au sujet de deux faits concernant les conseils de prud'hommes : 1° la composition de l'assemblée appelée à désigner les candidats présidents; 2° la nomination des assesseurs juridiques. Observations, p. 14. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 15, 16 et 18 à 20. — Observations, p. 20, 21.

Heyman (suite)

Projet de loi portant création d'un fonds spécial et d'un office en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Déclare que c'est avec émotion qu'il défend ce projet et, en remerciant ceux qui en ont pris l'initiative comme ceux qui l'ont défendu, prie également l'assemblée de l'adopter tel qu'il a été transmis par la Chambre, puis déclare qu'il préparera immédiatement les arrêtés royaux d'application et estime avec le rapporteur que l'erreur commise à l'article 2 est une simple erreur d'impression, p. 50, 51. — Répond aux observations qui viennent d'être faites par M. Wautelet; estime que le Sénat fera œuvre sage en ne votant pas des textes trop rigides et signale à l'assemblée que le gouvernement a déposé à la Chambre un projet revisant la loi sur les accidents de travail et que le rapport, après de longues délibérations de la section centrale, va être déposé la semaine suivante, p. 51, 52. — Discussion des articles. Art. 5. En réponse à une question de M. Van Coillie, déclare que le taux de l'allocation fixé par l'article indique le maximum, p. 52.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 115, 116.

Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement aux fonctionnaires de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 118, 119.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Dépose ce projet de loi, p. 183. — Déclare que le gouvernement est d'accord pour que le projet soit voté pendant la session en cours, p. 901. — Discussion générale. Observations, p. 976. — A la suite d'une suggestion de M. le président, tendant à écourter la discussion générale, estime qu'il serait utile qu'il fit un bref exposé, afin de faire connaître le point de vue du gouvernement, p. 979. — Observations, p. 979, 980. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 983. — Reprise de la discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il sera très bref dans la discussion générale, afin de permettre le vote de la loi pendant la session en cours; ne répond donc qu'à deux des observations soulevées par M. Jauniaux : 1° en ce qui concerne l'affirmation qu'il a produite que le ministre était sous l'influence du Comité central industriel; 2° en ce qui concerne l'attaque dirigée contre lui par M. Jauniaux, qui l'a accusé d'avoir manqué à ses devoirs de démocrate en ne réalisant pas son projet sur le fonds national de mutualité, projet imposant une cotisation de 2 p. c. aux patrons; déclare, pour le surplus, que tous savent qu'il existe des lacunes dans l'œuvre soumise au Sénat; rappelle les réalisations importantes accomplies les deux dernières années, en ce qui concerne les assurances sociales : habitations ouvrières, pensions, etc.; termine en estimant que M. Jauniaux, dont la compétence est connue, sera d'accord avec lui que l'on ne peut faire croire au Sénat que le problème formidable des assurances sociales en général se réglera avec quelques millions, que c'est par milliards qu'il faudra calculer, p. 1003, 1004. — Observations, p. 1004. — A la suite d'une demande de M. le président, déclare qu'il est bien d'accord pour prendre comme base de la discussion des articles le texte amendé par la commission, p. 1005. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare se rallier aux observations interprétatives du R. P. Rutten, p. 1006. — Se déclare d'accord sur les observations émises par M. de Dorlodot, p. 1006. — Art. 2. A la suite d'observations faites par des membres de la commission, déclare qu'il est nettement déterminé que la loi ne s'applique qu'aux membres du corps enseignant, qui ne jouissent pas déjà d'une pension en vertu des lois existantes, et que la loi est applicable non seulement aux artisans de nationalité belge, mais également à ceux de nationalité étrangère, p. 1006. — Art. 4. Fait remarquer que les modifications proposées par la commission sont de pure forme, p. 1006. — Déclare être d'accord avec M. Henricot, qui demande qu'il soit entendu que l'employé qui a été assujéti à la loi pendant dix ans puisse continuer à faire des versements s'il se rend à l'étranger et y est occupé par un patron, p. 1006. — Art. 6. Répond au discours de M. Jauniaux et précise exactement, à cette occasion, la portée de la cotisation demandée aux patrons et aux employés; indique les motifs pour lesquels le gouvernement s'est rallié à l'amendement proposé par la commission; estime que M. Jauniaux fait erreur en disant que l'on a voulu favoriser les patrons et que le gouvernement doit tenir compte des possibilités industrielles, p. 1007, 1008. — Observations, p. 1008. — Art. 7. Se rallie aux observations de MM. Henricot et Moyersoen, p. 1009. — Déclare qu'il admettrait le chiffre de 20,000 si ce chiffre était proposé, p. 1009. — Art. 13. Estime que l'on pourrait

Heyman (suite)

justifier la péréquation de l'intervention de l'Etat, mais que, ainsi que M. Jauniaux l'a prévu, tout dépend de la révision de la loi générale sur les pensions de vieillesse, p. 1010. — Fait encore diverses observations au sujet de la révision de la loi générale, p. 1010. — Art. 14. Fait diverses observations au sujet de l'amendement de la commission relatif au délai de l'entrée en jouissance; déclare qu'il ne veut pas s'opposer à ce texte, mais qu'il serait cependant disposé à maintenir le délai de douze mois inscrit dans le projet, p. 1012. — Estime que le texte de la commission doit être maintenu, p. 1012, 1013. — Art. 15. Fait diverses observations, p. 1014. — Discours : Indique brièvement les motifs pour lesquels le gouvernement a accepté la formule qui a été proposée par la commission, p. 1041, 1042. — Art. 16. Précise brièvement la portée de cet article en vue de l'interprétation éventuelle de la loi, p. 1042. — Art. 18. Discours : D'accord avec la commission, propose, en ce qui concerne l'avant-dernier alinéa, que l'on adopte le texte du projet du gouvernement, p. 1043. — Répond brièvement à M. Jauniaux et à M. Henricot, et les prie de ne pas insister sur leurs propositions; insiste pour que l'on ne prenne pas de décisions nettes avant de posséder les éléments d'appréciation, p. 1044. — Fait encore diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les ouvriers syndiqués, p. 1044, 1045. — Art. 19. Expose brièvement les motifs pour lesquels il prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. Jauniaux, p. 1046. — Art. 30. Déclare qu'il répondra à M. Jauniaux à l'occasion de l'article 34, p. 1048. — Prie le Sénat d'examiner en même temps l'article 34 et l'article 34bis, p. 1049. — Art. 34 et 34bis. Observations, p. 1051. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne peut se rallier à l'amendement de M. Henricot, après avoir protesté contre le dépôt tardif d'amendements importants, p. 1055, 1056. — Observations, p. 1056, 1057. — S'en réfère à l'exposé qu'il a fait la veille au sujet de l'amendement de M. Henricot, p. 1114. — Fait à ce moment diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1057. — Reprise de la discussion des articles. Art. 35. Indique la portée du § 3 et en souligne l'importance, p. 1093. — Art. 38. Déclare qu'il sera tenu compte de la suggestion de M. Henricot quant à la composition du conseil supérieur des pensions pour employés, p. 1094. — Art. 40bis. Discours : Combat l'amendement de M. Jauniaux, estimant que les propositions de celui-ci doivent être examinées de plus près qu'il n'est possible au Sénat de le faire à ce moment; prie, en conséquence, le Sénat de ne pas accepter l'amendement, tout en ne lui opposant pas un refus catégorique, p. 1096. — Art. 45. Défend l'amendement modifiant le montant de la contribution spéciale des patrons et déclare que cet amendement a été admis à l'unanimité par la commission, p. 1097. — Art. 48. Justifie l'amendement présenté à cet article par le gouvernement, p. 1097. — Art. 50. Déclare que la justification de l'amendement du gouvernement est la même que la justification de l'amendement proposé à l'article 48, p. 1098. — Art. 67. Déclare accepter un amendement présenté par M. Jauniaux et relatif aux immunisations, p. 1100. — Art. 71. Déclare qu'il sera fait diligence pour la publication des arrêtés royaux d'exécution, à la suite d'une demande de M. Henricot, rapp., p. 1100.

Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées, p. 184.

Projet de loi portant prorogation de la loi relative aux licences d'exportation. Discussion générale. Déclare qu'il ne manquera pas d'examiner la question qui vient d'être soulevée par M. Mullie au sujet de l'abrogation de certains arrêtés royaux qui ne sont plus appliqués, p. 184.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 200.

Inondations : A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Damas, qui fait remarquer que le froid et les gelées exceptionnelles ont réduit plusieurs industries au chômage et qui demande au ministre de déclarer qu'il est disposé à prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce triste état de choses, déclare qu'il est déjà arrivé beaucoup plus loin que M. Damas ne le désire, ayant prescrit une enquête quinze jours auparavant, à la suite de laquelle il a saisi le conseil des ministres de propositions fermes et espère qu'une décision, pour les chômeurs comme pour les caisses de maladie, pourra être prise le lundi suivant et donnera satisfaction, p. 512.

Interpellation de M. Mousty sur le retard apporté à l'octroi de certaines pensions et les faveurs accordées à l'octroi d'autres.

Heyman (suite)

Fait quelques observations en réponse à l'interpellation, p. 714. — Demande la parole pour un fait personnel et le développe afin de répondre à l'expression blessante employée à son égard par M. Van Fleteren, p. 714, 715. — Fait encore diverses observations au sujet de cet incident, p. 715. — Répond à l'interpellation, p. 721 à 727. — Observations, p. 728.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 731, 735, 741, 743. — Répond aux discours de MM. Van Roosbroeck et Jauniaux par voie d'interruptions et par de brefs discours, p. 743, 746 à 748, 751 à 755 et 757 à 759. — Répond aux observations présentées, p. 761 à 767. — Observations, p. 768. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 773, 774.

Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux conseils de prud'hommes. Déclare être d'accord avec M. Van Roosbroeck, auteur de la proposition, en ce qui concerne les mesures à prendre afin que cet objet puisse encore être voté pendant la session en cours, p. 973.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Discours : Répond à M. Van Roosbroeck et défend le projet au sujet duquel il donne quelques brèves explications, notamment en ce qui concerne les articles 4 et 6, la presse ayant donné à ces articles une portée qu'ils n'ont pas, p. 1016, 1017. — Observations, p. 1017. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Répond à certaines critiques formulées après le vote de la loi à la Chambre, ainsi qu'aux critiques formulées par des représentants du monde industriel en ce qui concerne les charges nouvelles imposées aux chefs d'entreprises par une des dispositions de la loi, p. 1019. — Art. 2. Répond à certaines observations dont M. le baron de Dorlodot s'est fait l'écho en ce qui concerne le cas de mort, p. 1019, 1020.

Interpellation de M. Diriken au sujet de la catastrophe de Waterschei. Observations, p. 1102. — Répond à l'interpellation, p. 1102-1103.

Hicguet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Doc. — Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour l'exercice 1929. — Rapport, n° 78.

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 (cosign.), n° 157.

Ann. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Volckaert demandant la remise de la discussion, p. 30.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 60.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Par motion d'ordre, fait remarquer que, le rapporteur ne pouvant être présent le lendemain, on ne pourra pas aborder la discussion du budget de l'intérieur et de l'hygiène; propose, en conséquence, que le Sénat s'ajourne au mardi suivant, p. 292. — Discussion générale du budget. Observations, p. 341.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 287.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 343. — Discussion générale : Observations, p. 546 à 548, 574. — Discours : Insiste sur la construction du chemin de fer de Bohan à la frontière française, ainsi que sur la nécessité de résoudre la question du passage à niveau de Gembloux, et termine en signalant l'état déplorable de la gare d'Auvelais, p. 574. — Observations, p. 578.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 396, 397. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 400 à 402.

Annonce du décès de M. de Pierpont Surmont de Volsberghe. Discours, p. 512.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 527. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 548. — Observations au sujet de l'absence du ministre au moment de la discussion des articles du projet de loi relatif au bail à ferme, p. 549.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Hicguet (suite)

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Insiste pour que l'on tienne des séances du matin, p. 528, 529.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Observations, p. 721.

Projet de loi relatif à la cession de la ligne Bruxelles-Tervuren. Dépose le rapport sur ce projet de loi. Insiste sur l'urgence du projet, qui doit être voté avant que le Sénat ne se sépare, et demande à pouvoir donner immédiatement lecture de son rapport, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 987.

Projet de loi ouvrant des crédits au ministère des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique à titre d'indemnités à la Société nationale des Chemins de fer belges du chef de réductions de tarifs de transports accordées aux familles nombreuses. Dépose le rapport sur ce projet de loi, insiste sur l'urgence et demande à pouvoir donner lecture de son rapport, p. 986. — Donne lecture de son rapport sur ce projet, p. 988.

Projet de loi sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion. Projet de loi établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques. Projet de loi sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. — Dépose les rapports sur ces projets de loi, en fait remarquer l'urgence et demande à pouvoir donner lecture de ses rapports, p. 986. — Donne successivement lecture de son rapport sur chacun de ces projets de loi, p. 987, 988.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Fait des observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1057.

Hoevenen. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Houtart (baron), sénateur de Tournai-Ath, ministre des finances.

Ann. — Interpellation de M. Paulsen au sujet du retard apporté à l'élaboration du barème des commis aux hypothèques. Observations, p. 22. — Répond à l'interpellation, p. 23.

Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement aux fonctionnaires de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 118, 119. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 119, 120. — Observations, p. 120.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 138. — Répond aux observations présentées, p. 144, 145.

Projet de loi allouant des crédits provisoires sur les budgets de l'exercice 1929. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'entend pas, à l'occasion des crédits provisoires, rouvrir un débat sur le budget des voies et moyens de 1929, ni même sur celui de 1930; se borne, en conséquence, à enregistrer les félicitations que lui a adressées M. François au début de son discours, p. 182.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 359, 372. — Discours :

Répond aux observations de M. de Dorlodot afin de lui démontrer que le public ne fait pas grande différence entre les titres pour lesquels il existe la garantie visée par M. le baron de Dorlodot et ceux pour lesquels elle n'existe pas, déclare, à cette occasion, qu'il retire l'amendement relatif à l'emprunt de la C. F. V., afin d'en faire éventuellement un projet de loi spécial, non pas à cause des remarques qui viennent d'être faites, mais parce que ce projet exige une nouvelle étude à certains points de vue et prie le Sénat de prendre acte de sa déclaration, p. 372, 373. — Observations, p. 379. — Discours : Répond brièvement au discours de M. Mullie en ce qui concerne le paiement des dommages de guerre en matière agricole, p. 385. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 385, 386. — Discours : Rencontre les observations de M. Segers; fait remarquer que le gouvernement a voulu montrer, par l'amendement qu'il a présenté, qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de s'opposer à la jonction; puis termine en déclarant que, ce que le gouvernement ne peut admettre, c'est que la ville prémédite de déchirer la convention, p. 387, 388. — Discussion des articles du budget extraordinaire. Art. du projet de loi : Art. 5 nouveau que le gouvernement avait proposé, par amendement, puis retiré. M. Segers ayant protesté contre le retrait de cette disposition, et ayant motivé son opposition au retrait, déclare se rallier aux suggestions de M. Segers, p. 411. — Répond aux observations de M. Moyersoen relativement aux modalités d'amortissement et aux taux de l'intérêt et assure qu'elles feront l'objet d'un examen attentif, p. 411.

Houtart (baron) (suite)

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Observations au sujet de la suite de la discussion de ce projet, p. 446. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 504. — Discours : Donne au Sénat certaines précisions sur quelques points traités par les orateurs, et justifie, en ce faisant, l'attitude du gouvernement; termine en déclarant que, avant tout, dans les conditions actuelles, à la lumière des leçons que la guerre a fournies au pays, le port de Zeebrugge doit être considéré comme une œuvre d'intérêt national, p. 509, 510. — Observations, p. 513. — Une motion d'ajournement étant déposée, déclare que le gouvernement est opposé à l'ajournement, p. 516.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 586 à 589. — Estime que les deux questions soulevées par M. Van Overbergh touchant les familles nombreuses méritent la plus sérieuse considération et s'engage à les faire mettre immédiatement à l'étude, p. 603. — Observations, p. 605 à 608, 610, 611. — Estime qu'un discours qui vient d'être prononcé par M. Vande Wiele a une importance particulière; y répond immédiatement, et déclare qu'il se propose de soumettre les considérations fort intéressantes qu'il a fait valoir au comité de la taxe de transmission, afin de savoir s'il n'y a pas lieu d'agir immédiatement dans le sens du dégrèvement de certains produits de l'importante industrie de la soie artificielle, p. 613. — Observations en réponse aux discours de M. le baron Van Zuylen et de M. Eylebosch, p. 614, 615. Observations, p. 632, 635. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 636 à 642. — Observations, p. 660. — Répond brièvement aux observations de M. Volckaert, p. 661.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 685 à 687.

Hubert, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Observations au sujet d'une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck, p. 8, 9.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 139.

Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux conseils de prud'hommes. Observations, p. 972.

Huisman-Van den Nest, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926. (cosign.), n° 157.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et en de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. — Discussion des articles. Art. 2. A la suite d'un incident qui a surgi entre le bureau et M. Van Roosbroeck, estime que l'incident ne se serait pas produit si l'on n'avait pas demandé l'appel nominal, mais bien la contre-épreuve et déclare que celle-ci est de droit, p. 9.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 71, 73.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle, relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Traite la question de la réorganisation systématique de l'éducation physique en Belgique, p. 244, 245. — Discours : Donne lecture de diverses lettres qu'il a reçues à la suite de son discours au sujet de l'éducation physique, au sujet du surmenage imposé aux enfants dans l'enseignement secondaire, demande que l'inspection médicale des enfants soit encouragée, afin d'éviter le surmenage, termine en demandant que l'on établisse des appareils de T. S. F. dans les écoles, p. 276, 277. — Observations, p. 287, 288.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929. Discussion des articles du projet de loi : Art. 6 nouveau proposé par MM. Liebaert et Segers. Motive son vote sur cet amendement, p. 411, 412.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Discours : Commence par développer les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif sur ce projet, mais estime que l'on devrait s'inspirer du même traitement généreux que l'on accorde à la ville de Bruges en

Huisman Van den Nest (suite)

faveur des installations maritimes de Bruxelles et de tous les travaux qui intéressent la capitale et la ville d'Anvers; souligne que son vote affirmatif est en opposition avec la méthode suivie par beaucoup de ses collègues en ce qui concerne la jonction Nord-Midi, p. 437, 438.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 552.

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Discussion générale. Observations, p. 897.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-lois de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1035. — Discours : Attire brièvement l'attention du Sénat sur le point spécial de l'autonomie communale et estime que, en votant l'abrogation de la loi de 1926, l'on en reviendra aux saines traditions de l'organisation politique belge en resituant aux administrations communales le soin d'apprécier sous leur responsabilité, les mesures nécessaires à prendre dans l'intérêt d'une bonne police, p. 1084, 1085.

Huysmans (Armand), sénateur de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Discours : Ne se rallie pas à la manière de voir de M. Moyersoen et déclare se rallier à l'amendement de la commission, estimant que les considérations émises dans le rapport de M. Delannoy justifient sa manière de voir au sujet de l'égalité du traitement du premier président et du président de Chambre, signale à cette occasion une incompatibilité légale prévue par la loi organique de la Cour des comptes, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le Sénat devrait, au même titre que la Chambre, intervenir dans la nomination des membres de la Cour des comptes, p. 54, 55. — Observations, p. 56.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Déclare que la situation favorable décelée dans ce budget a été parfaitement mise en lumière par les rapporteurs du budget à la Chambre et au Sénat, ainsi que par le discours du ministre des finances à la Chambre, qu'il ne fera donc plus l'analyse du budget et se contentera de développer les motifs pour lesquels une politique d'abattement progressif des impôts s'impose, rend hommage au baron Houtart, m. f., en ce qui concerne ses tendances en matière de réforme fiscale, mais demande, d'autre part, que la loi soit respectée en ce qui concerne la gestion du fonds d'amortissement, p. 136, 137.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle, relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Développe les motifs pour lesquels on devrait réorganiser le musée scolaire national et termine en demandant que l'on inscrive ce musée sur la liste des institutions scientifiques appelées à recevoir la personnification civile, p. 269.

Projet de loi relatif au bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 606, 608. — Discours : Rencontre un certain nombre de points soulevés par M. François, au discours pessimiste duquel il oppose un discours optimiste, fait remarquer que la situation financière du pays est saine, et même très bonne, développe les motifs auxquels la Belgique doit cette situation favorable, traite ensuite notamment la question de l'impôt foncier, celle de l'impôt sur les successions, attire à nouveau l'attention du Sénat sur l'augmentation croissante de la circulation fiduciaire et estime qu'il y a là un danger dont on a le droit de s'émouvoir, termine en déclarant qu'il estime que l'on pourra, pour le plus grand bien du pays, si la direction de celui-ci reste aux mains d'un gouvernement fort, réduire les impôts de plus d'un milliard, non compris les dégrèvements déjà acquis, p. 609 à 611. — Observations, p. 640, 642, 661.

Proposition de loi instituant un fonds national de défense familiale contre les conséquences du chômage des tuberculeux curables. Discussion générale. Discours : Se félicite de voir sa proposition de loi venir en discussion, ainsi que de l'approbation unanime qu'elle a rencontrée au sein de la commission de l'intérieur et de l'hygiène; rappelle qu'il s'est rallié aux amendements de la commission, même à l'amendement principal, qui étend la loi aux tuberculeux incurables, p. 661, 662. — Discussion des articles. Art. 12. Propose la suppression de cet article, p. 664.

Hygiène et santé.

ART DE GUÉRIR. — V. la rubrique spéciale.

DENRÉES ALIMENTAIRES : FALSIFICATIONS.

Rapport correspondant aux 15^e, 16^e, 17^e et 18^e rapports biennaux sur les mesures prises par le gouvernement en exécution de la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires (années 1919 à 1926).

Ann. — Transmis par M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène, p. 769 (27 mars 1929).

DISTRIBUTIONS D'EAU. — *Réduction d'impôts en faveur de la Société nationale, etc.* — V. Finances : Impôts.

TUBERCULEUX CURABLES.

Fonds national de défense en leur faveur. — Proposition de loi instituant un fonds national de défense familiale contre les conséquences du chômage des tuberculeux curables (due à l'initiative de MM. Arm. Huysmans, Vauthier et Lamborelle). — Par décision du Sénat, le mot « curables » est supprimé dans le titre.

V. : 1^o pour la proposition de loi le doc. n^o 13 du Sénat (session 1925-1926); 2^o pour le rapport de M. Vinck et les amendements de la commission, le n^o 124 (session 1927-1928).

Ann. — Discussion générale : Discours de M. Arm. Huysmans, qui se félicite de voir sa proposition de loi venir en discussion, ainsi que de l'approbation unanime qu'elle a rencontrée au sein de la commission de l'intérieur et de l'hygiène; rappelle qu'il s'est rallié aux amendements de la commission, même à l'amendement principal, qui étend la loi aux tuberculeux incurables, p. 661, 662. — M. le président rappelle l'amendement de la commission tendant à supprimer du titre et de l'article 1^{er} le mot « curables » et cet amendement est admis, p. 662.

Discussion des articles : Les articles 1 à 11 sont adoptés sans observation, avec les amendements proposés par la commission, p. 662 à 664.

Art. 12. M. Arm. Huysmans propose la suppression de cet article. Cette proposition est admise et l'article 12 est supprimé, p. 664.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote des articles amendés; ces articles sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 664.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Hymans, ministre des affaires étrangères.

Ann. — Annonce du décès de M. de Pierpont-Surmont de Volsbergh, sénateur provincial de Namur. Discours, p. 511, 512.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. Au nom de M. Janson, m. j., absent, dépose ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et en demande le renvoi à la commission de la justice, p. 279.

Projet de loi portant approbation du pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris, le 27 août 1928. Dépose le projet de loi, p. 239. — Demande que, contrairement à sa proposition, la discussion de ce projet soit disjointe de celle du budget des affaires étrangères, déclare que le gouvernement fait de pressantes démarches afin que la Belgique procède à la ratification avant le 24 mars, demande donc au Sénat de voter ce projet le jour même, 12 mars, tout en admettant que les membres de la Haute Assemblée formulent, au cours de la discussion du budget, les observations que le Pacte pourrait leur suggérer; déclare qu'il n'entre pas dans la discussion, se borne à constater que le Pacte forme une haute règle morale pour les nations et présente le très grand avantage d'associer les Etats-Unis à l'organisation de la paix, termine en déclarant que le vote émis d'urgence constituera une significative manifestation, p. 616, 617.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et Projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 626 à 628, 646, 653, 666. — Discours : Répond aux observations présentées, en particulier au discours de M. de Brouckere, et traite notamment la question hollandaise, p. 668 à 671.

Hymans (suite)

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux que la Société des Nations a communiqué à tous les Etats en les invitant à y devenir parties, conformément à la résolution de son assemblée du 26 septembre 1928. Dépose ce projet de loi, p. 444. — Discussion générale. Observations, p. 897. — Discours : Estime qu'il serait inutile qu'il prenne la parole après l'admirable rapport de M. le baron Descamps s'il ne désirait souligner l'initiative du gouvernement, comme la portée de l'acte soumis au parlement, espérant constater l'unanimité de l'assemblée; exprime ensuite l'avis que, si de nombreux Etats font comme la Belgique, l'entente qui en résultera améliorera l'atmosphère et contribuera utilement à l'œuvre de la paix, p. 897, 898.

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la création, à Paris, d'un Office international de chimie, qui a été conclue, à Paris, le 29 octobre 1927. Dépose ce projet de loi, p. 671.

Projet de loi portant approbation d'un traité d'arbitrage et de conciliation conclu entre la Belgique et les Etats-Unis. Dépose ce projet de loi, p. 1034.

Hypothèques (Commis des). — V. Interpellations, au nom de M. Paulsen.

Importation. — V. Industrie, commerce et travail : Licences d'exportation.

Importation et exportation (Abolition des prohibitions). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Impôts. — V. Finances.

Incompatibilités. — V. Lois électorales.

Indemnités à la Société nationale des chemins de fer belges pour réductions de tarifs en faveur des familles nombreuses. — V. Chemins de fer.

Indigénat (Exemption de certains droits pour les actes d'). — V. Finances : Impôts : Timbre de dimension.

Industrie, commerce et travail.

V. aussi Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi portant modification de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

V. les n^{os} 98 (sess. 1927-1928), 66 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre, n^o 172.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 26 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt du rapport par le R. P. Rutten, p. 988 (30 avril 1929). — M. le R. P. Rutten fait remarquer l'urgence du projet et le Sénat décide de porter cet objet à l'ordre du jour du jeudi suivant, p. 988.

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Rutten demande, d'accord avec le gouvernement, un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 1002.

Discussion générale :

Discours de MM. le R. P. Rutten, rapp., qui estime, ainsi qu'il l'a déjà dit sans son rapport, qu'il est impossible en cette fin déjà dit dans son rapport, qu'il est impossible en cette fin de session de se livrer à une discussion approfondie, propose, en conséquence, au Sénat, de voter le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, mais qu'il doit être bien entendu que le Sénat ne renonce pas pour cela à son droit de proposer, à l'avenir, des modifications, même aux articles formant le projet qui va être voté; Van Roosbroeck (qui proteste contre la manière dont le Sénat est appelé à examiner un projet aussi important et attaque le gouvernement à ce

Industrie, commerce et travail : ACCIDENTS DU TRAVAIL. Réparation des dommages (suite)

sujet); Heyman, m. i. t. p. s. (qui répond à M. Van Roosbroeck, défend le projet au sujet duquel il donne quelques brèves explications, notamment en ce qui concerne les articles 4 et 6, la presse ayant donné à ces articles une portée qu'ils n'ont pas); p. 1015, 1017. — Interruptions de MM. Digneffe, Rutten, Van Roosbroeck, Henricot, Van Overbergh, p. 1016, 1017. — Discours de M. Van Roosbroeck (qui estime que M. Heyman, m. i. t. p. s., n'a pas compris son intervention, déclare qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans la loi nouvelle, et insiste pour que l'on maintienne l'institution des carnets de salaires). Interruptions de MM. Heyman, m. i. t. p. s., et Van Overbergh, p. 1017. — Discours de MM. Henricot (qui proteste contre l'institution des carnets de salaires); le baron de Dorlodot (qui appuie les observations formulées par M. Henricot, puis déclare qu'il votera le projet en discussion, mais estime qu'il est urgent que la question des réparations des accidents du travail soit discutée dans son ensemble), p. 1017. — Interruptions de MM. Vande Moortele et Heyman, m. i. t. p. s., p. 1017.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. M. le président donne lecture du texte transmis par la Chambre des représentants, p. 1017 à 1019. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond à ce moment à certaines critiques formulées après le vote de la loi à la Chambre, ainsi qu'aux critiques formulées par des représentants du monde industriel en ce qui concerne les charges nouvelles imposées aux chefs d'entreprises par une des dispositions de la loi, p. 1019. — L'article 1^{er} est adopté, p. 1019.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte transmis par le Sénat, p. 1019. — M. Heyman, m. i. t. p. s., répond à certaines observations dont M. le baron de Dorlodot s'est fait l'écho en ce qui concerne les cas de mort, p. 1019, 1020. — M. le baron de Dorlodot déclare qu'il n'a jamais protesté contre l'augmentation des indemnités, mais que, d'accord en cela avec certains de ses collègues socialistes, il proteste contre le fait qu'une loi de l'importance de celle en discussion, soit discutée dans la bousculade d'une fin de session, p. 1020. — Observations de MM. Jauniaux et François, p. 1020. — L'article 2 est adopté, p. 1020.

Art. 3. Adopté sans observations, p. 1020.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033. — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033 (2 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Délégués à l'inspection des mines. — Projet de loi relatif à la réparation des accidents de travail pouvant survenir aux délégués à l'inspection des mines.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 avril 1929, p. 975. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale. — M. Demoulin donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 994 (30 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 994.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 88 membres présents, p. 994 (30 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENUS AUX GENS DE MER. — V. Marine : Accidents du travail.

APPRENTISSAGE. — V. plus loin : Contrat de travail.

BONNE FIN DE VENTE DE MARCHANDISES BELGES A L'ÉTRANGER.

Projet de loi modifiant la loi du 7 août 1921 prorogée par la loi du 9 août 1926 et autorisant le gouvernement à garantir jusqu'à concurrence de 600 millions de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

M. Moyersoen donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 969 (25 avril 1929).

L'article unique est adopté sans observations, p. 969.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Industrie, commerce et travail (suite)**CONTRAT D'EMPLOI.**

Projet de loi modifiant les articles 12, 29 et 31 de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi.

V. les n^{os} 135, 177, 207 et 208 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi n^o 162.

Rapport fait par M. Mertens, n^o 163.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 25 avril 1929, p. 970. — Le projet est renvoyé à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

Dépôt du rapport par M. Mertens, p. 973 (25 avril 1929).

Motion d'ordre de M. Mertens, qui prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion de ce projet de loi, p. 984. — Adhésion du Sénat.

L'article unique est adopté sans observation, p. 984.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 118 voix et 2 abstentions, p. 990 (30 avril 1929). — Se sont abstenus : MM. Van Roosbroeck et Wautet, p. 990. — Le projet est soumis à la sanction royale.

CONTRAT D'EMPLOI EN CE QUI CONCERNE LA COLONIE. — V. Congo : Industrie, commerce et travail : Contrat d'emploi.

CONTRAT DE TRAVAIL.

Apprentissage (organisation, obligations respectives du chef d'entreprise et de l'apprenti). — Projet de loi organique de l'apprentissage.

V. les n^{os} 74 et 180 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Doc. — I. Amendements présentés par le gouvernement, n^o 11. — II. Amendements à l'article 2 et sous-amendement au texte de la commission, présentés par M. Van Coillie, n^o 11.

Tableau des amendements. Ce tableau comprend les amendements déposés antérieurement et des amendements nouveaux proposés : I. par M. Moyersoen; II. par M. J. Nolf; III. par M. Mertens; IV. par MM. Volckaert et Mertens, n^o 15.

Ann. — Motion d'ordre de M. Volckaert (qui demande, plusieurs membres qui désirent présenter des observations relatives à ce projet étant absents, que la discussion soit ajournée au début de la prochaine séance), p. 30. — Observations de M. le président Magnette, qui, tout en estimant que l'on doit tenir compte du désir de M. Volckaert, déclare que les modifications apportées à la dernière minute à l'ordre du jour contrarient les efforts du bureau pour que les objets dont le Sénat est saisi soient promptement expédiés, p. 30. — Observations diverses de MM. Van Fleteren, Hicguet, Volckaert, Dufrane, Moyersoen, Paulsen, p. 30. — M. le président Magnette propose au Sénat, M. Baels, m. a. t. p., étant disposé à faire l'exposé du projet, d'ouvrir immédiatement la discussion générale, d'entendre l'exposé du ministre, puis de remettre la suite de la discussion à la semaine suivante, et cette proposition est admise, p. 30.

Discussion générale :

Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui fait l'exposé du projet), p. 30, 31. — M. le baron Gillès de Pelichy (qui développe les motifs pour lesquels la commission a donné son adhésion unanime au projet); M. Volckaert (qui dépose, avec M. Mertens, un amendement à l'article 16 et motive cet amendement), p. 32. — M. Baels, m. a. t. p., déclare que cet amendement sera examiné au moment de la discussion de l'article auquel il se rattache, tout en estimant, à première vue, qu'il n'y a pas d'inconvénient à l'adopter, p. 32. — M. le baron Gillès de Pelichy déclare que la commission se rallie à cet amendement, p. 32. — Au moment de la reprise de la discussion, M. le président, à la suggestion du R. P. Rutten, consulte le Sénat sur le point de savoir si, vu le grand nombre d'amendements qui ont été présentés, il ne serait pas utile de les renvoyer non seulement de la commission de l'agriculture, mais aussi de la commission de l'industrie et du travail, p. 41. — M. Mousty estime qu'il serait préférable de continuer en premier lieu la discussion générale, et M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il allait faire la même proposition. La question du envoi est réservée, p. 42.

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. C. Mertens (qui déclare que la classe ouvrière est d'accord sur l'organisation de l'apprentissage par une loi,

Industrie, commerce et travail : CONTRAT DE TRAVAIL. Apprentissage (suite)

rappelle que la véritable raison de la présentation de ce projet est ce que le rapporteur appelle la crise de recrutement des matières; passe en revue quelques articles qui suscitent de sa part des observations et termine en exprimant son désir d'arriver à un accord qui lui permettra d'émettre un vote affirmatif sur ce projet, qu'il aurait préféré accompagné d'un projet sur l'enseignement technique et professionnel, mais qui est néanmoins du premier jalon; Van Berckelaer (qui commence par appuyer le renvoi du projet à la commission, demande que l'on étende la compétence des chambres formées à l'initiative des syndicats, puis combat la pensée du gouvernement tendant à considérer l'industrie diamantaire comme un métier d'art, et traite la question de cette industrie, p. 42 à 46 et 47 à 49. — Interruptions de MM. Van Schoor, Baels, m. a. t. p., Daems, p. 42, 45, 47 et 48.

Motion d'ordre du R. P. Rutten, qui indique les motifs pour lesquels il demande le renvoi du projet et des amendements présentés aux commissions réunies des travaux publics et de l'industrie et du travail, p. 46. — La proposition de renvoi est admise, p. 46.

Après le discours de M. Van Berckelaer, M. le président annonce que, conformément à la décision qui a été prise, le projet est renvoyé à l'examen des commissions réunies des travaux publics et des affaires économiques et de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 49.

CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi portant création d'une caisse centrale du petit crédit professionnel. — V. Finances.

ELECTRICITÉ.

Distributions d'énergie électrique. Droits des communes. Délais impartis aux conseils provinciaux pour statuer sur les demandes. — *Projet de loi complétant l'article 8 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, par la fixation d'un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales.*

Doc. — Exposé des motifs, n° 17. — Projet de loi, n° 17. Rapport fait par M. Carpentier, n° 32.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Carnoy, m. i. h., p. 46 (28 novembre 1928). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 46.

Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 127 (18 décembre 1928).

L'article unique est adopté sans observation, p. 170.

Motion d'ordre de M. Vinck, qui demande à déposer à l'article unique de ce projet un amendement au sujet duquel le ministre et le rapporteur se sont déclarés d'accord. M. Vinck donne lecture de son amendement, p. 183. — M. le président fait remarquer que le vote sur l'article unique est acquis et que, pour que l'on puisse revenir sur ce vote, il faut qu'il n'y ait aucune opposition, ni de la part du ministre, ni de celle du rapporteur, ni du Sénat lui-même, p. 183. — M. Carnoy, m. i. h., déclare être d'accord sur l'amendement. M. Carpentier se déclare d'accord également, estimant qu'il importe qu'un nouveau délai puisse être accordé au pouvoir provincial dans des cas spéciaux. M. Moyersoen demande dans quelles conditions le nouveau délai proposé par l'amendement pourra être accordé, estimant qu'il faut nettement spécifier quelles seront ces conditions, p. 183. — M. Carnoy, m. i. h., estime que l'amendement n'offre pas de réels inconvénients, mais se déclare, pour le surplus, d'accord avec M. Moyersoen, puis déclare, à nouveau, se rallier à la modification proposée par M. Vinck, p. 183. — M. Vinck déclare renoncer à reprendre la parole et M. Moyersoen déclare ne pas insister sur son opposition, p. 183.

M. le président donne lecture de l'amendement de M. Vinck, et cet amendement est adopté par assis et levé, p. 183.

L'article unique du projet de loi, ainsi amendé, est adopté, p. 183.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 188 (20 décembre 1928). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

EMPLOYÉS.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Assurances sociales : Employés.

Industrie, commerce et travail (suite)

IMPORTATION ET EXPORTATION. — V. plus loin : Licences d'exportation.

Projet de loi approuvant les actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signés par la Belgique à Genève. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

LICENCES D'EXPORTATION.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

V. les n° 32 et 51 (session 1928-1929) de la Chambre

Doc. — Rapport fait par M. Mullie, n° 40.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 19 décembre 1928), p. 169. — M. le président annonce que ce projet a été renvoyé aux commissions réunies de l'agriculture et de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 169.

M. Mullie, rapp., donne lecture de son rapport, p. 183 (20 décembre 1928).

Le Sénat décide d'aborder d'urgence la discussion, p. 183.

Discussion générale : M. Mullie profite de cette occasion pour signaler au ministre que certains arrêtés royaux pris en exécution des pouvoirs donnés par cette loi n'étant plus appliqués devraient être abrogés, p. 183, 184. — M. Heyman, m. l. t. p. s., déclare qu'il ne manquera pas d'examiner la question qui vient d'être soulevée par M. Mullie, p. 184.

L'article unique est adopté sans observation, p. 184.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 114 membres présents, p. 188 (20 décembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

LOISIRS DU TRAVAILLEUR.

Projet de loi instituant un conseil supérieur de l'éducation nationale en vue de l'utilisation des loisirs.

V. les sessions extraordinaire 1925, ordinaires 1925-1926, 1927-1928 de la Chambre et le n° 191 (session 1927-1928) du Sénat.

Rapport fait par M. Matagne, n° 116.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Matagne, p. 671 (14 mars 1929). M. Matagne propose au Sénat d'examiner immédiatement ce projet, et cette proposition est admise, p. 693.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 694.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 711 (20 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

MARCHANDISES (IMPORTATION, EXPORTATION ET TRANSIT). — V. plus haut : Licences d'exportation.

MINES.

Catastrophe minière de Waterschei. — V. Interpellations au nom de M. Diriken.

Ouvriers mineurs (Pension des). — V. Assurances sociales : Pensions de vieillesse.

Redevance sur les mines. — V. Finances : Impôts.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Projet de loi approuvant les actes internationaux relatifs à la propriété industrielle, à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce et au dépôt international des dessins et modèles industriels. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE. — V. Droit civil : Bail : Baux à loyer : Immeubles à usage commercial.

PRUD'HOMMES.

Jurisdiction prud'homale. — *Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1923 relative aux conseils de prud'hommes* (due à l'initiative de M. Van Roosbroeck et signée par MM. Van Roosbroeck et Casterman).

Doc. — Développement, n° 180. — Proposition de loi, n° 180.

Industrie, commerce et travail : PRUD'HOMMES. Juridiction prud'homale (suite)

Ann. — Dépôt de cette proposition de loi par M. Van Roosbroeck, qui indique le but de sa proposition de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'elle puisse être votée avant que le Sénat ne se sépare, p. 972. — Observations de MM. le président, Vinck (qui indique les mesures à prendre en vue d'aboutir), Hubert, Van Roosbroeck (qui se rallie aux suggestions de M. Vinck), Heyman, m. i. t. p. s. (qui déclare être d'accord avec M. Van Roosbroeck), Lekeu, p. 972, 973.

La proposition de loi, appuyée par quatre membres, est prise en considération et renvoyée à la commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 1058 (7 mai 1929).

V. aussi : Interpellations au nom de M. Van Roosbroeck.

SUCRES.

Projet de loi portant réduction temporaire du droit d'accise sur les sucres. — V. Finances : Impôts : Droit d'accise, etc.

TAXES DIVERSES. — V. Finances : Impôts.

Infractions à la loi sur les pensions. — V. Assurances sociales : Employés et loi générale.

Inondations.**INONDATIONS DANS DIVERSES RÉGIONS DU PAYS.**

Interpellation de M. le chevalier de Vrière, au sujet de l'inondation de Nieupoort. — V. la rubrique Interpellations, au nom de M. le chevalier de Vrière.

Communication du gouvernement et motions diverses relatives aux inondations :

Communication de M. Baels, m. a. t. p., à ce sujet, p. 33, 34. — Discours de M. Van Schoor, qui parle de la catastrophe de Termonde, p. 34, 35. — Interruptions de MM. Baels, m. a. t. p., Lekeu, Van Fleteren, François, p. 34, 35. — Discours de M. Lebon (qui traite particulièrement la question intéressante Anvers, et estime que le département de l'intérieur et de l'hygiène devrait également intervenir); Baels, m. a. t. p. (qui répond aux observations présentées), le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui, tout en rendant hommage au zèle des fonctionnaires, estime que des mesures pourraient être prises afin de réduire le nombre des catastrophes du genre de celles qui viennent de se produire); Van Berckelaer (qui proteste contre l'absence de mesures préventives et rend le ministre responsable de cette situation); François (qui parle de l'intervention de la Croix-Rouge), p. 34 à 37. — Interruptions de MM. Baels, m. a. t. p., Van Schoor, Van Fleteren, p. 34 à 36. — M. Baels, m. a. t. p., proteste contre les paroles injurieuses prononcées par M. Van Berckelaer, et M. Van Berckelaer fait diverses observations au sujet de cette protestation, p. 37. — Interruption de M. Van Schoor, p. 37. — M. le président déclare l'incident clos, p. 37. — Fait personnel de M. Van Schoor au sujet de l'affirmation produite la veille par M. Baels, m. a. t. p., relativement à la présence immédiate d'un ingénieur des ponts et chaussées au lieu de la catastrophe, à Termonde, p. 49. — M. Baels fait diverses observations au sujet de ce fait personnel et M. Van Schoor déclare, à la suite de ces explications, être d'accord, p. 49. — L'incident est clos.

Inondations de Termonde :

M. le président Magnette rend compte au Sénat de la visite faite à l'initiative du bureau, par une délégation du Sénat, aux régions inondées des environs de Termonde, dit au Sénat les efforts accomplis par tous pour réduire au minimum les conséquences du désastre, notamment par autorités de la Croix-Rouge et par délégués de l'Œuvre de l'Enfance et termine en rendant un hommage particulier à l'armée, qui, une fois de plus, a bien mérité du pays, p. 89, 90. — Discours de M. Lekeu (qui commence par exprimer le regret d'un bon nombre de sénateurs appartenant à tous les groupes du Sénat, de n'avoir pu se joindre à la délégation qui s'est rendu à Termonde, cite des paroles prononcées par le D^r Branquart, député, afin d'affirmer la nécessité d'une étroite solidarité entre la Flandre et la Wallonie), p. 90. — Discours de M. Baels, m. a. t. p. (qui commence par féliciter le Sénat et particulièrement le président Magnette de l'initiative prise d'envoyer une délégation dans les régions inondées, déclare qu'il s'est expliqué à la Chambre sur les points techniques et les secours à distribuer, puis se fait l'écho de paroles qui viennent d'être prononcées au sujet des dévoue-

Inondations : INONDATIONS DANS DIVERSES RÉGIONS DU PAYS. Inondations de Termonde (suite)

ments dont il a été fait preuve et estime que c'est devant pareilles situations que se manifeste l'esprit de solidarité belge), p. 90. — L'incident est clos.

Motion d'ordre de M. Damas, qui fait remarquer que le froid et les gelées exceptionnelles qui sévissent depuis de longues semaines ont réduit plusieurs industries au chômage complet, attire l'attention sur les misères atroces qui devraient être secourues et demande au ministre de rassurer les populations de la région de Termonde, de déclarer qu'il est disposé à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses, rendu plus pénible encore par l'épidémie de grippe, p. 512. — M. Heyman, m. i. t. p. s., déclare qu'il est déjà arrivé beaucoup plus loin que M. Damas ne le désire, ayant prescrit une enquête quinze jours auparavant, à la suite de laquelle il a saisi le conseil des ministres de propositions fermes et espère qu'une décision, pour les chômeurs comme pour les caisses de maladie, pourra être prise le lundi suivant et donnera satisfaction, p. 512.

Brèche de Mariekerke.

Ann. — Motion d'ordre de M. Van Schoor, qui attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire exécuter d'urgence les travaux nécessaires pour combler la grande brèche de Mariekerke et qui signale en même temps un nouveau danger qu'il a constaté personnellement, le matin même, la digue de la Dendre, entre le sas de Wieze et Denderbelle, étant en très mauvais état, M. Van Schoor prie le ministre de se montrer très énergique, p. 94. — M. Baels, m. a. t. p., répond à M. Van Schoor, p. 94. — Observations de MM. Moyersoer, Van Overbergh, Lalemand, p. 94. — M. Van Schoor fait encore diverses observations en réponse à M. Baels, p. 94. — L'incident est clos, p. 94.

Nouvelle motion d'ordre de M. Van Schoor, qui annonce que les bourgmestres des communes inondées viennent de demander une audience à M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics, déclare qu'il est leur interprète pour faire au Sénat un exposé et développe sa motion, p. 123, 124. — Interruptions de M. Van Schoor, p. 123. — M. le président estime que la communication qui vient d'être faite par M. Van Schoor est une interpellation déguisée sous forme de motion d'ordre, déclare qu'il ne s'y est pas opposé, étant donné l'urgence de l'objet de cette communication, mais que, se plaçant au point de vue réglementaire, et, afin de ne pas créer un précédent, il ne peut pas laisser continuer cette discussion, p. 124. — M. le président estime encore que le Sénat l'approuvera de donner la parole au ministre de l'agriculture et des travaux publics, qui a été directement interpellé, que, ensuite, s'il y a lieu de poursuivre encore la discussion, cela se fera selon la procédure réglementaire, p. 124. — M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il recevra les bourgmestres des communes sinistrées et leur donnera toutes les explications possibles, donne ensuite au Sénat quelques explications sur l'avancement des travaux et déclare que le gouvernement n'hésitera pas à faire tous les sacrifices d'argent indispensables, p. 124. — L'incident est clos, p. 124.

M. le président Magnette donne lecture au Sénat d'un télégramme qu'il a reçu de M. le bourgmestre de Moerzeke, annonçant la fin des travaux entrepris pour combler la brèche de cette localité, remerciant le Sénat de sa sympathie et demandant son aide pour l'avenir; M. le président communique également au Sénat la réponse qu'il a faite à ce télégramme, p. 367.

SECOURS AUX VICTIMES.

Crédit spécial. — *Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations provoquées par les ruptures de digues, en novembre 1928.*

Doc. — Rapport fait par M. Mullie, n° 53.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 20 décembre 1929, p. 190.

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 198 (15 janvier 1929). — M. Mullie demande l'urgence au nom de la commission et, à la proposition de M. le président Magnette, le projet est inscrit à l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 193.

M. Mullie donne lecture du rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 203.

Discussion générale :

Discours de MM. Baels (qui commence par annoncer que le gouvernement avait déposé un amendement portant le crédit de 10 à 15 millions, mais que, le Sénat comptant voter ce

Inondations : SECOURS AUX VICTIMES. Crédit spécial (suite)

projet le jour même, il préfère retirer cet amendement afin de pouvoir disposer immédiatement des 10 millions, et annonce qu'il déposera un nouveau projet tendant à l'ouverture d'un nouveau crédit de cinq millions; rencontre quelques observations contenues dans le rapport de M. Mullie : 1° la question de la commission consultative; 2° le point de savoir si les crédits sont limitatifs; 3° la question de la révision de la législation sur les waterings; puis donne connaissance au Sénat de l'état d'avancement des travaux dans les régions sinistrées; le duc d'Ursel (qui commence par se féliciter des bonnes dispositions du gouvernement pour rendre hommage aux organismes privés quant aux mesures prises et souhaite que la double leçon de 1926 et de 1928 suffise pour que les pouvoirs publics prennent les mesures nécessaires pour prévenir le retour de pareilles catastrophes); Rutten (qui remercie le ministre d'avoir retiré son amendement, ayant constaté l'urgence qu'il y avait à ce que le gouvernement puisse disposer de fonds; remercie ensuite le ministre qui sait combien il s'intéresse particulièrement aux populations sinistrées); Van Schoor (qui signale que, l'eau étant revenue dans les communes de Grembergen et de Moerzeke, la situation est aussi grave qu'au début et demande une nouvelle énergie gouvernementale); le vicomte G. Vilain XIII (qui exprime le vœu que les waterings et les polders soient représentés dans la nouvelle commission, dont le ministre a annoncé la constitution); Leurquin (qui demande si le ministre a fait procéder à une enquête en ce qui concerne les responsabilités et si des sanctions seront prises, p. 203, 204. — M. Baels, m. a. t. p., répond aux observations présentées, et MM. Van Schoor, Leurquin et le vicomte G. Vilain XIII font encore diverses observations, p. 204, 205. — Interruptions de MM. François, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Voickaert et Van Fleteren, p. 203 à 205.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 205.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 110 membres présents, p. 208 (16 janvier 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Inspection des mines (Accident du travail à F.). — V. Industrie, commerce et travail : Accidents du travail : Extension de la loi.

Installations maritimes de Bruges. — V. Travaux publics.

Institut national belge de radio-diffusion. — V. Radiotélégraphie.

Internats pour les enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. — V. Enseignement primaire : Obligation scolaire.

Interpellations.**Asou :**

Ann. — Adressée à M. le ministre des sciences et des arts par M. Asou au sujet de la suite que le gouvernement entend donner aux réclamations de la ville de Tournai, appuyée par le conseil provincial du Hainaut, tendant à la remise à cette ville, pour son musée des beaux-arts, de deux tableaux de Rubens et de Jordaens, enlevés à Tournai en 1794, restitués plus tard par la France, mais demeurés depuis lors au musée de Bruxelles. Demande d'interpellation, p. 243. — M. le président annonce que M. Asou demande que son interpellation soit jointe à la discussion du budget des sciences et des arts, et qu'elle puisse être développée le mardi suivant, p. 244. — M. Vauthier, m. s. a., consent à cette jonction, p. 244. — Voyez donc la rubrique : Finances : Budgets : Budget des sciences et des arts pour l'exercice 1929.

Calonne :

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène par M. Calonne au sujet du retard apporté au dépôt d'un projet de loi en vue de la stabilisation des traitements et du statut légal des secrétaires communaux, des fonctionnaires et agents communaux. Demande d'interpellation, p. 5. — M. Calonne développe son interpellation, p. 38 à 40. — M. Carnoy, m. i. h., répond à l'interpellation, p. 40, 41. M. Calonne fait encore diverses observations, p. 40, 41. — M. Carnoy, m. i. h., déclare qu'il ne voit pas de raison pour ne pas donner satisfaction à M. Calonne en déposant le projet au Sénat; souhaite que l'on puisse discuter le projet le plus tôt possible, mais prie M. Calonne d'user de son influence sur les fédérations d'agents communaux pour qu'elles lui envoient promptement, sous forme écrite, leurs observations, p. 41. — L'interpellation est close, p. 41.

Interpellations : (suite)**de Vrière (chevalier).**

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'agriculture par M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Demande d'interpellation (p. 1300 de la session de 1927-1928). — M. le chevalier de Vrière développe son interpellation, p. 12. — Discours de M. Van Schoor, p. 12. — La suite de la discussion de l'interpellation est remise jusqu'au moment où M. Baels, m. a. t. p., indisposé, pourra assister aux séances du Sénat, p. 12. — M. Baels, m. a. t. p., répond à l'interpellation, p. 25, 26. — Interruptions de MM. le baron Ruzette, Van Schoor, Dufrane, Van Vlaenderen, Van Fleteren, p. 25, 26. — Discours de MM. Van Schoor, le chevalier de Vrière et Mullie, p. 26. — Observations de M. Baels, m. a. t. p., p. 26. — L'interpellation est close, p. 26.

Dewaele.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène par M. Dewaele au sujet de l'arrêté de M. le bourgmestre de Wacken (Flandre occidentale), portant interdiction de distribuer des journaux et des circulaires dans un rayon de moins de cent mètres de l'église. Demande d'interpellation, p. 986. — M. Dewaele développe son interpellation, p. 1120, 1121. — Discours de M. Martens, p. 1121. — M. Carnoy, m. i. h., répond à l'interpellation, p. 1121, 1122. — Interruptions de MM. Van Fleteren et Paulsen, p. 1121, 1122. — Discours de MM. Vinck et Dewaele, p. 1122. — Interruptions de MM. Paulsen, Van Fleteren, Van Schoor, p. 1122. — M. Carnoy, m. i. h., répond brièvement aux dernières observations présentées, p. 1121. — Observation de M. Paulsen, p. 1121. — L'interpellation est close, p. 1121.

Diriken.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Diriken sur la catastrophe de Waterschei. Demande d'interpellation, p. 956. — M. le président déclare que l'interpellateur se mettra d'accord avec le ministre compétent pour la fixation de la discussion, p. 956.

M. Diriken développe son interpellation, p. 1101. — Discours de M. Broekx, p. 1102. — Interruptions de MM. Rutten, Van de Moortele, Heyman, m. i. t. p. s., p. 1102. — M. Heyman, m. i. t. p. s. répond à l'interpellation, p. 1102, 1103. — L'interpellation est close.

Labouille.

Ann. — Adressée à M. le ministre des sciences et des arts par M. Labouille au sujet des mesures qu'il conviendrait de prendre pour faire cesser l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les universités de l'Etat vis-à-vis des universités libres au point de vue : a) de leur fonctionnement administratif interne; b) du recrutement de leurs professeurs; c) de leur possibilité de remettre et de maintenir à la hauteur des nécessités de l'enseignement supérieur moderne leurs bibliothèques, leurs collections, leurs laboratoires, leur outillage en général. Demande d'interpellation, p. 64. — Voyez, pour la discussion, la rubrique : Finances : Budgets des sciences et des arts pour l'exercice 1929, auquel la discussion de l'interpellation de M. Labouille a été jointe.

Leurquin.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'agriculture par M. Leurquin au sujet de l'émotion causée parmi les étudiants des instituts agronomiques, cette catégorie de diplômés n'étant pas comprise dans la liste des grades académiques. Demande d'interpellation, p. 972. — L'interpellation est inscrite à l'ordre du jour, p. 972.

M. le président annonce que M. Leurquin est d'accord avec le gouvernement pour joindre cette interpellation à la discussion du projet relatif aux grades académiques, p. 986.

M. Leurquin développe son interpellation au cours de la discussion du projet relatif aux grades académiques, p. 1059, 1060. — Voyez, pour le surplus, la rubrique : Enseignement : Enseignement supérieur : Grades académiques : Programme.

Mousty.

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'industrie et du travail par M. Mousty sur le retard apporté à l'octroi de certaines pensions et les faveurs accordées à l'octroi d'autres. Demande d'interpellation, p. 522. — A la proposition de M. le président, la discussion de cette interpellation est jointe à celle du budget de l'industrie et du travail pour 1929, p. 651. —

Interpellations : Mousty (suite)

M. Mousty développe son interpellation au cours de cette discussion, p. 712 à 714 et 718, 719. — V., pour le surplus, ainsi que pour la réponse de M. Heyman, m. i. t. p. s., la discussion d'ensemble du budget et de l'interpellation (rubrique : Finances. Budgets).

Paulsen.

Ann. — Adressée à M. le ministre des finances par M. Paulsen au sujet du retenu apporté dans l'élaboration du barème des commis des hypothèques. Demande d'interpellation, p. 4. — M. Paulsen développe son interpellation, p. 22, 23. — Interruption de M. le baron Houtart, m. f., p. 22. — M. le baron Houtart, m. f., répond à l'interpellation, p. 23. — Interruption de M. Volckaert, p. 23. — M. Paulsen fait encore diverses observations, p. 23. — L'interpellation est close, p. 23.

Renier.

Ann. — Adressée au gouvernement par M. Renier sur les causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Demande d'interpellation, p. 956. — M. le président déclare que l'interpellateur est d'accord avec le ministre des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour développer son interpellation dès que le ministre sera en séance, p. 956.

M. Renier demande, par motion d'ordre, le ministre ayant marqué son accord au sujet de l'interpellation, mais sans prendre de date, que le Sénat veuille bien inscrire ce débat à l'ordre du jour. M. Renier saisit cette occasion pour exprimer sa sympathie à toutes les victimes de la catastrophe et demander que des secours soient accordés, p. 970. — M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., déclare que tout le monde partage les sentiments qui viennent d'être exprimés par M. Renier, qu'il lui est impossible, les investigations sur les causes de l'accident n'étant pas terminées, de parler à ce moment au Sénat de cette catastrophe, mais assure M. Renier qu'il veille personnellement à ce qu'aucune des familles éprouvées ne soit privée de secours, p. 970. — M. le vice-président Lafontaine se fait l'interprète du Sénat pour s'associer aux sentiments qui viennent d'être exprimés par le ministre et par M. Renier à l'égard des victimes de la catastrophe, p. 970.

M. Renier développe son interpellation, p. 1103 à 1107. — Interruptions de MM. le R. P. Rutten, François, Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., de Brouckere, p. 1104 à 1107. — M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., répond à l'interpellation, p. 1107, 1108. — Interruptions de MM. de Brouckere, le R. P. Rutten, p. 1107. — M. Renier fait encore diverses observations, p. 1107, 1108. — L'interpellation est close, p. 1108.

Ronvaux :

Ann. — Adressée à M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène par M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928 autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler, en cette même commune, les fonctions de receveur communal. Demande d'interpellation, p. 77. — Communications au sujet de la fixation de cette interpellation, p. 91.

Avant d'aborder le développement de son interpellation, M. Ronvaux annonce qu'il a reçu de M. le président une lettre très aimable, le priant de condenser, autant que possible, les développements de son interpellation, déclare qu'il est prêt à déférer au désir de M. le président pour autant que ce désir n'ait pas pour but de restreindre le droit d'interpellation, p. 121. — M. le président déclare que la lettre qu'il a adressée à M. Ronvaux et à M. Vinck avaient uniquement pour but de permettre au Sénat de terminer ses travaux avant les vacances de Noël, remercie à cette occasion M. Vinck d'avoir tenu compte de sa demande et souhaite que M. Ronvaux en fasse autant, p. 121. — M. Ronvaux développe son interpellation, p. 121, 122. — Interruptions de MM. Calonne et Mousty, p. 122. — M. Carnoy, m. i. h., répond à l'interpellation, p. 122, 123. — Interruptions de MM. Ronvaux et Mousty, p. 122, 123. — M. Ronvaux prononce encore un discours en réponse au discours du ministre et M. Carnoy, m. i. h., répond à ces nouvelles observations, p. 123. — Interruption de M. Van Schoor, p. 123. — L'interpellation est close, p. 123.

Van Roosbroeck :

Adressée à M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale par M. Van Roosbroeck sur deux faits concernant les conseils de prud'hommes : 1° la composition de l'assemblée appelée à désigner les candidats prési-

Interpellations : Van Roosbroeck (suite)

dents; 2° la nomination des assesseurs juridiques. Demande d'interpellation, p. 1199 de la session de 1927-1928. — Le jour de l'ouverture de la session de 1928-1929, M. Van Roosbroeck fait remarquer que son interpellation figure depuis longtemps à l'ordre du jour, demande à pouvoir la développer sans plus de retard et déclare que, si la pratique de remettre la discussion des interpellations devait s'implanter, son parti serait amené à proposer que, ainsi qu'il en est à la Chambre, un jour spécial soit réservé aux interpellations, p. 4. — M. le président estime que le ministre de l'industrie du travail et de la prévoyance sociale tiendra compte du désir de M. Van Roosbroeck quant à la fixation de son interpellation, p. 4. — M. Lekeu appuie les observations faites par M. Van Roosbroeck en ce qui concerne la nécessité de ne pas énerver le droit d'interpellation, p. 4. — M. Van Roosbroeck développe son interpellation, p. 13 à 15. — Interruptions de MM. Heyman, m. i. t. p. s., de Brouckere, Van Fleteren, Lekeu, Baeck, Van Berckelaer, p. 14, 15. — Discours de M. Heyman, m. i. t. p. s., qui répond à l'interpellation, p. 15, 16 et 18 à 20. — Interruptions de MM. Mousty, Baeck, Volckaert, Casterman, Van Roosbroeck, Lalemand, de Brouckere, Van Fleteren, Van Schoor, Moyersoen, Solau, Lekeu, Van Overbergh, Ohn, p. 15, 16, 18 et 19. — Discours de M. Van Roosbroeck p. 20, 21. — Interruptions de MM. Lekeu, Heyman, m. i. t. p. s., Fraiture, Van Overbergh, Segers, de Brouckere, Van Schoor, Van Fleteren, p. 20, 21. — L'interpellation est close, p. 21.

Vinck.

Adressée à M. le ministre des finances par M. Vinck au sujet du non-remboursement, aux fonctionnaires, de la retenue de 3 et de 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Demande d'interpellation, p. 64. — Communications au sujet de la fixation de cette interpellation, p. 90. — M. Vinck développe son interpellation, p. 117 à 119. — Interruptions de MM. le baron Houtart, m. f., Heymans, m. i. t. p. s., Moyersoen, Carnoy, m. i. h., le comte de Broqueville, m. d. n., Ronvaux, p. 118, 119. — Discours de M. le baron Houtart, m. f., qui répond à l'interpellation, p. 119, 120. — Interruption de M. Vinck, p. 119. — Discours de MM. Fraiture et Vinck, p. 120, 121. — Interruptions de MM. Lekeu, le baron Houtart, m. f., et Van Schoor, p. 120. — L'interpellation est close, p. 121.

Invalides de la guerre. — V. Guerre.

Islande. — V. Affaires étrangères.

J**Jacques de Dixmude (baron)****DÉCÈS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BARON JACQUES DE DIXMUDE.**

M. le président annonce que la Chambre des représentants vient de transmettre au Sénat un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les frais des funérailles du baron Jacques de Dixmude, et estime que, ces funérailles devant avoir lieu le lendemain, l'assemblée sera d'accord pour que la commission des finances se réunisse immédiatement, p. 37. — Adhésion du Sénat, p. 37.

M. Delannoy donne lecture du rapport de la commission, et le Sénat est unanime à déclarer l'urgence, p. 37.

Discussion générale : Discours de M. Jaspar, p. m., qui rend hommage au lieutenant général baron Jacques de Dixmude et estime que l'hommage qu'on lui rend constitue en même temps un hommage à la Belgique, p. 37.

L'article unique est adopté sans observation, p. 38.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 38 (28 novembre 1928). — Le projet est soumis à la sanction royale.

M. le président Magnette prononce l'éloge funèbre du lieutenant général baron Jacques de Dixmude, p. 38.

PENSION A LA VEUVÉ DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BARON JACQUES DE DIXMUDE. — Voyez la rubrique : Pensions.

Janson, ministre de la justice.

Ann. — Projet de loi abrogeant les dispositions légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux. Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées et défend le projet qu'il estime utile, p. 58.

Janson (suite)

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 60. — Discours : Répond aux premières observations présentées, p. 62, 63. — Observations, p. 65, 69. — Discours : Répond aux nouvelles observations présentées, p. 70 à 73 et 74, 75. — Observations, p. 75, 76.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Explique au Sénat en quoi consiste le projet et comment le gouvernement a été amené à le déposer et à le soutenir, comment il a été amené personnellement à prendre part à cette œuvre, indique les motifs pour lesquels l'on a été hostile à l'amnistie, qui effaçait jusqu'au souvenir de la condamnation, restituant au condamné l'intégrité de ses droits et de sa réputation; déclare que c'est pour ce motif que l'amnistie a été écartée et que celle-ci ne doit pas être confondue avec des mesures d'indulgence; parle des personnalités qu'il a consultées; déclare qu'il ne fait, au point de vue patriotique, aucune distinction entre les partis; déclare encore que l'élection d'Anvers, qu'il considère comme une manifestation passagère et partiellement antigouvernementale, n'a exercé aucune influence sur sa détermination quant au projet en discussion; termine en déclarant qu'il n'y a dans ce projet aucune disposition qui heurte le droit et prie le Sénat de s'associer à cette œuvre, qui résulte d'un esprit de transaction et de modération, p. 193 à 195. — Observations, p. 198.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Discussion au sujet de la procédure à suivre en ce qui concerne les différentes propositions en présence, p. 211. — Observations au sujet de la demande de M. Lekeu, tendant à remettre la décision au lendemain, afin de donner au Sénat le temps de la réflexion, p. 213.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. Discussion des articles. Art. 2. Déclare être d'accord avec M. Ligy, rapp., pour proposer la suppression complète du deuxième alinéa; que, s'il avait proposé une disposition tendant à donner satisfaction à certains avocats généraux en fonctions depuis de longues années, les objections très sérieuses formulées par les commissions le décident à renoncer à sa proposition, p. 537. — Art. 2bis proposé par la commission. Propose une modification à cette disposition, p. 538. — Art. 4bis proposé par la commission et élevant le tribunal de commerce de Gand à la première classe. Déclare se rallier à cette disposition, p. 538.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Répond aux observations qui viennent d'être faites, notamment à celles de M. Paulsen, qui a réclamé la fermeture des cercles privés, et développe les motifs pour lesquels, en se plaçant au point de vue pratique comme au point de vue de la moralité publique, il convie le Sénat à adopter le projet qui a été voté par la Chambre, p. 1035, 1036. — Discours : Complète les explications qu'il a données précédemment au Sénat en répondant aux observations qui viennent d'être faites; fait remarquer, notamment, que le régime à appliquer doit varier d'après les localités; attire l'attention de l'assemblée sur le fait que le projet abrogeant la loi de 1926 a été présenté à la Chambre par les bourgmestres de quatre grandes villes : MM. Max, Neujean, Van Cauwelaert et Golenvaux, et développe les motifs pour lesquels la conclusion en cette matière a été qu'il convenait de laisser les administrations communales juges de décider ce qui convenait le mieux aux besoins et aux nécessités de la localité; déclare qu'il continuera la lutte entamée par son prédécesseur contre les cercles privés, et termine en indiquant à M. le baron de Moffarts les motifs pour lesquels il estime que son amendement doit être écarté, p. 1085 à 1087. — Observations, p. 1087. — Discours : Répond au discours de M. de Brouckere et maintient son avis qui est qu'il n'est pas nécessaire de limiter partout à 1 heure du matin la fermeture des lieux publics, qu'il considère comme plus simple et meilleur d'en revenir au régime antérieur à 1926, les problèmes délicats qui devront être résolus en ce qui concerne les jeux et les cercles privés ne devant sans doute pas l'être sans quelques semaines de délibérations, p. 1091.

Janssens, sénateur provincial du Limbourg.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Demande la création d'un tribunal de commerce à Hasselt, tribunal dont relèverait toute la pro-

Janssens (suite)

vince de Limbourg, et termine en réclamant le rattachement de la commune de Neer-Glabbeek à la justice de paix de Brée, p. 61.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur le mauvais état des routes dans le Nord du Limbourg, notamment dans les cantons de Brée et de Neerpelt, se fait également l'interprète des entrepreneurs, qui demandent la prompt adjudication d'une première série de travaux dans la province de Limbourg; termine en exprimant le regret que l'exécution du canal direct par l'initiative privée ait été écartée, estimant que cette solution est la seule capable de fournir une exécution rapide d'un travail nécessaire à la prospérité nationale, p. 283. — Observations, p. 399, 404, 405.

Jaspar, premier ministre et ministre des colonies.

Ann. — Décès du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. Projet de loi mettant ses funérailles à la charge de l'Etat. Discussion générale. Discours : Rend hommage au lieutenant général baron Jacques de Dixmude et estime que l'hommage qu'on lui rend constitue en même temps un hommage à la Belgique, p. 37.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 195.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Répond aux attaques dirigées contre le comité du trésor par M. Laboulle, au cours de son interpellation au sujet de la situation de la faculté technique et particulièrement de l'institut de minéralogie de l'Université de Liège, ainsi que par M. Volckaert, qui, dans une interruption, a demandé si ce comité allait être maintenu; déclare, en terminant, que, tant qu'il sera à la tête du gouvernement, le comité du trésor vivra, estimant qu'il rend les plus éminents services, p. 283. — Répond aux nouvelles observations faites par M. Volckaert à ce sujet, p. 284. — Observations, p. 284, 285.

Projet de loi accordant l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du grand-cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Observations, p. 659.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. M. le président ayant annoncé que ce projet venait en ordre utile le mardi 30 avril, fait remarquer que M. Janson est retenu à la Chambre des représentants, p. 993.

Projet de loi accordant une pension annuelle et viagère à Mme de Lhoneux, veuve du capitaine de réserve Edmond Thieffry. Dépose ce projet de loi, p. 1015.

Manifestation en l'honneur de M. Alexandre Braun, qui, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900, sans interruption, ne veut plus solliciter le renouvellement de son mandat. Prononce un discours à cette occasion, p. 1039.

Projet de loi relatif à l'applicabilité des dispositions de la législation coloniale réglant la matière du contrat d'emploi. Dépose ce projet de loi, p. 1045.

Projet de loi portant réduction du droit d'accise sur les sucres. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare que le gouvernement se rallie aux amendements proposés par la commission aux alinéas 1 et 2, p. 1052.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement n'a pas, en prenant, en 1926, l'arrêté-loi, songé à émettre un blâme visant les autorités communales, mais bien à impressionner l'opinion dans des moments difficiles et douloureux en prenant un arrêt qu'il considérait comme provisoire, sans avoir aucune intention de modifier définitivement le régime communal, sous lequel la Belgique vit depuis près d'un siècle, p. 1087, 1088.

Projets de loi : 1^o sur la fondation de l'Institut national belge de radiodiffusion; 2^o établissant une redevance sur les postes récepteurs radioélectriques; 3^o sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications. Discussion d'une proposition d'ajournement. Observations, p. 1117.

Jauniaux, sénateur coopté.

Doc. — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Développements, n^o 80. — Proposition de loi : Annexe au n^o 80.

Jauniaux (suite)

Projet de loi portant révision de la loi du 10 mars 1925, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Note de la minorité. Annexe au n° 160.

Ann. — Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Discours : Fait remarquer combien la loi en vigueur crée de difficultés, et exprime le regret que le ministre n'ait pas saisi l'occasion de cette discussion pour préciser ce que sera la loi prochaine, p. 184, 185.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 208.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 293. — Discours : Attire l'attention du Sénat sur l'incohérence des actes de M. le ministre Carnoy à l'égard des pouvoirs publics qui votent des subventions mutualistes; présente quelques observations au sujet des crédits sollicités par le département de l'hygiène; termine en faisant l'éloge de la Ligue contre le cancer et en priant le ministre d'examiner avec bienveillance l'appui moral et matériel que le gouvernement peut et doit lui apporter, p. 306 à 308. — Observations, p. 333, 334. — Réfute le discours prononcé par le baron de Dorlodot, et traite la question des mutualités, p. 336 à 338. — Discours : Commence par annoncer qu'il n'est pas satisfait des déclarations du ministre en ce qui concerne la tuberculose; puis réfute à nouveau brièvement le discours de M. le baron de Dorlodot; rappelle en terminant qu'il a déposé une proposition de loi créant un fonds national de mutualité parce qu'il apparaît que le ministre ne pourra pas réaliser l'assurance obligatoire, p. 348. — Discussion des articles. Art. 46. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 349. — Fait encore diverses observations, mais retire son amendement en présence des déclarations du ministre, p. 349.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 301. — S'abstient au vote sur l'amendement de la commission, p. 301.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Dépose cette proposition de loi, p. 343.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 510.

Budget de l'industrie et du travail et de la Prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite les questions relatives aux institutions de prévoyance et aux assurances en général; répond notamment à des appréciations de M. le baron de Dorlodot et du R. P. Rutten, p. 749 à 755. — Reprend et termine son discours; justifie notamment un amendement en faveur des caisses nationales anticancéreuses, p. 757 à 759.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations au sujet d'un amendement présenté par M. Henricot aux articles 34 et 34bis, p. 978. — Discours : Commence par faire remarquer que, même si le projet est adopté par le Sénat, il ne deviendra pas loi, la Chambre se séparant le lendemain; puis émet un doute sur la tranquillité absolue que le vote du projet en discussion pourrait amener au lendemain des élections; développe ensuite l'ensemble des critiques qu'il formule au sujet du projet tel qu'il est soumis aux délibérations de l'Assemblée; termine en déclarant qu'il s'expliquera sur chacun des amendements qu'il a présentés pendant la discussion des articles, tout en s'engageant à condenser autant que possible ses observations, p. 979 à 984. — Observations, p. 1003, 1004. — Prend la parole pour un fait personnel; confirme la déclaration qu'il a faite : que M. Heyman avait le devoir et le pouvoir de défendre la mutualité de tous les partis contre l'action du Comité central industriel, p. 1004. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1004. — Déclare qu'il ne veut pas prolonger la discussion et qu'il renonce à réfuter le discours de M. Digneffe, mais estime que celui-ci vient de prouver qu'il ne connaît pas la question de la pension des employés; puis demande que l'on passe immédiatement à la discussion des articles, p. 1005. — Discussion des articles. Art. 6. Défend son amendement, p. 1007. — Fait diverses observations, p. 1008. — Art. 7. Justifie son amendement, p. 1008. — Fait diverses observations au sujet du chiffre de 18,000 francs admis comme base de salaire, p. 1009. — Déclare maintenir son amendement portant ce chiffre à 24,000 francs, mais annonce qu'il proposera subsidiairement le chiffre de 20,000, p. 1009. — Art. 8 et 9. Demande que

Jauniaux (suite)

l'on réserve ces articles jusqu'à ce que l'on ait statué sur l'article 7, p. 1009. — Déclare que les amendements qu'il avait proposés aux articles 8 et 9, viennent à disparaître, p. 1114. — Art. 113. Justifie son amendement, p. 1010. — Art. 14. Fait remarquer que le sort des amendements qu'il a présentés à cet article est lié à celui des amendements qu'il a proposés à l'article 6, p. 1012. — Déclare que son amendement vient à disparaître, p. 1114. — Art. 15. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 1013, 1014. — Art. 18. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 1043. — Observations, p. 1043, 1044. — Fait diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1045. — Art. 19. Déclare qu'il n'a jamais pensé que l'amendement qu'il a présenté serait admis, qu'il l'a déposé uniquement pour soulever la question des placements sociaux, et déclare ne maintenir cet amendement que par principe, p. 1046. — Art. 21. Fait remarquer que, à l'occasion de cet article, tous les amendements qu'il a présentés, tomberont éventuellement par suite du rejet possible d'un amendement précédent, et qu'ils ne sont présentés qu'en vue de l'adoption de ce premier amendement, p. 1046. — Art. 23. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 1047. — Art. 25. Déclare qu'il a justifié son amendement précédemment, p. 1047. — Art. 30. Défend les amendements qu'il a présentés à cet article, p. 1048. — Art. 34 et 34bis. Observations, p. 1050, 1051, 1056. — Déclare, au nom de la gauche socialiste, que si M. Henricot avait raison au point de vue technique, on devrait, non pas lui donner satisfaction, mais présenter des amendements; que son parti s'abstient de le faire, ne voulant pas retarder le vote de la loi au Sénat; puis annonce que son groupe votera le texte du gouvernement, amendé par la commission, étant, du reste, tout à fait assuré que la question sera reprise par la Chambre des représentants, p. 1114. — Art. 40bis. Développe l'amendement qu'il a présenté et qui a pour objet de modifier profondément le fonctionnement du fonds d'allocation, p. 1094. — Observations, p. 1095. — Art. 45. Fait remarquer que l'amendement présenté à cet article vient à disparaître si l'article 40bis qu'il a proposé est repoussé, p. 1096. — Déclare que son amendement vient à disparaître, p. 1114. — Art. 48. Déclare que son amendement vient à disparaître, p. 1114. — Art. 67. Donne lecture d'un amendement qu'il propose, en ce qui concerne les immunités, p. 1100. — Motive le vote de la gauche socialiste sur l'ensemble du projet de loi, p. 1115.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1020.

Journaux et circulaires (défense de distribution). — V. Interpellations au nom de M. Dewaele.

Juridiction prud'homale. — V. Industrie, commerce et travail : Prud'hommes.

L

Laboulle, sénateur de Liège, élu en remplacement de M. Seeliger, décédé.

Ann. — Prête serment, p. 1.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Interpelle, au cours de cette discussion, M. le ministre des sciences et des arts au sujet des mesures qu'il conviendrait de prendre pour faire cesser l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les universités de l'Etat vis-à-vis des universités libres au point de vue : a) de leur fonctionnement administratif interne; b) du recrutement de leurs professeurs; c) de leur possibilité de remettre et de maintenir à la hauteur des nécessités de l'enseignement supérieur moderne leurs bibliothèques, leurs collections, leurs laboratoires, leur outillage en général, p. 262 à 266.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 357.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 442, 443, 446. — Discours : Commence par déclarer que son discours sera un peu décousu, certains points qu'il comptait développer ayant été traités déjà avec suffisamment d'ampleur; se borne donc à développer les motifs pour lesquels il estime que, dans cette convention, l'Etat donne, mais que l'on ne voit pas ce que

Laboulle (suite)

donne son partenaire; fait ensuite l'analyse du projet et termine en estimant que le Sénat ferait bonne besogne en débarrassant le gouvernement des aléas considérables qui résultent de l'article 4; déclare que si, au contraire, le projet est voté tel quel, ce ne sera qu'une œuvre hâtive qui devra être recommencée avant peu, p. 506 à 509. — Observations, p. 510.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances le matin. Discussion : Observations, p. 529.

Lafontaine, sénateur provincial de Liège, premier vice-président du Sénat.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1929. Amendement à l'article 32 du tableau, n° 6.

Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire (co-sign.). Annexe au n° 38.

Ann. — Elu premier vice-président du Sénat, p. 1.

Projet de loi allouant des crédits provisoires sur des budgets de l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 182.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler son hostilité au développement général des armements, puis proteste contre le montant des dépenses militaires inscrites au budget en discussion; termine en demandant si l'on a conçu des mesures effectives pour défendre le pays contre la guerre aérienne au moyen de grenades à gaz asphyxiants et de grenades incendiaires, p. 220, 221.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Demande que l'on oriente l'enseignement vers le principe de la fraternisation des peuples et que l'on attire notamment l'attention des enfants sur la grande utilité d'une courtoisie pratiquée dans la vie de chaque jour, p. 269.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 586, 588, 589.

Projet de loi portant approbation du pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928. Discussion générale. Discours : Marque sa satisfaction de voir rapidement ratifier le pacte qu'il estime être un élément précieux dans la marche vers la paix; se réserve de faire ultérieurement les importantes observations au sujet du pacte, dont il aurait voulu démontrer les faiblesses, p. 617.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Discours : Commence par renouveler sa demande de voir modifier la dénomination du ministère des affaires étrangères, parle des difficultés avec la Hollande, traite ensuite la question des réparations, celle du Pacte Kellogg et termine par une observation qui lui tient à cœur : demande que, ensuite du Pacte de Paris, l'on codifie le droit international et qu'on lui donne une forme juridique qui en assure l'application, p. 625 à 628. — Observations, p. 648.

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. — Discussion générale. Discours : Estime que ce projet est trop important pour que l'on puisse le laisser passer sans le saluer, exprime son regret de ce que l'acte en discussion laisse la porte ouverte à des incertitudes graves, mais, tout en signalant le danger de guerre qui existe encore, invite le Sénat à voter l'acte avec enthousiasme et à convier les autres gouvernements à agir de même, p. 896-897. — Observations, p. 897.

Lalemand, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Inondations dans diverses régions du pays. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Schoor, p. 94.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 16.

Lalemand (suite)

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Art. 110. Rappelle un amendement qu'il a présenté à cet article, en séance du 28 juin 1928, majorant le jeton de présence pour la commission d'appel des pensions de vieillesse et la promesse faite par le ministre à cette occasion; constate qu'il ne lui a pas été donné satisfaction et prie le ministre d'exécuter sa promesse; traite ensuite encore quelques points relatifs aux pensions de vieillesse, insiste surtout sur la nécessité d'en augmenter le taux et d'étendre les immunités, p. 777, 778.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 1005.

Lamborelle, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 278.

Lebon, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Inondations dans diverses régions du pays. Discours : Traite particulièrement la question intéressant Anvers et estime que le département de l'intérieur et de l'hygiène devrait également intervenir, p. 35.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Commence par se faire l'écho des plaintes des commissions d'assistance publique au sujet de la mise en disponibilité de certains employés des anciennes administrations des hospices et de la bienfaisance, puis traite la question des parquets du pays flamand en ce qui concerne notamment l'envoi de circulaires en pays flamand, et termine en attirant l'attention du ministre sur la situation qui existe au parquet général de la Cour d'appel de Bruxelles au point de vue flamand, p. 68, 69. — Observations, p. 72.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193. — Discours : Traite à son tour la question de l'élection d'Anvers; critique, à ce sujet, le discours de M. Dens, ainsi que l'opinion du gouvernement et du parti libéral; estime que le projet ne devait pas établir deux régimes distincts; estime encore que, pour faire cesser l'agitation, il fallait concéder l'amnistie véritable et que le gouvernement n'a pas songé un seul instant à faire subir les effarants effets de l'interdiction légale à des gens qui n'ont péché que par perversion idéaliste; termine en déclarant qu'il émettra un vote affirmatif sur le projet, considérant qu'un résultat, même insuffisant, vaut mieux que rien, et que ce n'est qu'au prix d'un grand souffle conciliateur dans l'application de la loi que renaitra peut-être l'apaisement, p. 196 à 198.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 216.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande au ministre quel est le sort qu'il compte réserver aux enfants des bateliers et signale ce qui a été réalisé à Anvers, puis fait remarquer que c'est, en somme, quand on jette un coup d'œil sur l'ensemble du pays, la grande pitié de l'enseignement des enfants de bateliers, malgré la nécessité de cet enseignement, p. 276.

Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas s'opposer à l'adoption de ce projet, mais émet certaines critiques, notamment en ce qui concerne les enfants des bateliers belges, p. 339. — Observation, p. 340. — Souhaite qu'il soit possible, en cas de guerre, qu'un Belge puisse éviter l'horreur de faire la guerre à son pays dans les rangs français, p. 340.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Discours : Répond notamment au discours de M. le baron Ruzette et développe les motifs pour lesquels il s'abstiendra, estimant qu'il est douteux que l'amoinissement d'Anvers soit sérieusement compensé par le profit que le pays retirera de Zeebrugge, p. 514 à 516. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 518.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question de la concurrence entre la batellerie et les chemins de fer; déclare que la navigation, comme

Lebon (suite)

le parlement, désirent une solution de cet important problème et souhaite que le gouvernement s'occupe avec bienveillance de cette question, p. 541 à 543. — Fait personnel au sujet d'une imputation qui lui a été adressée par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., relativement à un tarif qui, d'après lui, aurait été demandé par la ville d'Anvers elle-même et qu'il aurait critiqué, p. 585.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Des observations ayant été faites, parce que aucune discussion n'était prévue pour ce projet, propose de donner la parole pour cinq minutes à M. Ryckmans, rapp., pour répondre aux questions de M. Segers, estimant que, après cela, le débat pourra être clos, p. 621. — Observations, p. 622.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Art. 69. Discours : Se fait l'interprète des doléances des greffiers des conseils d'appel des prud'hommes en ce qui concerne leur barème, p. 776, 777.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 118. Discussion, p. 791.

Leclercq, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Legrand, élu sénateur provincial de Namur, le 21 mars 1929, en remplacement de M. de Pierpont Surmont de Volsberghe, décédé.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 717. — Prête serment, p. 717.

Legs en faveur des familles nombreuses. — V. Finances : Impôts : Exemption, etc.

Leku, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Propose de procéder par acclamations au vote pour la nomination des secrétaires du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1894 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Observations au sujet d'une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck, p. 8, 9.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Appuie les observations faites par M. Van Roosbroeck en ce qui concerne la nécessité de ne pas énerver le droit d'interpellation, p. 4. — Observations, p. 14, 19 à 21.

Inondations dans diverses régions du pays. Observations, p. 34. — Ensuite du compte rendu donné par M. le président sur la visite faite par une délégation du Sénat aux régions inondées des environs de Termonde, exprime le regret d'un bon nombre de sénateurs appartenant à tous les groupes du Sénat de n'avoir pas pu se joindre à la délégation qui s'est rendue à Termonde; cite des paroles prononcées par le D^r Brancart, député, afin d'affirmer la nécessité d'une étroite solidarité entre la Flandre et la Wallonie, p. 90.

Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Observations, p. 49.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Observations, p. 55, 56.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 71, 72, 75.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 109, 111, 112.

Interpellation de M. Vinck au sujet du remboursement de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur les traitements des fonctionnaires pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 120.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193 à 195, 198 à 200. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Leku (suite)

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Propose, par motion d'ordre, l'heure de la levée des séances étant proche et le Sénat étant peu nombreux, que la décision à prendre au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les propositions en présence soit remise au lendemain, afin de donner aux sénateurs, et notamment à M. Magnette, président, le temps de la réflexion, p. 213.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 217, 218. — Discours : Reproche aux dirigeants d'avoir ramené le pays au régime de la paix armée, p. 225. — Observations, p. 227, 228. — Avant l'ouverture de la discussion des articles, demande qu'il soit entendu que le groupe socialiste demandera l'appel nominal sur l'amendement présenté par MM. Volckaert et consorts, au sujet de la solde des soldats, p. 233. — Discussion des articles. Article 14. Observations, p. 235.

Annales parlementaires : Retard apporté à leur publication. Applaudit aux observations de M. Braun au sujet du retard apporté à la publication des annales parlementaires, p. 223.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Labouille relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 245, 260, 284, 285, 295 à 297. — Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 300, 301. — Fait des observations à l'occasion de l'adoption de l'amendement de la commission, comme au sujet des développements donnés par M. Jauniaux aux motifs de son abstention au vote de cet amendement, p. 302.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 334.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 374 à 379. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 388, 389.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 439, 440, 443, 507 à 509, 513, 516.

annonce du décès de M. de Pierpont-Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur. Discours, p. 512.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 624, 670.

Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, le mercredi 13 mars, demande si cette proposition de loi reste à l'ordre du jour; déclare à cette occasion qu'il considère ce projet comme inopportun et que, s'il n'était pas biffé simplement de l'ordre du jour, son parti se réserve de le combattre avec vigueur, p. 651.

Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques. Discussion générale. Observations, p. 656.

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants-généraux titulaires du Grand cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Observations, p. 659.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 684, 685, 687.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Chapitre VI. Prie M. Ley d'abréger son discours afin de permettre au Sénat d'aboutir, p. 776.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Article 101. Observations, p. 787. Article 120. Discussion : p. 792, 793.

Observations au sujet de l'ordre du jour ainsi que des derniers jours où le Sénat devra siéger, p. 973.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 988 à 990. — Discours : Commence par estimer que l'importance du problème du vote des femmes soulevé par l'amendement que vient de défendre M. le vicomte Berryer, exigera une discussion d'une grande ampleur, que le moment est donc inopportun pour l'entamer, que, du reste, la Chambre s'étant déjà séparée, une solution ne peut être définitivement donnée à la question, estime encore que le discours de M. le vicomte Berryer s'adresse

Loku (suite)

plutôt à la gauche libérale, déclare que, dans la question du vote des femmes, comme dans toute autre, la gauche socialiste reste fidèle à son programme, mais entend déterminer elle-même l'heure de l'application, puis développe les motifs qu'il a déjà indiqués en commission et pour lesquels il estime que l'amendement de M. le vicomte Berryer et consorts n'est qu'une manœuvre électorale, p. 990, 991. — Observations, p. 991, 992.

Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de la session. Demande s'il ne serait pas possible que le Sénat termine ses travaux, le surlendemain jeudi 2 mai, p. 1002.

Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Discussion de la proposition d'ajournement qu'il a présentée avec MM. Lafontaine et consorts. Défend cette proposition, p. 1117, 1118.

Projet de loi ayant pour objet la protection des sites, des monuments et des édifices dont la conservation est d'intérêt national, au point de vue historique, artistique ou scientifique. Estime qu'il est impossible de discuter ce projet en fin de session, p. 1119.

Lourquin, sénateur de Nivelles.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 104. — Discours : Commence par estimer qu'il n'a plus grand-chose à dire après les discours prononcés par MM. Beauduin et Mullie; remercie le ministre d'avoir tenu bonne note de différents points qu'il avait développés lors de la discussion du précédent budget, notamment en ce qui concerne l'entretien des chemins de fer vicinaux, l'école de maréchalerie, qu'il souhaite voir développer; combat la fusion des laboratoires de province en un laboratoire central à Bruxelles, traite également la question de la betterave sucrière, et termine en réclamant le vote du projet de loi modifiant la loi de mai 1846 sur les ventes publiques en détail de marchandises neuves, p. 110, 111.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Commence par annoncer qu'il avait toujours été résolu à ne pas voter l'amnistie, estimant que ceux qui avaient voulu vendre la Belgique à l'Allemagne ne méritaient aucune pitié, mais que, à la suite de l'exposé très clair fait par M. Janson, m. j., démontrant qu'il ne s'agit que d'une libération avec privation des droits civils et politiques, il votera cette libération, saisit cette occasion pour demander que l'on répare sans plus de retard, et avec équité, les dommages subis par les déportés, et qu'on leur accorde la médaille des déportés sans considérer s'ils étaient en âge de milice, p. 198.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Discours : Demande si le ministre a fait procéder à une enquête en ce qui concerne les responsabilités et si des sanctions seront appliquées, p. 204. — Fait encore diverses observations, p. 205.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : En sa qualité de président de la commission administrative des écoles moyennes de Wavre, prie le ministre de définir, une fois pour toutes, le rôle des commissions administratives des écoles moyennes, p. 297.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 368. — Discours : Déclare qu'il ne parle pas de la question des wateringues, celles-ci ayant déjà été traitées par plusieurs orateurs, mais entretient le ministre des travaux d'irrigations qui doivent se faire dans la province de Limbourg, p. 308.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 526, 527, 534. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 552, 553.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande la construction d'abris à la gare d'Ottignies, puis demande que l'on perfectionne les communications en faveur de la ville de Wavre et fait remarquer que cette ville a été désavantagée lors de la construction de la ligne de Bruxelles-Luxembourg, p. 544.

Lourquin (suite)

Projet de loi relatif à la location de biens ruraux appartenant à des pouvoirs publics. Discussion générale. Observations, p. 691.

Interpelle M. le ministre de l'agriculture au sujet de l'émotion causée parmi les étudiants des instituts agronomiques, cette catégorie de diplômés n'étant pas comprise dans la liste des grades académiques. Déclare être d'accord avec le ministre compétent au sujet de cette interpellation, p. 972. — V. plus loin le développement de l'interpellation au cours de la discussion du projet sur ces grades académiques.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens. Au cours de la discussion générale de ce projet interpelle M. le ministre de l'agriculture au sujet de la non-admission des diplômés des instituts agronomiques dans la liste des grades académiques. Développe son interpellation, p. 1059. — Observations, p. 1061, 1062. — Prie le ministre de lui donner la garantie qu'une commission sera nommée pour l'établissement d'un statut officiel pour les ingénieurs agronomes, déclare que, s'il n'obtenait pas cette promesse, son vote serait négatif, p. 1063.

Leyniers, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Rapport, n° 75.

Projet de loi approuvant la convention de Genève du 26 septembre 1927 concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger. Rapport n° 89.

1. Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928. — 2. Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928. — 3. Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. — 4. Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. — 5. Budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines) pour l'exercice 1929. Rapport n° 123.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Amendement (co-signé), n° 151.

Ann. — Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour but de régler les conflits en matière de recrutement militaire. Dépose le rapport sur ce projet, p. 295. — Discussion générale. Discours : Estime que si les critiques de M. Lebon sont justifiées dans une certaine mesure, et bien qu'il souhaiterait, quant à lui, que le gouvernement français accepte la politique belge basée sur le *jus sanguinis*, il faut pourtant considérer que la nouvelle convention a uniquement pour but l'adaptation de l'ancienne convention aux cas nouveaux résultant des législations en vigueur; fait remarquer à M. Lebon qu'il n'a parlé que des bateliers, mais qu'il y a plus de septante-deux cas différents de l'application de la convention, termine en souhaitant que les mesures d'exécution ne donnent lieu qu'à des échanges de vues très cordiaux, p. 339, 340.

Projet de loi approuvant la convention de Genève du 26 septembre 1927 concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 437.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1928; budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1928; budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1929; budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1929 et budget du ministère des colonies (dépenses métropolitaines) pour 1929. Dépose le rapport sur ces budgets, p. 720.

Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 12 septembre 1928, relative à la nationalité de la femme mariée. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 742.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 744.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 990.

Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi sur le gouvernement du Congo belge relatif aux magistrats, fonctionnaires, militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la colonie et l'article 1^{er} de la loi du 12 mars 1923 relatif à la pension de ces agents. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 986. — Donne lecture de son rapport, p. 990, 1000.

Licences d'exportation. — V. Industrie, commerce et travail.**Liebaert, sénateur coopté.**

Ann. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Observations, p. 56. — Discours : Développe les raisons pour lesquelles il convie le Sénat à se rallier à l'avis émis par M. Moyersoen et à repousser les conclusions de la commission tendant à l'égalité du traitement du premier président et du président de chambre, p. 56. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 108.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 99, 112, 113, 125.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Discours : Fait à nouveau l'exposé des rétroactes de la jonction, commente l'attitude de M. Max et démontre que, à son avis, l'arrangement avec la ville de Bruxelles est une œuvre illégale, préjudiciable au trésor, attentatoire aux attributions du Sénat et dangereuse pour la ville; termine en exprimant le vœu que, grâce à une combinaison qui serait encore en voie de négociation, on puisse éviter tous les inconvénients qu'il vient de signaler, p. 389 à 391. — Observations, p. 394, 395. — Avant le vote sur l'ensemble du budget extraordinaire, déclare qu'il aurait désiré motiver son vote sur l'amendement du gouvernement, repris par la commission, en vue de l'organisation d'une adjudication-concours des travaux de la jonction Nord-Midi, p. 412. — M. le président lui ayant fait remarquer que cet amendement avait été adopté, se déclare d'accord pour motiver son vote à une autre occasion, p. 412. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget extraordinaire et sur l'ensemble du budget des travaux publics, et motive, à cette occasion, son vote sur l'amendement dont il a parlé plus haut, p. 517.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 438, 509.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 518.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 586.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 668.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant à des pouvoirs publics. Discussion générale. Observations, p. 693.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 1004.

Ligne électrique Mons-Boussu. — V. Chemins de fer : Vicinaux.**Ligy, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

Doc. — Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. — Rapport n° 35. — Rapport sur le texte amendé par la Chambre, n° 72.

Projet de loi ayant pour objet de soumettre respectivement au contrôle de l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre et de l'Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre, les appels à la générosité publique sous le couvert ou en faveur d'invalides de la guerre, d'orphelins de la guerre et de leur famille. — Rapport, n° 55.

Projet de loi modifiant l'alinéa final de l'article 55 du Code rural. — Rapport, n° 73.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. — Rapport, n° 96.

Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire. — Rapport, n° 99.

Proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeurs aux universités de l'Etat et les fonctions de membres des Chambres législatives. — Rapport, n° 115.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. — Développements, n° 125. — Proposition de loi, n° 125.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et modification à la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales. Rapport n° 127. — Texte amendé par la Chambre des représentants. — Rapport n° 171.

Ligy (suite)

Projet de résolutions à prendre par le Sénat en matière d'éligibilité. — Rapport, n° 139.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales en 1929. — Amendement à l'article unique, n° 151.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Dépose le rapport sur ce projet, p. 146. — Déclare que la commission a émis le vœu que ce projet soit discuté le jour même, mais estime que cela n'est pas possible, étant donné le peu de sénateurs restant encore en séance, p. 146. — Demande que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour du lendemain, p. 146. — Donne lecture de son rapport, p. 146. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre, p. 282. — Fait remarquer l'urgence de ce projet et demande qu'il soit inscrit à l'ordre du jour du lendemain, p. 349. — Discussion générale du texte amendé. Discours : Estime que le gouvernement tiendra peut-être compte des vœux qui viennent d'être exprimés par M. Cools, mais qu'il les écartera aussi éventuellement lors de la présentation des projets définitifs sur la fiscalité provinciale et communale; fait remarquer, pour le surplus, que la question soumise au Sénat par le projet est uniquement le maintien pour 1929 des règles qui, depuis 1925, permettent aux communes d'établir leur budget, p. 369.

Projet de loi ayant pour objet de soumettre respectivement au contrôle de l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre et de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre les appels à la générosité publique sous le couvert ou en faveur d'invalides de la guerre, d'orphelins de la guerre et de leur famille. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 208. — Demande que ce projet, adopté à l'unanimité par la commission, soit discuté immédiatement après le vote du projet relatif à l'abrogation de l'article 298 du Code civil, p. 208.

Projet de loi modifiant l'alinéa final de l'article 55 du Code rural. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 282. —

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 535.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 518. — Par motion d'ordre, prie le Sénat d'inscrire cet objet en tête de son ordre du jour du lendemain, p. 533. — Discussion des articles. Art. 2. Motive sa proposition de suppression de la seconde partie du second alinéa et estime qu'il est même inutile de maintenir la première partie de cet alinéa, celle-ci reproduisant un texte de loi existant, p. 537. — Art. 2bis proposé par la commission. Remercie le ministre de s'être rallié à une partie de la proposition de la commission et déclare que la commission se ralliera certainement aux suggestions de M. Janson, m. j., pour le surplus, p. 538. — Art. 4bis proposé par la commission. Remercie le ministre, qui se rallie à cette disposition, p. 538. — Avant le second vote, fait remarquer que le numérotage des articles devra être modifié, p. 538.

Projet de loi modifiant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 540.

Proposition de loi tendant à autoriser les professeurs des universités de l'Etat à accepter dorénavant des mandats aux Chambres législatives. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 671.

Proposition de loi modifiant l'article 25 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. Dépose cette proposition de loi, p. 720.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux incompatibilités, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque Nationale. Dépose cette proposition de loi, p. 720. — Demande la remise de la discussion au mardi suivant le 30 avril, p. 961. — Insiste sur sa demande et fait remarquer, à la suite d'observations diverses, qu'elle n'est le résultat d'aucune manœuvre, p. 961.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral. Dépose le rapport sur ce projet de loi; demande que la discussion en soit fixée au mercredi matin et déclare que le rapport sera distribué en temps utile, p. 727.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membres des Chambres législatives. Prie le Sénat de discuter en même temps ces deux objets, p. 784. — Discussion générale. Déclare que la commission est d'accord sur la modification de titre proposée par le gouvernement, p. 784. —

Ligy (suite)

Fait remarquer que le gouvernement a proposé un amendement tendant à ajouter un article 2 au projet et que l'article unique doit donc devenir l'article 1^{er}. Discussion des articles. Art. 1^{er} : art. 90. Déclare que la disposition transitoire présentée par M. Paulsen, proposée par la commission, et qui forme l'article 242 nouveau, devra figurer au projet comme article 3, cette disposition constituant une mesure transitoire qui ne doit pas être introduite dans le texte même de la loi, p. 785. — Art. 92. Déclare, d'accord avec la commission, que l'amendement proposé par M. Paulsen devient inutile, p. 786. — Art. 101. Discussion de l'amendement de la commission tendant à appliquer le coefficient 7 au jeton de présence. S'oppose à cet amendement, p. 787. — Estime que le coefficient proposé par le gouvernement est suffisant, p. 787. — Art. 116. Observations, p. 790. — Déclare que l'amendement présenté par la commission à l'alinéa 12 tient uniquement à préciser la disposition qu'il vise, p. 790. — Art. 118. Discussion, p. 791. — Déclare maintenir l'amendement de la commission, p. 791. — Art. 120. Discussion. Estime que la disposition combattue par M. Paulsen est absolument justifiée, p. 792, 793. — Art. 126. Pose une question au gouvernement au sujet de l'interprétation du texte de cet article, p. 797. — Art. 148. Fait diverses observations et estime que, à titre d'essai, on peut admettre le texte du gouvernement, p. 800. — Art. 151. Déclare que, la commission s'étant ralliée au dernier alinéa de l'article 148 proposé par le gouvernement, sa proposition de suppression de l'article 151 vient à disparaître et qu'il en est de même de l'amendement qu'elle avait proposé à l'article 161, p. 801. — Art. 210. Observations, p. 809. — Art. 228. Fait remarquer que le texte de la commission est plus explicite que le texte de la proposition de M. Digneffe et estime que ce texte est préférable, p. 812.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et modification à la loi du 10^e octobre 1921 organique des élections provinciales. Déclare que le rapport sera prêt dans quelques instants et qu'il demandera au Sénat de pouvoir en donner immédiatement lecture, afin que le projet puisse être voté pendant la séance en cours, p. 859. — Dépose le rapport sur ce projet et donne lecture de son rapport, p. 970.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 989.

Lillo. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoires.

Limage, sénateur coopté.

Doc. — Budget de l'agriculture pour 1929. — Rapport, n° 20.

Projet de loi régissant la location des biens ruraux appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics. — Rapport sur le texte réamendé par la Chambre des représentants, n° 93. — Rapport complémentaire sur le même texte, n° 106. — Rapport sur le texte adopté au premier vote, n° 126.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 56. — Au moment de l'ouverture de la discussion générale, se joint au président pour dégager la responsabilité du ministre quant à la remise du débat, p. 91. — Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels l'agriculture, qui s'est soumise à l'impérieuse pression budgétaire qui a suivi la guerre, contribuant ainsi à l'assainissement de la situation monétaire, a lieu de protester contre la situation qui lui est faite à l'heure actuelle, alors que les circonstances budgétaires se sont heureusement modifiées; déclare que l'agriculture réclame un ministre qui puisse se consacrer entièrement à elle, sans pour cela exprimer aucune critique personnelle contre le ministre en fonctions; puis motive les amendements présentés par la commission et tendant à des augmentations de crédit, p. 91-92. — Observations, p. 97, 103, 104. — Discours : Dans l'intérêt de l'enseignement agricole, prie le ministre d'examiner la question de la situation de l'Institut agricole de Gembloux, qui accuse un résultat déficitaire de 30,000 francs, p. 115. — Discours : Fait une rectification aux observations qu'il a présentées la veille en ce qui concerne l'Institut agricole de Gembloux, ayant été mal renseigné à cet égard, puis déclare qu'il n'a en rien voulu viser le personnel de cet établissement, mais qu'il a simplement demandé que l'on comptabilise de façon distincte les expériences et l'exploitation proprement dite, p. 124, 125. — Observations, p. 126. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Exprime son regret de voir le ministre ne pas accepter les amendements de la commission, espère que, ainsi qu'on l'a fait entrevoir, les crédits supplémentaires

Limage (suite)

lui donneront satisfaction, et demande instamment que le ministre fasse un geste complet en leur faveur pour le prochain budget, p. 131, 132. — Art. 27. Déclare que l'amendement de la commission est maintenu, p. 135.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 527, 528, 532, 533. — Discours : Commente le discours prononcé par M. Mousty et l'avis de M. Rasquin, ingénieur agronome de l'Etat, cité par M. Mousty, en ce qui concerne l'indemnité de sortie, p. 534.

Projet de loi régissant la location des biens ruraux appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande que la discussion en soit jointe à celle du bail à ferme, p. 442. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Estime que la grande majorité des membres du Sénat considère que certaines modifications doivent être apportées au projet en discussion, croit répondre au désir de cette majorité en proposant le renvoi à la commission de l'agriculture, estimant qu'il serait difficile de se mettre d'accord, en séance publique, sur le texte à adopter, propose que la commission se réunisse dès le lendemain matin, afin de ne pas retarder le vote du projet, p. 560. — Dépose le rapport complémentaire sur ce projet de loi et demande que cet objet soit inscrit en tête de l'ordre du jour de la séance du mardi suivant, p. 618. — Discussion générale. Observations, p. 691. — Discours : Déclare partager la manière de voir de M. Moyersoen et l'avoir exprimé dans son rapport, mais ne pouvoir arriver aux mêmes conclusions que lui; estime qu'il est préférable de voter le projet tel qu'il est présenté, plutôt que de n'avoir aucune législation en la matière, p. 692. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 702. — Déclare renoncer à la parole, p. 703. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Rapporte que le rapport a été suffisamment explicite, l'amendement de M. Moyersoen ayant été rejeté en commission par 3 voix contre 5 et une abstention; prie donc le Sénat, à cause de la question d'opportunité déjà développée, de se rallier à l'avis de la commission, p. 744. — Fait de brèves observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745.

Lippens, sénateur de Gand-Eccloo, ministre des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique.

Ann. — Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. — Dépose ce projet de loi, p. 262.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 385, 386, 388, 395. — Discours : Déclare qu'il n'a que peu de chose à ajouter à l'exposé fait par M. le baron Houtart, m. l., au point de vue financier, commente le discours de M. Liebaert, qui semble accuser le gouvernement de mauvaise foi; puis développe les motifs pour lesquels il demande au parlement de se rallier à l'amendement du gouvernement, p. 395, 396. — Observations, p. 396, 397. — Fait encore diverses observations et termine en déclarant qu'il accepte l'amendement de M. Segers, p. 397.

Difficultés du ravitaillement des populations en charbon, par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations amenées par ces gelées dans les transports. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Overbergh, qui se fait l'interprète de l'émotion qui règne et demande si toutes les mesures possibles ont été prises, répond à M. Van Overbergh, déclare que l'on s'est sérieusement préoccupé de cette question; saisit cette occasion pour rendre hommage au personnel des chemins de fer et déclare également que l'administration a fait l'impossible pour maintenir les ports ouverts, p. 412.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 519 à 521, 543, 545 à 548, 562, 567, 569, 570, 573, 574. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 575 à 580. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Répond à M. Fraiture, p. 581, 582. — Art. 38. Déclare, en réponse à M. Volckaert, que les 100,000 francs prévus à cet article sont bien destinés à la propagande pour le tourisme, p. 588.

Fixation de l'ordre du jour de la semaine du 5-7 mars. Des propositions ayant été faites de tenir des séances du matin, propose de siéger le matin dès le mardi suivant, p. 522.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Insiste sur la nécessité de prendre des mesures si la Haute Assemblée compte terminer la plus grande partie de son travail avant les vacances de Pâques, p. 528.

Ajournement du Sénat : M. le président ayant proposé au Sénat de reprendre ses travaux le 23 avril, fait diverses observations au sujet de la date de la prochaine réunion du

Lippens (suite)

Sénat, un projet de loi relatif au budget extraordinaire de l'aéronautique devant être voté éventuellement pour le 23 avril, p. 815.

Projet de loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la radiographie et la téléphonie. Dépose ce projet de loi, p. 972.

Interpellation de M. Renier au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. A la suite de la motion d'ordre de M. Renier, déclare que tout le monde partage les sentiments qui viennent d'être exprimés par M. Renier, qu'il lui est impossible, les investigations sur les causes de l'accident n'étant pas terminées, de parler à ce moment au Sénat de cette catastrophe, mais assure M. Renier qu'il veille personnellement à ce qu'aucune des familles éprouvées ne soit privée de secours, p. 970. — Observations, p. 1104 à 1107. — Répond à l'interpellation, p. 1107, 1108.

Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radionélectriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications. Fait diverses observations au sujet de la demande de M. Hicquet tendant à donner lecture des trois rapports, p. 986, 987. — Discussion générale des trois projets. Observations, p. 1109. — Discours : Répond aux observations présentées par M. le vicomte Vilain XIII et le R. P. Rutten, et précise la pensée qui anime le gouvernement en ce qui concerne les projets en discussion afin de convaincre le Sénat combien il est urgent que la Belgique prenne sa place en matière de radio-diffusion, p. 1110 à 1113. — Observations, 1115 à 1117. — Discussion de la proposition d'ajournement : Discours : p. 1117, 1118.

Fixation de l'ordre du jour : M. Hicquet ayant demandé à pouvoir donner immédiatement lecture de rapports sur les projets de loi relatifs à la radiotélégraphie, ainsi que sur certains projets intéressant les chemins de fer, et certains membres s'opposant à l'urgence, fait remarquer les inconvénients qui se présenteraient si ces projets n'étaient pas votés en temps utile et insiste pour que la discussion ait lieu sans retard, p. 986, 987.

Liste des candidats-conseillers à la Cour de cassation. — V. Organisation judiciaire : Cour de cassation.

Listes des membres du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. — V. Droit administratif.

Lois électorales.**ELECTIONS PROVINCIALES.**

Composition du corps électoral. — *Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929.*

V. les nos 157 et 179 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. Cools, n° 150.

Amendement présenté par MM. Ligy, Ryckmans, Van Overbergh, le vicomte Berryer, Leyniers et le baron Delvaux de Fenffe, n° 151.

Discussion générale :

Ann. — Discours de M. le vicomte Berryer (qui défend l'amendement qu'il a présenté avec MM. Ligy et consorts, et ayant pour objet d'introduire dans le projet le suffrage féminin à la province; qui estime qu'il peut dire qu'il est l'interprète de la droite tout entière pour défendre cet amendement, tout en faisant remarquer la personnalité éminente des co-signataires de cet amendement; termine en déclarant qu'il peut faire appel à la gauche socialiste en faveur de l'amendement, mais s'adresse à la gauche libérale en lui demandant d'être logique avec elle-même), p. 988 à 999. — Interruptions de MM. Van Roosbroeck, Lekeu, Clesse, Van Fleteren, Ligy, de Brouckere, Segers, Beauduin, p. 988 à 990. — Discours : de MM. Lekeu (qui commence par estimer que l'importance du problème qui vient d'être soulevé par l'amendement que vient de défendre M. le vicomte Berryer exigera une discussion d'une grande ampleur, que le moment est donc inopportun pour l'entamer, que, du reste, la Chambre s'étant déjà séparée, une solution ne peut être définitivement donnée à la question; estime encore que le discours de M. le vicomte

Lois électorales : ELECTIONS PROVINCIALES. Composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales en 1929 (suite)

Berryer s'adresse plutôt à la gauche libérale; déclare que, dans la question du vote des femmes, comme dans toute autre, la gauche socialiste reste fidèle à son programme, mais entend déterminer elle-même l'heure de l'application; puis développe les motifs qu'il a déjà indiqués en commission et pour lesquels il estime que l'amendement de MM. le vicomte Berryer et consorts n'est qu'une manœuvre électorale; Digneffe (qui, au nom du groupe libéral, déclare que, au sein de ce parti, il y a des partisans du vote des femmes, mais que tous ne se sont pas ralliés à cette réforme; que, bien qu'il soit vraisemblable que l'on arrivera un jour à la réaliser, car elle apparaît comme une conséquence naturelle de l'extension du droit de suffrage à laquelle le parlement belge a procédé au cours des dernières années, il estime que le moment n'est pas opportun pour opérer cette réforme, que le gouvernement n'a lui-même pas cru devoir proposer et qualifie donc d'insolite l'amendement proposé par la droite); Van Overbergh (qui, non seulement au nom des démocrates, mais de toute la droite, déclare qu'ils voteront l'amendement relatif au vote des femmes parce qu'il se trouve inscrit au programme de l'Union catholique sous la formule générale « Suffrage universel des hommes et des femmes à tous les degrés », et motive cette déclaration), p. 990 à 992. — Interruptions de MM. Segers, Volckaert, Lekeu, Van Fleteren, Digneffe, p. 991, 992. — Discours de M. Carnoy, m. i. h., qui, au nom du gouvernement, commence par faire remarquer que le projet soumis aux délibérations du Sénat présente un caractère nettement provisoire, ne se rapportant qu'aux élections de 1929; que, si le gouvernement a agi ainsi, c'est parce que l'introduction du vote féminin à la province constitue une réforme d'une grande amplitude et que, bien que cette réforme figure au programme de tous les partis, il est de tradition en Belgique que les réformes électorales ne se réalisent qu'à la faveur d'une certaine entente entre les partis; que cette entente n'existant à ce moment, ni au sein du gouvernement, ni dans le parlement, le gouvernement a estimé inopportun de proposer cette réforme, p. 992.

Discussion de l'article unique :

M. le président donne lecture du texte de cet article et du texte de l'amendement présenté par MM. le vicomte Berryer, Ligy et consorts, p. 992. — L'appel nominal est régulièrement demandé par la droite et l'amendement est rejeté par 69 voix contre 54, p. 992. — L'article unique est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 992.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 93 voix contre 8 et 6 abstentions, p. 993 (30 avril 1929). — Se sont abstenus : MM. le chevalier de Vrière, le duc d'Ursel, le baron Gillès de Pelichy, Nolf, le baron Van Zuyfen et le vicomte Berryer, p. 993. — Le projet est soumis à la sanction royale.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES.

Fonctionnaires de la Banque nationale. — *Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926, modificatifs de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique* (due à l'initiative de M. Ligy, et signée par MM. Ligy, Braun, Derbaix et Digneffe).

Doc. — Développements, n° 125. — Proposition de loi, n° 125. Rapport fait par M. Van Fleteren, n° 138.

Ann. — M. Ligy dépose cette proposition de loi, p. 720 (21 mars 1929). Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de l'intérieur et de l'hygiène, p. 729.

Cette proposition de loi venant en ordre utile le jeudi, 25 avril, M. Ligy en demande la remise au mardi suivant, p. 961. — M. le baron Ruzette appuie cette demande, p. 961. — MM. Volckaert et Van Fleteren font diverses observations au sujet de cette demande de remise; M. Ligy insiste sur sa demande et fait remarquer qu'elle n'est le résultat d'aucune manœuvre, p. 961. — Le Sénat décide la remise, p. 961.

M. le président annonce que les auteurs de cette proposition de loi demandent l'ajournement de la discussion, et cette demande est admise, p. 993.

Professeurs des universités de l'Etat. — *Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894.* — V. Enseignement supérieur : Universités de l'Etat : Nombre de professeurs, et incompatibilités.

Lois électorales : INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES (suite)

Modification de l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894.

Doc. — Disposition disjointe, par décision du Sénat, du projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur (nombre de toges) donné aux frais de l'Etat, et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894, n° 45.

Ann. — Cette disposition est disjointe à la suite d'une proposition de la commission. — V. les p. 8 à 10 des *Annales*, le rapport de M. Vermeylen, p. 26, et l'accord de M. Vauthier, m. s. a., au sujet de la disjonction, ou la rubrique : Enseignement supérieur : Universités de l'Etat : Nombre des toges.

A la suite de l'adoption du projet de loi revisant les titres IV à XI du Code électoral, dans lequel la proposition de MM. Digneffe et consorts, reproduisant cette disposition disjointe, a été adoptée sous forme d'amendement de la commission à l'article 228, M. le président déclare que cette disposition disjointe vient à disparaître, p. 815.

Proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeurs aux universités de l'Etat et les fonctions de membres des Chambres législatives (due à l'initiative de M. Digneffe et signée par MM. Digneffe, Vermeylen et le baron de Moffarts).

Doc. — Développements, n° 70. — Proposition de loi : Annexe au n° 70.

Rapport fait par M. Ligy, n° 115. — Amendement présenté par la commission, n° 115.

Ann. — M. Digneffe dépose cette proposition de loi en son nom et au nom de MM. Vermeylen et le baron de Moffarts. M. Digneffe demande qu'elle soit examinée sans retard et motive sa demande, p. 274 (29 janvier 1929).

Le projet de loi, appuyé par quatre membres, est pris en considération et renvoyé à l'examen des commissions réunies des sciences et des arts et de l'intérieur et de l'hygiène, déjà saisies d'une proposition de loi analogue, p. 325.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 671 (14 mars 1929).

Cette proposition de loi est adoptée sous forme d'un amendement de la commission à l'article 228 du projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral, et M. le président déclare qu'il n'y a, en conséquence, plus lieu de délibérer sur la proposition de loi de MM. Digneffe et consorts, p. 815.

V. éventuellement plus loin le Chapitre II (Incompatibilités) du projet portant révision des articles IV à XI du Code électoral.

TITRES IV A XI DU CODE ÉLECTORAL : REVISION.

Coordination des textes et élimination de dispositions périmées ou caduques. Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral.

Doc. — Exposé des motifs, n° 105. — Projet de loi : Annexe au n° 105. — Modèle I : Instructions pour l'électeur. Modèle II : Bulletins électoraux. Modèle III : Plan d'une salle d'élection. Annexe au n° 105.

Rapport fait par M. Ligy, n° 127. — Amendements présentés par la commission, n° 127.

Amendements présentés par la commission, n° 132.

Rapport fait par M. Ligy sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 171.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Carnoy, m. i. h., p. 585 (7 mars 1929). — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 727 (21 mars 1929). — M. Ligy demande que cet objet soit porté à l'ordre du jour du mercredi suivant et déclare que le rapport sera distribué en temps utile, p. 727. — Observation de M. Volckaert, p. 727. — La discussion est fixée provisoirement à la séance du mercredi suivant.

M. Ligy, rapp., prie le Sénat de discuter en même temps le projet coordonnant diverses dispositions du Code électoral, et la proposition de loi de MM. Digneffe et consorts, relative aux incompatibilités. Cette proposition est admise, p. 784.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Lois électorales : TITRES IV A XI DU CODE ÉLECTORAL : REVISION (suite)

Discussion du projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et de la proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives :

M. Paulsen déclare qu'il a plusieurs modifications à proposer au projet coordonnant certaines dispositions du Code électoral; estime que, certaines d'entre elles ayant déjà été admises en commission, il ne devra plus y insister beaucoup, mais suggère, pour la clarté de la discussion, que l'on aborde immédiatement la discussion des articles, et cette proposition est admise, p. 784.

M. le président rappelle que le gouvernement propose une ajoutée au titre du projet « et modification à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales », p. 784. — M. Ligy déclare que la commission est d'accord, et cette modification au titre est adoptée, p. 784. — M. Ligy, rapp., fait remarquer que le gouvernement a proposé un amendement tendant à ajouter un article 2 au projet et que l'article unique doit donc devenir l'article 1^{er}. Cette proposition est adoptée, p. 784.

M. le président déclare que, le projet apportant des modifications à certains articles du Code électoral, il estime qu'il y a lieu d'examiner séparément chacune de ces dispositions. Cette proposition est admise, p. 784.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Titre III : Des collèges électoraux. Chapitre I : Des bureaux.

Art. 87, 88 et 89. Adoptés sans observation, p. 784, 785.

Art. 90. M. le président donne lecture du texte du projet et M. Paulsen rappelle un amendement qu'il a présenté constituant une disposition transitoire. M. Carnoy, m. i. h., déclare que le gouvernement est d'accord, p. 765. — M. Ligy rapp., déclare que la disposition proposée par la commission et qui forme l'article 242 nouveau, devra figurer au projet comme article 3, cette disposition constituant une mesure transitoire, qui ne doit pas être introduite dans le texte même de la loi, p. 775. — L'article 90 est adopté, p. 785.

Art. 91. Adopté sans observation, p. 785.

Art. 92. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement présenté par la commission, p. 785, 786. — M. Paulsen déclare que, à la suite d'explications qui lui ont été données par le ministre, l'amendement qu'il avait suggéré devient inutile, et M. Ligy déclare que la commission est d'accord, p. 786. — L'amendement étant retiré, M. le président met aux voix le texte du projet, qui est adopté, p. 786.

Art. 93 à 100. Adoptés sans observation, p. 786, 787.

Art. 101. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement proposé par la commission. Discussion de l'amendement de la commission, tendant à appliquer le coefficient 7 au jeton de présence : MM. Ligy, rapp., Carnoy, m. i. h., s'opposent à cet amendement; M. Paulsen défend l'amendement; MM. Moyersoen, Van Fleteren et Lekeu font des observations, p. 787. — M. Ligy, rapp., estime que le coefficient proposé par le gouvernement est suffisant; M. Paulsen maintient sa proposition de multiplier par 7, et cet amendement n'est pas adopté, p. 787. — M. le président rappelle un amendement du gouvernement au deuxième alinéa. Cet amendement est adopté, p. 787, 788. — L'article 101, ainsi amendé, est adopté, p. 788.

Art. 102 à 104. Adoptés sans observation, p. 788.

CHAPITRE II. — De la convocation des électeurs.

Art. 105 à 107. Adoptés sans observation, p. 788, 789.

TITRE IV. — DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES.**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions de police.**

Art. 108 à 114. Adoptés sans observation, p. 789.

CHAPITRE II. — Des candidatures et des bulletins.

Art. 115. Adopté sans observation, p. 789.

Art. 116. M. le président donne lecture du projet et indique un premier amendement de la commission, p. 789, 790. — Observations de MM. Carnoy, m. i. h., et Ligy, rapp., p. 790. — L'amendement de la commission tendant à la suppression de l'extrait d'acte de naissance, est adopté, p. 790. — M. le président donne lecture d'un second amendement présenté par la commission à l'alinéa 12. M. Ligy, rapp., déclare que

Lois électorales : TITRES IV A XI DU CODE ÉLECTORAL : REVISION (suite)

l'amendement tient uniquement à préciser la disposition qu'il vise; M. Carnoy, m. i. h., se rallie à l'amendement, qui est adopté, p. 790. — L'ensemble de l'article 116, ainsi amendé, est adopté, p. 790.

Art. 117. Adopté sans observation, p. 790, 791.

Art. 118. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements proposés à l'alinéa 2 : 1° par le gouvernement; 2° par MM. Paulsen et consorts, p. 191. — Discussion : MM. Ligy, rapp., Paulsen, Carnoy, m. i. h., Van Fleteren, Lebon, p. 791. — L'alinéa 1^{er} est adopté, p. 792. — L'amendement de MM. Paulsen et consorts étant le plus large, M. le président le met aux voix en premier lieu et cet amendement est rejeté, p. 792. — M. Carnoy, m. i. h., déclare ne pas accepter l'amendement de la commission et M. Ligy, rapp., déclare maintenir cet amendement, p. 791. — Le membre de phrase dont la commission propose partiellement la suppression est adopté, ce qui entraîne la disparition de l'amendement de la commission, p. 792. — L'alinéa 3 est adopté, ainsi que l'ensemble de l'article 118, p. 792.

Art. 119. Adopté sans observation, p. 792.

Art. 120. M. le président donne lecture du texte de la commission. Discussion : MM. Paulsen (qui combat le deuxième alinéa); Lekeu, Van Fleteren, Volckaert, Ligy, rapp. (qui estime que la disposition combattue par M. Paulsen est absolument justifiée); Van Overbergh, p. 792, 793. — L'amendement de M. Paulsen tendant à supprimer le deuxième alinéa n'est pas adopté et l'article 120 est adopté, p. 792.

Art. 121 à 125. Adoptés sans observation, p. 793, 794.

Art. 126. M. le président donne lecture du texte du projet et rappelle une modification proposée par la commission au dernier alinéa, p. 794. — M. Carnoy, m. i. h., déclare accepter cet amendement et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 794.

Art. 127 et 128. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements proposés par la commission, p. 793, 795. — M. Carnoy, m. i. h., déclare se rallier à ces amendements, et les articles 127 et 128 sont adoptés tels qu'ils sont amendés par la commission, p. 795.

Art. 129 à 135. Adoptés sans observation, p. 795, 796.

Art. 136. M. le président donne lecture du texte du projet, p. 796, 797. — M. Ligy, rapp., pose une question au gouvernement au sujet de l'interprétation et M. Carnoy, m. i. h., répond à cette question, p. 797. — L'article 136 est adopté, p. 797.

Art. 137. Adopté sans observation, p. 797.

CHAPITRE III. — Installation des bureaux et du vote.

Art. 138 à 146. Adoptés sans observation, avec un amendement proposé par la commission à l'article 141, p. 797 à 799.

Art. 147. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement proposé par la commission. M. Carnoy, m. i. h., déclare accepter cet amendement, et l'article 147, ainsi amendé, est adopté, p. 799.

CHAPITRE IV. — Du dépouillement du scrutin.

Art. 148. M. le président donne lecture du texte du projet et rappelle que la commission propose la suppression du dernier alinéa, p. 799, 800. — M. Ligy, rapp., fait diverses observations et estime que, à titre d'essai, on peut admettre le texte du gouvernement, p. 800. — M. Carnoy, m. i. h., défend le texte du gouvernement; M. Paulsen défend l'amendement de la commission et demande qu'il soit procédé au vote sur cet amendement, p. 800. — L'amendement de la commission est rejeté et l'article 148 est adopté tel qu'il est proposé par le gouvernement, p. 800.

Art. 149 et 150. Adoptés sans observation, p. 800, 801.

Art. 151. M. le président rappelle que la commission avait proposé la suppression de cet article, p. 801. — M. Ligy, rapp., déclare que, la commission s'étant ralliée au dernier alinéa de l'article 148 proposé par le gouvernement, sa proposition de suppression de l'article 151 vient à disparaître et qu'il en est de même de l'amendement qu'elle avait proposé à l'article 161, p. 801. — L'article 151 est adopté, p. 801.

Art. 152 à 180. Adoptés sans observation tels qu'ils sont proposés par le gouvernement, p. 801 à 806.

TITRE V. — DES PÉNALITÉS.

Art. 181 à 206. Adoptés sans observation, p. 806 à 809.

CHAPITRE VI. — De la sanction de l'obligation du vote.

Art. 207 à 209. Adoptés sans observation, p. 809.

Art. 210. — M. le président rappelle que la commission propose la suppression de l'alinéa 6. Observations de M. Ligy, rapp.; M. Carnoy, m. i. h., déclare se rallier à la proposition de la commission et l'article 210, ainsi amendé, est adopté, p. 809.

Lois électorales : TITRES IV A XI DU CODE ÉLECTORAL : REVISION (suite)
TITRE VII. — DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS NOMMÉS PAR LE SÉNAT ET DES SÉNATEURS PROVINCIAUX.
CHAPITRE I^{er}. — De l'élection des sénateurs nommés par le Sénat.

Art. 211 à 215. Adoptés sans observation, p. 809, 810.

CHAPITRE II. — De l'élection des sénateurs provinciaux.

Art. 216 à 222. Adoptés sans observation, p. 810, 811.

TITRE VIII. — DE L'ÉLIGIBILITÉ ET DES INCOMPATIBILITÉS.
CHAPITRE I^{er}. — Des éligibles.

Art. 223 à 227. Adoptés sans observation, p. 811, 812.

CHAPITRE I. — Des incompatibilités.

Art. 228. M. le président donne lecture du texte du projet, rappelle que c'est au dernier alinéa de cet article que se rattache la proposition de MM. Digneffe et consorts, proposition de loi dont il rappelle le texte; donne ensuite lecture de la rédaction proposée par la commission au sujet de l'exception visée par M. Digneffe. Observations de M. Carnoy, m. i. h., p. 812. — M. Ligy, rapp., fait remarquer que le texte de la commission est plus explicite que le texte de la proposition de M. Digneffe, et estime que ce texte est préférable, p. 812. — M. Carnoy, m. i. h., se rallie au texte de la commission; l'amendement de la commission est adopté et l'article 228, ainsi amendé, est adopté, p. 812. — Ce vote entraîne la disparition de la proposition de loi de MM. Digneffe et consorts. V. éventuellement plus haut ou page 815 des *Annales*.

Art. 229 et 230. Adoptés sans observation, p. 812.

TITRE IX. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 231 à 241. Adoptés sans observation, p. 813, 814.

Article 2 proposé par le gouvernement et apportant des modifications à la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales. — M. le président donne lecture de ces dispositions, qui sont adoptées, p. 814.

Art. 242 (qui figure au projet comme article 3). Disposition transitoire. M. le président rappelle le texte de cette disposition, dont il a déjà été donné lecture à la page 785, et cette disposition (art. 3) est adoptée, p. 814.

Le Sénat décide, vu l'urgence, de procéder immédiatement au second vote des articles amendés ou nouveaux; ces articles sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 814.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 97 membres présents, p. 814 (27 mars 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Texte amendé par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis, amendé, par la Chambre des représentants le 24 avril 1929, p. 955. — Le projet est renvoyé à la commission de l'intérieur et de l'hygiène.

M. le président fait remarquer l'urgence du projet et annonce que le gouvernement en demande l'examen immédiat, p. 959. — Observations de MM. Volckaert, Carnoy, m. i. h., Ligy, rapp. (qui déclare que le rapport va être prêt et demande à en donner lecture aussitôt), p. 959.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 970 (25 avril 1929). — L'urgence étant déclarée, M. Ligy donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 970.

M. le président fait remarquer que la Chambre n'a modifié que les articles dont le rapporteur vient de parler et estime que la discussion ne doit porter que sur ces articles amendés, p. 970. — Assentiment du Sénat.

Les articles sont adoptés sans observation, tels qu'ils ont été amendés par la Chambre, p. 970, 972.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS.

Règles à suivre pour la vérification des pouvoirs des élus. — Projet de résolutions à prendre par le Sénat en matière d'éligibilité, présenté par la commission de vérification des pouvoirs.

Doe. — Rapport fait par M. Ligy, n° 139.

Lois électorales : VÉRIFICATION DE POUVOIRS. Règles à suivre pour la vérification des pouvoirs des élus (suite)

Ann. — Avant d'ouvrir la discussion, M. le président estime utile de rappeler au Sénat que celui-ci avait réservé en 1925, lors de la validation des pouvoirs, diverses questions d'éligibilité et qu'il avait chargé la commission de vérification des pouvoirs de proposer à la Haute Assemblée des solutions de principe, en dehors de toute question de personne, p. 957.

M. le président rappelle encore que le rapport qui a été distribué conclut à l'adoption de quatorze résolutions, p. 957.

Le Sénat adopte successivement ces quatorze résolutions, dont il est donné lecture par M. le président, p. 957 à 959.

Prestation de serment.

Ann. — Prestation de serment de M. Laboulle, élu sénateur de Liège, en remplacement de M. Seeliger (décédé), et dont les pouvoirs ont été validés au cours de la session précédente, p. 1.

Vérification des pouvoirs de M. Legrand, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, en remplacement de M. de Pierpont Surmont de Volsbergh, décédé.

Ann. — Dépôt et lecture, par M. Disière, du rapport sur cette vérification de pouvoirs, p. 717.

Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Legrand est proclamé sénateur, p. 717.

Prestation de serment de M. Legrand, p. 717.

Loisirs du travailleur. — V. Industrie, commerce et travail.**Longville, sénateur provincial d'Anvers.**

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

M**Magistrats coloniaux. — V. Congo.****Magistrature (Paiement des traitements de la). — V. Organisation judiciaire : Traitements.****Magnette, sénateur provincial de Liège, président du Sénat.**

Ann. — Elu président du Sénat, p. 1.

Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 2, 3.

Prononce l'éloge funèbre du lieutenant général baron Jacques de Dixmude, p. 38.

Budget des sciences et des arts et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 246 à 248.

Fixation de l'ordre du jour. Donne lecture au Sénat d'une lettre qu'il a adressée à M. le baron Tibbaut, président de la Chambre des représentants, au sujet des mesures à prendre en commun pour la marche des travaux législatifs; fait à l'assemblée diverses propositions quant aux projets à discuter et aux séances à tenir, notamment le mardi matin 12 mars, p. 584.

Projet de loi portant approbation du Pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris, le 27 août 1928. Discours : En déclarant qu'il n'est pas d'usage de commenter dans le Sénat lui-même un vote émis par la Haute Assemblée au moment où il vient d'être acquis, prie le Sénat de l'autoriser à faire exception à cette règle, étant certain d'être l'écho du Sénat tout entier en signalant la portée et la haute importance du vote auquel il vient de procéder, ce vote s'étant produit à une heure vraiment psychologique, la Belgique venant d'être l'objet de suspensions et d'imputations qui ont un moment obscurci le ciel diplomatique; déclare qu'il est heureux que l'occasion ait été donnée à la Belgique d'affirmer solennellement son désir de concorde et de paix, p. 620.

Manifestation en l'honneur de M. Alexandre Braun, qui, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900, sans interruption, ne veut plus solliciter le renouvellement de son mandat. Prononce un discours à cette occasion, p. 1037 à 1039.

Mahieu, sénateur de Roulers-Thielt.

Ann. — Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1034.

Manifestation en l'honneur de M. Alexandre Braun au moment où, après avoir été sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900, sans interruption, il ne sollicite plus le renouvellement de son mandat. — V. Chambres législatives-Sénat : Braun, Manifestation en son honneur.

Marchandises (Importation, exportation et transit de). — V. 1° Industrie, commerce et travail. Licences d'exportation. — 2° Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Importation et exportation.

Marine.**ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENUS AUX GENS DE MER.**

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.

Voyez le *Doc.* n° 207 et la page 921 des *Annales parlementaires du Sénat* : session de 1926-1927.

Pour la décision prise de remettre l'examen de ce projet, afin de permettre des remaniements, ainsi que pour une motion d'ordre de M. Mertens, faisant remarquer l'urgence du projet, la page 97 de la table des *Ann.* et *Doc.* parlementaires du Sénat : Session de 1927-1928.

Ann. — Motion d'ordre de M. Mertens, qui insiste à nouveau sur l'urgence de ce projet qu'il avait espéré, d'après la promesse de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., voir voter avant les vacances de Noël, et qui demande que les nouveaux textes qui ont été annoncés soient déposés à bref délai, p. 133. — M. Baels, m. a. t. p., déclare qu'il est tout aussi convaincu que M. Mertens de l'urgence de réaliser le statut des gens de mer, fait remarquer que le projet a dû subir de profondes modifications à raison du dépôt d'un nouveau projet de loi sur les accidents du travail, intéressant tous les ouvriers, et auquel il a fallu adapter les dispositions en faveur des marins; M. Baels, m. a. t. p., exprime l'espoir que tout sera prêt, de façon que le projet puisse être discuté après les vacances de Noël, p. 133.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.

Doc. — Exposé des motifs, n° 63. — Projet de loi : Annexe au n° 63.

Rapport fait par M. Dens, n° 152. — Amendements proposés par les commissions réunies, n° 152.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., p. 262 (24 janvier 1929). — Le projet est renvoyé aux commissions

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Baels, m. a. t. p., demande que ce projet soit porté à l'ordre du jour d'une des séances de la semaine suivante et cette demande est admise, p. 901.

Dépôt du rapport par M. Dens, p. 905 (23 avril 1929).

Ce projet venant en ordre utile, M. Baels, m. a. t. p., demande qu'il soit examiné à la suite du projet modifiant la législation sur la réparation des accidents du travail, p. 1015.

Discussion générale :

Discours de MM. Baels, m. a. t. p. (qui déclare s'en référer à l'exposé des motifs, ne voulant pas faire perdre du temps au Sénat, qui s'est déjà astreint à un travail intense en cette fin de session, déclare que M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., et lui-même ont remanié le projet et annonce qu'il propose quelques amendements, afin de mettre le projet en concordance avec celui sur les accidents du travail, Mertens (qui se borne à faire un appel au Sénat, afin qu'il vote le projet avec les amendements qui se justifient comme conséquence de la loi sur les accidents du travail, qui vient d'être votée), Dens (qui déclare ne prendre la parole que pour se rallier aux observations qui viennent d'être faites par MM. Baels, m. a. t. p., et par M. Mertens, et termine en demandant que, comme la loi sur les accidents du travail, la loi en discussion soit appliquée à partir du 1^{er} janvier 1930), p. 1020, 1021. — M. Baels, m. a. t. p., déclare être d'accord au sujet de la date d'application, p. 1021.

**Matagne : ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENUS AUX GENS DE MER.
Réparation (suite)**

Discussion des articles

- Art. 1^{er} et 2. M. le président rappelle des amendements proposés à ces articles par les commissions réunies et M. Baels, m. a. t. p., déclare se rallier à ces amendements, p. 1021, 1022. — Les articles 1^{er} et 2 sont successivement adoptés, p. 1021, 1022.
- Art. 3. M. Baels, m. a. t. p., propose un amendement et l'article 3, ainsi amendé, est adopté, p. 1022.
- Art. 4. Adopté sans observation, p. 1022, 1023.
- Art. 5. M. le président donne lecture du texte du projet, p. 1023, 1024. — M. Baels, m. a. t. p., propose des amendements mettant ce texte en concordance avec la loi qui vient d'être votée sur les accidents du travail, et M. Mertens déclare être d'accord sur ces amendements, p. 1024. — L'article 5, ainsi amendé, est adopté, p. 1024.
- Art. 6. Adopté sans observation, p. 1024.
- Art. 7. M. le président donne lecture du texte du projet, p. 1025. M. Baels, m. a. t. p., indique un amendement qui doit être introduit dans cet article, et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 1025.
- Art. 8 à 24. Adoptés sans observations avec un amendement présenté par la commission à l'article 17, p. 1025, 1026.
- Art. 25. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement proposé par la commission, p. 1026, 1027. — M. Mertens fait diverses observations en ce qui concerne la caisse commune et M. Baels, m. a. t. p., répond à ces observations, p. 1027.
- L'article 25 est adopté tel qu'il est amendé par la commission, p. 1027.
- Art. 26 à 33. Adoptés sans observation, p. 1027 à 1029.
- Art. 34. M. le président rappelle un amendement proposé par la commission, M. Baels, m. a. t. p., et M. Mertens déclarent accepter l'amendement et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 1029.
- Art. 35 à 40. Adoptés sans observations, p. 1029, 1030.
- Art. 41. M. Mertens propose un amendement relatif à la date de la mise en application. M. Baels déclare qu'il propose le même amendement, et l'article 41, ainsi amendé, est adopté, p. 1030.
- Art. 42. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par la commission, et l'article, ainsi amendé, est adopté, p. 1030.
- Le Sénat décide de procéder immédiatement au second vote des articles amendés; ces articles sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 1030.
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1083. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

OFFICE DE LA NAVIGATION (ASSIMILATION A L'ETAT AU POINT DE VUE DES IMPOTS). — V. Finances : Impôts : Office de la navigation.

PORT DE BRUGES. — V. Travaux publics : Installations maritimes de Bruges.

Marques de fabrique ou de commerce (Dépôt international des). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.

Martens (G.), sénateur de Courtrai-Ypres.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Observation à l'occasion d'un incident survenu au sujet du vote sur cet article, p. 9.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Interpellation de M. Dewaele au sujet d'un arrêté pris par M. le bourgmestre de Wacken relativement à la distribution des journaux et circulaires. Discours, p. 1121.

Matagne, sénateur de Charleroi et Thuin.

Doc. — Projet de loi instituant un conseil supérieur de l'éducation nationale en vue de l'utilisation des loisirs. Rapport, n° 116.

Matagne (suite)

Ann. — Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 231.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Indique les mérites de l'enseignement cinématographique et demande que le gouvernement prenne des mesures pour en assurer le développement, p. 267, 268. — Rectification, p. 282. — Observations, p. 286.

Projet de loi instituant le conseil supérieur de l'éducation nationale en vue de l'utilisation des loisirs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 671. — Propose au Sénat de passer immédiatement à l'examen de ce projet, p. 693.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 747.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Article 18. Observations, p. 1044. — Fait encore diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1044, 1045.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens. Discussion générale du projet et d'une interpellation de M. Leurquin. Discours : Défend la cause des spécialistes qui pratiquent l'art dentaire, puis traite la question du grade d'ingénieur, se réjouit à l'annonce du dépôt d'un projet de protection de divers grades d'ingénieur, p. 1060. — Observations, p. 1063.

Médecins (création d'un pouvoir disciplinaire). — V. Art de guérir.

Mertens (Cornelle), sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Amendements, n° 15.

Projet de loi ayant pour objet de compléter certaines dispositions de la loi du 20 juillet 1927 accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920 (modifiée par celle du 10 décembre 1924 et par les lois spéciales relatives à la pension des ouvriers mineurs), ainsi que l'article 36 de la loi du 10 décembre 1924 organisant l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Rapport, n° 41.

Projet de loi rendant applicable jusqu'au 31 décembre 1929 les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926 et relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Rapport, n° 42.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité (co-sign.). Annexe au n° 80.

Projet de loi modifiant les articles 12, 29 et 31 de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi. Rapport, n° 163.

Ann. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. Dépose, avec M. Volckaert, un amendement à l'article 16, p. 32. — Reprise de la discussion générale. Discours : Déclare que la classe ouvrière est d'accord sur l'organisation de l'apprentissage par une loi, rappelle que la véritable raison de la présentation de ce projet est, ce que le rapporteur appelle la crise de recrutement des matières; passe en revue quelques articles qui suscitent de sa part des observations et termine en exprimant son désir d'arriver à un accord qui lui permettra d'émettre un vote affirmatif sur ce projet, qu'il aurait préféré accompagné d'un projet sur l'enseignement technique et professionnel, mais qui est néanmoins un premier jalon, p. 42 à 44.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Par motion d'ordre, insiste à nouveau sur l'urgence de ce projet, qu'il avait espéré, d'après la promesse de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., voir voter avant les vacances de Noël, et demande que les nouveaux textes qui ont été annoncés soient déposés à bref délai, p. 133.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation faite aux ouvriers civils du département de la défense nationale; demande notamment que le système des conseils de conciliation soit généralisé, p. 218 à 220. — Reprend la question qu'il a traitée la semaine précédente au sujet des ouvriers civils du département de la défense nationale, p. 233.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations : Fait une

Mertens (suite)

observation relative à un rapport fait par le conseil d'administration du bureau international du travail, p. 761. — Observations, p. 763. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Se contente, les autres points qu'il comptait traiter ayant déjà été traités, de parler de quatre points : 1^o la question du fonds de crise; 2^o celle de la prévention des accidents du travail; 3^o celle des relations du gouvernement belge avec le bureau international du travail; 4^o celle de l'inspection du travail, p. 772.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 977, 978. — Discussion des articles. Art. 7. Fait des observations au sujet du chiffre de 18,000 admis comme base de salaire, p. 1009. — Art. 13. Fait diverses observations au sujet de la révision de la loi générale, p. 1010. — Art. 14. Rappelle que l'amendement de la commission est le résultat d'un compromis et estime qu'il serait sage de l'admettre, p. 1012.

Projet de loi modifiant les articles 12, 29 et 31 de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 973. — Par motion d'ordre, prie le Sénat d'aborder immédiatement l'examen de ce projet de loi, p. 984.

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Discussion générale. Discours : Se borne à faire un appel au Sénat afin qu'il vote le projet avec les amendements qui se justifient comme conséquence de la loi sur les accidents du travail qui vient d'être votée, p. 1020, 1021. — Discussion des articles. Art. 5. Déclare être d'accord sur les amendements proposés par M. Baels, m. a. t. p., p. 1024. — Art. 25. Fait diverses observations au sujet des caisses communes, p. 1027. — Art. 34. Déclare se rallier à une suppression proposée par la commission, p. 1029. — Art. 41. Propose un amendement relatif à la date de la mise en application de la loi en discussion, p. 1030.

Merxem. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Milice (Convention avec la France concernant le recrutement). — V. Affaires étrangères : Recrutement militaire.

Mines (Redevance sur les). — V. Finances : Impôts.

Mineurs (Pension des). — V. Assurances sociales : Pension de vieillesse.

Mobilisés. — V. Emplois publics : Admission et réintégration.

Molet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Monuments (Conservation des). — V. Sciences et arts : Monuments et sites : Protection.

Motions d'ordre.

Braun :

Ann. — 1^o Proteste contre le retard apporté à la publication des *Annales parlementaires* du Sénat et demande, la faute de ce retard n'incombant certainement pas au *Moniteur*, mais bien au retard apporté par les sénateurs dans le renvoi de la sténographie de leurs discours après correction, que les dispositions du règlement relatives à cette question soient strictement appliquées à l'avenir, p. 223.

2^o Prie le Sénat de porter à son ordre du jour la proposition de loi relative à l'augmentation des traitements de la magistrature, en ce qui concerne les juges de paix, p. 292.

Damas :

Ann. — Fait remarquer que le froid et les gelées exceptionnelles qui sévissent depuis de longues semaines ont réduit plusieurs industries au chômage complet; attire l'attention sur les misères atroces qui devraient être secourues et demande au ministre, afin de rassurer les populations de la région de Termonde, de déclarer qu'il est disposé à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses, rendu plus pénible encore par l'épidémie de grippe, p. 513.

Motions d'ordre (suite)

Demoulin :

Ann. — Déclare que c'est par inadvertance qu'il a émis un vote affirmatif sur le projet de loi allouant une pension à la veuve du général baron Jacques de Dixmude, alors que son intention était de s'abstenir pour les motifs invoqués par MM. de Brouckere et Jaumiaux, p. 215.

Delannooy :

Ann. — Annonce au Sénat que la commission des finances a examiné le texte adopté en première lecture par le Sénat pour le projet relatif aux traitements des membres de la Cour des comptes et que la commission propose le maintien du texte amendé, p. 90.

Derbaix :

Ann. — 1^o Prie le Sénat d'ordonner le renvoi du projet relatif à la protection des sites, monuments, édifices, etc., aux commissions réunies des sciences et des arts et de la justice, p. 274.

2^o Informe le Sénat que la commission des sciences et des arts a donné son assentiment à l'ajournement *sine die* de la proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire, p. 671.

Digneffe :

Ann. — Au moment de l'ouverture de la discussion générale du projet de loi relatif à la pension des employés, fait remarquer la grande importance du projet et demande que le débat ne soit pas écourté, p. 976.

Hicquet :

Ann. — Fait remarquer que, le rapporteur ne pouvant être présent le lendemain, on ne pourra pas aborder la discussion du budget de l'intérieur; propose, en conséquence, que le Sénat s'ajourne au mardi suivant, p. 292.

Ligy :

Ann. — Prie le Sénat de porter en tête de son ordre du jour du lendemain le projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire, p. 533.

Leku :

Ann. — Propose, l'heure de la levée des séances étant proche et le Sénat étant peu nombreux, que la décision à prendre au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les différentes propositions en présence, en ce qui concerne le projet de loi relatif à l'abrogation de l'article 298 du Code civil, soit remis au lendemain, afin de donner aux sénateurs et nomment à M. le président Magnette le temps de la réflexion, p. 213.

Mertens :

Ann. — 1^o Insiste à nouveau sur l'urgence du projet de loi relatif aux accidents du travail survenus aux gens de mer qu'il avait espéré voir voter avant les vacances de Noël et demande que les nouveaux textes annoncés soient déposés à bref délai, p. 133.

2^o Prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion du projet de loi relatif au contrat d'emploi, p. 984.

Moyersoën :

Ann. — 1^o Demande que la commission de l'agriculture se réunisse pendant les vacances pour examiner le projet de loi relatif au crédit professionnel et prie le Sénat d'autoriser le rapporteur à déposer immédiatement son rapport en vue de hâter l'examen de ce projet à la rentrée, p. 774.

2^o Contrairement à la décision prise de siéger le mardi suivant, propose au Sénat de tenir plutôt une séance le lendemain, afin que l'assemblée puisse se séparer à la fin de la semaine et suggère, l'ordre du jour étant très chargé, de se borner à l'examen des projets urgents, p. 1032.

Pierlot :

Ann. — Fait une rectification au *Compte rendu analytique*, après le vote sur le projet de loi relatif aux titres II et III des lois sur les pensions militaires, en ce qui concerne l'interprétation de l'avis qu'il a émis tendant à ce que les commissions d'invalidité recourent plus souvent à la mise en observation à l'hôpital militaire, p. 717.

Motions d'ordre (suite)**Renier :**

Ann. — Demande que le Sénat veuille bien inscrire à son ordre du jour l'interpellation qu'il a annoncée au sujet de la catastrophe de chemin de fer de Hal et saisis cette occasion pour exprimer sa sympathie à toutes les victimes de la catastrophe, p. 970.

Rutten :

Ann. — Indique les motifs pour lesquels il demande le renvoi du projet et des amendements présentés au projet de loi organique de l'apprentissage aux commissions réunies des travaux publics et de l'industrie et du travail, p. 46.

Segers :

Ann. — Fait une rectification au discours qu'il a prononcé le mercredi 13 février au cours de la discussion du budget des travaux publics et du budget extraordinaire en ce qui concerne la jonction Nord-Midi; fait à cette occasion l'éloge du service sténographique du Sénat, p. 407.

Van Belle :

Ann. — 1° Demande que le Sénat aborde immédiatement l'examen du projet relatif aux estropiés et mutilés, intervertissant ainsi en sa faveur l'ordre du jour, p. 49.

2° Fait remarquer que onze projets sont rapportés, que, malgré cela, la semaine précédente, les séances ont été écourtées, demande que tous les projets soient portés à l'ordre du jour de la semaine suivante, et que l'on demande à la commission du travail parlementaire de prendre les moyens nécessaires pour en hâter la discussion, p. 95.

3° Le Sénat ayant décidé de joindre la discussion du projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges à celle du budget extraordinaire et du budget des travaux publics, demande que l'on discute séparément le projet relatif aux installations maritimes, p. 351.

4° Propose, en raison du grand froid qui sévit, de la suppression de nombreux trains et des difficultés des communications; de ne pas siéger la semaine suivante si la température rigoureuse persiste, p. 393. — V. pour le surplus la rubrique Chambre législatives-Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

Van Fleteren :

Ann. — Fait remarquer l'urgence du projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés, et demande que la commission de l'industrie et du travail se réunisse sans retard pour l'examiner, p. 3, 4.

Van Overbergh :

Ann. — Se fait l'interprète de l'émotion qui règne par suite de la difficulté du ravitaillement des populations en charbon, par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations dans les transports; demande au ministre des chemins de fer si toutes les mesures en son pouvoir ont été prises, p. 412.

Van Schoor :

Ann. — 1° Attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire exécuter d'urgence les travaux nécessaires pour combler la grande brèche de Moerbeke et signale en même temps un nouveau danger qu'il a constaté personnellement, le matin même, la digue de la Dendre, entre le sas de Wieze et Denderbelle, étant en très mauvais état, 94.

2° Annonce que les bourgmestres des communes inondées viennent de demander audience à M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics, déclare qu'il est leur interprète auprès du Sénat pour faire un exposé, et développe sa motion, p. 123, 124.

Vermeyleen :

Ann. — Fait verbalement rapport sur le nouvel examen fait par les commissions réunies des sciences et des arts et de l'intérieur sur le projet relatif au nombre de toges dans les universités de l'Etat, déclare que ces commissions proposent de maintenir la disjonction de l'article 2, de voter d'urgence l'article 1^{er} et annonce le dépôt d'un projet de loi reprenant l'article 2 disjoint, mais en y apportant certaines modifications, p. 26.

Motions d'ordre (suite)**Vinck :**

Ann. — Demande à déposer à l'article unique du projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique un amendement au sujet duquel le ministre et le rapporteur se sont déclarés d'accord, p. 183.

Volckaert :

Ann. — Demande que la discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage soit ajournée au début de la séance prochaine, plusieurs membres qui désirent présenter des observations étant absents, p. 30.

Mousty, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 15, 19.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. En réponse à une suggestion de M. le président au sujet du renvoi des amendements aux commissions, estime qu'il serait préférable de continuer en premier lieu la discussion générale, p. 42.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 93, 98, 99, 103, 115, 116. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 132.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 24 novembre 1928, autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler en cette même commune les fonctions de receveur communal. Observations, p. 122, 123.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 139.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 180. — Discours. Déclare se rallier au projet; recommande particulièrement la commune de Pont-à-Celles, mais demande que le nouveau régime fiscal des communes soit appliqué le plus tôt possible, p. 180. — Observations, p. 180.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 290. — Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 301.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Fait remarquer, ainsi que M. Ryckmans l'a déjà fait, que, lorsqu'il s'agit de questions sociales, œuvres de l'enfance, taudis, familles nombreuses, etc., on ne sait plus à quel ministère s'adresser; insiste ensuite sur la nécessité de développer les œuvres de l'enfance; traite la question des taudis et demande que des mesures énergiques soient prises pour lutter contre ce fléau; traite la question des familles nombreuses; demande à ce sujet que l'on paie mieux les travailleurs, et termine en parlant des questions d'hygiène; demande que les communes soient aidées dans ce domaine, p. 332 à 334. — Observations, p. 336, 337.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 358, 372, 401.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 504, 508, 510.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Appuie la proposition de tenir des séances du matin et démontre les motifs pour lesquels il estime celles-ci préférables aux séances prolongées, p. 528. — Observations, p. 528.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Discours : Répond à certaines observations contenues dans le rapport de M. Mullie; déclare que la droite et la gauche libérale sont seules responsables du retard apporté au vote de la loi; donne un démenti formel à M. Mullie, en ce qui concerne l'affirmation qu'il a produite que la majorité des agriculteurs ne désire pas le bail de neuf ans; fait remarquer la différence qui existe entre les deux projets qui vont être votés, le projet relatif à la location des propriétés appartenant aux pouvoirs publics appliquant à ces propriétés le bénéfice de la tacite reconduction en cas d'omission du préavis, alors que les autres ne bénéficient pas de cette condition; termine en déclarant que lui et ses amis mettront un vote affirmatif, tout en ayant le désir que le projet sur le

Mousty (suite)

bail à ferme soit plus complet, p. 525 à 528. — Observations, p. 530, 531, 534. — Précise, en réponse au discours de M. Limage, les paroles qu'il a prononcées, p. 534. — Observations, p. 535, 536. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 522. — Discours : Répond au discours de M. Mullie, rapp., qui a parlé des accusations portées contre le parti catholique, en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de la classe ouvrière agricole, p. 553. — Art. 9. Répond aux observations de M. Mullie, rapp., en ce qui concerne l'interprétation, p. 556.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 588, 589.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 686, 687.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant à des pouvoirs publics. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler les rétroactes de l'examen de ce projet, notamment en ce qui concerne les délibérations de la commission; développe les motifs pour lesquels, désirant ne plus voir retarder le vote de cette loi, il fait un dernier appel à MM. Moyersoën et consorts, afin qu'ils retirent leur amendement, p. 689 à 691. — Observations, p. 691 à 693. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 702. — Discours : Commence par s'étonner que l'on discute à nouveau le principe même du projet et développe les motifs pour lesquels il estime que si l'article 2 est amendé, la discussion recommencera à la Chambre, ce qui ne permettra plus d'aboutir en temps voulu; termine donc en priant M. Moyersoën de retirer son amendement et de se rallier à celui de la commission, celui-ci devant certainement être adopté sans discussion par la Chambre, p. 703. — Observations, p. 703. — Discours : Déclare à nouveau qu'il votera contre l'amendement de M. Moyersoën, laissant à ceux qui, par leur vote, exposent le projet à ne pas être en application avant la fin de la session, leurs responsabilités, p. 704. — Observations, p. 704. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 744.

Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale sur le retard apporté à l'octroi de certaines pensions et les faveurs en ce qui concerne l'octroi d'autres. Développe son interpellation au cours de la discussion du budget de l'industrie et du travail, p. 712 à 714. — Reprend et termine le développement de son interpellation, p. 718, 719. — Observations, p. 721 à 727. — Discours : Répond au discours de M. Heyman, m. i. t. p. c., p. 727, 728.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 751, 765.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 901.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1925 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 961. — Demande la remise de la discussion au mardi suivant, p. 1002. — Discussion générale. Discours : Réfute le discours de M. Janson, m. j., en ce qui concerne son affirmation tendant à déclarer que l'application de la loi de 1926 ordonnant la fermeture des établissements publics à 1 heure du matin contribue à la création de cercles privés; estime que la création de ces cercles est plutôt due à la loi interdisant la vente des boissons à base d'alcool dans les établissements publics, puis développe les motifs pour lesquels la commission de l'intérieur a repoussé le projet, et termine en engageant le Sénat à suivre l'avis de la commission de l'intérieur, p. 1083, 1084. — Observations, p. 1085 à 1087.

Moyersoën, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Projet de loi portant suppression de la formalité du certificat de vie en matière de liquidation des pensions. Rapport, n° 8.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Amendements, n° 15. Projet de loi supprimant la redevance sur les mines. — Rapport, n° 68.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Estime que la demande d'appel nominal, faite par M. Van Roosbroeck, après le vote par assis et levé, est inadmissible, celui-ci ne pouvant être révoqué après coup, p. 8. — Observations, p. 9.

Moyersoën (suite)

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 18, 19.

Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question au sujet de la portée du terme « de caution mutuelle », p. 29.

Projet organique de l'apprentissage. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Volckaert qui demande la remise de la discussion, p. 30.

Projet de loi portant création d'un fonds spécial et d'un office en faveur des estropiés et mutilés. Une demande d'urgence pour ce projet étant introduite, insiste pour que le projet relatif aux traitements des membres de la Cour des comptes conserve sa place à l'ordre du jour, p. 49. — A la suite d'une communication de M. le président, déclare s'incliner devant le désir du ministre de voir discuter en premier lieu le projet relatif aux estropiés et mutilés, p. 49.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime qu'il faut maintenir le vote de la Chambre établissant une différence de traitement entre le premier président et le président de chambre à la Cour des comptes, p. 53, 54. — Observations, p. 55. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 108.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 72, 76.

Inondations dans diverses régions du pays. Observations à l'occasion d'une motion de M. Van Schoor, p. 94.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 105, 113.

Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement, aux fonctionnaires, de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 118.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 180.

Projet de loi fixant un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. Demande, dans quelles conditions le nouveau délai proposé par l'amendement de M. Vinck pourra être accordé, estimant qu'il faut nettement spécifier quelles seront ces conditions, p. 183. — Déclare ne pas insister sur son opposition, p. 183.

Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Observations : Fait remarquer que l'on ne peut pas modifier une loi par un arrêté royal, p. 184.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192, 199.

Projet de loi supprimant la redevance sur les mines. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 262.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts. Discussion générale. Appuie les observations de M. Digneffe, tendant à encourager les particuliers à faire des dons et des legs, en abaissant, en leur faveur, les droits de transmission et de succession, p. 304.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 327.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 352. — Discours : Exprime sa reconnaissance au ministre en ce qui concerne les travaux qui vont être exécutés dans l'intérieur de la ville d'Alost, mais fait remarquer qu'il est nécessaire d'envisager une bonne fois que le régime de toute la Dendre, depuis Ath jusqu'à Termonde, est complètement défectueux; déclare qu'il aurait voulu agir, en cette matière, par voie d'interpellation, afin de donner plus de poids à ses observations, et que c'est à la demande du ministre qu'il les a ajournées jusqu'à la discussion de son budget, p. 369 à 371. — Observations, p. 379, 382, 383, 400, 403. — Discussion des articles du budget extraordinaire. Articles du projet de loi : Art. 5 nouveau que le gouvernement avait proposé. Fait diverses observations en ce qui concerne les modalités d'amortissement et le taux de l'intérêt, p. 411.

Fixation de l'ordre du jour : Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Belle, p. 393.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale : Observations au sujet de la suite de cette discussion, p. 446.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Fait diverses observations; puis déclare être d'accord sur cette proposition, p. 529.

Moyersoen (suite)

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale de ces deux projets. Observations, p. 531. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Fait des observations et pose des questions au ministre quant à l'interprétation, notamment en ce qui concerne le délai unique, p. 553, 554. — Art. 12. Observations, p. 557. — Examine un point de vue qui se rapproche de celui signalé par M. Pierlot : l'inconvénient de la disposition transitoire au point de vue de l'extension indispensable de la construction et termine en proposant le renvoi des dispositions transitoires à la commission, pour nouvel examen, p. 558. — Déclare que, tout en estimant qu'il serait utile de trouver une solution aux objections qui ont été soulevées, si le renvoi qu'il propose devait provoquer le renvoi du projet à la Chambre, il n'insisterait pas, p. 558. — Déclare ne pas maintenir sa proposition de renvoi, p. 559. — Au moment où la discussion des articles du projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics va être rouverte, demande s'il ne convient pas d'ouvrir à nouveau une discussion générale sur ce projet, p. 559. — Discussion générale. Observations, p. 691, 692. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne peut retirer son amendement, fait remarquer que le but de la loi est fort simple : modifier la méthode à suivre pour les locations et estime que les craintes émises par M. de Moffarts semblent bien fondées à ceux qui ont la pratique des administrations publiques, p. 692, 693. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 702, 703. — Discours : Estime que, contrairement aux avis qui ont été émis, l'attention de la Chambre ayant été attirée sur la discordance entre la loi en discussion et celle sur le bail à ferme qui vient d'être votée, une nouvelle discussion surgirait au sein de cette assemblée si l'amendement qu'il présente n'était pas adopté, p. 703, 704. — Observations, p. 704. — Confirme les craintes exprimées par M. Dochen en ce qui concerne la situation dans laquelle se trouverait le locataire des cultures en question, p. 704. — Observations, p. 704. — Demande s'il y a opposition à ce que l'on passe immédiatement au second vote, p. 704. — Après le dépôt du rapport complémentaire, fait des observations au sujet de la discussion en seconde lecture, p. 720. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Maintient son amendement pour les motifs qu'il a déjà développés, p. 744. — Observations, p. 744. — Fait remarquer que sur vingt-quatre membres de la commission, sept seulement étaient présents, ce qui diminue la valeur de l'avis de la commission et déclare à nouveau maintenir son amendement, p. 744, 745. — Fait de brèves observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 586, 589.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 685, 686.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 748, 751. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 775. — Chapitre VI. Proteste contre la demande de M. Lekeu, tendant à faire abrégé le discours de M. De Ley, afin que le Sénat puisse aboutir, p. 776.

Projet de loi portant création d'une caisse centrale du petit crédit professionnel. Par motion d'ordre demande que la commission de l'agriculture se réunisse pendant les vacances pour examiner ce projet et que le Sénat autorise le rapporteur à déposer immédiatement son rapport, afin de hâter l'examen de ce projet urgent, p. 774.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 101. Observations, p. 787.

Projet de loi modifiant la loi du 7 août 1921, prorogée par la loi du 9 août 1926, et autorisant le gouvernement à garantir jusqu'à concurrence de 600 millions de francs, la bonne fin des ventes de marchandises belges à l'étranger. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 969.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Déclare qu'il n'a pas contresigné les amendements présentés par M. Henricot aux articles 34 et 34bis, mais qu'il compte les défendre, p. 978. — A la suite d'une suggestion de M. le président tendant à écourter la discussion générale, suggère d'entendre encore M. Jauniaux dans la discussion générale, afin que chacun des groupes ait pu

Moyersoen (suite)

exposer son point de vue, p. 978. — Observations, p. 979 à 983. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 984. — Observations, p. 1004. — Discussion des articles. Art. 7. Combat l'amendement proposé par M. Jauniaux, p. 1008, 1009. — Art. 13. Fait diverses observations au sujet de la révision de la loi générale, p. 1010. — Art. 14. Observations, p. 1012. — Art. 15. Combat l'amendement présenté par M. Jauniaux, p. 1013, 1014. — Art. 18. Observations, p. 1044. — Fait encore diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1045. — Art. 23. Combat l'amendement présenté par M. Jauniaux, p. 1047. — Art. 34 et 34bis. Discours : Commence par s'étonner que le R. P. Rutten parle de concessions faites aux sociétés d'assurance et termine en estimant que, en présence des protestations des actuaire, tous ceux qui envisagent le problème d'une façon objective doivent s'incliner, et engage le Sénat à le faire, p. 1051. — Observations, p. 1056, 1057. — Fait des observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1057. — Reprise de la discussion des articles. Art. 34 et 34bis. Observations, p. 1114. — Art. 40bis, proposé par amendement, par MM. Jauniaux et consorts. Observations, p. 1095. — Art. 67. Observations, p. 1100.

Projet de loi domaniale. Dépose le rapport sur ce projet de loi. Demande l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1030.

Fixation de la date des dernières séances du Sénat avant la clôture de la session. Contrairement à la décision qui avait été prise de siéger encore le mardi suivant, propose de tenir une séance le lendemain, afin que le Sénat puisse se séparer à la fin de la semaine, puis suggère, l'ordre du jour étant très chargé, que l'assemblée se borne à examiner les projets urgents, p. 1032.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1035.

Mullie, sénateur d'Anvers.

Doc. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Rapport, n° 40.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations provoquées par les ruptures de digues en novembre 1928. — Rapport, n° 53.

Projet de loi portant révision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme. — Rapport sur le texte réamendé par la Chambre, n° 92.

Projet de loi portant réduction temporaire du droit d'accise sur les sucres. — Rapport, n° 184.

Ann. — Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Discours, p. 26.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Fait l'exposé du rôle social et économique de l'agriculture en Belgique, réfutant en ce faisant la thèse soutenue lors de la discussion de la Convention franco-belge et tendant à considérer le pays comme un pays exclusivement industriel, puis termine en déclarant que l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables doit d'urgence être amélioré, p. 95 à 100. — Observations, p. 103 à 105. — Discussion des articles. Art. 11. Discours : Rappelle la situation qu'il a déjà signalée l'année précédente au sujet des laboratoires scientifiques, agricoles et vétérinaires, ainsi que du laboratoire de diagnostics et de recherches concernant les maladies contagieuses des animaux domestiques, p. 134. — Art. 17. Défend son amendement, p. 134. — Maintient son amendement, p. 134. — Art. 20. Déclare qu'il comptait demander que le statut de l'école de maréchalerie fût envisagé de la façon la plus large, mais y renonce, pouvant se déclarer satisfait de la réponse donnée la veille à ce sujet par le ministre, p. 134. — Art. 22. Déclare renoncer à la parole, p. 134. — Art. 47. Rappelle les questions posées au ministre par la commission de l'agriculture au sujet de la participation belge à l'Institut international d'agriculture de Rome, ainsi que de la rémunération réelle des délégués belges auprès de cette institution, p. 135.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question de la taxe de transmission, souligne les modifications qui sont annoncées dans l'application de cette taxe, remercie tout particulièrement le ministre d'avoir réduit de 4 à 3 p. c. la taxe forfaitaire sur

Mutille (suite)

- les matières premières de l'agriculture; traite ensuite la question des impôts directs et fait diverses suggestions au point de vue agricole; estime que, partout où la chose est possible, on devrait taxer d'une façon forfaitaire et à la base, p. 142 à 144.
- Projet de loi portant prorogation de la loi relative aux licences d'exportation. Donne lecture du rapport, p. 183. — Discussion générale. Discours : Profite de cette occasion pour signaler au ministre que certains arrêtés royaux, pris en exécution des pouvoirs donnés par cette loi, n'étant plus appliqués, devraient être abrogés, p. 183, 184.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 187.
- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. — Dépose le rapport sur ce projet et demande l'urgence, au nom de la commission, p. 198. — Donne lecture de son rapport, p. 203.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire particulièrement l'attention du Sénat sur le paiement des indemnités aux sinistrés, sur la question des travaux à exécuter au canal d'Ypres à l'Yser; traite ensuite la question des routes, celle de la construction d'une nouvelle écluse à Boesinghe (village), et termine en insistant sur la question de la liquidation des indemnités pour dommages de guerre agricoles, p. 359, 360. — Observations, p. 404. — Discours : Déclare que ses amendements seront sans objet si le ministre modifie le premier amendement qu'il a présenté en y ajoutant un amendement complémentaire tendant à augmenter le crédit pour le canal d'Ypres à l'Yser; signale, ayant été écouté par le ministre en ce qui concerne la ville d'Ypres, le problème de la reconstruction des Halles, ainsi que diverses réparations à faire dans cette ville, p. 405.
- Projet de loi portant révision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme. Dépose le rapport sur le texte réamendé par la Chambre, demande un tour de faveur pour ce projet et insiste sur son urgence, p. 437. — Discussion générale de ce projet et du projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Observations, p. 533. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 5. Discours : Donne quelques explications au sujet de l'interprétation de l'article en ce qui concerne la liberté de culture, p. 551. — Art. 6. Discussion. Discours : Répond aux accusations portées contre le parti catholique en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de la classe ouvrière, p. 551, 552. — Observations, p. 553. — Fait des observations et pose des questions au ministre quant à l'interprétation, notamment en ce qui concerne le délai unique, p. 553, 554. — Art. 8. Demande comment sera taxé l'enregistrement du bail obligatoire, p. 555. — Art. 9. Fait diverses observations quant à l'interprétation, en réponse à des appréciations de M. Mousty et estimant que ce dernier a fait erreur, p. 556. — Art. 12. Commence par appuyer les observations faites par M. Pierlot, lequel s'est insurgé contre le troisième paragraphe; puis fait certaines observations au sujet de l'interprétation du dernier paragraphe, p. 557. — Insiste pour que le Sénat n'admette pas une proposition de renvoi à la commission, proposition qui vient d'être introduite par M. Moyersoen, p. 558.
- Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Commence par appuyer la demande d'établissement d'abris à la gare d'Audenarde, puis rappelle la nécessité de reconstruire le pont-rail sur le canal d'Ypres à l'Yser, à la gare de Boesinghe; attire l'attention sur le danger des passages à niveau non gardés; traite la question des transports, notamment en ce qui concerne le lin, la paille et le foin, p. 541.
- Projet de loi portant réduction du droit d'accise sur les sucres. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit porté à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 1034.
- Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 588. — Discours : A l'occasion du budget en discussion, expose de nouveau quelques doléances relatives aux impôts qui frappent l'agriculture d'une façon anormale, demande que l'on traite avec bienveillance l'élevage chevalin, que l'on applique aux matières premières d'agriculture, aux engrais et aux aliments consacrés au bétail le régime qui vient d'être appliqué au charbon, parle de la question des alcools luxembourgeois, des impôts directs et termine en demandant que l'on favorise la fabrication des vins de fruits, p. 634 à 636. — Observations, p. 637.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Mutille (suite)

- Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Discussion des articles. Art. 2. Demande que l'on réserve la dernière phrase de l'alinéa 4, à laquelle il présente un amendement de forme, p. 704. — Dépose, au nom de M. Limage, le rapport complémentaire fait par la commission avant le vote en seconde lecture, p. 720. — Demande que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 720. — Observations, p. 720.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale et discussion d'une interpellation de M. Leurquin au sujet du grade d'ingénieur agricole. Discours : Déclare qu'il ne pourra émettre un vote affirmatif sur le projet que si le ministre de l'agriculture se déclare disposé à saisir, dès la rentrée, la législature d'un projet complémentaire, de façon que le grade de docteur en médecine vétérinaire et celui d'ingénieur agricole soient ajoutés à la série des grades académiques prévus dans la loi en discussion, p. 1060. — Observations, p. 1061.
- Mutilations volontaires commises par des militaires, pendant la guerre : Extinction de poursuites. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, contre la sûreté extérieure de l'Etat, etc.
- Mutilés. — V. Assurances sociales : Estropiés et mutilés.
- Mutilés (Anciens combattants). — V. Emplois publics : Admission et réintégration.
- Mutualité. — V. Assurances sociales.
- N
- Nationalité de la femme mariée. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.
- Naturalisations.
- Demandes : de grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement, de grande naturalisation et de naturalisation ordinaire, dont les projets de loi sont soumis à la Chambre des représentants.*
- Doc.* — Table alphabétique des pétitionnaires qui font l'objet des rapports consignés dans le *Doc.* n° 129 de la Chambre des représentants, séance du 5 mars 1929, n° 119.
Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 134.
- Projets de loi tendant à accorder la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement, la grande naturalisation et la naturalisation ordinaire.*
- Ann.* — Transmis par la Chambre des représentants, le 21 mars 1929, p. 729. — Les projets sont transmis à la commission des naturalisations.
- Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 755 (26 mars 1929). — La prise en considération est fixée au lendemain.
- M. le président rappelle qu'il sera procédé à un seul scrutin sur toutes les demandes comprises dans les dix-neuf feuillets distribués, p. 774. — Est entendu : M. le baron de Mévius, rapp., qui propose au Sénat d'accepter ces demandes de naturalisation en bloc, p. 774, 775. — Cette proposition est admise et il est procédé au scrutin, p. 775.
- GRANDE NATURALISATION AVEC DISPENSE DU DROIT D'ENREGISTREMENT.
- Ann.* — Prise en considération des demandes des nommés : Andrault, Alechisky, Bolssens, Circounoff, Dupont, Elquine, Eletz, Felder, Griffon, Hermes, Katchalowski, Küge, Looymans, Lefley, Litvinoff, Marchand, Matchabely, Ouchakoff, Paluc, Pyloff, Strul, Schröder, Schmidt, Schultz, Stoupe, Tchetteroukine, Thiery, Vigoni, Wolberg, p. 815.
- GRANDE NATURALISATION.
- Ann.* — Prise en considération des demandes des nommés : Aronstein, Austern, Aszekenazy, Aronsfrau (L.), Brutger, Bell, Bloch, Bonard, Bornstein, Bulte, Buzzeo, Carpentiere, Dietvorst, de Graaf, Ernst, Elbaum, Eerckmann, Erlanger, Feincheider, Fridman, Fischer, Frankel, Finkelstein, Fuchs,

12

Naturalisations : GRANDE NATURALISATION (suite)

Fontaine, Franken, Freudman, Goldberg, Guastalla, Gobers, Grooss, Geldzeile, Goldmann, Goldmünz, Goldstein (A.), Grauer, Guttman, Goldstein (A.), Hanen, Hofmann (Gust.), Horner, Haas, Hoffmann (Guill.), Hellmich, Ingber, Jacobovitch, Jacovitch, Jozpe, Judkiewicz, Jakar, Kerstein, Kalis, Klinkenberg, Krengel, Karlin, Kleinhaus (S.-S.), Kleinhaus (M.), Klipper, Köhler, Kops, Kartun, Landau-Kronenberg, Lambiotte, Loewe, Ladame, Lucas, Lubkind, Mulicotti, Moonen, Mahler, Munk, Matuzewitz, Namenwirth, Neuffeld, Nightingale, Przymysler, Peters, Popp, Prager, Pouchnot, Rosen, Rosenberg (S.), Rosenberg (E.), Rotschtein, Rau, Rabuzonovitch, Rakower, Rosshänder, Simons, Schnorrenberg, Schwartz, Sobolski, Springer, Steincalix, Symann, Schaefer, Schenker, Staps, Sirab, Schwarzstein, Semenowsky, Sjoegol, Slabodski, Solding, Tolkowsky, Timberg, Urban, Urvater, Uebersfeld, van Gorp, van Gemmeren, Vincent, Vecht, van den Abeelen, van Gastel, Vera, van Aalten, van Heel, Willms, Waperhorst, Witjas, Weidig, Weinberg, Wiener, Wietschner, Weindling, Weisslitz, Werkers et Zeldenrust, p. 815 à 817.

NATURALISATION ORDINAIRE.

Ann. — Prise en considération des demandes des prénommés : Alexandroff, Arnold, Alner, Aimond, Aretz, Alexandrowicz (Henriette), Aronsrau (Jeanne), Andrae, Bastian, Bechhof, Blanquin, Bollig, Breton, Becker, Berkman, Biessing, Borsos, Braun, Breuer, Butzler, Beckers, Berschanski, Borra, Buhler, Bary, Berman, Bernstein, Bloch, Bossmann, Blaguina, Bernszat, Cahen, Coiffet, Colomb, Cyfer, Cohen, Carle, Caudoux, Cornild, Czikan, Christensen, Cirlin, Cypres, Cats (Mietje) De Bosch-Kemper, Deleau, De Lepper, Denisshoff, Dupuy, Delaunay, Dupont (Marthe), Deboral, Degraa, de Lozanne, Despernex, de Waal, Decroué, Deting, Drieux, Duplessix, Dupont (R.), Danz (Madeleine), de Bleszynska (Halina), de Casseres, de Vries (Rachel), de Koning (J.-M.), Dees, de Jong, de Koning (G.), de Vries (J.), Diemers, Dirak, Dobrynski (Z.), Dobrinski (Chil.), Elbenschutz, Ferrier, Fougere, Feljen, Federman, Friedlingstein, Froesch, Foerster, Fridman, Frischman, Friedberg, Gossi, Griffin, Gutfreund, Geller, Goldstjen, Gold, Geurts, Gianfreda, Guidafavitch, Gerhardt, Guenisse, Gerwe, Goldstein (J.-J.), Graf, Henning, Hös, Hankin, Holzer, Höße, Hanswijck, Hissing, Hörenbaum, Habib, Hamelink, Huybregts, Hecht (Hélène), Herzl, Hildebrand, Hofmanski, Heymens, Hess (Julie), Idezak, Isaacson, Jurgens (Dagmar), Jansen (Marie), Keldenick, Klerczkowski, Klömpkes, Koll, Kounaëff, Katznelson, Keller, Klopp, Kläysen, Kohlgruber, Krumme, Kyzers, Koenig, Kubowitzki, Keller, Kersten, Kobes, Kop, Kugler, Karny, Kremer, Kotier, (Ella), Lauffkotter, Lecomte, Liebing, Löhr, Lubeck, Lemke, Leux, Lupi, Léon (J.-L.), Liesegang, Longchamps, Lamers, Lauchhelsner, Leroi, Levita, Malsbenden (C.), Maavian, Mathieu, Mause, Mintjes, Monsieurs, Marcus, Makhisse, Meesen, Miannay, Malsbenden (F.), Matthes, Michelski, Minart, Mirmovitch, Nienhaus, Nobis, Notelaere, Neiss (Scheindel), Paulze, Parnes, Peters, Payen, Poorten, Pinkhaus, Potdevin, Raison, Renard, Radbill, Reisener, Rips, Regowsky, Rothschild (Leo), Rozenthal, Roth (N.), Roth (Jeanne), Rubenstein, Rossbach, Rothschild (Paula), Rädemacher, Rosenblum (J.-B.), Rosenblum (I.), Ringer, Schaffner, Seimpère, Siewert, Simon, Soeterboek, Steinrücke, Salmon, Schiffer, Schmitz, Sellbach, Schnitzler, Seltzer, Sobola, Sommellier, Sember, Steffens, Schouten, Schimkowitz (Linna), Schulsinger (Gizela), Schiff (Marjem), Severins, Souchotinsky, Swart, Suchowolski, Szames, Thomas, Thöne, Telschitz, Turkeltaub (Fradja), Tchourowitch, Tosberg, Teysen, Thielen, Uebersfeld (H.), Uebersfeld (Deboral), van Iersel, Vermeesch, Verobeitchick, van Gemert, van Gent, Vogelvanger, van de Walle, Viaud, van der Es, van der Wee, van Gelder van Spaendonck, Weiss, Wensel, Willot, Wirtz, Willemsen, Wolberg, Walter (Alma), Weinberger, Zivjan, Zilberstein, Zassetzky (Olga), Zucker, p. 817 à 819.

Vote des projets de loi accordant la naturalisation ordinaire aux prénommés, p. 1226.

L'ensemble des projets de loi conférant la grande naturalisation et la naturalisation ordinaire est adopté à l'unanimité des 86 membres présents, p. 899 (23 avril 1929).

Naturalité (Exemption de certains droits pour les actes de). — V. Finances : Impôts : Timbres de dimension.

Navigation aérienne. — V. Aéronautique.

Navigation.

OFFICE DE LA NAVIGATION (ASSIMILATION A L'ETAT AU POINT DE VUE DES IMPOTS). — V. Finances : Impôts : Office de la navigation.

Noff, sénateur d'Anvers.

Doc. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Amendements, n° 15.

Ann. — Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion générale. Discours : Rend hommage au ministre de ce qu'il a fait pour les classes moyennes et demande que le montant des crédits soit augmenté et que les demandes soient examinées plus rapidement, p. 28. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question au sujet de l'interprétation du terme « Société commerciales locales », p. 29.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Parle de la situation faite aux instituteurs qui ont présenté leur examen devant le jury central pendant l'occupation et dont le diplôme a été invalidé, défend ensuite l'amnistie en ce qui concerne les petites condamnations, estime que l'Allemagne a été amnistiée lors de son admission à la société des nations, et estime, en conséquence, que certains malheureux complices méritaient mieux que l'auteur principal, p. 195, 196.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Commence par prier le ministre de l'intérieur de rapporter une circulaire qui a été envoyée aux bourgmestres, prescrivant l'envoi, à son département, des dossiers des travaux approuvés dont l'adjudication dépasse de plus de 10 p. c. le montant du cahier des charges; signale les inconvénients de cette circulaire, puis parle de travaux à la route de Bréda, du plan de l'avenue Memmes, du dédoublement du canal de la Campine, ainsi que de différents autres travaux, notamment de l'organisation du Grand-Anvers, p. 407 à 409.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Discours. En sa qualité de bourgmestre d'une des communes qui doivent contribuer à l'agrandissement de la ville d'Anvers, annonce qu'il comptait faire une courte déclaration pour motiver son vote affirmatif mais, ayant eu par MM. Van Cauwelaert, Lebon et Coofs tous ses apaisements en ce qui concerne les communes en cause, il renonce à ses observations, p. 621.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

Obligation scolaire. — V. Enseignement primaire.

Œuvres nationales des invalides de la guerre et des orphelins de la guerre. — V. Guerre.

Office en faveur des estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales : Estropiés et mutilés.

Office de la navigation (Assimilation à l'Etat au point de vue des impôts). — V. Finances : Impôts : Office de la navigation.

Office international de Chimie. — V. Affaires étrangères : Chimie.

Ohn, sénateur de Verviers.

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 19.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 132.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 228.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1929. Discussion générale. Discours : Insiste auprès du ministre pour que l'on soit plus généreux envers les communes en ce qui concerne les subsides pour travaux d'hygiène; parle en particulier des communes d'Andrimont et de Wegnez, p. 336.

Ohn (suite)

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1929. Discussion des articles. Art. 19. Discours : Attire l'attention sur la nécessité de l'achèvement de la route dénommée « Bel », à Aubel, et proteste parce qu'aucun crédit n'est inscrit à l'article 19 pour ce travail, p. 409.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 552.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Proteste contre le trou béant qui se trouve devant la nouvelle gare de Verviers et contre la manière dont on procède à l'aménagement des abords de cette gare, p. 561. — Observations, p. 578.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 727.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant à l'exercice 1928 et contenant des dispositions diverses. Discussion générale. Discours : Critique les mesures de faveur dont jouit le bourgmestre-fonctionnaire d'Eupen et, en général, le crédit inscrit à l'article 54 au profit des bourgmestres-fonctionnaires; déclare renoncer à déposer un amendement à ce sujet, p. 900.

Orderen. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Opérations de dépouillement des bulletins électoraux. — V. Lois électorales : Titres IV à XI : Revision.

Organisation judiciaire.**COUR DE CASSATION.**

Conseillers : Candidatures. — Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour les douzième et treizième places de conseiller vacantes à la dite Cour.

Doc., n° 7.

Ann. — Communication de M. le président à ce sujet, p. 3.

Résultats du scrutin pour la désignation des premiers candidats aux douzième et treizième places de conseillers vacantes à la Cour de cassation, p. 17.

Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour la place de conseiller vacante à la dite Cour par suite du décès de M. De Haene.

Doc., n° 149.

Ann. — Communication de M. le président à ce sujet, p. 896. Résultat du scrutin, p. 961.

COURS ET TRIBUNAUX.

Modification à la composition des cours et tribunaux. — Augmentation du personnel. — Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire.

Doc. — Exposé des motifs, n° 71. — Projet de loi : Annexe au n° 71.

Amendement présenté par le gouvernement, n° 86.

Rapport fait par M. Ligy, n° 96. — Projet du gouvernement et amendements de la commission, n° 96.

Ann. — Au nom de M. Janson, m. j., absent, M. Hymans, m. a. ét., dépose ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et en demande le renvoi à la commission de la justice, p. 279 (29 janvier 1929). — Adhésion du Sénat.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 518 (28 février 1929). — M. le président annonce que M. Janson demande l'urgence pour ce projet de loi, p. 518.

Motion d'ordre de M. Ligy, qui prie le Sénat d'inscrire ce projet en tête de l'ordre du jour du lendemain, et cette demande est admise, p. 533.

Pas de discussion générale.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. Adopté sans observation, p. 537.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte de cet article et annonce que la commission propose l'adoption, sans modification, du premier alinéa et la suppression de la seconde partie du second alinéa, p. 537. — M. Ligy, rap., motive sa

Organisation judiciaire : COURS ET TRIBUNAUX. Modification à la composition des cours et tribunaux (suite)

proposition et estime qu'il est même inutile de maintenir la première partie du second alinéa, celle-ci reproduisant un texte de loi existant, p. 537. — M. Janson, m. j., déclare être d'accord avec M. Ligy, rap., pour proposer la suppression complète du deuxième alinéa; que s'il avait proposé une disposition tendant à donner satisfaction à certains avocats généraux en fonctions depuis de longues années, les objections très sérieuses formulées par les commissions le décident à renoncer à sa proposition, p. 537. — Le premier alinéa est adopté tel qu'il figure au projet et le second alinéa est supprimé, p. 537.

Art. 2 bis, proposé par la commission. M. le président donne lecture de cette disposition, p. 537, 538. — M. Janson, m. j., propose une modification à la disposition présentée par la commission; M. Ligy, rap., remercie le ministre de s'être rallié à une partie de la proposition de la commission et déclare que la commission se ralliera certainement aux suggestions de M. Janson, m. j., pour le surplus, p. 538. — L'article 2 bis, ainsi modifié, est adopté, p. 538.

Art. 3 et 4. Adoptés sans observation, p. 538.

Art. 4 bis, proposé par la commission et élevant le tribunal de commerce de Gand à la première classe. M. Janson, m. j., déclare se rallier à cette disposition; M. Ligy, rapp., remercie le ministre et l'article 4 bis est adopté, p. 538.

Art. 5 et 6. Adoptés sans observation, p. 538.

Art. 7, proposé par amendement par le gouvernement et admis par la commission (dégagements à la loi du 23 juillet 1926, de surséance à certaines nominations judiciaires). M. le président donne lecture de cette disposition, qui est adoptée sans observation, p. 538.

Le Sénat décide unanimement de déroger au règlement et de procéder immédiatement au second vote des articles nouveaux et des articles amendés, p. 538. — M. Ligy, rap., fait remarquer que le numérotage des articles devra être modifié et M. le président déclare qu'il en sera ainsi, p. 538.

Les articles nouveaux et les articles amendés sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 538.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix et une abstention, p. 580 (7 mars 1929). — S'est abstenu : M. le baron Ruzette, qui déclare qu'il s'est abstenu, les conditions dans lesquelles ce projet a été examiné l'ayant empêché de prendre la parole pendant la discussion et ayant pris ce moyen pour signaler au ministre l'impérieuse nécessité de rendre au tribunal de Bruges les magistrats que la loi de cadenas lui a supprimés et le prier d'examiner la possibilité d'élever le rang du tribunal de Bruges, p. 580. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

MAGISTRATS COLONIAUX (AVANCEMENT, ETC.). — V. Congo : Magistrats, fonctionnaires, etc.

PRUD'HOMMES. — V. Industrie, commerce et travail.

TRAITEMENTS : PAIEMENT.

Disposition spéciale pour les cas de promotion ou de mutation. — Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire (due à l'initiative de M. Pierlot et signée par MM. Pierlot, Asou et Lafontaine).

Doc. — Développement, n° 38. — Proposition de loi : Annexe au n° 38.

Rapport fait par M. Ligy, n° 99.

Ann. — M. Pierlot dépose cette proposition de loi, p. 187 (20 décembre 1928).

La proposition de loi, appuyée par quatre membres, est prise en considération et renvoyée à la commission de la justice, p. 190.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 540 (6 mars 1929).

Discussion générale : M. Pierlot estime inutile de défendre sa proposition de loi devant le Sénat et déclare se rallier au texte du gouvernement, p. 664.

Les articles sont adoptés tels qu'ils sont proposés par le gouvernement, p. 664.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote, et les articles amendés sont immédiatement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 664.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents, p. 688 (19 mars 1929). — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

O

- Orphelins de combattants.** — V. Pensions : Pensions militaires : Veuves et orphelins.
- Outilsage artisanal.** — V. Industrie, commerce et travail : Crédit à l'outillage artisanal.
- Outilsage scientifique des universités.** — V. Interpellations au nom de M. Laboulle.
- Ouvriers mineurs (Pension des).** — V. Assurances sociales : Pensions de vieillesse.

P

- Pacte général de renonciation à la guerre.** — V. Affaires étrangères : Droit international public.
- Païement du traitement des magistrats.** — V. Organisation judiciaire : Traitements : Disposition spéciale pour les cas de promotion ou de mutation.
- Paulsen, sénateur de Bruxelles.**

Ann. — Interpelle M. le ministre des finances au sujet du retard apporté dans l'élaboration du barème des commis des hypothèques. Développe son interpellation, p. 22, 23. — Fait encore diverses observations, p. 23.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Volckaert demandant la remise de la discussion, p. 30.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Attire particulièrement l'attention du ministre sur le régime de l'alcool et vise, en ordre principal, les cercles privés, p. 69, 70. — Observations, p. 72. — Discours : Insiste sur la question des cercles privés et répond quelques mots au ministre en ce qui concerne les livres qu'il voudrait voir mettre à l'index par le parquet, p. 75.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Traite à nouveau la question des injustices dont les communes sont victimes de la part de l'administration des finances de l'Etat, p. 137, 138.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Discours : Défend l'abrogation, rappelle les arguments cités à cet effet par feu M. Deswarte, et termine en défendant l'amendement subsidiaire qu'il a présenté avec M. Hénault, p. 210, 211. — Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les diverses propositions en présence, p. 211, 213. — Motive son vote, p. 215.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Défend un amendement qu'il a présenté avec plusieurs de ses amis et tendant à augmenter d'un million de francs le crédit inscrit à l'article 48, litt. A, en faveur de l'Œuvre de l'enfance, p. 332. — Rencontre les arguments développés par le ministre au sujet de sa demande d'augmentation de crédits au profit des consultations de nourrissons et des pouponnières, déclare qu'il maintient son amendement et annonce qu'il demandera l'appel nominal, p. 347, 348. — Observations, p. 348.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 355, 372. — Discours : Réfute le discours de M. de Dorlodot, lequel a tenté de rendre le parti socialiste responsable de la dévalorisation du franc, p. 374, 375. — Observations, p. 377. — Discours : Répond à M. Digneffe; démontre et maintient que, selon lui, c'est la panique que le parti libéral a déterminée par sa presse et par sa tactique financière qui a amené la chute du franc et les malheurs qui en ont été la conséquence, p. 378, 379.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Observations, p. 369.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 509, 510. — Discours : Répond aux discours de M. Van Belle, qui l'a mis en cause

Paulsen (suite)

à l'occasion d'une interruption qu'il a faite affirmant que la question en discussion n'avait aucun caractère politique; estime que l'on doit essayer de faire rendre à Zeebrugge son maximum et termine en déclarant que, si une proposition de nouvel et rapide examen de la question était présentée, il l'admettrait, mais qu'il n'admet pas l'ajournement indéfini, et que, si c'est là le but de la motion, il émettra un vote affirmatif sur la convention, p. 516.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 551.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 610. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que l'Etat se soucie peu des intérêts des communes et n'hésite même pas, dans certains cas, à tirer profit des administrations locales impuissantes à se défendre contre les rançons dont elles sont l'objet, parle de la question du treizième mois de traitement; fait remarquer que des catégories entières sont exclues du bénéfice de cette mesure, qui a été considérée par certains comme due à des préoccupations électorales; termine en estimant qu'il appartient aux ouvriers chrétiens de comprendre leur devoir, d'apporter l'appui de leur force aux sincères défenseurs de la classe ouvrière, et en souhaitant que, de cette manière, le prochain budget des finances donnera à son groupe l'occasion d'enregistrer la victoire des réformes sociales inscrites au programme du parti ouvrier, p. 631, 632.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande une précision sur un passage du rapport en ce qui concerne l'octroi d'avances accordées aux sociétés pour la constructions d'habitations à bon marché; estime que des mesures devraient être prises, notamment pour défendre les habitants des agglomérations contre le mal causé par la fumée des établissements industriels et des habitations, p. 735 à 738.

Projet de loi accordant, pour 1928, une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse. Discussion générale : Déclare avoir eu l'intention de déposer avec ses amis un amendement portant de 25 à 50 p. c. le montant de l'allocation complémentaire, amendement qui a été déposé également à la Chambre, mais renonce à cet amendement, afin de ne pas retarder le vote du projet, p. 783.

Projet de loi portant revision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion générale. Déclare qu'il a plusieurs modifications à proposer au projet coordonnant certaines dispositions du Code électoral; estime que certaines d'entre elles ayant été déjà admises en commission, il ne devra plus y insister beaucoup, mais suggère, pour la clarté de la discussion, que l'on aborde immédiatement la discussion des articles, p. 784. — Discussion des articles. Art. 1^{er} : Art. 90. Rappelle un amendement qu'il a présenté constituant une disposition transitoire, p. 785. — Art. 92. Déclare qu'à la suite d'explications qui lui ont été données par le ministre, l'amendement qu'il avait suggéré devient inutile, p. 786. — Art. 101. Discussion de l'amendement de la commission tendant à appliquer le coefficient 7 au jeton de présence. Défend l'amendement, p. 787. — Maintient sa proposition de multiplier par 7, p. 787. — Art. 118. Discussion, p. 791. — Art. 120. Discussion : Combat le deuxième alinéa, p. 793, 794. — Art. 148. Défend l'amendement de la commission et demande qu'il soit procédé au vote sur cet amendement, p. 800.

Proposition de loi exemptant du timbre de dimension les doubles des registres de l'état civil, d'indigénat et de naturalité, et prescrivant la revision du tarif des droits à percevoir pour les expéditions et les extraits des dits actes. Discussion des articles. Art. 3. Fait remarquer une modification qu'il y a lieu d'apporter au texte de cet article, p. 960.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne peut se rallier au projet, p. 1034, 1035. — Observations, p. 1035, 1036, 1085. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il demande le maintien de l'arrêté de fermeture à une heure du matin et la fermeture des cercles privés, estimant que l'on servira ainsi la moralité et la santé publique, p. 1088, 1089. — Observations, p. 1090.

Interpellation de M. Dewaele au sujet d'un arrêté pris par M. le bourgmestre de Wacken au sujet de la distribution des journaux et circulaires. Observations, p. 1122.

Pensions.**CALCUL DES PENSIONS D'APRÈS LE COUT DE L'EXISTENCE.**

Projet de loi assurant aux pensionnés des ressources en rapport avec le coût de l'existence et modifiant le mode de calcul des pensions visées par le § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1928.

V. les n^{os} 183 et 187 de la Chambre (session 1928-1929).

Doc. — Projet de loi, n^o 147.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 18 avril 1929, p. 896. Le projet est renvoyé à la commission des finances, p. 896.

M. De Clercq donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 969 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 969, 970.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 95 membres présents, p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

CERTIFICAT DE VIE : SUPPRESSION.

Projet de loi portant suppression de la formalité du certificat de vie en matière de liquidation des pensions.

V. les n^{os} 262 (session 1925-1928); 286 et 300 (session 1927-1928), de la Chambre; le n^o 177 (session 1927-1928), du Sénat ou, éventuellement, la p. 107 de la table des *Annales* et *Documents* du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Moyersoën, n^o 8.

Ann. — Rapporteur M. Moyersoën. Dépôt du rapport, 15 novembre 1928.

L'article unique du projet est adopté sans observations, p. 5-6.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents, p. 10 (20 novembre 1928). Le projet est soumis à la sanction royale.

DISSIDENTS ENTRE LA COUR DES COMPTES ET LE MINISTÈRE AU SUJET DES PENSIONS. — V. Finances : Cour des comptes.**INVALIDES DE GUERRE.**

Projet de loi accordant une majoration spéciale de pension à certaines catégories de grands invalides de guerre. — V. Guerre : Invalides de guerre : Majoration spéciale de pension.

PENSION A LA VEUVE DU GÉNÉRAL JACQUES DE DIXMUDE.

Projet de loi accordant à charge du Trésor public une pension annuelle et viagère de 36,000 francs à la dame Beaupain, veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude.

V. les n^{os} 48 et 59 (session 1928-1929), de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Mévius, n^o 51.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 20 décembre 1928, p. 190.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 190 (15 janvier 1929). — M. le président Magnette propose au Sénat de discuter ce projet dans une très prochaine séance, et le Sénat décide de le discuter le lendemain, p. 190.

Au début de la séance du lendemain, l'assemblée décide la procédure d'urgence, et M. le baron de Mévius donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet et auquel le baron de Mévius ajoute qu'il estime que le Sénat sera unanime à rendre cet hommage posthume à un de ses plus illustres concitoyens, p. 203.

Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observation, p. 203.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 25 et 13 abstentions, p. 207 (16 janvier 1929). — Se sont abstenus : MM. de Brouckere, François, Hénault, Jauniaux, Lafontaine, Leken, Paulsen, Mme Spaak, MM. Van Belle, Vande Moortele, Van Schoor, Vinck et Cools, p. 208. Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Demoulin (qui déclare que c'est par inadvertance qu'il a émis un vote affirmatif sur ce projet de loi, alors que son intention était de s'abstenir pour les motifs évoqués par MM. de Brouckere et Jauniaux), p. 215.

Pensions (suite)**PENSION A LA VEUVE DU CAPITAINE-AVIATEUR THIÉFFRY.**

Projet de loi accordant, à charge du Trésor public une pension annuelle et viagère de 24,000 francs à la dame de Loneux, veuve du capitaine-aviateur de réserve Edmond Thiéffry.

Doc. — Exposé des motifs, n^o 182. — Projet de loi, n^o 182.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Jaspas, p. m., p. 1015 (2 mai 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des finances.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi relatif à la révision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires.

V. le n^o 200 (session 1927-1928), du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Pierlot, n^o 107. — Amendements présentés par la commission, n^o 107.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Pierlot, p. 624 (12 mars 1929).

M. le comte de Broqueville, m. d. n., prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion de ce projet de loi, étant attendu à la Chambre des représentants; estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion, le gouvernement acceptant les amendements de la commission ainsi que l'un des amendements de M. de Brouckere, p. 708. — Cette demande est admise.

Discussion générale :

Discours de M. Pierlot, rapp. (qui expose brièvement au Sénat l'économie de ce projet; croit répondre aux intentions de la commission en présentant, bien qu'un peu tardivement, quelques sous-amendements dont la portée est de préciser le sens de certaines dispositions; demande que la loi soit appliquée avec la plus grande largeur de vue possible; développe certaines considérations au sujet de la manière dont fonctionnent les commissions de pensions d'invalidité, afin de suggérer que l'on ait plus souvent recours à la mise en observation à l'hôpital, p. 708, 709. — M. le comte de Broqueville, m. d. n., déclare que la loi sera appliquée avec une grande bienveillance, ainsi que la demande de M. Pierlot et que, pour le surplus, il sera tenu compte, dans la plus large mesure possible, des observations présentées par le rapporteur, p. 708, 709. — M. Wautelet pose une question au sujet des cas d'aggravation de maladies, et M. Volckaert pose également une question au point de vue de la forclusion, p. 709. — MM. le comte de Broqueville, m. d. n., et Pierlot, rapp., répondent à ces questions, p. 709.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements proposés par la commission, p. 709. M. le président rappelle que le gouvernement se rallie aux amendements de la commission et l'article 1^{er}, ainsi amendé, est adopté, p. 709.

Art. 2. M. le président donne lecture du texte du projet et d'amendements proposés par la commission, p. 709, 710. — M. Pierlot, rapp., annonce que M. le comte de Broqueville, m. d. n., l'a autorisé à déclarer qu'il était d'accord, p. 710. L'article 2 est adopté tel qu'il est amendé et sous-amendé par la commission, p. 710.

Art. 3. M. le président donne lecture du texte du projet; rappelle que la commission avait proposé la suppression du premier alinéa, mais a proposé ensuite un texte, qu'il indique, en remplacement de cet alinéa, p. 710. — L'article 3, ainsi amendé, est adopté, p. 710.

Art. 4. Adopté sans observation, p. 710.

Art. 5. M. le président donne lecture du projet et d'un amendement proposé par la commission, p. 710, 711. — L'article 5, ainsi amendé, est adopté, p. 711.

Art. 6. M. le président donne lecture du texte du projet et d'un amendement de la commission; l'article 6, ainsi amendé, est adopté, p. 711.

Art. 7. Adopté sans observation, p. 711.

Art. 8. M. le président donne lecture du texte du projet; rappelle le texte de l'amendement présenté par MM. Ohn et de Brouckere, et déclare que cet amendement a été retiré, p. 711. — L'article 8 est adopté, p. 711.

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote des articles amendés et ces articles sont successivement remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 711.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 96 membres présents, p. 720 (21 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Motion d'ordre de M. Pierlot, (qui fait une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne l'interprétation de l'avis qu'il a émis, tendant à ce que les commissions d'invalidité recourent plus souvent à la mise en observation à l'hôpital militaire), p. 717.

Pensions : PENSIONS MILITAIRES. Revision des pensions et allocations (suite)**PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS.**

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

V. les n^{os} 87, 250, 259 (session 1927-1928), et 45 (session 1928-1929), de la Chambre des représentants.

Doc. — Projet de loi, n^o 129.

Rapport fait par M. Pierlot, n^o 188.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants le 22 mars 1929, p. 729. — Le projet est renvoyé à la commission de la défense nationale.

M. Pierlot donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1054 (7 mai 1929).

Discussion générale :

Sont entendus : M. le comte de Broqueville, m. d. n. (qui précise l'interprétation du littéra C du II de l'article 13); Pierlot, rapp. (qui déclare être d'accord avec le ministre au sujet de l'interprétation de la loi; puis parle des commissions de pensions), p. 1054. — M. le comte de Broqueville, m. d. n., répond brièvement à M. Pierlot, rapporteur, p. 1054.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1054, 1055.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 127 membres présents, p. 1081 (7 mai 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

VEUVES REMARIÉES (VICTIMES DE LA GUERRE).

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 (due à l'initiative de M. Pierlot et signée par MM. Pierlot, De Clercq, Huisman Van den Nest, Hicquet, Van Schoor et Calonne).

Doc. — Développements, n^o 157. — Proposition de loi : n^o 157.

Ann. — M. Pierlot dépose cette proposition de loi, en son nom et au nom de MM. De Clercq, Hicquet, Huisman Van den Nest, et Van Schoor, p. 970 (25 avril 1929).

Vote et adoption de la prise en considération et renvoi à la commission de la défense nationale, p. 988.

Pensions de vieillesse. — V. 1^o Assurances sociales : a) Employés; b) Vieillesse et décès; c) Ouvriers mineurs. — 2^o Interpellations au nom de M. Mousty.

Péréquation. — V. Traitements.

Personnalité civile.

Etablissements scientifiques et artistiques. — Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts.

Doc. — Exposé des motifs, n^o 33. — Projet de loi. Annexe au n^o 33.

Rapport fait par M. le baron Delvaux de Fenffe, n^o 62.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Vauthier, m. s. a., p. 133 (19 décembre 1928).

Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts, p. 133.

Dépôt du rapport par M. le baron Delvaux de Fenffe, p. 243 (23 janvier 1929).

Discussion générale : Discours de M. Digneffe (qui donne son accord au projet, mais fait remarquer que, ce projet semblant destiné à faciliter aux particuliers la possibilité de favoriser la création et le développement des établissements visés par le projet, suggère de mieux encourager les particuliers à faire des dons et des legs en abaissant en leur faveur les droits de transmission et de succession), p. 304. — M. Moyersoën appuie les observations de M. Digneffe, p. 304.

Discussion des articles : Art. 1^{er}. M. le président rappelle un amendement de M. Braun, tendant à ajouter à la liste figurant à cet article : « l'Institut supérieur des arts décoratifs », p. 304. — M. Braun défend son amendement. M. Vauthier, m. s. a., déclare s'y rallier, estimant que l'institut visé par M. Braun est une des initiatives les plus heureuses qui se soit produite en Belgique depuis la guerre, p. 304. — M. le baron Delvaux de Fenffe, rap., déclare que, si l'amendement avait pu être examiné en commission, il eût recueilli l'unanimité des suffrages;

Personnalité civile : Etablissements scientifiques et artistiques (suite)

déclare, en conséquence, que la commission s'y rallie volontiers, p. 304, 305. — L'amendement de M. Braun est adopté, p. 305. — L'article 1^{er}, ainsi amendé, est adopté, p. 305.

Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 305.

L'article 1^{er} est immédiatement remis aux voix et est définitivement adopté tel qu'il a été amendé, p. 305.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 104 membres présents, p. 330 (5 février 1929). Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Personnel des communes (Traitements du). — V. Interpellations au nom de M. Calonne.

Pétitions.

Pétitions examinées par la commission.

Doc. — Feuilleton I, n^o 74.

Pharmaciens (Création d'un pouvoir disciplinaire). — V. Art de guérir.

Pierlot, sénateur provincial du Luxembourg.

Doc. — Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire. Développements et proposition de loi, n^o 38 et annexe.

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du Grand-Cordon de l'Ordre de Léopold. Rapport, n^o 97.

Projet de loi relatif à la révision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires. Rapport, n^o 107.

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926. Développements, n^o 157. Proposition de loi. Annexe au n^o 157.

Projet de loi relevant le taux de la rente des chevrons de front et abaissant l'âge de l'entrée en jouissance de la dite rente. Rapport, n^o 186.

Projet de loi accordant une majoration spéciale de pension à certaines catégories de grands invalides de guerre. Rapport, n^o 187.

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Rapport, n^o 188.

Ann. — Proposition de loi complétant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire. Dépose cette proposition de loi, p. 187.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera le projet non par un sentiment d'indulgence envers ceux qui sont appelés à en bénéficier, mais parce qu'il considère son adoption conforme aux intérêts supérieurs du pays et de la paix publique, p. 200.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Au moment de la discussion des articles, fait des observations au sujet de l'absence du ministre Baels, p. 549. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Présente les observations qu'il comptait développer pendant la discussion générale et insiste sur les graves inconvénients auxquels donne lieu la rétroactivité dont l'article 12 repousse le principe, mais que, néanmoins, le projet applique; termine, en déclarant qu'il regrette d'une manière générale les modifications apportées au projet par la Chambre, se rallie aux observations présentées par le baron de Moffarts et déclare qu'il aura le regret de s'abstenir au vote sur l'ensemble du projet, p. 549, 550. — Art. 12. Insiste sur ses observations relativement à cet article, p. 557, 558. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la nécessité de terminer la construction de la ligne de Bertrix à Muno, et souhaite que, du côté français, un effort soit également fait dans ce but, p. 543, 544.

Projet de loi relatif à la révision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 624. — Discussion générale. Discours : Expose brièvement au Sénat l'économie de ce projet, croit répondre aux intentions de la commission en présentant, bien qu'un peu tardivement, quelques sous-amendements dont la portée est de

Pierlot (suite)

préciser le sens de certaines dispositions, demande que la loi soit appliquée avec la plus grande largeur de vue possible, développe certaines considérations au sujet de la manière dont fonctionnent les commissions des pensions d'invalidité, afin de suggérer que l'on ait plus souvent recours à la mise en observation à l'hôpital, p. 708, 709. — Répond à une question de M. Wautlet, au sujet des cas d'aggravation de maladie et à une question de M. Volckaert, relative à la forclusion, p. 709. — Discussion des articles. Art. 2. Annonce que le comte de Broqueville l'a autorisé à déclarer qu'il était d'accord sur l'amendement de la commission, p. 710. — Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne l'interprétation de l'avis qu'il a émis tendant à ce que les commissions d'invalidité recourent plus souvent à la mise en observation à l'hôpital militaire, p. 717.

Projet de loi concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée d'une zone de sécurité frappée de servitudes aéronautiques. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la commission a été unanime à se rallier à l'avis de M. de Brouckere, rapp., et exprime le désir que le Sénat adopte la solution de la commission, plus conforme au droit constitutionnel belge, étant entendu que l'on essaiera de faire mieux lorsqu'on en aura la possibilité, p. 656. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Rappelle que l'amendement admis au premier vote n'a pas été proposé par M. de Brouckere, mais par la commission de la défense nationale et à l'unanimité, développe les motifs pour lesquels il estime que l'on ne peut permettre au gouvernement de disposer du droit des citoyens en rendant l'allocation d'une indemnité « facultative », p. 707.

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants-généraux titulaires du Grand Cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Discours : Exprime le regret que le Sénat ne soit pas unanime à voter le projet qui a été admis par la majorité de la commission de la défense nationale; combat ensuite le discours de M. Volckaert, déclare qu'il retire l'amendement de la commission et se rallie à celui du gouvernement, p. 659, 660.

Proposition de loi modifiant l'article 226 de la loi d'organisation judiciaire. Discussion générale. Estime inutile de défendre sa proposition de loi devant le Sénat, celui-ci semblant unanime à l'admettre et déclare se rallier au texte du gouvernement, p. 664.

Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926. Dépose cette proposition de loi en son nom et au nom de ses co-signataires, p. 970.

Projet de loi relevant le taux de la rente des chevrons de front et abaissant l'âge de l'entrée en jouissance de la dite rente. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 1052.

Projet de loi accordant une majoration spéciale de pension à certaines catégories de grands invalides de la guerre. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 1053.

Projet de loi apportant des modifications aux articles 13, 36 et 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1054. — Discussion générale. Discours. Déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par le ministre de la défense nationale, puis parle des commissions des pensions, p. 1054.

Poët, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 126.

Police rurale.

GARDES CHAMPÊTRES.

Age de la mise à la retraite. Projet de loi modifiant l'alinéa final de l'article 55 du Code rural.

V. le n° 246 (sess. 1927-1928) et 57 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet de loi transmis par la Chambre, n° 66. — Rapport fait par M. Ligy, n° 73.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 24 janvier 1929, p. 271.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 282 (29 janvier 1929).

L'article unique est adopté sans observation, p. 413.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix contre 3, p. 441 (26 février 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Port de Bruges. — V. Travaux publics : Installations maritimes de Bruges.

Postes.

TARIF ET CONDITIONS DE TRANSPORT.

Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1879.

V. les n° 116 et 158 (sess. 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Rapport fait par M. le vicomte G. Vilain XIII, n° 164.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le vicomte G. Vilain XIII, p. 973 (25 avril 1929).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1000.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 106 voix et une abstention, p. 1033 (2 mai 1929). — S'est abstenu : M. Volckaert, p. 1033. — Le projet est soumis à la sanction royale.

Postes récepteurs de T. S. F. — V. Radiotélégraphie : Redevance sur les postes récepteurs.

Poursuites répressives et peines relatives à des crimes et délits commis pendant la guerre : Extinction. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, contre la sûreté extérieure de l'Etat, etc.

Prescription en ce qui concerne les infractions à la loi sur les pensions. — V. Assurances sociales : Employés et loi générale.

Président du Sénat.

Ann. — M. Magnette est élu président du Sénat, p. 1.

M. Lafontaine est élu premier vice-président, p. 1.

M. le baron Descamps est élu deuxième vice-président, p. 2.

M. le baron Ruzette est élu deuxième vice-président, p. 2.

M. Magnette prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 2, 3.

Fixation de l'ordre du jour : Indique au Sénat les projets que, conformément à une décision de l'assemblée, le bureau propose de porter en tête de l'ordre du jour; déclare que les commissions auront à examiner les neuf budgets présentés au Sénat par le gouvernement, fait remarquer que la session devant être très courte par suite des élections législatives, qui auront lieu au printemps, il importe donc que les budgets aient le pas sur toute autre question; déclare encore que la commission du travail parlementaire sera consultée au sujet de l'arrière législatif, puis propose au Sénat de s'ajourner au mardi suivant, 20 novembre, p. 3.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. En réponse à des remarques de M. Van Roosbroeck, estime que le ministre de l'Industrie, du travail et de la prévoyance sociale tiendra compte de son désir quant à la fixation de son interpellation, p. 4.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. — Discussion des articles. Article 2. Déclare que la demande de M. Van Roosbroeck tendant, après le vote pas assis et levé, à ce que l'on procède au vote par appel nominal, renverserait le règlement si elle était admise, p. 9. — Déclare que l'incident a surgi si rapidement qu'il n'a pas eu le temps de proclamer le résultat du vote et fait, dans ces conditions, appel à la bonne volonté du Sénat pour qu'il procède à une nouvelle épreuve, p. 9, 10. — Déclare qu'il résulte du recensement que la disjonction a été adoptée par 53 voix contre 49, que le recensement de ce vote a été fait aussi soigneusement que possible, que le vote est donc acquis et que la disjonction est prononcée, p. 10. — Consulte le Sénat sur le point de savoir si le vote qui vient d'être émis constitue oui ou non un amendement à la suite duquel la procédure est prévue par l'article 54 du règlement, p. 10. — Déclare que l'interprétation donnée par M. Vinck à cette question est la sienne et que le second vote sur l'article 2 et sur l'ensemble auront lieu dans une séance ultérieure après que le texte aura été examiné à nouveau par la commission, p. 10. — Propose de renvoyer le projet à la commission des sciences et des arts, qui, étant donnée la nature spéciale de l'article 2 déciderait s'il n'y a pas lieu de prier la commission de l'intérieur d'en délibérer avec elle, étant entendu que ces commissions feraient diligente et soumettraient sans retard un rapport complémentaire, ce qui permettrait au Sénat d'aboutir dans peu de jours, p. 11. — Vote en seconde lecture. Fait remarquer que, par suite du vote de l'article 1^{er}, le projet ne

Président du Sénat (suite)

- comporte plus qu'un article, qui devient l'article unique et que le titre du projet se trouve ainsi modifié, p. 27. — Déclare que l'article 2 disjoint sera renvoyé à la commission de l'intérieur, p. 27.
- Projet de loi organique de l'apprentissage. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Volckaert, demandant la remise de la discussion à la semaine suivante, fait diverses observations, estime que l'on doit tenir compte du désir de M. Volckaert, mais déclare que les modifications apportées à la dernière minute à l'ordre du jour, contrariant les efforts du bureau pour que les objets dont le Sénat est saisi soient promptement expédiés, p. 30. — Propose au Sénat, M. Baels, m. a. t. p., étant disposé à faire l'exposé du projet, d'ouvrir immédiatement la discussion générale, d'entendre l'exposé du ministre, puis de remettre la suite de la discussion à la semaine suivante, p. 30. — Discussion générale. A la suggestion du R. P. Rutten, consulte le Sénat sur le point de savoir si, vu le grand nombre d'amendements qui ont été présentés, il ne serait pas utile d'les renvoyer non seulement à la commission de l'agriculture, mais aussi à la commission de l'industrie et du travail, p. 41. — Reprise de la discussion générale. Annonce, après le discours de M. Van Berckelaer, que, conformément à la décision qui a été prise, le projet est renvoyé à l'examen des commissions réunies des travaux publics et des affaires économiques et de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 49.
- Décès du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. Annonce que la Chambre des représentants vient de transmettre au Sénat un projet de loi mettant à charge de l'Etat les frais des funérailles du baron Jacques de Dixmude et estime que, ces funérailles devant avoir lieu le lendemain, l'assemblée sera d'accord pour que la commission des finances se réunisse immédiatement, p. 37. — Prononce l'éloge funèbre du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude, p. 38.
- Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Flieteren au sujet de l'examen de ce projet, déclare que la commission du travail parlementaire, qui va se réunir à l'issue de la séance publique s'occupera de sa demande et ne doute pas qu'il obtienne satisfaction, vu l'accueil fait à sa demande par le Sénat, p. 4. — A la suite d'une demande d'intervention de l'ordre du jour en faveur de ce projet, informe le Sénat du désir de M. Heyman, m. i. t. p. s., de voir discuter en premier lieu le projet relatif aux estropiés et mutilés, p. 49.
- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion des articles. L'amendement présenté par la commission à l'article 1^{er} ayant été adopté, consulte le Sénat sur le point de savoir si, ainsi que le veut le règlement, le projet doit être renvoyé à la commission, préalablement à la seconde lecture, p. 73.
- Budget des dotations pour l'exercice 1929. Au moment d'ouvrir la discussion, fait remarquer au Sénat que la Chambre des représentants lui a signalé que, son budget n'étant pas définitivement fixé, elle prie le Sénat de surseoir au vote du chapitre qui la concerne, mais déclare que le bureau du Sénat estime qu'il est plus régulier de voter le budget et de le transmettre à la Chambre qui, le cas échéant, le renverrait amendé au Sénat, p. 85.
- Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Annonce au Sénat que, M. Baels étant indisposé, la discussion de ce budget est, à sa demande, remise à la semaine suivante, p. 86. — Avant d'ouvrir la discussion générale, informe le Sénat que c'est par suite d'un malentendu que la discussion de ce budget a été remise, le ministre de l'agriculture s'étant tenu, la semaine précédente, à la disposition de l'assemblée; déclare donc que la responsabilité du ministre en ce qui concerne la levée prématurée de la séance n'est pas en cause, p. 91. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 130.
- Inondations dans diverses régions du pays. Rend compte au Sénat de la visite faite à l'initiative du bureau par une délégation du Sénat aux régions inondées des environs de Termonde. Dit à l'assemblée les efforts accomplis par tous pour réduire au minimum les conséquences du désastre, notamment par les autorités de la Croix-Rouge et par les délégués de l'Œuvre de l'Enfance, et termine en rendant un hommage particulier à l'armée, qui, une fois de plus, a bien mérité du pays, p. 89, 90. — Estime que la communication qui vient d'être faite par M. Van Schoor est une interpellation déguisée sous forme de motion d'ordre, déclare qu'il ne s'y est pas opposé, étant donné l'urgence de l'objet de cette communication, mais que, se plaçant au point de vue réglementaire et afin de ne pas créer un précédent, il ne peut pas laisser continuer cette discussion, p. 124. — Estime encore que le Sénat l'approuvera de donner la parole au ministre de

Président du Sénat (suite)

- l'agriculture et des travaux publics, qui a été directement interpellé, que, ensuite, s'il y a lieu de poursuivre encore la discussion, cela se fera selon la procédure réglementaire, p. 124.
- Fixation de l'ordre du jour : A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Belle au sujet de la mise à l'ordre du jour de certains objets, rappelle que le Sénat a décidé de donner la priorité aux budgets et déclare que, dès que l'examen des budgets sera terminé, l'on abordera les objets visés par M. Van Belle; déclare encore que le bureau du Sénat et la commission du travail parlementaire feront tout ce qui leur sera possible pour que tous les projets dont le Sénat est saisi soient votés avant la fin de la session en cours, p. 95.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928 autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler en cette même commune les fonctions de receveur communal. A la suite du discours de M. Ronvaux relatif à la lettre qu'il lui a adressée, ainsi qu'à M. Vinck, déclare que ces lettres avaient uniquement pour but de permettre au Sénat de terminer ses travaux avant les vacances de Noël; remercie à cette occasion M. Vinck d'avoir tenu compte de sa demande et souhaite que M. Ronvaux en fasse autant, p. 121.
- Fixation de l'ordre du jour. Indique les projets qui devront être examinés et propose, pour que le Sénat puisse partir en vacances, de tenir une séance du matin, p. 146. — Déclare qu'il faudra peut-être, malgré la séance du matin, prolonger la séance de l'après-midi, p. 146.
- Projet de loi portant prorogation de la loi relative aux licences d'exportation. Annonce que ce projet a été renvoyé aux commissions réunies de l'agriculture et de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, p. 169.
- Projet de loi fixant un délai endéans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. Suite à la motion d'ordre de M. Vinck, qui demande à présenter un amendement à l'article unique, fait remarquer que le vote sur l'article unique est acquis et que, pour que l'on puisse revenir sur ce vote, il faut qu'il n'y ait aucune opposition, ni de la part du ministre, ni de la part du rapporteur, ni du Sénat lui-même, p. 183.
- Réunion de projets sous un même vote par appel nominal. A la fin de la séance du 20 décembre, dernière séance avant les vacances de Noël, propose de sérier les projets pour lesquels un appel nominal doit être émis et de réunir sous un même vote les projets similaires. Cette proposition étant admise, indique l'ordre dans lequel il estime que l'on devrait procéder, p. 186.
- Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, propose que la reprise de l'examen de ce projet soit, d'accord avec la commission du travail parlementaire, inscrite au n° 2 de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, p. 188. — Avant la reprise de la discussion, rappelle que ce projet a été renvoyé au conseil de législation, que c'est sur les conclusions de ce conseil que la commission a présenté un rapport complémentaire, qui tend à l'adoption du texte proposé par le conseil de législation et que celui-ci préconise le remplacement de l'article 298 par une disposition nouvelle, alors que le texte transmis par la Chambre tend à l'abrogation pure et simple, p. 206. — Comme cosignataire d'un amendement, fait des observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote, p. 211, 212. — Reprise de la discussion générale. Au moment de la reprise de la discussion, annonce que la commission de la justice, qui s'est réunie dans la matinée, s'est mise d'accord sur un texte qui semble devoir concilier toutes les opinions, mais, estimant utile que tous les groupes puissent délibérer à ce sujet, propose une suspension de séance à cet effet, p. 215. — Indique le résultat des délibérations qui ont eu lieu et fait à nouveau diverses observations au sujet de la procédure à suivre, p. 215.
- Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. Propose au Sénat de discuter ce projet dans une très prochaine séance, p. 190.
- Fait part au Sénat du décès de M. le baron Pirmez, vice-président de la Chambre des représentants; prononce quelques paroles à cette occasion et annonce que le bureau adressera à la famille de M. le baron Pirmez les condoléances de l'assemblée, p. 190.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, propose,

Président du Sénat (suite)

- d'accord avec la commission du travail parlementaire, d'inscrire cet objet en tête de l'ordre du jour de la rentrée, p. 188. — A l'occasion d'un fait personnel de M. Braun, estime que le Sénat a entendu avec intérêt les déclarations qui viennent d'être faites relatives aux protestations adressées au gouvernement allemand contre la flamandisation de l'université de Gand, ainsi que les protestations contre les menées activistes et les agissements criminels du conseil des Flandres, mais estime qu'elles n'ont pas d'autres suites et déclare l'incident clos, p. 206.
- Retard apporté à leur publication. A la suite de la motion d'ordre de M. Braun, qui proteste contre le retard apporté à la publication des *Annales parlementaires* du Sénat, rappelle à cette assemblée le texte de l'article 34 du règlement relatif au renvoi des discours au *Moniteur* estime que l'observation de M. Braun est absolument fondée et déclare que le bureau veillera à ce que le retard signalé par M. Braun ne se renouvelle pas, p. 223.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. A l'occasion de la motion d'ordre de M. Hicquet, qui fait remarquer que, le rapporteur ne pouvant être présent le lendemain, on ne pourra pas aborder la discussion de ce budget, propose d'interrompre la discussion du budget des sciences et des arts et de commencer immédiatement l'examen du budget de l'intérieur, afin de permettre par ce moyen, au Sénat, de ne pas perdre de temps, p. 292.
- Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion des articles du budget. Art. 32. A la suite d'un discours de M. Van Fleteren, déclare que s'il avait connu le motif pour lequel il demandait la parole, il ne la lui aurait pas accordée, p. 301.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Demande au Sénat s'il ne lui conviendrait pas d'intervenir l'ordre des orateurs et d'autoriser M. Paulsen à développer sa réponse à un discours de M. Digneffe, p. 378. — En réponse à M. de Dorlodot, qui demande à pouvoir, avant que la séance ne soit levée, répondre brièvement à M. Paulsen, déclare que cette brève réponse pourrait en amener d'autres, qu'il a laissé se dérouler le débat soulevé par le baron de Dorlodot, bien qu'il sortit du cadre des budgets en discussion, mais estime qu'il n'y a pas lieu de le poursuivre, p. 379. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, notamment en ce qui concerne le moment où sera défendu l'amendement de la commission à l'article 165 et ayant trait aux travaux en vue de la réalisation de la jonction Nord-Midi, p. 381. — Fait remarquer qu'il y a encore des orateurs inscrits dans la discussion générale, que ces orateurs ont été obligés de quitter la séance par suite de la modification d'horaire des trains, à cause du mauvais temps, et que la discussion générale ne peut être close dans ces conditions, p. 406. — Avant le vote du budget extraordinaire, M. Liebaert, ayant manifesté son désir de motiver son vote sur un amendement du gouvernement, repris par la commission, fait remarquer à M. Liebaert que cet amendement a été adopté, p. 412.
- Proposition de loi relative à l'augmentation des traitements de la magistrature, en ce qui concerne les juges de paix. Fait remarquer que cette proposition de loi devient sans objet, par suite du vote de la loi du 30 juillet 1928, opérant la péréquation des traitements du personnel judiciaire; estime que, cette dernière loi étant entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier, la proposition de loi en question disparaît de l'ordre du jour, p. 381.
- Fixation de l'ordre du jour. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Belle, qui propose, vu la température rigoureuse et les difficultés des communications, de ne pas siéger la semaine suivante déclare qu'il allait faire la même proposition que M. Van Belle et prie le Sénat d'autoriser le bureau à décommander éventuellement la séance du mardi suivant par télégramme, p. 393.
- Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations au sujet de la suite de cette discussion, p. 446. — Avant que la discussion ne soit poursuivie, prie les orateurs qui désirent encore prendre la parole de condenser leurs observations, l'ordre du jour étant très chargé et la besogne du Sénat devant être terminée dans peu de semaines, p. 513.
- Annonce au Sénat le décès de M. de Pierpont Surmont de Volsberghe et prononce un discours à cette occasion, p. 511.
- Fixation de l'ordre du jour : Semaine du 5-7 mars. Rappelle que l'on procédera à l'examen du bail à ferme, ainsi qu'il en a

Président du Sénat (suite)

- été décidé, sur les instances de M. Mullie, rapp.; déclare que l'on reprendra immédiatement après cela la discussion du budget des chemins de fer; rappelle que la commission du travail parlementaire propose au Sénat de siéger le mercredi et le jeudi matin pour discuter certains budgets, afin que le Sénat puisse terminer ses travaux avant les vacances de Pâques, p. 522. — Fait encore des observations au sujet des séances du matin, p. 522.
- Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Propose au Sénat de ne procéder qu'à une discussion générale sur ces deux projets, p. 523. — Observations au sujet de l'absence du ministre Baels au moment de la discussion des articles du bail à ferme, p. 549. — Annonce que les orateurs inscrits dans la discussion générale seront, s'ils le désirent, autorisés à développer leurs observations à l'occasion de l'article 1^{er}, p. 549.
- Fixation de l'ordre du jour : Estime que le Sénat pourrait décider si, oui ou non, il va tenir des séances du matin en vue de terminer ses travaux avant les vacances de Pâques. Propose notamment au Sénat de siéger le lendemain matin mercredi et le surlendemain jeudi, 6 et 7 mars, pour discuter les budgets des chemins de fer et des finances, p. 528. — Fait diverses observations et estime qu'il ne faut prendre aucune décision définitive et que des séances du matin seront tenues suivant l'état d'avancement des travaux, p. 529. — Déclare qu'il estime mettre fin à un incident qui s'est produit par suite de la jonction, puis de la clôture de la discussion générale sur les projets de loi relatifs au bail à ferme et à la location des biens ruraux appartenant aux établissements publics, en décidant que les orateurs qui le désireraient seraient autorisés à prendre la parole à l'occasion de l'article 1^{er}, en émettant des considérations se rattachant à la discussion générale, p. 567.
- Fixation de l'ordre du jour. Donne lecture au Sénat d'une lettre, suite de la décision prise par la commission du travail parlementaire dans sa dernière réunion et tendant à décider que la session législative sera terminée au plus tard le jeudi 28 mars, qu'il a adressée à M. le baron Tibbaut, président de la Chambre des représentants, au sujet des mesures à prendre en commun pour la marche des travaux législatifs; fait à l'assemblée diverses propositions quant aux projets à discuter et aux séances à tenir, notamment le mardi matin, 12 mars, p. 584. — A la suite de protestations de M. Volckaert, insiste sur la proposition qu'il a faite de siéger le mardi matin, estime que le Sénat a donné un bel exemple d'assiduité et de ponctualité, dont le bureau et son président le félicitent, et demande que cet effort soit poursuivi, p. 584.
- Projet de loi portant approbation du Pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928. A la suite de la demande de M. Hymans tendant à disjoindre la discussion de ce projet de la discussion du budget des affaires étrangères et à le voter d'urgence, déclare qu'il y aura unanimité sur les bancs du Sénat pour faire droit à cette demande, p. 617. — Discours : En déclarant qu'il n'est pas d'usage de commenter dans le Sénat lui-même un vote émis par la Haute Assemblée au moment où il vient d'être acquis, prie le Sénat de l'autoriser à faire exception à cette règle, étant certain d'être l'écho du Sénat tout entier en signalant la portée et la haute importance du vote auquel il vient de procéder, ce vote s'étant produit à une heure vraiment psychologique, la Belgique venant d'être l'objet de suspicions et d'imputations, qui ont un moment obscurci le ciel diplomatique. Déclare qu'il est heureux que l'occasion ait été donnée à la Belgique d'affirmer solennellement son désir de concorde et de paix, p. 620.
- Communes : Statut du personnel. Donne lecture d'une lettre de M. Calonne, qui demande à M. Carnoy, m. i. h., de répondre, pendant la séance en cours du mardi 12 mars, à la question qu'il lui pose au sujet du dépôt du projet de loi réglant le statut du personnel des communes, et demande si le Sénat consent à ce que M. Calonne prenne la parole immédiatement, p. 617.
- Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Déclare que si l'on avait prévu que ce projet donnerait lieu à discussion, il n'aurait pas bénéficié d'un tour de faveur, p. 621.
- Fixation de l'ordre du jour : Au cours de la séance du 13 mars, indique le programme des travaux qu'il propose au Sénat, p. 651. — Fait des observations au sujet des protestations élevées par M. Lekeu contre une proposition de loi portée à l'ordre du jour, fait remarquer que la commission du travail parlementaire a pour mission de donner des indications

Président du Sénat (suite)

au Sénat et que celui-ci statue souverainement, puis déclare qu'il estime que les propositions qu'il vient de faire au Sénat ont été acceptées et qu'il est inutile en ce moment de discuter au sujet du sort qui sera réservé à la proposition de loi visée par M. Lekeu, p. 651. — Annonce que, M. le comte de Broqueville, m. d. n., étant retenu à la Chambre au jour qui était fixé pour les projets qui intéressent son département, il propose de modifier l'ordre des travaux et d'inscrire ces objets à l'ordre du jour de la séance du lendemain 14 mars, p. 654.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux administrations publiques. Au moment où la discussion des articles va être ouverte, M. Moyersoën, demandant s'il n'y a pas lieu d'ouvrir une discussion générale, fait remarquer que la discussion générale a eu lieu, ayant été réunie à celle du bail à ferme, p. 559. — M. Volckaert proposant de permettre à ceux qui désiraient prendre la parole sur l'ensemble de le faire à l'occasion de l'article 1^{er}, estime que ceci pourrait être exceptionnellement autorisé, p. 559. — Discussion des articles. Art. 2. Fait remarquer que plusieurs orateurs se sont encore fait inscrire, estime cependant que ce débat ne doit pas se prolonger indéfiniment, p. 704. — Déclare que, l'article 2 ayant été amendé, le projet doit être renvoyé à la commission, p. 705. — M. Moyersoën ayant proposé de passer immédiatement au second vote, déclare que le Sénat n'étant pas unanime, il doit faire respecter le règlement, p. 705. — Observations au sujet de la fixation de la seconde lecture, p. 720.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Fait diverses observations relativement à l'incident survenu entre MM. Heyman, m. i. t. p. s., et Van Fleteren, p. 715.

Annonce au Sénat le décès du maréchal Foch. Prononce l'éloge funèbre du généralissime des armées alliées et s'associe, au nom de l'Assemblée entière, au deuil qui vient de frapper la nation française, p. 717. — Annonce que la Chambre des représentants a décidé d'envoyer une délégation aux funérailles du maréchal Foch et estime qu'il conviendra également à la Haute Assemblée d'envoyer une délégation pour assister aux obsèques du glorieux défunt, p. 727.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Propose de clore la discussion générale et d'autoriser les orateurs encore inscrits à prendre la parole à l'article 1^{er}, p. 768. — Discussion des articles. Chapitre VI. Fait diverses observations à la suite de la demande de M. Lekeu, tendant à faire raccourcir le discours de M. De Ley, estimant que l'on pourra parfaitement terminer les travaux à l'ordre du jour si chacun y met un peu de bonne volonté, p. 776.

Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion générale. Rappelle que le gouvernement propose une ajoutée au titre du projet « et modification à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales », p. 784. — Déclare que, le projet apportant des modifications à certains articles du Code électoral, il estime qu'il y a lieu d'examiner séparément chacune de ces dispositions, p. 784. — Discussion des articles. Art. 151. Rappelle que la commission avait proposé la suppression de cet article, p. 801.

Donne lecture de l'invitation adressée au Sénat par les présidents de l'Althing (Chambres réunies d'Islande), le priant d'envoyer un délégué aux fêtes qui seront données à Thingvellir en vue de commémorer le millième anniversaire de l'Althing. Annonce que le bureau remerciera les présidents du parlement islandais et examinera la suite à donner à cette invitation, p. 985, 986.

Fixation de l'ordre du jour : M. Hicguet ayant demandé à pouvoir donner immédiatement lecture de rapports concernant les projets sur la radiotélégraphie et sur certains projets intéressants les chemins de fer, fait remarquer l'urgence de ces projets et l'impossibilité d'assurer l'impression immédiate des rapports, p. 986. — M. de Brouckere s'opposant à l'urgence, déclare qu'il faudrait dès lors, suivre le règlement et remettre la discussion, p. 986.

Projets de loi : 1^o sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2^o établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques; 3^o sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Fait diverses observations au sujet de la demande de M. Hicguet, tendant à donner lecture des trois rapports, p. 986, 987. — Discussion générale. Estime qu'il paraît y avoir accord pour admettre

Président du Sénat (suite)

l'ajournement, bien que le ministre n'y consente qu'à son corps défendant, et met, en conséquence, aux voix la proposition d'ajournement, p. 1119.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. Annonce que ce projet vient en ordre utile au cours de la séance de l'après-midi du mardi 30 avril, p. 993. — Fait remarquer que M. Tschoffen est indisposé et désire vivement prendre part à la discussion et propose en conséquence l'ajournement de la discussion, p. 993.

Interpellation de M. Diriken au sujet de la catastrophe de Waterschei. Déclare que l'interpellateur se mettra d'accord avec le ministre compétent pour la fixation de la discussion, p. 956.

Règles à suivre pour la vérification des pouvoirs des élus. Projet de résolutions à prendre par le Sénat en matière d'éligibilité. Avant d'ouvrir la discussion sur ces projets de résolutions, estime utile de rappeler au Sénat que celui-ci avait réservé, en 1925, lors de la validation des pouvoirs, diverses questions d'éligibilité et qu'il avait chargé la commission de vérification de pouvoirs de proposer à la Haute Assemblée des solutions de principe en dehors de toute question de personne, p. 957.

Interpellation de M. Renier, au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Se fait l'interprète du Sénat pour s'associer aux sentiments qui viennent d'être exprimés par le ministre et par M. Renier, à l'égard des victimes de la catastrophe, p. 970.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. A la suite d'une motion d'ordre de M. Digneffe, qui insiste sur la nécessité de ne pas écourter cet important débat, fait remarquer à celui-ci que l'Assemblée n'a pris aucune décision quant à la durée de la discussion, et, bien qu'il soit désirable que l'on en termine rapidement l'examen, déclare, d'accord avec le gouvernement et le rapporteur, que tout le temps nécessaire sera pris pour un examen sérieux, p. 976. — Discussion générale. Suggère d'écourter cette discussion, et que les membres qui le désirent présentent leurs observations à la discussion des articles, p. 978. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 984. — Avant que l'on n'aborde la discussion des articles, demande si M. Heyman, m. i. t. p. s., est bien d'accord pour prendre le texte amendé par la commission comme base de la discussion, p. 1005. — Discussion des articles. Art. 6. Rappelle qu'il a été décidé que l'on ne procéderait à aucun vote pendant la séance du matin et déclare, en conséquence, que le vote sur l'amendement de M. Jauniaux est remis, p. 1008. — Observations au sujet de la fixation de la suite de la discussion, p. 1057. — MM. Henricot et Jauniaux ayant motivé leur vote, déclare à cette occasion que le bureau examinera s'il n'y a pas lieu de revenir sur la tradition qui permet aux membres de justifier leur vote, ceci pouvant être fait au cours de la discussion, car il estime qu'il n'est pas possible que, sous prétexte de justifier un vote, on ouvre une discussion qui a été close, p. 1115.

Projet de loi relatif à la collation des grades académiques et au programme des examens universitaires. Rappelle, au moment du dépôt du rapport, que le gouvernement désire que ce projet soit examiné sans retard, p. 986.

Incompatibilités : Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux incompatibilités, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque Nationale. Annonce que les auteurs de cette proposition demandent l'ajournement de la discussion, p. 993.

Motion d'ordre de M. Moyersoën au sujet des dates à fixer pour les dernières séances à tenir par le Sénat avant la clôture de la session. Déclare qu'il est décidé que le Sénat siégera encore le mardi suivant 7 mai, et demande que l'Assemblée fasse un effort pour épuiser ce jour-là son ordre du jour si la chose est possible, p. 1032.

Manifestation en l'honneur de M. Alexandre Braun, qui, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles depuis 1900, sans interruption, ne veut plus solliciter le renouvellement de son mandat. Donne lecture de la lettre adressée par le Roi à M. Braun, puis prononce un discours à cette occasion, p. 1037 à 1039.

Procédure parlementaire. Justification de votes au moment du vote sur l'ensemble. A l'occasion du développement par M. Jauniaux des motifs du vote qui sera émis par la gauche socialiste sur l'ensemble du projet de loi relatif à la pension des employés, déclare que le bureau examinera s'il n'y a pas lieu de revenir sur la tradition qui permet aux sénateurs de justifier leur vote à ce moment, ceci pouvant être fait au cours de la discussion, car il estime qu'il n'est pas possible que, sous prétexte de justifier un vote, on ouvre à nouveau une discussion qui a été close, p. 1115.

Président du Sénat (suite)

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Avant la reprise de la discussion générale, le mardi 7 mai, fait remarquer qu'il y a encore huit orateurs inscrits et les prie d'être très brefs, la question soulevée par le projet ayant déjà fait l'objet de nombreuses discussions, p. 1082. — Fait remarquer à M. Van Fleteren, à la suite d'une demande, que le vote vers 4 heures et demie est de tradition, p. 1088.

Discours à l'occasion de la clôture de la session. M. le président Magnette exprime sa satisfaction et celle de tout le bureau en constatant la façon sérieuse dont l'assemblée a travaillé pendant toute la session qui vient de se terminer, et termine son discours en rendant hommage à ceux de ses collègues et amis qui ne se retrouveront plus au Sénat lorsque celui-ci reprendra ses travaux, p. 1122.

Procès-verbaux. — V. Droit pénal : Affirmation des procès-verbaux.

Professeurs des universités de l'Etat.

Nombre de toges. — V. Enseignement supérieur : Universités.

Recrutement des professeurs. — V. Interpellations au nom de M. Laboulle.

Professions médicales. — V. Art de guérir.

Programme des examens universitaires. — V. Enseignement supérieur : Grades académiques.

Projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi. — V. Chambres législatives-Sénat.

Propositions de loi dont le Sénat est saisi. — V. Chambres législatives-Sénat : Projets et propositions de loi.

Propriété commerciale. — V. Droit civil : Baux à loyer.

Propriété industrielle. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Provinces.

BIENS RURAUX APPARTENANT AUX PROVINCES : LOCATION. — V. Droit administratif : Biens ruraux, etc.

DÉLAIS IMPARTIS AUX DÉPUTATIONS PERMANENTES POUR STATUER SUR LES DEMANDES DE CONCESSION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. DROIT DES COMMUNES. — V. Industrie, commerce et travail : Électricité.

ELECTIONS PROVINCIALES. — V. Lois électorales.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. — V. Finances.

Prud'hommes. — V. 1° Industrie, commerce et travail; 2° Interpellations au nom de M. Van Roosbroeck.

Q

Quêtes en faveur des victimes de la guerre. — V. Guerre : Œuvres nationales des invalides de la guerre et des orphelins de la guerre.

Quinchon, sénateur de Mons et Soignies.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 759. — Discours : Parle de la question des maisons ouvrières et estime que le gouvernement doit abaisser encore le taux des loyers; fait remarquer ensuite l'insuffisance des pensions de vieillesse et insiste pour que celles-ci soient augmentées, p. 768.

R**Radiotélégraphie et radiotéléphonie.**

EXPLOITATION PAR LE GOUVERNEMENT.

Projet de loi sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications.

V. les n° 212 et 251 (session 1928-1929), de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par le Sénat, n° 177.

INSTITUT NATIONAL BELGE DE RADIO-DIFFUSION.

Projet de loi sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion.

V. les n° 214 et 253 (session 1928-1929), de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 175.

REDEVANCE SUR LES POSTES RÉCEPTEURS.

Projet de loi établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques.

V. les n° 213 et 253 (session 1928-1929) de la Chambre.

Doc. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 176.

Ann. — Les trois projets sont transmis par la Chambre des représentants, le 26 avril 1929, p. 975. — Les projets sont renvoyés à la commission des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique, p. 975.

Dépôt, par M. Hicquet, des rapports sur ces trois projets de loi, p. 986 (30 avril 1929). — M. Hicquet fait remarquer l'urgence de ces projets et demande à pouvoir donner lecture de ses rapports, p. 986. — Il est fait diverses observations à ce sujet par MM. Volckaert, de Brouckere, le président, Lippens, m. c. f. m. p. t. a., Segers et Van Belle, p. 986, 987. — V. éventuellement la rubrique : Chambres législatives-Sénat : Fixation de l'ordre du jour.

M. Hicquet donne successivement lecture de son rapport sur chacun de ces projets de loi, p. 987, 988.

Discussion générale des trois projets :

Discours : de MM. le vicomte A. Vilain XIII (qui développe les motifs pour lesquels, après un examen approfondi de ces projets, des questions de principe étant en jeu : monopole d'émissions, monopole de presse, etc., il ne pourra émettre un vote affirmatif); le R. P. Rutten (qui développe à son tour les appréhensions de tous ceux qui sont adversaires des monopoles, et déclare qu'il ne votera le projet que si le ministre déclare qu'il ne recourt au monopole qu'en attendant, et que le vote des projets en discussion n'aura qu'un caractère tout à fait provisoire, la situation faite au Sénat, par suite de la clôture imminente de la session, privant cette assemblée de son droit d'amendement), p. 1109, 1110. — Interruption de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., p. 1109. — Discours de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., qui répond aux observations présentées par M. le vicomte G. Vilain XIII et le R. P. Rutten, et précise la pensée qui anime le gouvernement, en ce qui concerne les projets en discussion, afin de convaincre le Sénat combien il est urgent que la Belgique prenne sa place en matière de radio-diffusion, p. 1110 à 1113. — Interruptions de MM. Van Roosbroeck, le R. P. Rutten et de Brouckere, p. 1112. — Discours de M. Fraiture (qui développe les motifs pour lesquels, en écartant toute idée politique, il propose au ministre de postposer la discussion, p. 1115 à 1117. — Interruptions de MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., le R. P. Rutten, Segers (qui estime également qu'il y a lieu de remettre le projet sur le métier); Volckaert, p. 1115 à 1117.

Proposition d'ajournement :

M. le président donne lecture d'une proposition d'ajournement des trois projets, proposition qui a été présentée par MM. Lafontaine, Fraiture, Volckaert, Vermeylen et Lekeu, p. 1117.

Discussion de la proposition d'ajournement : MM. Lippens, m. c. f. m. p. t. a., Jaspar, p. m., Lekeu, Segers, Rutten, p. 1117, 1118. — M. le président Magnette estime qu'il paraît y avoir accord pour admettre l'ajournement, bien que le ministre n'y consente qu'à son corps défendant, et met, en conséquence, aux voix la proposition d'ajournement, p. 1119. — La proposition d'ajournement des trois projets est adoptée, p. 1119.

Ravitaillement en charbon (Difficultés du). — V. Charbon.

Recrutement militaire. — V. Affaires étrangères.

Redevance sur les mines. — V. Finances : Impôts.

Redevance sur les postes récepteurs de T. S. F. — V. Radiotélégraphie.

Registres de l'état civil (Double des). — V. Finances : Impôts : Timbre de dimension.

Règlement pacifique des différends internationaux. — V. Affaires étrangères : Droit international public.

Règles à suivre par le Sénat pour la vérification des pouvoirs des élus. — V. Lois électoraux.

Régularisations. — V. Finances : Budgets : Crédits supplémentaires.

Réhabilitation. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, contre la sûreté de l'Etat, etc.

Réintégration des anciens combattants dans les fonctions et emplois publics. — V. Emplois publics.

Remboursement de retenues opérées sur les traitements. — V. Interpellations-au nom de M. Vinck.

Renier, sénateur de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets de loi, p. 207.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 352.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 519. — Discours : Commence par traiter la question de l'augmentation des tarifs; rappelle la discussion au sujet de la jonction Nord-Midi; demande au Sénat s'il estime que l'on a une juste conception de ce que devrait être la politique en matière de Chemin de fer et, notamment, en ce qui concerne l'intervention de l'Etat; indique les moyens à employer pour que le gouvernement belge fasse la preuve qu'il possède enfin une politique de transports, p. 567 à 571. — Observations, p. 572.

Interpelle le gouvernement au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Demande, par motion d'ordre, le ministre ayant marqué son accord au sujet de l'interpellation, mais sans prendre de date, que le Sénat veuille bien inscrire ce débat à l'ordre du jour, saisit cette occasion pour exprimer sa sympathie à toutes les victimes de la catastrophe, et demander que des secours soient accordés, p. 970. — Développe son interpellation, p. 1103 à 1107. — Fait encore diverses observations, p. 1107, 1108.

Renonciation à la guerre. — V. Affaires étrangères : Droit international public.

Rente des chevrons de front. — V. Armée : Combattants : Chevrons de front.

Réparation des dommages résultant des accidents du travail. — V. Industrie, commerce et travail : Accidents du travail.

Retenue sur les traitements des fonctionnaires. — V. Interpellations au nom de M. Vinck.

Ronvaux, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Interpellation de M. Vinck au sujet du non-remboursement de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur les traitements des fonctionnaires pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 119.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928, autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler, en cette même commune, les fonctions de receveur communal. Avant d'aborder le développement de son interpellation, annonce

Ronvaux (suite)

qu'il a reçu de M. le président une lettre très aimable le priant de condenser, autant que possible, les développements de son interpellation. Déclare qu'il est prêt à déférer au désir de M. le président, pour autant que ce désir n'ait pas pour but de restreindre le droit d'interpellation, p. 121. — Développe son interpellation, p. 121-122. — Observations, p. 122. — Prononce encore un discours en réponse au discours de M. le ministre, p. 123.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion des articles. Article 1^{er}. Observations, p. 132.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets de loi, p. 207.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 293.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 358.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 444.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 524, 527, 531. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 552.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Observations, p. 528, 529.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. La discussion générale de ce projet ayant été jointe à celle du projet relatif au bail à ferme et M. Moyersoen demandant s'il n'y avait pas lieu d'ouvrir une discussion générale particulière sur ce projet, estime que l'on doit donner aux membres du Sénat la faculté de dire ce qu'ils pensent sur le principe de la loi, p. 559. — Discussion des articles. Article 1^{er}. Discours : Rappelle qu'il s'est élevé, lors de la première discussion, contre ce projet, qui tend à faire une législation d'exception pour les biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics; renouvelle ses protestations, en développe les motifs et fait remarquer la grave lacune existant dans le projet, qui ne prévoit pas d'indemnité de sortie, p. 559, 560. — Observations, p. 691

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 732, 748.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1082.

Rosier, sénateur de Tournai-Ath.

Ann. — Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Rappelle ce qui s'est passé au conseil provincial du Hainaut en ce qui concerne l'attitude des socialistes vis-à-vis des agriculteurs, p. 552.

Ruanda-Urundi. — V. Congo : Finances : Budgets.

Rutten, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi ayant pour objet d'exempter de certains impôts les dons et legs faits au profit de la société coopérative Le Fonds du Logement des Familles nombreuses et la société coopérative Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses. Rapport, n° 154.

Ann. — Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion générale. Discours : Estime que le projet n'a pas besoin d'être défendu, ne rencontrant pas d'opposition, et se contente, en conséquence, de rendre hommage au langage élevé qui vient d'être tenu par le rapporteur, p. 11.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. Par motion d'ordre, indique les motifs pour lesquels il demande le renvoi du projet et des amendements présentés aux commissions réunies des travaux publics et de l'industrie et du travail, p. 46.

Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il propose au Sénat d'adopter le projet tel qu'il lui est soumis estimant ce projet excellent au point de vue de l'œuvre méritoire de la réadaptation professionnelle et qui se trouve, par son objet même, au-dessus de toutes les luttes de parti, p. 49, 50.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Réclame une augmentation de crédit en faveur de l'école de service social et demande, dans le cas où une

Rutten

intervention immédiate ne serait pas possible, qu'on lui permette d'espérer une augmentation de crédit pour le prochain exercice, p. 64. — Observations, p. 70, 75. — Discussion des articles. Article 47. Remercie le ministre de l'accueil favorable qu'il a fait à la demande qu'il lui a adressé la veille, et souhaite que le crédit accordé pour subsides aux écoles de service social soit augmenté pour le prochain exercice, p. 77.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : En réponse au défi de M. Volckaert parle des lois sociales ou des dispositions légales applicables aux ouvriers agricoles, puis, prie M. Volckaert de lui indiquer les lois sociales que son parti voudrait voir voter en faveur de ces ouvriers, p. 115, 116.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Discours : Remercie le ministre d'avoir retiré son amendement ayant constaté l'urgence qu'il y avait à ce que le gouvernement puisse disposer des fonds prévus par le projet, remercie ensuite le ministre qui sait combien il s'intéresse particulièrement aux populations sinistrées, p. 204.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Observations, p. 210.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Labouille, relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 247, 248, 263, 264, 282. — Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 299.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Commence par profiter de la discussion du budget pour remercier le ministre des services rendus par les inspecteurs de son département aux victimes des inondations, parle ensuite des services rendus par la Croix rouge, exprime ses craintes au sujet de la reconnaissance éventuelle d'une nouvelle Croix rouge, certifie que la Croix rouge est ouverte à tous, sans distinction politique ou linguistique et espère que le ministre usera, à l'occasion, de son influence auprès des autorités provinciales et communales pour défendre les droits incontestables de la Croix rouge, p. 305, 306. — Observations, p. 337, 338. — Discours : Précise la portée d'une interruption, déclare qu'il ne veut pas prolonger la discussion sur les mutualités patronales, qui ne doit pas être intercalée dans la discussion du budget de l'intérieur et de l'hygiène, déclare que personne ne peut contester que n'importe quelle catégorie de citoyens a le droit de fonder des mutualités et constate que personne n'a contredit le ministre, lequel a affirmé que les pouvoirs publics peuvent octroyer des subsides à toutes les mutualités, p. 348.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 356.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Fait remarquer que nombreux sont les sénateurs qui sont retenus en commission le matin, afin d'expliquer leur absence éventuelle à ces séances, p. 529.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). — Discussion générale. Observations, p. 532.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 576.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Discours : Traite la question du concordat entre le Vatican et le royaume d'Italie; termine en estimant que tout ce qui renforce l'influence du Saint-Siège contribue à augmenter les chances de paix internationale, p. 618.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 726, 728.

Budget de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations : Pose une question à M. Casterman en ce qui concerne la question du travail à la pièce, p. 731, 732. — Discours : Traite brièvement la question de la réglementation du travail à domicile, parle de certaines interprétations de la loi sur les allocations familiales et termine en parlant de la nécessité de réglementer le poids du pain, p. 734, 735. — Observations, p. 732, 742.

Rutten (suite)

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Vote en seconde lecture. Art. 2. S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 745.

Projet de loi autorisant le gouvernement à adhérer à l'acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Discussion générale. Observations, p. 897.

Projet de loi ayant pour objet d'exempter de certains impôts les dons et legs faits au profit de la société coopérative Le Fonds du Logement des Familles nombreuses et de la société coopérative Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 900. — Discussion générale. Observations, p. 901.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Insiste pour que le Sénat examine ce projet avant de se séparer, p. 901. — Discussion générale. Discours : Commence par rappeler les rétroactes du projet, se joint au rapporteur pour remercier les fonctionnaires qui ont apporté un si précieux concours à l'élaboration du projet, développe les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif, puis, tout en rendant hommage à la compétence spéciale de M. Jauniaux dans les questions d'assurances, ainsi qu'à son dévouement aux œuvres de prévoyance sociale, prie le Sénat de ne pas discuter ses amendements, ceux-ci tendant à modifier les lignes générales du projet, détruisant son équilibre, et ceci étant de nature à empêcher la question d'aboutir avant la fin de la session, p. 976 à 978. — Observations, p. 978 à 983, 1033. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Jauniaux, p. 1004. — Observations, p. 1005. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Fait diverses observations afin de dissiper un malentendu en ce qui concerne la définition du mot « employé » et des difficultés qui pourraient naître à ce sujet, p. 1005-1006. — Déclare être d'accord avec M. le baron de Dorlodot au sujet des observations formulées par celui-ci, p. 1006. — Art. 6. Rappelle que s'il ne répond pas aux développements de l'amendement de M. Jauniaux, c'est, ainsi qu'il l'a déclaré précédemment, afin de ne pas retarder le vote de la loi, p. 1008. — Art. 7. Fait diverses observations au sujet du chiffre de 18,000 francs admis comme base de salaire, p. 1039. — Art. 14. Estime, ainsi que vient de le dire M. Mortens, qu'il serait sage d'admettre l'amendement de la commission, celui-ci étant le résultat d'un compromis, p. 1012, 1013. — Art. 15. Fait diverses observations, p. 1013, 1014. — Art. 18. Observations, p. 1044. — Fait diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration, notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1045. — Art. 23. Combat l'amendement présenté par M. Jauniaux, p. 1047. — Art. 34 et 34bis. Discours : Commente le discours de M. Henricot et termine en déclarant qu'il faudrait que M. Henricot fit valoir d'autres arguments que ceux qu'il a produits pour obtenir la nouvelle concession qu'il demande, p. 1050, 1051. — Observations, p. 1051, 1055 à 1057. — Fait à ce moment diverses observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1057. — Reprise de la discussion des articles. Art. 40bis, proposé par amendement par MM. Jauniaux et consorts. Appuie les observations qui ont été faites par M. Henricot, p. 1096, 1097. — Art. 45. Déclare qu'il a été saisi de demandes tendant à faire exonérer des obligations de l'article 35 les patrons qui auraient depuis longtemps constitué une caisse autonome, mais estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à ces demandes, p. 1096, 1097. — Art. 54. Estime qu'il est inutile de donner suite à une suggestion qui lui a été faite au sujet d'un amendement relatif à la bonne foi des patrons, p. 1099.

Projet de loi portant modification de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et déclare que le gouvernement est d'accord afin que l'examen en ait lieu sans délai, p. 988. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 1002. — Discussion générale. Discours : Estime, ainsi qu'il l'a déjà dit dans son rapport, qu'il est impossible en cette fin de session de se livrer à une discussion approfondie; propose en conséquence au Sénat de voter le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, mais déclare qu'il doit être bien entendu que le Sénat ne renonce pas pour cela à son droit de proposer à l'avenir des modifications, même aux articles formant le projet qui va être voté, p. 1016. — Observations, p. 1016.

Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de séance de la session. Observations, p. 1002.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale.

Rutten (suite)

Discours : Indique brièvement la portée du vote négatif qu'il émettra sur l'ensemble du projet, puis remercie M. Janson, m. j., des déclarations qu'il vient de faire en ce qui concerne les cercles privés, p. 1087. — Observations, p. 1088.

Interpellation de M. Diriken au sujet de la catastrophe de Waterschei. Observations, p. 1102.

Interpellation de M. Renier au sujet des causes de la catastrophe de chemin de fer de Hal. Observations, p. 1104, 1107.

Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Discussion générale. Discours : Développe les appréhensions de tous ceux qui sont adversaires des monopoles et déclare qu'il ne votera les projets que si le ministre déclare qu'il ne recourt au monopole qu'en attendant et que le vote des projets en discussion n'aura qu'un caractère tout à fait provisoire, la situation faite au Sénat par suite de la clôture imminente de la session privant cette assemblée de son droit d'amendement, p. 1110. — Observations, p. 1112, 1116. — Discussion de la proposition d'ajournement. Observations, p. 1118.

Ruzette (baron), sénateur de Bruges, 3^e vice-président du Sénat.

Ann. — Elu troisième vice-président du Sénat, p. 2.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière, au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Observations, p. 25.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 103. — Discours : Commence par faire remarquer que les deux conditions primordiales pour l'augmentation du rendement de l'agriculture sont : l'emploi des bonnes semences et l'emploi judicieux des engrais; déplore, en conséquence, la parcimonie du gouvernement vis-à-vis des stations de sélection et des laboratoires agricoles, combat l'établissement d'un laboratoire unique à Bruxelles, traite ensuite la question de la pêche maritime, fait remarquer la nécessité d'aider la pêche maritime dans le domaine économique, social et scientifique; estime que l'on ne doit pas laisser échapper le moment où le pays a un ministre originaire du littoral, qui a pratiqué l'industrie de la pêche maritime et qui connaît ses besoins ainsi que les conditions de son développement, p. 107 à 109. — Observations, p. 112, 127. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Insiste à nouveau sur la nécessité de ne pas supprimer les laboratoires agricoles de l'Etat là où ils existent et de ne pas faire de centralisation à Bruxelles en cette matière; demande que le comité supérieur de l'agriculture soit consulté sur cette question; estime que ce conseil n'est plus consulté suffisamment et demande à être rassuré sur le quantum du subsidium du laboratoire de Bruges, p. 131. — Observations, p. 132. — Art. 11. Appuie les observations de M. Mullie, p. 134.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur le nombre d'illettrés parmi les enfants des bateliers et demande que des mesures soient prises en leur faveur; prie le ministre de promettre le prochain dépôt du projet de loi solutionnant ce problème, ce projet étant à l'étude au département des sciences et des arts, p. 279.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Commence par recommander au ministre l'exécution de divers travaux dans son arrondissement, notamment la construction d'un pont sur le canal de Bruges à Ostende, à la hauteur de Varsenaere, travail dont l'adjudication allait être faite au moment où il a quitté le département des travaux publics et qui n'a été retardé que par suite de la situation financière; insiste également en vue d'obtenir la réfection de la route de Bruges à Knocke, la construction d'une route pour automobiles entre Knocke et Maldegem, etc.; termine son discours en faisant ressortir la grande utilité, au point de vue de la pêche maritime, de l'installation d'un nouveau port de pêche à Blankenberghe, p. 371. — Observations, p. 375.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande que ce projet reste inscrit en tête des objets à examiner, p. 413. — Discussion générale. Observations, p. 439, 441, 433. — Discours : Indique les avantages du port de Zeebrugge; rappelle les rétroactes de cette question, puis développe le but de la convention qui est soumise au vote du Sénat, p. 444 à 446. — Observations, p. 502, 503, 507 à 510, 514 à 516. — Discours : Prie le Sénat de repousser la motion d'ajournement, à la fois inutile, injuste et contraire aux intérêts de l'Etat et de ceux de la ville de Bruges, p. 516.

Ruzette (baron) (suite)

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 552.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, afin (ayant été empêché de prendre la parole pendant la discussion de ce projet, par suite des conditions dans lesquelles cette discussion s'est produite) de signaler au ministre l'impérieuse nécessité de rendre au tribunal de Bruges les magistrats que la loi de cadenas lui a supprimés, et le prier d'examiner la possibilité d'élever le rang de ce tribunal, p. 580.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 637, 641.

Projet de loi concernant la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Vote en seconde lecture. Art. 2. Observations, p. 744. — S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, tel qu'il a été modifié au premier vote par l'amendement de M. Moyersoen, p. 745. — Fait diverses observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux incompatibilités, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque Nationale. Appuie une demande de remise formulée par M. Ligy, p. 961.

Ryckmans, sénateur d'Anvers, 1^{er} secrétaire du Sénat.

Doc. — Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1929. Rapport, n° 50.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers par l'incorporation à son territoire des communes d'Austruweel, Wilmarsdonck et Oorderen, ainsi que d'une partie des communes d'Ekeren, Merxem, Hoevenen et Lillo. Rapport, n° 100.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Amendement (cosign.), n° 151.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. A la suite d'une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck, après le vote par assis et levé, estime que l'on ne peut infliger un désaveu au bureau et déclare que l'impartialité de celui-ci est complète, p. 9.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 190. — A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Hicguet, faisant remarquer que, le rapporteur ne pouvant être présent le lendemain, on ne pourra pas aborder la discussion de ce budget, propose de présenter ses observations immédiatement, p. 292. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que la commission avait examiné la question d'une réforme électorale, afin d'éviter à l'avenir le retour d'élections coûteuses et inutiles telles que celles qui ont eu lieu récemment à Gand et à Anvers, mais estime, un projet venant d'être déposé à la Chambre, qu'il est inutile d'insister à cet égard à ce moment; traite la question du péril vénérien, la question des distributions d'eau potable et celles des familles nombreuses au sujet de laquelle il fait diverses suggestions, tant au point de vue de la politique à suivre en ce qui concerne la natalité qu'au point de vue des faveurs à accorder aux hommes mariés, p. 292 à 294.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 193. — Discours : Réfute le discours prononcé par M. Dens en ce qui concerne l'élection d'Anvers, p. 198 à 200. — Discussion des articles. Fait diverses observations au sujet d'un incident survenu entre M. Braun et lui en ce qui concerne des protestations adressées au gouverneur allemand contre la flamandisation de l'université de Gand, p. 206.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Motive son vote, p. 215.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit porté en tête de l'ordre du jour du mardi suivant, ne devant vraisemblablement pas donner lieu à discussion, p. 550. — Discussion générale. Des observations ayant été faites au sujet de l'absence du ministre compétent, insiste pour que la discussion soit poursuivie, étant donnés les intérêts primordiaux en cause, et déclare qu'il est suffisamment documenté pour répondre en l'absence du ministre, p. 621. — Discours : Répond aux observations formulées par M. Segers, en ce qui concerne l'interprétation de l'article 5, qui règle le sort des administrations poldériennes, p. 621, 622.

S

Sciences, arts et lettres.

CHIMIE.

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la création à Paris d'un office international de chimie. — V. Affaires étrangères : Chimie.

EDUCATION NATIONALE EN VUE DE L'UTILISATION DES LOISIRS. — V. Industrie, commerce et travail : Loisirs du travailleur.

ETABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS. — V. Personnalité civile.

MONUMENTS ET SITES : PROTECTION.

Projet de loi relatif à la conservation des monuments et des sites.

Doc. — Exposé des motifs, n° 52. — *Projet de loi* : Annexe au n° 52.

Rapport fait par M. Vinck, n° 137. — Amendements proposés par la commission, n° 137.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Vauthier, m. s. a., p. 190 (15 janvier 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts.

Motion d'ordre de M. Derbaix, qui demande, ce projet soulevant d'importantes questions juridiques, qu'il soit soumis à l'examen des commissions réunies des sciences et arts et de la justice, et estime être d'accord sur ce point avec le président de la commission de la justice et avec le ministre, p. 274. — La demande de M. Derbaix est admise.

Pendant la dernière séance de la session, M. le président consulte le Sénat sur le point de savoir si la discussion de ce projet va être abordée, p. 1119. — Observations de MM. Lekeu (qui estime qu'il est impossible de procéder à cet examen), Vauthier, m. s. a. (qui fait remarquer qu'il n'y a pas urgence), p. 1119. — Le Sénat étant unanime, le projet est ajourné, p. 1119.

TABLEAUX APPARTENANT A LA VILLE DE TOURNAI. — V. Interpellations au nom de M. Asou.

Secours. — V. Affaires étrangères : Droit international public : Union internationale de secours.

Secours aux victimes des inondations. — V. Inondations.

Secrétaires du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Bureau définitif.

Segers, sénateur coopté.

Doc. — I. Budget des affaires étrangères pour 1929. — II. *Projet de loi approuvant le pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris, le 27 août 1928.* Rapport, n° 88.

Ann. — Appuie la proposition de M. Lekeu, tendant à nommer par acclamations les secrétaires du Sénat, p. 2.

Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 21.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 139, 145.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il comptait s'abstenir pour les motifs développés par M. le baron de Moffarts, n'approuvant pas plus que lui le mode de distribution des subsides, mais que le gouvernement ayant annoncé le dépôt d'un projet réglant définitivement la fiscalité provinciale et communale pour l'année suivante, il fera, vu le caractère tout à fait transitoire du projet en discussion, confiance au gouvernement pour la distribution du crédit de 20 millions, p. 180, 181. — Applaudit à la déclaration de M. Carpentier, disant que la ville de Gand tient particulièrement à avoir le plus promptement possible un régime fiscal définitif, p. 181.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Demande, désirant prendre la parole sur cet objet, et n'étant pas libre le 16 janvier, que l'abrogation de l'article 298 du Code civil soit discuté avant le projet sur l'amnistie, p. 188. — S'incline devant le désir de la commission du travail parlementaire et admet le maintien du projet au n° 2, p. 188.

Segers (suite)

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Demande que cet objet prenne le n° 2 à l'ordre du jour de la rentrée de janvier au lieu du n° 1, p. 188.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 352, 353. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, notamment en ce qui concerne le moment où sera défendu l'amendement de la commission à l'article 166 et ayant trait aux travaux en vue de la réalisation de la jonction Nord-Midi, p. 381. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Discours : Développe les amendements qu'il a présentés, estime notamment que l'on doit donner au gouvernement le moyen de faire disparaître les ruines qui déshonorent la capitale; déclare en terminant qu'il ne demande qu'à pouvoir retirer son amendement et qu'il ne poursuit qu'un double but : celui de ne pas compromettre les travaux de la jonction et celui de rendre à la capitale son ancien visage, mais embelli, pour célébrer le centenaire de l'indépendance, p. 385 à 387. — Observations, p. 387. — Discours : Donne lecture d'un nouvel amendement qu'il présente avec M. Liebaert, indique la portée de cet amendement et demande aux ministres des chemins de fer et des finances s'ils sont bien d'accord sur cette interprétation, p. 396, 397. — Déclare qu'il interprète son amendement en ce sens qu'il ne pourra pas être exécuté de travaux qui soient de nature à entraver l'exécution de la jonction et demande si le gouvernement est d'accord, déclare que les ministres des finances et des chemins de fer lui ayant fait un signe d'assentiment, il retire dans ces conditions, et moyennant le vote de l'amendement qu'il a présenté avec M. Liebaert et formant l'article 5 du budget, son amendement antérieur portant sur le crédit de 25 millions, p. 397. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 399. — Par motion d'ordre, fait une rectification au discours qu'il a prononcé le mercredi 13 février, en ce qui concerne la jonction Nord-Midi; fait pourtant, à cette occasion, l'éloge du service sténographique du Sénat, p. 407. — Discussion des articles du budget extraordinaire. Articles du projet de loi : Art. 5 nouveau proposé par amendement par le gouvernement. M. le président ayant annoncé que cette disposition était retirée, proteste contre le retrait de cet amendement, ce retrait entraînant l'ajournement du travail d'électrification des vicinaux et insiste pour l'adoption de l'amendement, la garantie à donner par le gouvernement ne constituant pas une dépense pour le Trésor, p. 410, 411. — Observations, p. 411.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 501. — Discours : Déclare qu'il ne comptait pas intervenir dans ce débat, mais qu'il tient, après le discours de M. Cools, à justifier son vote, qui sera favorable pour deux raisons : l'une, d'ordre commercial, l'autre d'ordre militaire, p. 505, 506.

Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale de ces deux projets. Observations, p. 531. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi relatif au bail à ferme, p. 559.

Projet de loi portant approbation du pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris, le 27 août 1928. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 505. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il a dit longuement dans son rapport ce qu'il pensait du pacte Kellogg et se borne donc à demander au Sénat de le voter le plus rapidement possible, p. 617.

Budget des affaires étrangères pour 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 505. — Discussion générale de ce budget et des projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discours : En ce qui concerne les nombreuses questions qu'il a été amené à toucher dans son rapport, s'en réfère au document parlementaire contenant ce rapport; traite exclusivement la question des relations de la Belgique avec la Hollande et ne parle de l'incident d'Utrecht que pour en retenir dans quelle mesure il vient éclairer l'état des pourparlers, p. 644 à 651. — Reprend et termine son discours et traite particulièrement la question des canaux, question qui mène l'assemblée vers l'arrière-pays mosan, mosellan et alsacien-lorrain de la Belgique; termine en souhaitant que l'on reconnaisse en Hollande le bon droit de la Belgique et que l'on comprenne dans les Pays-Bas le grand intérêt international du problème qu'il vient de développer, p. 652, 653. — Observations, p. 666, 668.

Segers (suite)

- Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers : Discussion générale. Discours : Pose des questions au ministre en ce qui concerne l'article 5 du projet qui règle le sort des administrations poldériennes, p. 621. — Pendant son discours, exprime le regret que M. Carnoy, m. i. h., ne soit pas présent, p. 621. — Observations, p. 621, 622.
- Projet de loi autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 956.
- Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet de l'urgence de certains projets intéressant le département des chemins de fer, marine, postes et télégraphes, p. 987.
- Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes radioélectriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Fait diverses observations au sujet d'une demande de M. Hicquet tendant à donner lecture des trois rapports, p. 987. — Discussion générale. Observations : estime que ces projets devraient être remis sur le métier, p. 1116. — Proposition d'ajournement présentée par MM. Lafontaine et consorts. Discours. Appuie cette proposition, p. 1118.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 991.
- Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 1045.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens. Discussion générale du projet et discussion d'une interpellation de M. Leurquin. Observations, p. 1061.

Sénateurs provinciaux et sénateurs cooptés : Election. — V. Lois électorales : Titres IV à XI : Revision.

Sentences arbitrales. — V. Affaires étrangères. Droit international public.

Sequestres de guerre. — V. Guerre.

Session législative de 1928-1929 : Clôture. — Voyez Chambres législatives-Sénat.

Sites (Conservation des). — V. Sciences et arts : Monuments et sites.

Société anonyme belge de navigation aérienne. — V. Aéronautique : Navigation aérienne.

Société mutualistes. — V. Assurances sociales : Mutualité.

Société nationale de crédit à l'industrie. — V. Finances.

Solau, sénateur de Bruxelles.

- Ann.** — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 18.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 372.

Spaak (Mme), sénatrice cooptée.

Doc. — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité (co-sign.). Annexe au n° 80.

- Ann.** — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208. — Indique, au cours de la discussion générale du budget de la défense nationale, l'ensemble des motifs de son abstention, p. 221.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Saisit cette occasion pour expliquer clairement les raisons de son abstention au vote sur le projet accordant une pension à la veuve du général Jacques

Spaak (M^{me}) (suite)

- de Dixmude, déclare qu'elle a voulu protester contre la suppression, deux ans auparavant, d'un ouvroir destiné aux veuves et mères de soldats ou femmes d'invalides, demande que le ministre lui promette formellement de rouvrir cet ouvroir, p. 221.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur le nombre d'instituteurs sans emploi en ce qui concerne l'enseignement primaire, demande que l'on ne maintienne pas le minimum de 25 élèves par classe et que, comme sous le ministère Destrée, on le fixe de nouveau à 20; se félicite du résultat obtenu par l'initiative privée en ce qui concerne les vacances des enfants au grand air et demande que l'on prenne des mesures en faveur des vacances des instituteurs, p. 277.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur le préjudice que cause, surtout aux enfants, les usages suivis en matière de production et de consommation du lait, estime que le contrôle du lait est indispensable, demande que l'on généralise les mesures prises dans certains établissements, notamment à la colonie de Tervueren, où le lait distribué aux enfants est d'une pureté parfaite; rend hommage à l'Œuvre nationale de l'Enfance pour son dévouement intelligent dans les régions inondées et estime que cette œuvre devrait être mise en mesure de faire distribuer à domicile le lait nécessaire aux enfants; termine en déposant un amendement, à cet effet, à l'article 48 du budget, p. 330, 331.

Spectacles et divertissements publics. — V. Finances : Impôts.

Spillemaeckers, sénateur d'Anvers.

- Ann.** — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Discours : Demande que, par l'entremise de l'Etat, des écoles primaires officielles pour filles soient créées en pays flamand, et demande encore que les traitements du corps enseignant moyen soient mis entièrement à la charge de l'Etat, p. 266, 267.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question de la pollution de l'eau des rivières, fait remarquer ce qui est arrivé à Anvers, les eaux pures de la Nèthe ayant été polluées par la réception des eaux de la Senne; suggère de dériver ces eaux polluées vers l'Escaut, p. 346.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 372. — Discours : Traite la question du Rupel à Boom, celle des routes de l'Etat de Boom à Anvers et d'Anvers à Bruxelles, demande que l'on fasse d'urgence des travaux à la vallée de la Nèthe, afin d'éviter les inondations, et termine en demandant que l'on prenne des mesures sérieuses contre la pollution des eaux des rivières, p. 373-374. — Observations, p. 376.

Stabilisation des traitements du personnel des communes. — V. Interpellations au nom de M. Calonne.

Statut légal du personnel des communes. — V. Interpellations au nom de M. Calonne.

Sucres (Droit d'accise sur les). — V. Finances : Impôts : Droits d'accise, etc.

Suppression de la formalité du certificat de vie. — V. Pensions : Certificat de vie.

Sûreté extérieure de l'Etat. — V. Droit pénal : Atteintes contre la forme du gouvernement, etc.

T

Tableaux appartenant à la ville de Tournai (Restitution de). — V. Interpellations, au nom de M. Asou.

Tarifs et conditions de transport par la poste. — V. Postes.

Taxes. — V. Finances : Impôts.

Télégraphes et téléphones.**RADIOCOMMUNICATIONS.**

Projet de loi sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. — V. Radiotélégraphie.

TÉLÉGRAPHIE ET TÉLÉPHONIE.

Projet de loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil.

Doc. — Exposé des motifs, n° 158. — *Projet de loi* : Annexe au n° 158.

Ann. — *Projet de loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie.*

Dépôt du projet de loi par M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., p. 972 (25 avril 1929). — Le projet est renvoyé à la commission des chemins de fer, p. 972.

Téléphonie. — V. Télégraphie et téléphonie.

Terrains de la rive gauche de l'Escaut (Aménagement des). — V. Anvers : Tunnel sous l'Escaut.

Tervueren (cession de la ligne Bruxelles-Tervueren). — V. Chemins de fer : Ligne Bruxelles-Tervueren.

Thieffry (pension à la veuve du capitaine aviateur E. Thieffry). — V. Pensions.

Timbre de dimension. — V. Finances : Impôts.

Titres étrangers (Droit de timbre sur les). — V. Finances : Impôts : Titres étrangers.

Toch, sénateur coopté.

Ann. — *Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.* S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Toges (Nombre des). — V. Enseignement supérieur : Universités de l'Etat.

Traitements.**PÉRÉQUATION.**

Cour des comptes. Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes.

V. les n°s 197 et 249 (session 1927-1928) de la Chambre et le n° 186 (même session) du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. Delannoy, n° 10. — Amendement présenté par la commission, n° 10. Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 22.

Ann. — Rapporteur : M. Delannoy. — Dépôt du rapport le 20 novembre 1928.

Discussion générale :

Discours de MM. Moyersoen (qui développe les motifs pour lesquels il estime qu'il faut maintenir le vote de la Chambre établissant une différence de traitement entre le premier président et le président de chambre à la Cour des comptes); Armand Huysmans (qui ne se rallie pas à la manière de voir de M. Moyersoen et déclare se rallier à l'amendement de la commission, estimant que les considérations émises dans le rapport de M. Delannoy justifient sa manière de voir; signale, à cette occasion, une incompatibilité légale prévue par la loi organique de la Cour des comptes, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le Sénat devrait, au même titre que la Chambre, intervenir dans la nomination des membres de la Cour des comptes); Delannoy (qui justifie l'amendement de la commission, tout en estimant qu'il n'a pas grand chose à ajouter à son rapport); Liebaert (qui développe les raisons pour lesquelles il convie le Sénat à se rallier à l'avis émis par M. Moyersoen et à repousser les conclusions de la commission), p. 53 à 56. — Interruptions de MM. Volckaert, Delannoy, Moyersoen, Lekeu, Van Fleteren, Liebaert, Armand Huysmans, le comte de Broqueville, m. d. n., p. 54 à 56.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1928-1929.

Traitements : PÉRÉQUATION. Cour des comptes. Rétribution des membres de la Cour des comptes (suite)*Discussion des articles.*

Art. 1^{er}. M. le président rappelle le texte du projet et celui de l'amendement de la commission; des membres ayant annoncé qu'ils demanderaient l'appel nominal, le vote est réservé jusqu'à 3 heures, p. 67. — L'appel nominal est régulièrement demandé, et l'amendement de la commission est adopté par 63 voix contre 53, p. 73. — L'ensemble de l'article 1^{er}, ainsi amendé, est adopté, p. 73.

Les articles 2 et 3 sont adoptés sans observation, p. 67.

M. le président Magnette consulte le Sénat sur le point de savoir si, ainsi que le veut le règlement, le projet doit être renvoyé à la commission préalablement à la seconde lecture; le Sénat n'étant pas unanime à passer outre à cette procédure, le renvoi à la commission est prononcé, p. 73.

Motion d'ordre de M. Delannoy, qui annonce au Sénat que la commission des finances a examiné le texte adopté en première lecture par le Sénat et que la commission propose le maintien du texte amendé, p. 90. — M. Delannoy prie le président de fixer au lendemain l'examen en seconde lecture, et cette demande est admise, p. 90.

L'article 1^{er} est remis aux voix et est définitivement adopté tel qu'il a été admis en première lecture, p. 108.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix et 4 abstentions, p. 108 (13 décembre 1928). — Se sont abstenus : MM. le comte Georges Vilain XIII, le duc d'Ursel, Liebaert et Moyersoen, p. 108. — Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Fondations en faveur de l'enseignement ou au profit des boursiers. Projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1925 relative aux fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des boursiers.

V. les n°s 272 (session 1927-1928) et 30 (session 1928-1929) de la Chambre des représentants.

Doc. — Rapport fait par M. le baron de Moffarts, n° 117.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, le 19 décembre 1928, p. 169. — Le projet est renvoyé à la commission des sciences et des arts.

Dépôt du rapport par M. le baron de Moffarts, p. 671 (14 mars 1929).

M. le baron de Mévius propose d'examiner immédiatement ce projet de loi, et cette proposition est admise, p. 693.

L'article unique est adopté sans observation, p. 693, 694.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 101 membres présents, p. 707 (20 mars 1929). — Le projet est soumis à la sanction royale.

Juges de paix. Proposition de loi relative à l'augmentation des traitements de la magistrature en ce qui concerne les juges de paix (due à l'initiative de MM. Magnette et consorts).

V. pour le dépôt, le rapport et la prise en considération, la page 87 de la table des *Annales* du Sénat, session 1926-1927.

Ann. — Motion d'ordre de M. Braun, qui prie le Sénat de porter cet objet à son ordre du jour, p. 292. — Adhésion du Sénat.

Communication de M. le président, qui fait remarquer que cette proposition de loi devient sans objet par suite du vote de la loi du 30 juillet 1928 opérant la péréquation des traitements du personnel judiciaire; estime que cette dernière loi étant entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier, la proposition de loi en question disparaît de l'ordre du jour, p. 381. — Assentiment du Sénat.

RETENUES OPÉRÉES SUR LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES (REMBOURSEMENT DES). — V. Interpellations au nom de M. Vinck.

Traitements des magistrats (Payement des). — V. Organisation judiciaire.

Traitements du personnel des communes. — V. Interpellations au nom de M. Calonne.

Transit de marchandises. — V. Industrie, commerce et travail : Licences d'exportation.

Transport par la poste. — V. Postes : Tarifs et conditions de transport par la poste.

Travailleurs (Loisirs des). — V. Industrie, commerce et travail : Loisirs du travailleur.

Travaux publics.

EXPROPRIATION PAR ZONES. — V. la rubrique spéciale : Expropriation.

INSTALLATIONS MARITIMES DE BRUGES.

Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la ville de Bruges et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges.

V. le n° 199 (session 1927-1928), du Sénat.

Doc. — Rapport fait par M. le baron Gillès de Pélichy, n° 21. — Questions posées par la commission et réponses du gouvernement. Annexe au n° 21.

Ann. — Dépôt du rapport par M. le baron Gillès de Pélichy, p. 64 (4 décembre 1928).

A la proposition de M. le président, le Sénat décide de joindre la discussion générale du budget extraordinaire, du budget des travaux publics et celle du projet relatif aux installations de Bruges, p. 203.

Motion d'ordre de M. Van Belle (qui demande que l'on discute séparément le projet relatif aux installations maritimes de Bruges), p. 351. — M. Baels, m. a. t. p., admet cette demande, et M. Beauduin déclare qu'il doit être entendu que la convention relative aux installations maritimes de Zeebrugge viendra immédiatement après celle des deux budgets auxquels ce projet avait été joint et avant le vote de ceux-ci, p. 351.

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. le baron Ruzette demande que ce projet reste inscrit en tête de l'ordre du jour, p. 413.

Avant l'ouverture de la discussion générale, M. le président Magnette annonce au Sénat que M. Baels, m. a. t. p., étant indisposé, il est remplacé pour cette discussion par M. le baron Houtart, m. f., p. 437.

Discussion générale :

Discours de MM. Huisman Van den Nest (qui commence par développer les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif sur ce projet, mais estime que l'on devrait s'inspirer du même traitement généraux que l'on accorde à la ville de Bruges, en faveur des installations maritimes de Bruxelles et de tous les travaux qui intéressent la capitale et la ville d'Anvers; souligne que son vote affirmatif est en opposition avec la méthode suivie par beaucoup de ses collègues en ce qui concerne la jonction Nord-Midi); Verbrugge (qui, au nom de milliers d'habitants de Bruges, fait appel au Sénat pour qu'il vote le projet tel quel, un vote à faible majorité étant de nature à miner la confiance à l'étranger, puis pose quelques questions au gouvernement en ce qui concerne l'adjudication des dragages); Van Belle (qui commence par exprimer son regret qu'un projet aussi important soit discuté en l'absence du ministre intéressé; déclare qu'il considère également comme regrettables et illogique que ce projet ait été déposé au Sénat, alors qu'en 1923, il avait été déposé à la Chambre; fait remarquer que les deux projets ne sont pas identiques, la question du port franc étant ajournée et que l'on élude ainsi les questions embarrassantes; développe ensuite les motifs pour lesquels il estime que le projet doit être retiré par le gouvernement et déclare que, si le gouvernement ne prend pas cette attitude, il se verra obligé d'émettre un vote négatif et de demander à ses amis d'en faire autant); le baron Ruzette (qui indique les avantages du port de Zeebrugge; rappelle les rétroactes de cette question; puis développe le but de la convention qui est soumise au vote du Sénat), p. 437 à 446. — Interruptions de MM. Liebaert, Lekeu, Van Overbergh, Van Belle, le baron Ruzette, Cools, Laboulle, Ronvaux, p. 438 à 446.

MM. Cools, Moyersoen, le président Magnette et le baron Houtart, m. f., font des observations relatives à la suite de la discussion, p. 446.

Reprise de la discussion générale :

Discours de M. Cools (qui défend en ordre principal les intérêts de la ville d'Anvers, et estime que, en le faisant, il parle en législateur soucieux des intérêts généraux de son pays; termine en traitant la question des frais de dragage, frais qu'il considère non comme des dépenses extraordinaires et exceptionnelles, ainsi que semblerait le considérer le gouvernement, mais comme une dépense courante, et demande, non pas le rejet pur et simple du projet, mais le renvoi à une commission spéciale), p. 501 à 504. — Interruptions de MM. Van Fleteren, Segers, Van Belle, le baron Ruzette, Volckaert, Van Overbergh, le baron Houtart,

Travaux publics : INSTALLATIONS MARITIMES DE BRUGES. Convention avec la ville de Bruges et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges (suite)

m. f., Mousty, p. 501 à 504. — Discours de MM. Segers (qui déclare qu'il ne comptait pas intervenir dans ce débat, mais tenir, après le discours de M. Cools, à justifier son vote qui sera favorable pour deux raisons : l'une d'ordre commercial, l'autre d'ordre militaire); Laboulle (qui commence par déclarer que son discours sera un peu décousu, certains points qu'il comptait développer ayant été traités déjà avec suffisamment d'ampleur; se borne donc à développer les motifs pour lesquels il estime que, dans cette convention, l'Etat donne, mais que l'on ne voit pas ce que donne son partenaire; fait ensuite l'analyse du projet et termine en estimant que le Sénat ferait bonne besogne en débarrassant le gouvernement des aléas considérables qui résultent de l'article 4; que, si au contraire, le projet est voté tel quel, ce ne sera qu'une œuvre hâtive qui devra être recommencée avant peu), p. 505 à 509. — Interruption de MM. Cools, Van Belle, Wautelet, le baron Ruzette, Lekeu, Van Overbergh, Mousty, Liebaert, Volckaert, p. 506 à 509. — Discours de M. le baron Houtart, m. f., qui donne au Sénat certaines précisions sur quelques points traités par les orateurs et justifie, en ce faisant, l'attitude du gouvernement; termine en déclarant que, avant tout, dans les conditions actuelles, à la lumière des leçons que la guerre a fournies au pays, le port de Zeebrugge doit être considéré comme une œuvre d'intérêt national), p. 509, 510. — Interruptions de MM. Van Belle, le baron Ruzette, Paulsen, Jauniaux, Mousty, Van Overbergh, Laboulle, p. 509, 510.

Avant que la discussion ne soit poursuivie, M. le président prie les orateurs qui désirent encore prendre la parole, de condenser leurs observations, l'ordre du jour étant très chargé et la besogne du Sénat devant être terminée dans peu de semaines, p. 513.

Reprise de la discussion générale :

Discours de MM. Van Belle (qui combat à nouveau la convention et développe les motifs pour lesquels il demande au gouvernement de consentir à la disjonction de la convention, le Sénat se bornant à voter à ce moment le crédit de 3 1/2 millions prévu au budget extraordinaire de 1929 et permettant d'effectuer les dragages assurant l'accès du port); Verbrugge (qui fait une rectification au *Compte rendu analytique*, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé le mardi précédent; développe à nouveau l'utilité et l'importance du port de Zeebrugge et fait un nouvel appel pour que la convention soit votée); Cools (qui fait diverses observations et renouvelle sa motion d'ajournement); Lebon (qui répond notamment au discours de M. le baron Ruzette, et développe les motifs pour lesquels il s'abstiendra, estimant qu'il est douteux que l'amoinissement d'Anvers soit sérieusement compensé par le profit que le pays retirera de Zeebrugge); Paulsen (qui répond au discours de M. Van Belle, qui l'a mis en cause à l'occasion d'une interruption qu'il a faite, affirmant que la question en discussion n'avait aucun caractère politique; estime que l'on doit essayer de faire rendre à Zeebrugge son maximum et termine en déclarant que si une proposition de nouvel et rapide examen de la question était présentée, il l'admettrait, mais qu'il n'admet pas l'ajournement indéfini, et que si c'est là le but de la motion, il émettra un vote affirmatif sur la convention), p. 513 à 516. — Interruptions de MM. Houtart, m. f., de Brouckere, Lekeu, Van Overbergh, le baron Ruzette, Wautelet, Cools, p. 513 à 516. — M. Van Belle répond à M. Paulsen et déclare qu'il ne peut déposer un amendement, la convention étant à prendre en bloc ou à rejeter; que ce qu'il demande, c'est le retrait momentané de la convention, qu'il ne désire pas du tout voir ajourner indéfiniment, p. 516. — Discours de M. le baron Ruzette (qui prie le Sénat de repousser la motion d'ajournement présentée par MM. Cools, Van Belle et consorts, estimant cet ajournement à la fois inutile, injuste et contraire aux intérêts de l'Etat, comme à ceux de la ville de Bruges, p. 516. — M. Cools demande qu'il soit spécifié dans la motion d'ajournement que le débat sera repris à la rentrée de novembre, p. 516. — M. le baron Houtart, m. f., déclare que le gouvernement est opposé à la motion d'ajournement, p. 516. L'appel nominal est demandé par l'extrême gauche sur la motion d'ajournement et cette motion est rejetée par 59 voix contre 36, p. 517. L'article unique du projet de loi est adopté sans observation, p. 517. L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 27 et une abstention, p. 517 (28 février 1929). — S'est abstenu : M. Lebon, p. 518. — Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

TUNNEL SOUS L'ESCAUT. — V. Anvers.

Tschoffen, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. Rapport, n° 120.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Signale la situation faite aux magistrats des parquets de province qui, par suite d'une tradition donnant la préférence aux magistrats de Bruxelles, se voient empêchés d'arriver à la Cour de cassation, puis demande la nomination d'un juge de police à Liège, estimant que la situation provisoire créée par la loi de cadenas doit prendre fin, et rappelle l'état lamentable du palais de justice de Liège, p. 58. — Observations, p. 62.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Observations, p. 208. — Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les propositions en présence, p. 212. — Observations au sujet de la proposition de M. Lekeu tendant à remettre la décision au lendemain, afin de donner au Sénat le temps de la réflexion, p. 213. — Reprise de la discussion. Fait diverses observations au sujet de la procédure à suivre, p. 215. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 216.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 345.

T. S. F. — V. Radiotélégraphie.

Tuberculeux curables. — V. Hygiène et santé.

Tunnel sous l'Escaut. — V. Anvers.

U

Union internationale de secours. — V. Affaires étrangères : Droit international public.

Universités (Egalité entre les). — V. Interpellations au nom de M. Laboulle.

Universités de l'Etat. — V. Enseignement supérieur.

V

Van Belle, sénateur de Liège, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Rapport, n° 12.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et de l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. A la suite d'une demande d'appel nominal introduite par M. Van Roosbroeck, après le vote par assis et levé, fait un rappel au règlement et donne lecture de l'article 30.

Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Dépose le rapport sur ce projet, p. 39. — Par motion d'ordre, demande que le Sénat aborde immédiatement l'examen de ce projet, intervertissant ainsi en sa faveur l'ordre du jour, p. 49. — Donne lecture de son rapport, p. 49.

Fixation de l'ordre du jour : Ayant pris connaissance du tableau des projets de loi dont le Sénat est saisi, fait remarquer par motion d'ordre, que onze projets sont rapportés, que, malgré cela, la semaine précédente, les séances ont été écourtées, demande, plusieurs des projets qui sont rapportés étant de la plus grande importance, qu'ils soient tous portés à l'ordre du jour de la semaine suivante, et que l'on demande à la commission du travail parlementaire de prendre les moyens d'en hâter la discussion, p. 95. — A la suite du discours de M. le président, accepte le renvoi de sa proposition à la commission du travail parlementaire, mais fait encore diverses observations, p. 95.

Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Donne lecture de son rapport, p. 184.

Projet de loi rendant applicable jusqu'au 31 décembre 1929 les dispositions des §§ 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926 et relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Donne lecture de son rapport, p. 186.

Van Belle (suite)

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Par motion d'ordre, demande que l'on disjoigne de cette discussion le projet relatif aux installations maritimes de Bruges, p. 351. — Discussion générale. Discours : Commence par traiter la question de la jonction Nord-Midi, déclare qu'il considère de son devoir, quoique adversaire de la jonction, de voter les deux crédits proposés par la commission, traite ensuite la question de la reconstruction du pont de Visé, celle des travaux de démergement qui devraient être exécutés dans la zone inondée de Liège et termine en faisant quelques observations au sujet de certains crédits pour des travaux, notamment à l'hôpital militaire de Salzinnes et au palais provincial de Liège, parle aussi, brièvement, de la question des routes, p. 356 à 358. — Observations, p. 358. — Discussion des articles du budget extraordinaire. Art. 18. Discours : insiste sur l'urgence de la reconstruction du pont de Visé et traite à nouveau la question des travaux de démergement, p. 409.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Le Sénat ayant décidé de joindre la discussion de ce projet à celle du budget extraordinaire et du budget des travaux publics, demande, par motion d'ordre, que l'on discute séparément le projet relatif aux installations maritimes de Bruges, p. 351. — Discussion générale. Discours : Commence par exprimer son regret qu'un projet aussi important soit discuté en l'absence du ministre intéressé, déclare qu'il considère également comme regrettable et illogique que ce projet ait été déposé au Sénat, alors qu'en 1923, il avait été déposé à la Chambre; fait remarquer que les deux projets ne sont pas identiques, la question du port franc étant ajournée, et que l'on étudie ainsi les questions embarrassantes; développe ensuite les motifs pour lesquels il estime que le projet doit être retiré par le gouvernement et déclare que, si le gouvernement ne prend pas cette attitude, il se verra obligé d'émettre un vote négatif et de demander à ses amis d'en faire autant, p. 439 à 444. Observations, p. 502 à 504, 506, 507, 509, 510. — Discours : Combat à nouveau la convention et développe les motifs pour lesquels il demande au gouvernement de consentir à la disjonction de la convention, le Sénat se bornant à voter à ce moment le crédit de 3 millions et demi prévu au budget extraordinaire de 1929 et permettant d'effectuer les dragages assurant l'accès du port, p. 512, 513, 516. — Répond à M. Paulsen et déclare qu'il ne peut déposer un amendement, la convention étant à prendre en bloc ou à rejeter; qu'il demande le retrait momentané de la convention, mais ne désire pas du tout voir ajourner indéfiniment, p. 516.

Par motion d'ordre, propose, en raison du grand froid qui sévit, de la suppression de nombreux trains et des difficultés des communications, de ne pas siéger la semaine suivante si la température rigoureuse persiste, p. 393.

Projet de loi supprimant la redevance sur les mines. M. le président ayant proposé de ne procéder qu'à un seul vote sur ce projet et sur deux autres projets de finances, estime que le projet sur la redevance des mines devrait faire l'objet d'un vote spécial, p. 504. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 505.

Fixation de l'ordre du jour. M. Hicquet ayant demandé à pouvoir donner immédiatement lecture de rapports sur des projets concernant la radiotélégraphie et sur certains projets intéressant les chemins de fer, estime qu'il serait possible de discuter ces projets le jeudi, les rapports ayant été lus immédiatement et ayant été insérés au *Compte rendu analytique*, p. 987.

Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 1^{er} décembre 1928 tendant à la création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et des mutilés. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, rapport qui conclut, à l'unanimité de la commission, à l'adoption du projet, p. 993.

Van Berckelaer, sénateur d'Anvers.

Ann. — Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'homme. Observations, p. 15.

Inondations dans diverses régions du pays. Discours : Proteste contre l'absence des mesures préventives et rend le ministre responsable de cette situation, p. 36. — Fait diverses observations au sujet des protestations de M. Baels au sujet des paroles injurieuses qu'il aurait prononcées, p. 37.

Van Berckelaer (suite)

Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. Discours : Commence par appuyer le renvoi du projet à la commission, demande que l'on étende la compétence des chambres formées à l'initiative des syndicats, puis combat la pensée du gouvernement tendant à considérer l'industrie diamantaire comme un métier d'art, et traite de la question de l'industrie diamantaire, p. 44 à 46 et 47 à 49.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 764. — Discours : Attire l'attention du ministre sur la manière dont est appliquée la loi sur les pensions de vieillesse, ainsi que sur certaines décisions de l'inspection du travail, p. 767, 768.

Van Coillie, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — Projet de loi organique de l'apprentissage. Amendements à l'article 2 et sous-amendement au texte de la commission, n° 11.

Ann. — Projet de loi sur la garantie de bonne fin de crédit à l'outillage artisanal. Discussion générale. Discours : Demande si le service technique du petit outillage sera maintenu, déclare se rallier aux amendements de la commission et attire l'attention du ministre sur le point que la loi n'est pas applicable aux deux grandes industries de la Flandre : le lin et le tissage à domicile, p. 28. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question au sujet de l'interprétation du terme « sociétés commerciales locales », p. 29.

Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion des articles. Art. 5. Pose une question au ministre au sujet de l'interprétation du taux d'allocation, p. 52.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Commence par se réjouir de l'augmentation de crédit demandée par la commission de l'agriculture pour l'Office des classes moyennes, demande l'organisation sérieuse du service du petit outillage, traite la question des primes, demande l'augmentation de l'indemnité pour l'apprentissage, renonce aux observations qu'il comptait présenter au sujet de l'article 8 par suite des explications données par le ministre et termine en demandant qu'une pression soit exercée sur les provinces et sur les communes pour qu'elles collaborent à l'amélioration des routes, p. 109-110. — Discussion des articles. Art. 87. Demande au ministre si l'augmentation du crédit porté à cet article est destiné à augmenter le taux des primes d'apprentissage, p. 135.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Traite la question des logements en ce qui concerne les familles nombreuses et fait une suggestion en ce qui regarde l'intervention de l'Etat en faveur de ces familles, p. 740 à 742.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Renouvelle les observations qu'il a présentées au budget de 1928 en ce qui concerne l'industrie cigarière et demande au ministre quel est l'accueil qu'a trouvé dans son département le rapport fait sur cette question par la commission d'étude composée de délégués patronaux, p. 144. — Observations, p. 144.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que la péréquation de 1927 est décourageante pour le personnel des contributions directes, douanes et accises, parle ensuite de la crise du logement, termine en traitant brièvement la question des vexations fiscales, p. 633, 634.

Vande Moortele, sénateur de Louvain.

Ann. — Projet de loi accordant un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse. Discussion générale. Discours : demande certaines modifications en ce qui concerne les immunisations, ainsi qu'en ce qui concerne le barème des ressources des enfants qui doivent intervenir dans la pension de leurs parents, p. 184.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.

Vande Moortele (suite)

Budget des finances pour 1929. — Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur une anomalie qui existe dans l'application du régime fiscal sur les tabacs, termine en demandant au ministre de conseiller à son administration de liquider un peu plus rapidement les questions que les contribuables sont obligés de lui soumettre, notamment en ce qui concerne les contributions foncières, p. 636.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté dans l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Discours : Après avoir rappelé que du temps où M. Wauters était ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, il était rendu responsable par la presse bourgeoise et démocrate chrétienne; estime qu'il doit à son tour rendre le ministre responsable de ce qui se passe et appuie les observations présentées par M. Mousty en ce qui concerne l'examen des requêtes, notamment pour ce qui concerne les pensionnaires de l'hospice de Gosselies, p. 720, 721. — Observations, p. 722, 727.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. — Discussion générale. Observations, p. 735. — Discussion des articles. Article 1^{er}. Discours : Traite la question du fonds national de crise en cas de chômage involontaire et indique le sens dans lequel il voudrait voir le ministre modifier l'article 23 du règlement de ce fonds, p. 771, 772. — Observations, p. 772.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Vote en seconde lecture. Article 2. Défend l'attitude des socialistes en ce qui concerne les cultivateurs, afin de répondre aux attaques dirigées contre son parti à ce sujet, p. 744.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 978. — Discussion des articles. Article 18. Observations, p. 1044. — Fait diverses observations au sujet de la composition du conseil d'administration notamment en ce qui concerne les employés syndiqués, p. 1045.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Observations, p. 1017.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Demande au Sénat de ne pas accepter l'abrogation dans l'intérêt notamment de la jeunesse catholique de Louvain, p. 1088.

Interpellation de M. Diriken au sujet de la catastrophe de Waterschei. Observations, p. 1102.

Vandewiele, sénateur d'Audenarde et Alost.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 113.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 400, 401.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il se rallie aux observations présentées par M. Amelot à la Chambre des représentants, en ce qui concerne les trains circulant sur la ligne de Renaix-Audenarde-Gand, puis demande que l'on arrange les correspondances pour permettre aux habitants des Flandres d'arriver à Bruxelles vers 8 heures du matin; estime que certaines combinaisons auraient des effets favorables pour les relations entre la Flandre et la Wallonie, défend les intérêts de la ville de Renaix et termine en applaudissant aux efforts de la Chambre de commerce de Renaix en matière de circulation ferroviaire et appuie la requête faite par elle au ministre, p. 538 à 540. — Observations, p. 569.

Budget des finances pour 1929. — Discussion générale. Discours : Commente une réponse faite par le ministre des finances à une question de M. Winandy au sujet du relèvement des coefficients douaniers; estime que la révision de ces coefficients douaniers s'impose impérieusement et fait diverses propositions tendant à remédier à la crise que traverse le tissage, p. 611 à 613. — Enregistre la promesse de M. le baron Houtart et le remercie tant en son nom qu'au nom de tous les industriels belges, p. 613.

Van Fieteren, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 et l'article unique de l'arrêté royal du 22 décembre 1926 modificatifs de la loi organique de la Banque nationale de Belgique. Rapport, n° 138.

Van Floteren (suite)

- Ann.** — Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Par motion d'ordre, fait remarquer l'urgence de ce projet et demande que la commission de l'industrie et du travail se réunisse sans retard pour l'examiner, p. 3, 4. — Le rapport étant déposé, prie le Sénat de décréter l'urgence, pour ce projet, p. 38. — Observations au sujet de l'urgence, p. 49. — Discussion générale. Observations, p. 49.
- Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Proteste contre les paroles prononcées par M. Ryckmans, au sujet d'un incident relatif à une demande d'appel nominal, et affirme, à son tour, que son groupe est croyable, p. 9. — Observations, après la décision prise de renvoyer le projet à la commission avant la seconde lecture, p. 10.
- Interpellation de M. Van Roosbroeck, au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 14, 15, 18, 19, 21.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière, au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieuport. Observations, p. 26.
- Projet de loi organique de l'apprentissage. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Volckaert, demandant la remise de la discussion, p. 30.
- Inondations dans diverses régions du pays. Observations, p. 35, 36.
- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Observations, p. 55.
- Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Traite de la question de la publication du nouveau *Recueil de législation*, prie le ministre de lui dire ou en est l'affaire dans son administration, et termine en réclamant la discussion du projet relatif à la réforme du jury, p. 60. — Observations, p. 62, 63, 65, 72. — Discours : Commence par parler de la censure préventive, puis traite à nouveau la question de la publication du nouveau recueil des lois, p. 75, 76. — Observations, p. 76.
- Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 105.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires sur des budgets de l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 182.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 192, 194, 195, 198 à 200. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Observations, p. 205.
- Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion générale. Discours : Rend hommage à l'esprit de conciliation des membres de la droite de la commission qui ont accepté le texte du comité de législation, rendant possible, sous certaines conditions, le mariage pour les complices d'adultères, mais défend l'amendement qu'il a présenté avec M. Magnette et Mme Spaak, qui reproduit le projet transmis par la Chambre, p. 206, 207.
- Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les différentes propositions en présence, p. 212.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion des articles. Art. 10. Observations, p. 234.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 281, 284, 298. — Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 298 à 301. — Demande la parole à l'occasion de la mise aux voix de l'amendement de la commission, p. 301. — Demande si les membres du Sénat n'ont pas le droit, à l'occasion de l'amendement de la commission, de demander si le ministre des sciences et des arts ne pose pas la question de confiance, p. 301. — Fait des observations à l'occasion de l'adoption de l'amendement de la commission comme à l'occasion des développements donnés par M. Jauniaux, aux motifs de son abstention au vote de cet amendement, p. 302.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 345, 349.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 353, 357, 376 à 379. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 388, 389, 396, 397.
- Fixation de l'ordre du jour. Observation à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Belle, p. 393.
- Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 501, 502, 504.

Van Floteren (suite)

- Fixation de l'ordre du jour : semaine du 5-7 mars. Observations à l'occasion de la proposition tendant à tenir des séances du matin, p. 522.
- Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 528.
- Fixation de l'ordre du jour. Demande si le Sénat a pris une décision sur le point de savoir si l'assemblée tiendra des séances du matin, p. 523. — Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Propose de remplacer les séances du matin par des prolongations des séances de l'après-midi, p. 528. — Fait encore diverses observations, p. 528, 529.
- Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 531, 532, 535, 536. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 6. Observations, p. 552.
- Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 588, 589.
- Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. Fait remarquer que si la question a été mise à l'ordre du jour, c'est parce que l'on comptait qu'il n'y aurait pas de discussion, p. 621. — Proteste contre le fait que l'on a interrompu le budget des affaires étrangères pour examiner ce projet de loi, p. 621. — Observations, p. 621.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 684 à 688.
- Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. La discussion générale ayant été disjointe à celle du bail à ferme et plusieurs membres désirant encore prendre la parole sur l'ensemble du projet relatif aux biens ruraux des pouvoirs publics, à la suite d'une déclaration de M. le président tendant à ce que la discussion puisse être reprise à l'occasion de l'article 1^{er}; estime que ceci est un mauvais précédent, p. 559. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 693.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et les faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 714. — Demande la parole pour un fait personnel au sujet d'une réponse faite par M. Heyman en réponse à ses observations, p. 714. — Développe son fait personnel, p. 715. — Fait encore diverses observations au sujet de l'incident survenu entre lui et M. Van Floteren, p. 715. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 722, 723, 725.
- Projet de loi portant revision des titres IV à XI du Code électoral et de la proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 101. Observations, p. 787. — Art. 118. Discussion : p. 791. — Art. 120. Discussion, p. 792, 793.
- Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux incompatibilités, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque Nationale. Fait diverses observations au sujet d'une demande de remise formulée par M. Ligy, p. 961.
- Observations au sujet de l'ordre du jour, ainsi que des derniers jours où le Sénat devra siéger, p. 973.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 988, 990, 991.
- Motion d'ordre de M. Moyersoen, qui fait des observations au sujet des dates à fixer pour les dernières séances du Sénat. S'oppose à une proposition tendant à siéger le soir, p. 1032.
- Projet de loi prorogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1036. — Avant la reprise de la discussion, demande que la règle, qui veut que l'on ne vote pas après 4 1/2 heures, soit respectée en sa faveur pendant la séance en cours, p. 1082.
- Interpellation de M. Dewaele au sujet de l'arrêté pris par M. le bourgmestre de Wacken au sujet de la distribution des journaux et circulaires. Observations, p. 1121, 1122.
- Van Overbergh**, sénateur provincial du Brabant.
- Doc.** — Budget des finances pour l'exercice 1929. Rapport, n° 87.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Amendement (co-sign.), n° 151.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Rapports sur le texte amendé par la Chambre, n° 178.

Van Overbergh (suite)

- Ann.** — Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Appuie la motion d'ordre de M. Van Fleteren, qui demande que la commission de l'industrie et du travail se réunisse sans retard pour examiner ce projet, p. 4.
- Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 19 à 21.
- Budget de la justice pour l'exercice 1928. Discussion générale. Observations, p. 72.
- Inondations dans diverses régions du pays. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Schoor, p. 94.
- Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 105.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 136, 138.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. — Discussion générale. Observations, p. 192, 193, 195, 196, 199.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 218, 220.
- Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation Asou. Observations au sujet de l'interpellation de M. Asou relative à la remise à la ville de Tournai de tableaux de Rubens et de Jordans enlevés en 1794, puis restitués par la France, mais demeurés au musée de Bruxelles, p. 273. — Discussion générale du budget. Observations, p. 275, 280, 281, 286 à 288. — Discussion des articles. Article 32. Observations, p. 298 à 300. — Fait diverses observations à l'occasion de l'adoption de l'amendement de la commission, comme au sujet des développements donnés par M. Jauniaux au motif de son abstention au vote de cet amendement, p. 302.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. — Discussion générale. Observations, p. 294, 333, 334.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. — Observations au sujet du moment où le rapport pourra être distribué, p. 274. — Discussion générale. Observations, p. 353, 372, 275, 378, 403, 404.
- Difficulté du ravitaillement des populations en charbon par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations que ces gelées ont amené dans les transports. Par motion d'ordre, se fait l'interprète de l'émotion qui règne par suite de cette situation et demande au ministre des chemins de fer si toutes les mesures en son pouvoir ont été prises, p. 412. — Fait encore des observations, p. 413.
- Budget des finances pour 1929. Dépose le rapport sur ce budget, p. 413. — Discussion générale. Discours : Estime utile de compléter son rapport et donne au Sénat une vue d'ensemble sur l'activité de la machine fiscale, sur le redressement financier et sur les conséquences qui en découlent; termine en déclarant que, le jour où la conférence des experts aura terminé son œuvre de réglementation financière, en respectant les droits acquis de la Belgique, cela permettra au pays de réformer son système fiscal, de reprendre le développement économique interrompu en 1914 et de célébrer le centenaire de l'indépendance belge dans l'espoir fondé d'un avenir meilleur, p. 585 à 589. — Signale des demandes qu'il estime très justifiées en faveur des familles nombreuses : 1° relative à l'indemnité familiale à continuer aux pensionnés et aux veuves d'agents de l'Etat; 2° A l'octroi de l'indemnité familiale aux femmes agents de l'Etat, p. 603. — Observations, p. 603 à 610, 635 à 639, 641, 661.
- Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 439 à 441, 443, 504, 508, 510, 514.
- Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 520, 521, 570.
- Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du grand-cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Observations, p. 659.
- Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 667.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 686, 687.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 722 à 727.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 742, 747 à

Van Overbergh (suite)

- 749, 751, 752, 762 à 765. — Fait diverses observations au sujet de l'application de la loi sur les allocations familiales, p. 765. — Observations, p. 766, 767.
- Projet de loi portant révision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 120. Discussion, p. 793.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Discours : Non seulement au nom des démocrates, mais de toute la droite, déclare qu'ils voteront l'amendement relatif au vote des femmes, parce qu'il se trouve inscrit au programme de l'Union catholique sous la formule générale « Suffrage universel des hommes et des femmes à tous les degrés » et motive cette déclaration, p. 991, 992.
- Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (texte amendé par la Chambre). M. Vauthier ayant demandé l'urgence et M. Dochen ayant fait remarquer certaines omissions, déclare que la commission examinera, p. 956. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 986. — Déclare que la commission a été unanime à appuyer la demande du gouvernement tendant à l'examen rapide de ce projet, p. 986. — Discussion générale de ce projet et d'une interpellation de M. Leurquin. Discours : Déclare que la commission des sciences et des arts, à l'unanimité de ses membres, recommande au Sénat le vote du projet tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre, pour trois motifs : 1° parce que les amendements apportés par la Chambre ne portent que sur des modifications de détail; 2° parce que le nouveau régime constitue un progrès notable sur l'ancien; 3° parce que la commission estime, d'accord avec lui, que l'on ne pourrait espérer mieux dans les circonstances parlementaires existantes, p. 1058, 1059. — Observations, p. 1061.
- Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de la session. Rappelle certains projets importants et urgents qui ne figurent pas encore à l'ordre du jour, p. 1002. — Observations, p. 1002.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Observations, p. 1017.
- Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1085, 1087.
- Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion des articles. Art. 67. Observations, p. 1100.

Van Roosbroeck, sénateur de Malines et Turnhout, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux conseils de prud'hommes. Développement et proposition de loi, n° 180.

Ann. — Nommé secrétaire du Sénat, p. 2.

Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale au sujet de deux faits concernant les prud'hommes : 1° la composition de l'assemblée appelée à désigner les candidats présidents; 2° la nomination des assessseurs juridiques. Le jour de l'ouverture de la session 1928-1929, fait remarquer que son interpellation figure depuis longtemps à l'ordre du jour, demande à pouvoir la développer sans plus de retard et déclare que, si la pratique de remettre la discussion des interpellations devait s'implanter, son parti serait amené à proposer que, ainsi qu'il en est à la Chambre, un jour spécial soit réservé aux interpellations, p. 4. — Développe son interpellation, p. 13 à 15. — Observations, p. 16, 18, 19. — Discours : p. 20, 21.

Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion des articles. Art. 2. Estime qu'il doit y avoir une erreur dans le vote par assis et levé sur la proposition de disjonction de cet article et demande l'appel nominal, p. 8. — Demande que l'on procède à une contre-épreuve, p. 9.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Rappelle que lors de la discussion du précédent budget il avait fait des suggestions au sujet du personnel de l'enseignement, déclare que rien n'ayant été changé depuis l'année précédente, il rappelle les questions qu'il avait soulevées, notamment en ce qui concerne la responsabilité civile du personnel enseignant, la liberté d'opinion, la question des

Van Roosbroeck (suite)

- instituteurs soldats, l'âge de la mise à la retraite et l'insuffisance des traitements, p. 274, 275. — Discussion des articles. Art. 32. Fait des observations à l'occasion de l'adoption de l'amendement du gouvernement, p. 302.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 395.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 722, 723.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande que le règlement d'atelier continue à être appliqué dans tous les chantiers de construction; demande aussi la révision de la loi sur les accidents du travail, parle de la question du contrat d'emploi, ainsi que de celle des conseils des prud'hommes, p. 742, 743. — Reprend et termine son discours, parle de la question du conseil supérieur de l'enseignement technique et de l'organisation de l'enseignement technique en général, p. 746 à 749.
- Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926, relative aux conseils de prud'hommes. Dépose cette proposition de loi, en fait remarquer le but et l'urgence et demande qu'elle puisse être votée avant que le Sénat ne se sépare, p. 972. — Déclare être d'accord au sujet des mesures suggérées par M. Vinck, en vue d'aboutir rapidement, p. 972.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 988, 989.
- Projet de loi modifiant les articles 12, 29 et 31 de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 990.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. Discussion générale. Discours : Proteste contre la manière dont le Sénat est appelé à examiner un projet aussi important et attaque le gouvernement à ce sujet, p. 1016. — Observations, p. 1016. — Discours : Estime que M. Heyman n'a pas compris son intervention, déclare qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans la loi nouvelle, et insiste pour que l'on maintienne l'institution des carnets de safaïres, p. 1017.
- Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radioélectriques; 3° sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communication. Discussion générale. Observations, p. 1112.

Van Schoor, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Doc.** — Proposition de loi abrogeant certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 (co-sign.), n° 157.
- Ann.** — Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Discours, p. 12. — Observations, p. 25, 26. — Discours, p. 26.
- Interpellation de M. Van Roosbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 18, 21.
- Inondations dans diverses régions du pays. Discours : Parle de la catastrophe de Termonde, p. 34, 35. — Observations, p. 35 à 37. — Fait personnel au sujet d'une affirmation produite par M. Baels, m. a. t. p., relativement à la présence immédiate d'un ingénieur des ponts et chaussées au lieu de la catastrophe à Termonde, p. 49. — A la suite des déclarations de M. Baels, m. a. t. p., déclare être d'accord, p. 49. — Par motion d'ordre, attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire exécuter d'urgence les travaux nécessaires pour combler la grande brèche de Moerzeke, signale en même temps un nouveau danger, qu'il a constaté personnellement le matin même, la digue de la Dendre, entre le sas de Wieze et Denderbelle étant en très mauvais état, et prie le ministre de se montrer très énergique, p. 94. — Fait encore diverses observations en réponse à M. Baels, p. 94. — Par nouvelle motion d'ordre, annonce que les bourgmestres des communes inondées viennent de demander une audience à M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics, déclare qu'il est leur interprète pour faire au Sénat un exposé et développe sa motion, p. 123, 124. — Observations, p. 123.
- Projet de loi organique de l'apprentissage. Discussion générale. Observations, p. 42, 45.
- Interpellation de M. Vinck au sujet du remboursement aux fonctionnaires de la retenue de 3 et 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Observations, p. 120.

Van Schoor (suite)

- Interpellation de M. Ronvaux au sujet de l'arrêté royal du 14 novembre 1928 autorisant le secrétaire communal de Grand-Manil à cumuler en cette même commune les fonctions de receveur communal. Observations, p. 123.
- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. Discussion générale. Discours : Signale que l'eau étant revenue dans les communes de Grembergen et de Moerzeke, la situation est aussi grave qu'au début et demande une nouvelle énergie gouvernementale, p. 204. — Fait encore diverses observations, p. 205.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 208.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 233.
- Budgets de la gendarmerie pour l'exercice 1928 et 1929. Discussion générale. Observations, p. 243.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 287, 297.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 292 à 294, 306. — Discours : Défend à nouveau, ainsi qu'il l'a fait en 1928, le programme de la fédération des services d'incendie et fait remarquer combien a été courageuse et utile la conduite des sapeurs pompiers dans les régions inondées, p. 325, 336. — Observations, p. 337, 344 à 346. — Attire l'attention sur la pollution des eaux de la Dendre, p. 346. — Observations, p. 347.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 353. — Discours : Traite la question des inondations, donne notamment lecture, tout en ne les faisant pas siennes, des vœux des propriétaires catholiques de l'arrondissement de Termonde, vœux qu'ils ont adressés directement au Roi; termine en souhaitant que la réponse du ministre soit réconfortante pour la population sinistrée et contiendra une déclaration formelle quant aux indemnités, p. 381 à 383. — Observations, p. 399, 400.
- Difficulté du ravitaillement des populations en charbon par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations occasionnées par ces gelées dans les transports. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Overbergh à ce sujet, p. 413.
- Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Observations, p. 529.
- Projet de loi relatif au bail à ferme et projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics (textes amendés par la Chambre). Discussion générale. Observations, p. 532, 533.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi de certaines autres. Observations, p. 718, 721, 722, 724 à 726, 728.
- Budget de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Souhaite que le ministre examine la possibilité de créer un service de suggestion à la direction générale de l'enseignement technique et développe les motifs de cette demande; termine en citant un extrait d'un ouvrage de M. Heyman, déclarant que l'enseignement professionnel doit être rénové, p. 732 à 734. — Observations, p. 735, 738, 743. — Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 774.
- Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1084 à 1086, 1088.
- Interpellation de M. Dewaele au sujet d'un arrêté pris par le bourgmestre de Wacken au sujet de la distribution des journaux et circulaires. Observations, p. 1122.

Van Vlacderen, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

- Ann.** — Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet des indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder aux sinistrés de l'inondation de Nieupoort. Observations, p. 25.
- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

van Zuylen (ba.on), sénateur de Liège.

Doc. — Projet de loi accordant l'autonomie financière au Comptoir et à la Sècherie de Graines forestières de l'Etat, à Groenendael. — Rapport, n° 122.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 112. — Discours : Fait remarquer que les agents forestiers n'ont pas obtenu ce à quoi ils pouvaient prétendre légitimement lors de la péréquation de 1927, et termine en demandant que l'on rétablisse au moins une troisième direction à l'administration des eaux et forêts, p. 125.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Se joint au baron Gillès de Pelichy pour demander que l'on s'occupe de la question si importante des plantations le long des routes et des canaux et termine en insistant sur l'urgence de la reconstruction du pont de Visé détruit par la guerre, p. 360.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Discussion des articles. Article 6. Observations, p. 552.

Budget des finances pour 1929. — Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il considère qu'il est temps de mettre fin au régime des forêts sous séquestre et de les faire rentrer définitivement dans le domaine national belge; termine en signalant au ministre les exagérations fiscales de nombreux receveurs d'enregistrement et demande que ces receveurs ne prennent pas comme base les prix maxima, p. 613.

Budget de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Discours : Plaide la cause de la ville de Liège en ce qui concerne le refus d'accorder aux charbonnages de Belle-Vue et de Bien-Venue, une extension de concession sous le territoire des communes de Liège et de Bressoux, p. 739.

Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 993.

Vauthier, sénateur-coopté, ministre des sciences et des arts.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion générale. Discours : Défend le projet tel qu'il a été adopté par la Chambre et prie le Sénat de l'admettre à son tour, p. 6. Estime que les observations de M. Vermeylen, quant à l'interprétation de l'article 238 de la loi électorale ne doivent pas retarder le vote du projet, p. 6, 7. — Fait encore diverses observations, p. 7, 8. — Discussion des articles. Article 2. A la suite de la décision de renvoi à la commission, déclare que ce qui préoccupe avant tout le gouvernement, c'est d'aboutir promptement à une solution pratique, c'est-à-dire au vote de l'article 1^{er}, la nomination des professeurs étant une question urgente, ainsi qu'il l'a déjà fait remarquer, p. 10, 11. — Vote en seconde lecture. Déclare que le gouvernement se rallie à la proposition de M. Vermeylen faite au nom de la commission et tendant à ce que le Sénat vote immédiatement le projet formé seulement de l'article 1^{er}, déclare encore que le gouvernement tient à l'article 1^{er}, le seul dont il soit l'auteur, l'article 2 étant dû à l'initiative de M. Carton de Wiart, et prie le Sénat de voter d'urgence l'article 1^{er}, p. 27.

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques, dépendant du ministère des sciences et des arts. Dépose ce projet de loi, p. 133. — Discussion des articles. Article 1^{er}. Déclare se rallier à l'amendement de M. Braun estimant que l'Institut supérieur des arts décoratifs visés par celui-ci est une des initiatives les plus heureuses qui se soit produite en Belgique depuis la guerre, p. 304.

Projet de loi ayant pour objet la protection des sites, des monuments et des édifices dont la conservation est d'intérêt national, au point de vue historique, artistique ou scientifique. — Dépose ce projet de loi, p. 190. — Ce projet venant en ordre utile pendant la dernière séance de la session, estime que son examen n'est nullement urgent, p. 1119.

Interpellation de M. Asou au sujet de la suite que le gouvernement entend donner aux réclamations de la ville de Tournai, appuyée par le conseil provincial du Hainaut, tendant à la remise à cette ville, par son musée des beaux-arts, de deux tableaux de Rubens et de Jordaens, enlevés à Tournai en 1794, restitués plus tard par la France, mais demeurés depuis lors au musée de Bruxelles. Admet la demande de M. Asou tendant à ce que cette interpellation soit jointe à la discussion de son budget, p. 244.

Vauthier (suite)

Budget des sciences et des arts pour 1929 et Interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 265. — Déclare qu'il comptait répondre immédiatement à l'interpellation de M. Laboulle, mais estime que, s'il y a encore des orateurs inscrits, et vu l'ampleur qu'a pris la discussion, il préfère rencontrer dans sa réponse toutes les observations présentées, p. 266. — Répond à l'interpellation de M. Asou au sujet de la remise à la ville de Tournai de tableaux de Rubens et de Jordaens enlevés en 1794, puis restitués par la France, mais demeurés au musée de Bruxelles, p. 273-274. — Observations, p. 274. — Reprise de la discussion générale du budget. Observations, p. 275, 277. — Discours : Répond aux observations présentées notamment à l'interpellation de M. Laboulle au sujet de la réorganisation de l'enseignement supérieur et aux autres discours prononcés à ce sujet, en particulier, par M. Digneffe, p. 279 à 282. — Reprend son discours et développe ses réponses aux observations qui ont été présentées, p. 284 à 292. — Répond à M. Vinck, p. 296. — Répond aux dernières observations présentées, p. 297, 298. — Discussion des articles. Article 32. Déclare qu'il s'est montré personnellement très sympathique à la réunion de la commission, au chiffre proposé par la commission, mais que le ministre des finances n'a admis que la majoration de 500,000 francs, prie donc le baron de Moflarts d'abandonner son chiffre, p. 300. — Article 38. Prie le Sénat de ne pas se rallier à l'amendement de M. Laboulle et motive sa demande, p. 302, 303. — Article 109. Déclare accepter l'amendement de la commission avec les modalités d'application qui y sont indiquées, p. 304.

Projet de loi relatif au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Au moment de l'ouverture de la discussion des articles, fait des observations au sujet de l'absence du ministre Baels, p. 549.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. (Texte amendé par la Chambre.) Au nom du gouvernement, prie le Sénat d'examiner ce projet avant de se séparer, fait remarquer au Sénat que, bien que certains amendements de détail aient été apportés à ce projet, c'est bien le projet du Sénat qui lui revient tel quel, prie en conséquence le Sénat de le voter sans le modifier, afin de ne pas retarder sa promulgation, et développe les motifs de cette demande, p. 956. — Discussion générale de ce projet et d'une interpellation de M. Leurquin au sujet de l'émotion causée parmi les étudiants de nos instituts agronomiques, les diplômés de ces instituts n'étant pas compris dans la liste des grades académiques. Déclare qu'il n'a rien à ajouter au discours de M. Van Overbergh, rapp., et le remercie de la clairvoyance et du zèle qu'il a apporté à l'examen du projet, estimant que c'est grâce à lui que le projet pourra être voté pendant la session en cours, p. 1059. — Discours : Répond aux observations présentées en ce qui concerne les ingénieurs agricoles et les dentistes et déclare que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour concilier tous les intérêts en cause, p. 1062, 1063. — Discussion des articles. Art. 47. Répond à ce moment à la question de M. Vermeylen en ce qui concerne la liberté donnée aux étudiants ayant déjà subi une épreuve académique, de choisir entre le régime ancien et le régime nouveau, et y répond affirmativement, p. 1080.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Estime que ce projet ne rencontrera pas d'opposition, p. 1119.

Vente de marchandises belges à l'étranger. — V. Industrie, commerce et travail : Bonne fin de ventes de marchandises belges.

Verbrugge, sénateur de Bruges.

Ann. — Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Discours : Au nom de milliers d'habitants de Bruges, fait appel au Sénat pour qu'il vote le projet tel quel, un vote à faible majorité étant de nature à miner la confiance de l'étranger, et pose quelques questions au gouvernement en ce qui concerne l'adjudication des dragages, p. 438, 439. — Discours : Fait une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé le mardi précédent; développe à nouveau l'utilité et l'importance du port de Zeebrugge et fait un nouvel appel pour que la convention soit votée, p. 514.

Verbrugge (suite)

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 722.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Chapitre XI. Discours : Attire, à cette occasion, l'attention du ministre sur le barème des employés de la Bourse du travail à Bruges, p. 777.

Verheyden, sénateur de Louvain.

Ann. — Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Discours : Défend un amendement qu'il a présenté avec MM. Beauduin et consorts en faveur de l'étude de la canalisation du Démer; se joint à M. Beauduin pour déplorer le manque de personnel du service hydraulique, et, en s'excusant de traiter un objet qui se rapporte au budget de l'agriculture, à la discussion duquel il n'a pu assister, insiste auprès du ministre pour qu'il vienne en aide aux communes pour la réfection de leur voirie, p. 373.

Vérification des pouvoirs. — V. Lois électorales : Règles à suivre pour la vérification des pouvoirs des élus.

Vermeyley, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Rapport n° 9.

Proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et les fonctions de membre des Chambres législatives (co-sign). Annexe au n° 70.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 25 juin 1894. Discussion générale. Discours : Déclare que l'on reconnaît unanimement l'urgence de l'article 1^{er}, qui formait le projet primitif, mais annonce que la commission propose, à l'unanimité, de disjoindre l'article 2 relatif aux incompatibilités, article qui a été introduit dans le projet par un amendement présenté par la section centrale de la Chambre, p. 6. — Maintient son opposition, p. 6. — Fait encore diverses observations, p. 7. — Par motion d'ordre et avec l'assentiment du Sénat, fait verbalement rapport sur le nouvel examen fait par les commissions réunies des sciences et des arts et de l'intérieur, et déclare que ces commissions proposent à l'assemblée : de maintenir la disjonction de l'article 2, de voter d'urgence l'article 1^{er} qui serait renvoyé à la Chambre, qui pourrait ainsi, si elle le voulait bien, voter le projet amendé très rapidement; de renvoyer l'article 2 disjoint à la commission de l'intérieur; fait remarquer qu'il y a un précédent à cette procédure, qui a été admise par le gouvernement à la Chambre, par la voix de M. Hymans (alors m. j.), pour le projet modifiant les lois d'organisation judiciaire, lors de la disjonction des articles relatifs à la compétence; annonce en terminant que MM. Digneffe, le baron de Moffarts et lui-même comptent déposer incessamment une proposition de loi reprenant l'article 2 disjoint du projet en discussion, mais en y apportant certaines modifications, p. 26.

Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Appuie les observations faites par MM. Carpentier, Digneffe et Laboulle en ce qui concerne la liberté à laisser aux universités et plus particulièrement le triple vœu émis par M. Laboulle, p. 275, 276.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale et discussion d'une interpellation de M. Leurquin. Discours : Indique les motifs pour lesquels il émettra un vote affirmatif; estime que le projet marque un progrès important sur la situation existante, puis pose des questions au ministre quant à l'interprétation des articles 47 et 49, p. 1062.

Vétérinaires (création d'un pouvoir disciplinaire). — V. Art de guérir.

Veuves et orphelins de combattants. — V. Pensions : Pensions militaires.

Veuves remariées des victimes de la guerre. — V. Pensions.

Vice-présidents du Sénat. — V. Président du Sénat.

Vicinaux. — V. Chemins de fer.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Assurances sociales : a) Employés; b) Vieillesse et décès prématuré; c) Pensions de vieillesse.

Vilain XIII (vicomte Adrien), sénateur de Mons et Soignies.

Ann. — Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Réclame le relèvement à la première classe du tribunal de première instance de Mons, p. 61.

Difficultés du ravitaillement des populations en charbons par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations occasionnées par ces gelées dans les transports. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Overbergh à ce sujet, fait diverses observations afin de faire ressortir les difficultés éprouvées, comme l'effort fourni par l'industrie charbonnière, p. 413.

Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radio-électriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radio-communications. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels, après un examen approfondi de ces projets, des questions de principe étant en jeu : monopole d'émissions, monopole de presse, etc., il ne pourra émettre un vote affirmatif, p. 1109, 1110.

Vilain XIII (vicomte Georges), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Projet de loi relatif à la construction d'un tunnel sous l'Escaut, à Anvers, et à l'aménagement des terrains de la rive gauche. — Rapport, n° 140.

Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1879. — Rapport, n° 164.

Ann. — Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Fait, au point de vue pratique, quelques suggestions en ce qui concerne les subsides aux waterings pour l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables, suggestions inspirées par les calamiteuses inondations de l'Escaut, p. 100 à 102.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 108.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 187.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations. Discussion générale. Observations, p. 204. — Discours : Exprime le vœu que les waterings et les polders soient représentés dans la nouvelle commission dont le ministre annonce la constitution, p. 204. — Fait encore diverses observations en réponse à M. Leurquin en ce qui concerne la responsabilité des directions des polders et des waterings, p. 205.

Projet de loi relatif au bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 559.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Traite la question de la politique suivie en matière de construction de maisons à bon marché et termine en priant le ministre de faire simplifier les formalités afin que la solution aux demandes : donnée dans un délai raisonnable, p. 775.

Projet de loi relatif à la construction d'un tunnel sous l'Escaut. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que, en tant que Waeois, il votera le projet, puis attire l'attention du Sénat sur la nécessité de développer les moyens de communication entre les deux rives de l'Escaut, à Anvers, estimant que le projet soumis à l'approbation du Sénat et pour lequel il sollicite son adhésion unanime, n'est qu'une première réalisation des vœux du Pays-de-Waes, p. 901 à 903.

Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 20 mai 1879. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 973.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale et discussion d'une interpellation de M. Leurquin sur la non-admission des diplômes des instituts agronomiques dans la

Vilain XIII (vicomte Georges) (suite)

liste des grades académiques. Discours : A la suite du développement par M. Leurquin de son interpellation, défend à son tour les intérêts des ingénieurs agricoles et termine en déclarant que les études agronomiques doivent prendre le rang qu'elles méritent en vue du développement d'une des premières industries du pays, p. 1060.

Vinck, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

Doc. — Projet de loi relatif à la conservation des monuments et des sites. Rapport, n° 137.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Rapport, n° 190.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat et l'article 238 de la loi électorale du 28 juin 1894. Discussion générale. Observations, p. 7. — Discussion des articles. Art. 2. Appuie les observations faites par M. de Brouckere, à l'occasion d'un incident soulevé par une demande d'appel nominal, p. 9. — A la suite d'une observation de M. le président au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement, estime que cette question, bien que délicate, doit être résolue dans le sens que la disjonction, telle qu'elle vient d'être votée, constitue un amendement qui tombe sous l'application de l'article 54 du règlement, p. 10. — Observations, p. 11.

Budget de la justice pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 70 à 72.

Interpellation adressée à M. le ministre des finances au sujet du non-remboursement aux fonctionnaires de la retenue de 3 et de 7 p. c. opérée sur leurs traitements pendant le premier semestre de 1928. Développe son interpellation, p. 117 à 119. — Observations, p. 119. — Discours, p. 120-121.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Commente les observations formulées par le baron de Moffarts, estime que son désir de voir une commission établir les mérites des communes est difficile à réaliser et qu'il est infiniment préférable, pour mettre fin à la situation lamentable des communes, de distribuer les fonds au prorata de leur déficit, p. 180.

Projet de loi fixant un délai encadans lequel la députation permanente du conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales en ce qui concerne les distributions d'énergie électrique. Par motion d'ordre, demande, alors que l'article unique a déjà été voté, à déposer à l'article unique de ce projet un amendement au sujet duquel le ministre et le rapporteur se sont déclarés d'accord, et donne lecture de son amendement, p. 183. — Déclare renoncer à reprendre la parole, p. 183.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi accordant une pension à la veuve du lieutenant général baron Jacques de Dixmude. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi abrogeant l'article 298 du Code civil. Discussion. Fait des observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les diverses propositions en présence, p. 215.

Budget des sciences et des arts pour 1929, et interpellation de M. Laboulle au sujet de l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 263, 278. — Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire des écoles un milieu éducatif et non pas seulement un débit de science, p. 278. — Discours : Précise le sens de son intervention en ce qui concerne l'éducation et l'instruction dans les écoles, p. 295, 296.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 292 à 294. — Discours : Traite la question des taudis, parle ensuite de la nécessité de relever les salaires des ouvriers et les petits traitements et développe cette question, p. 326 à 328.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 377. — Discussion des amendements relatifs à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 387, 388, 390. — Discours : Commence par déclarer qu'il ne comprend pas l'opposition du gouvernement à l'amendement proposé par M. Segers, estimant que tout le monde devrait désirer sortir de l'équilibre, et que, avec la solution proposée rien n'est compromis, que celle-ci n'est pas onéreuse et permet de réaliser des travaux définitifs, p. 393 à 395. — Observations, p. 396. — Fait encore diverses observations, dans le but de préciser le problème en discussion, p. 397.

Vinck (suite)

Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux conseils de prud'hommes. M. Van Roosbroeck demandant que sa proposition puisse être votée au cours de la présente session, indique les mesures à prendre en vue d'obtenir ce vote, à la Chambre et au Sénat, p. 972.

Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il aurait voulu renoncer à la parole, afin d'abrégier le débat, mais qu'il considère comme un devoir de faire un effort pour empêcher le Sénat de suivre la Chambre, développe les motifs pour lesquels il estime que ce sera un honneur pour le Sénat de donner une indication au point de vue du respect de la moralité en rejetant le projet d'abrogation, et un honneur pour la Belgique de continuer à posséder une réglementation, p. 1084. — Observations, p. 1085 à 1087, 1090.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Dépose le rapport sur ce projet de loi, et demande l'urgence, p. 1082. — Observations, p. 1119. — Discussion générale. Observations, p. 1119.

Interpellation de M. Dewaele au sujet d'un arrêté pris par M. le bourgmestre de Wacken (Flandre occidentale) et portant interdiction de distribuer des journaux et circulaires dans un rayon de moins de cent mètres de l'église. Discours, p. 1122.

Volckaert, sénateur de Mons et Soignies, questeur du Sénat.

Doc. — Budget des sciences et des arts pour 1929. Amendement à l'article 32 du tableau, n° 6.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Amendements, n° 15.

Ann. — Interpellation de M. Van Roesbroeck au sujet de certains faits concernant les prud'hommes. Observations, p. 15, 19.

Interpellation de M. Paulsen au sujet du retard apporté à l'élaboration du barème des commis des hypothèques. Observations, p. 23.

Projet de loi organique de l'apprentissage. Par motion d'ordre, demande, plusieurs membres qui désirent présenter des observations relatives à ce projet étant absents, que la discussion soit ajournée au début de la prochaine séance, p. 30. — Observations, p. 30. — Discussion générale. Dépose, avec M. Mertens, un amendement à l'article 16 et motive cet amendement, p. 32.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de la Cour des comptes. Discussion générale. Observations, p. 54.

Budget de l'agriculture pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 103, 104, 109, 112. — Discours : Estime que les agriculteurs sont fatigués d'être exploités par les parasites, estime qu'il n'a pas été fait de lois en faveur des travailleurs agricoles, se demande pourquoi les tramways sont rattachés au budget de l'agriculture, traite la question des transports à Bruxelles et demande que l'on développe les transports en autobus, p. 112, 113. — Observations, p. 114 à 116, 128, 129.

Fixation de l'ordre du jour. Observations, p. 146.

Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observations, p. 199. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations de 1928. — Discussion générale. Observations, p. 205.

Projet de loi ayant pour objet de soumettre respectivement au contrôle de l'Œuvre nationale des invalides de guerre et de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre les appels à la générosité publique sous le couvert ou en faveur d'invalides de la guerre et de leurs familles. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence faite par M. Ligy, rapp., p. 208.

Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté en faveur du relèvement de la solde du soldat, puis demande au ministre si, oui ou non, les soldats ont le droit de lire le *Peuple*, p. 217, 218. — Observations, p. 219, 221, 225 à 228. — Discussion des articles. Art. 41. Observations, p. 239.

Budget des sciences et des arts pour 1929 et interpellation de M. Laboulle relative à l'enseignement supérieur. Discussion. Observations, p. 264. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il est nécessaire d'aider les enfants des familles

Volckaert (suite)

nombreuses à poursuivre des études moyennes, professionnelles et supérieures, déclare qu'il demande un crédit d'un million à cet effet, p. 266. — Observations, p. 281. — Discours : En réponse à un discours de M. Jaspar, p. m., développe ses critiques contre le comité du trésor, p. 283, 284. — Observations, p. 284, 285, 287, 291, 292. — Discussion des articles. Art. 32 relatif aux familles nombreuses. Observations, p. 300. — Réfute le discours de M. le baron de Moffarts, p. 300. — Observations, p. 301. — Fait remarquer une nouvelle mesure fiscale, qui est tout à l'avantage des célibataires, p. 301.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 293. — Discussion des articles. Vote des articles réservés. Art. 28. Rappelle que l'appel nominal a été demandé sur cet article, p. 354.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 353, 374, 375, 377, 378. — Fait diverses observations au sujet de la suite de la discussion, notamment en ce qui concerne le moment où sera délégué l'amendement de la commission à l'article 166 et ayant trait aux travaux en vue de la réalisation de la jonction Nord-Midi, p. 381.

Difficultés du ravitaillement des populations en charbon, par suite des gelées exceptionnelles et des perturbations amenées par ces gelées dans les transports. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Overbergh à ce sujet, fait remarquer que, malgré les mesures prises, la situation demeure assez tragique, surtout pour les ménages ouvriers qui achètent au jour le jour; prie le gouvernement d'examiner la possibilité d'utiliser le charroi automobile de l'armée en cette circonstance, p. 412, 413.

Projet de loi portant revision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme (texte amendé par la Chambre). Observation à l'occasion de la demande d'urgence faite par M. Mullie, p. 437. — Discussion générale de ce projet de loi et du projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. Observations, p. 530. — Discussion des articles du projet relatif au bail à ferme. Art. 5. Observations, p. 552.

Proposition de loi tendant à ajouter un article 3bis à la loi organique de l'enseignement primaire. Le président ayant proposé de commencer l'examen de ce projet, demande, plusieurs membres qui désirent prendre la parole n'étant pas présents, que cette discussion soit remise à une séance ultérieure, p. 469.

Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 502, 509.

Fixation de l'ordre du jour. Proposition de M. le président tendant à tenir des séances du matin. Discussion : Appuie la proposition de tenir des séances du matin, afin que l'on en tienne au moins une par semaine, souhaitant, quant à lui, que le Sénat termine ses travaux aux vacances de Pâques, pour permettre aux sénateurs de prendre parfait contact avec le corps électoral, p. 529. — Observations, p. 528, 529.

Projet de loi relatif à la location des biens ruraux appartenant aux pouvoirs publics. La discussion générale ayant été jointe à celle du bail à ferme, et certains membres proposant d'ouvrir à nouveau une discussion générale, propose de permettre à ceux qui désiraient prendre la parole sur l'ensemble, de le faire à l'occasion de l'article 1^{er}, p. 559. — Discussion des articles. Art. 2. Observations après l'adoption de l'amendement de M. Moyersoën, p. 704. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Fait de brèves observations au sujet du renvoi à la Chambre, p. 745.

Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 569, 570. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il est utile de soutenir le conseil supérieur du tourisme; termine en demandant que l'on veuille à ce que les trains « Pullmann » ne suppriment pas les trains express ou ordinaires, suggère que l'on remplace dans certains trains un wagon de première classe par un wagon de troisième, p. 572 à 574. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 582. — Art. 38. Demande si les 100,000 francs prévus à cet article sont bien destinés à la propagande pour le tourisme, p. 588.

Fixation de l'ordre du jour. Proteste contre une proposition de siéger le mardi matin, p. 584.

Projet de loi portant agrandissement de la ville d'Anvers. Discussion générale. M. Van Fleteren ayant fait remarquer que cet objet n'avait été porté à l'ordre du jour que parce que l'on comptait qu'il n'y aurait pas de discussion, confirme cette affirmation, p. 621.

Volckaert (suite)

Projet de loi accordant le bénéfice de l'éméritat aux lieutenants généraux titulaires du Grand Cordon de l'Ordre de Léopold. Discussion générale. Discours : Combat le projet, estimant que l'argent affecté à l'augmentation de traitement visé par le projet de loi serait plus utilement employé à donner un peu plus de bien-être aux orphelins de ceux qui ont donné leur vie pour le pays, p. 658. — Observations, p. 658, 659, 660.

Budget des finances pour 1929. Discussion générale. Discours : Demande au gouvernement qu'il étudie la question des carburants; demande ensuite que l'on ait des feuilles de contributions plus simples, demande que l'on modernise quelque peu les bureaux des contributions, et termine en attirant l'attention du ministre sur les formalités vexatoires et interminables auxquelles donne lieu le dédouanement d'un simple colis à l'entrepôt, p. 660, 661. — Observations, p. 661.

Budget des affaires étrangères pour 1929 et projets de loi approuvant les conventions relatives : a) à l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation; b) aux sentences arbitrales rendues à l'étranger; c) à l'Union internationale de secours. Discussion générale. Observations, p. 668, 671.

Projet de loi relatif à la revision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Pose une question au point de vue de la forclusion, p. 709.

Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 722, 726, 727.

Projet de loi portant revision des titres IV à XI du Code électoral. Observations au sujet de la mise à l'ordre du jour, p. 727.

Budgets du Congo : Au moment où le Sénat va aborder l'examen des différents budgets du Congo, annonce que la commission des colonies propose au Sénat, étant donné que la Chambre a discuté longuement le budget des colonies et que ces budgets ont été complètement dépensés, de ne pas procéder, au cours de la présente session, à une longue discussion, mais déclare que la commission a demandé que, l'année suivante, le budget des colonies soit déposé au Sénat, afin que celui-ci puisse examiner ce budget d'une façon approfondie; exprime encore le désir de la commission de voir le ministre des colonies déposer le plus tôt possible un projet sur le contrat d'emploi du personnel blanc au Congo, p. 779.

Projet de loi portant revision des titres IV à XI du Code électoral et proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeur aux universités de l'Etat et celles de membre des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 120. Discussion, p. 792, 793.

Vacances de Pâques. M. le président ayant proposé au Sénat de se séparer à la fin de la séance du 27 mars et de reprendre ses travaux le 23 avril, fait diverses observations au sujet de l'éventualité d'une réunion qui, à la demande de M. Lippens, m. c. f. m. p. t. t. a., précéderait le 23 avril, p. 815.

Projet de loi ayant pour objet d'exempter de certains impôts les dons et legs faits au profit de la société coopérative Le Fonds du Logement des Familles nombreuses et la société coopérative Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses. Discussion générale. Discours : Motive le vote affirmatif du groupe socialiste, p. 900, 901.

Projet de loi portant revision des titres IV à XI du Code électoral et modifications à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales. Observations au sujet de l'urgence du projet, p. 959.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux incompatibilités, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque Nationale. Fait diverses observations au sujet d'une demande de remise formulée par M. Ligy, p. 961.

Projet de loi approuvant les actes internationaux signés à La Haye le 6 novembre 1925, relatifs à la propriété industrielle, à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce et au dépôt international des dessins ou modèles industriels. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 962.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 901. — Discussion générale. Observations, p. 980.

Projet de loi ouvrant des crédits au budget du ministère des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique à titre d'indemnités à la Société nationale des Chemins de fer belges, du chef de réductions de tarif de transports accordées aux familles nombreuses. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.

Volekaert (suite)

- Projets de loi : 1° sur la fondation de l'Institut national belge de radio-diffusion; 2° établissant une redevance sur les postes récepteurs radioélectriques; 3° sur la radiotélégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications. Observations au sujet de la demande de M. Hicquet tendant à donner lecture de ses rapports, p. 986. — Discussion générale. Observations, p. 1116.
- Fixation de l'ordre du jour. M. Hicquet ayant demandé à pouvoir donner immédiatement lecture de rapports concernant les projets sur la radiotélégraphie et sur certains projets intéressant les chemins de fer, déclare que son groupe ne veut pas faire de l'obstruction, mais s'oppose à voter des projets sans avoir pu prendre à loisir connaissance des rapports, p. 986.
- Projet de loi déterminant la composition du corps électoral appelé à participer aux élections provinciales de 1929. Discussion générale. Observations, p. 991, 992.
- Projet de loi domaniale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1030.
- Projet de loi assimilant l'office de la navigation à l'Etat pour l'application des lois fiscales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi portant dérogation à l'article 45 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi relatif à la liquidation des séquestres de guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi sur le gouvernement du Congo belge relatif aux magistrats, fonctionnaires, militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la colonie; et l'article 1^{er} de la loi du 12 mars 1923 relatif à la pension de ces agents. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 20 mai 1879. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi sur les accidents du travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1033.
- Projet de loi abrogeant les arrêtés-loi de 1926 relatifs à l'heure de fermeture des établissements publics. Discussion générale. Observations, p. 1035.

W

Wacken (Mesures prises par le bourgmestre de). — V. Interpellations au nom de M. Dewaele.

Waterschei (Catastrophe minière de). — V. Interpellations au nom de M. Diriken.

Wautelet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Projet de loi portant création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours. Déclare qu'il votera le projet selon le vieil adage disant qu'entre deux maux il faut choisir le moindre, et développe les motifs de son attitude, se réservant de parler plus longuement, lors du budget de l'industrie et du travail, du tort fait à la plupart des anciens accidentés du travail, p. 51. — Fait encore diverses observations, p. 52.

Wautelet (suite)

- Projet de loi concernant l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 207.
- Budget de la défense nationale pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 221.
- Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 299, 301.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 294.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 356.
- Projet de loi relatif aux installations maritimes de Bruges. Discussion générale. Observations, p. 507, 515.
- Budget des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique pour 1929. Discussion générale. Discours : En qualité de président du syndicat des employés, attire l'attention du ministre sur les nombreuses plaintes qu'il a reçues au sujet de l'exclusion de ces travailleurs de bureau du bénéfice des coupons de semaine, p. 580.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1929. Discussion générale. Observations, p. 685.
- Projet de loi relatif à la revision des pensions et allocations prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Pose une question au sujet des cas d'aggravation de maladie, p. 709.
- Interpellation de M. Mousty au sujet du retard apporté à l'octroi de certaines pensions et des faveurs accordées à l'octroi d'autres. Observations, p. 721 à 723.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1929. Discussion générale. Observations, p. 762, 765, 766. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Commence par insister auprès du ministre pour qu'une proposition de loi présentée à la Chambre par M. Bologne et tendant à modifier la loi sur le contrat d'emploi, soit examinée d'urgence, tout en déclarant qu'il n'est pas complètement d'accord avec l'auteur de ce projet; fait remarquer la nécessité de réglementer l'hygiène des bureaux et des magasins, puis parle des anciens accidentés du travail, p. 769.
- Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Observations, p. 977, 979.
- Projet de loi modifiant les articles 12, 29 et 31 de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 990.

Weyler, sénateur d'Anvers.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1929. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il demande l'augmentation du subside alloué au Musée des Beaux-Arts d'Anvers et celui du Musée de Gand, insiste également pour que le ministre surveille les achats de tableaux faits pour le musée du gouvernement, estimant que certains des tableaux achetés n'ont aucune qualité pour être exposés dans un musée, p. 278.

Wilmarsdonck. — V. Communes : Anvers : Annexion de territoire.

Z

Zone de sécurité autour des aérodromes. — V. Armée : Aéronautique.